

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

REVUE

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE

ET DE GÉOGRAPHIE INTERNATIONALE

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1913

LIVRE ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

PARIS — 1913



PARIS

LEAUX & C^{IE}

15, rue de la Harpe

PARIS — 1913

Imprimerie de la Librairie

1913

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

LII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT VINGT-CINQ



PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL

DE DIPLOMATIE HISTORIQUE

ET DE DROIT INTERNATIONAL

TOME IV 1881

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library



PARIS

LEAUX & CO

15, rue de la Harpe

LEAUX & CO, IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

52^e ANNÉE

N^{os} 1-2-3.

JANVIER-FÉVRIER-MARS 1913

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

GRANDE-BRETAGNE — COLOMBIE

Protocole concernant l'application à certaines possessions britanniques du traité de commerce conclu entre les deux pays le 16 février 1866.

(20 août 1912)

Les relations commerciales entre l'Empire britannique et la République de Colombie étant réglées par le traité du 16 février 1866 et la conclusion d'un nouvel accord entre les deux pays relativement à l'application dudit traité dans certaines possessions de Sa Majesté Britannique, savoir : le Dominion du Canada, la Confédération d'Australie, le Dominion de la Nouvelle Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud et la Colonie de Terre-Neuve, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République de Colombie, par le présent protocole, conviennent que l'une quelconque des deux parties contractantes aura le droit de mettre fin à l'effet dudit traité à l'égard de l'autre ou à l'un des dominions ci-dessus mentionnés, à quelque moment que ce soit, pourvu que l'avis en ait été donné douze mois auparavant.

Il est convenu, en outre, que dans le cas où, en vertu du présent

protocole, le susdit traité viendra à cesser d'avoir effet dans la Confédération d'Australie, il cessera aussi d'être en vigueur et ne sera plus applicable dans la colonie de Papua et dans l'île de Norfolk, si ainsi le veut l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi, nous Percy C. Wyndham, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique en Colombie et José María González Valencia, Ministre des Relations Extérieures de la République de Colombie, nous avons signé le présent protocole (1) en la ville de Bogotá, au Palais de San Carlos, le 20 août 1912.

(L. S.) PERCY C. WYNDHAM.

(L. S.) JOSÉ M. GONZALEZ VALENCIA.

BRÉSIL — CHINE

Convention d'arbitrage

(3 août 1909)

Sa Majesté l'Empereur de Chine et le Président des Etats-Unis du Brésil, désirant conclure une convention d'arbitrage en application des principes énoncés dans les articles 15 à 19 et 21 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à La Haye le 29 juillet 1899, et des articles 37 à 40 et 42 de la Convention signée à la même ville de La Haye le 18 octobre 1907, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de Chine, Monsieur Lien-Fang, Vice-Président du Wai Wu Pu ;

Le Président des Etats-Unis du Brésil, Monsieur M. C. Gonçalves Pereira, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Chine ;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux Hautes Parties Contractantes qui viendraient à se produire entre Elles, et qui n'auraient pu être réglés par

(1) l'original a été rédigé en anglais et en espagnol.

la voie diplomatique seront soumis à la Cour Permanente d'Arbitrage établie, par la convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Etats Contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances, étant, en outre, entendu que, si l'une des deux Parties Contractantes le préfère, tout arbitrage résultant de la présente convention sera soumis à un chef d'Etat, à un Gouvernement ami, ou à un ou plusieurs Arbitres choisis en dehors des listes du Tribunal de La Haye.

ART. 2

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties Contractantes avant de s'adresser à la Cour Permanente de La Haye, à d'autres Arbitres ou à un seul Arbitre, signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'Arbitre ou des Arbitres, et les conditions à observer en ce qui concerne les délais pour la constitution du Tribunal Arbitral ou le choix de l'Arbitre ou des Arbitres, ainsi que les règles de la procédure.

Il est entendu que, pour ce qui concerne l'Empire de Chine, les compromis spéciaux dont il s'agit seront faits par l'Empereur dans les formes et aux conditions qu'il jugera nécessaires ou convenables, et pour ce qui concerne les Etats-Unis du Brésil par le Président de la République avec le consentement du Congrès National.

ART. 3

La présente convention est conclue pour une durée de cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce terme, elle continuera à rester en vigueur pendant une nouvelle période de cinq années, et il en sera de même successivement.

ART. 4

La présente convention sera ratifiée après l'accomplissement des formalités légales dans les deux pays, et les ratifications en seront échangées à Rio-de-Janeiro aussitôt que faire se pourra (1).

La présente convention a été rédigée dans les trois langues chinoise, portugaise et française. Quatre exemplaires en ont été préparés. En cas de contestation le texte français seul fera foi.

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris le 14 décembre 1911.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Péking le dix-huitième jour de la sixième lune de la première année de Hsueng-Tung, correspondant au troisième jour du mois d'août de mil neuf cent neuf.

(L. S.) LIEN-FANG.

(L. S.) M. C. GONÇALVES-PEREIRA.

BRÉSIL-EQUATEUR

Convention d'arbitrage

(13 mai 1909)

TEXTE ORIGINAL DE LA CONVENTION EN LANGUE PORTUGAISE

O Presidente dos Estados Unidos do Brazil e o Presidente da Republica do Equador, desejando concluir uma convenção de arbitramento de accordo com os principios enunciados nos artigos de numeros 15 a 19 e do artigo 21 da convenção para o concerto pacifico dos conflictos internacionaes assignada na Haya a 29 de julho de 1899 e nos Artigos de numeros 37 a 40 e artigo 42 da convenção assignada na mesma cidade da Haya a 19 de outubro de 1907 nomearam para este effeito os seguintes Plenipotenciarios, à saber :

O Presidente dos Estados Unidos do Brazil, a Sua Excellencia o Senhor Joaquim Nabuco, Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario dos Estados Unidos do Brazil junto ao Governo dos Estados Unidos da America, Membro do Tribunal Permanente de Arbitramento da Haya :

O Presidente da Republica do Equador a Sua Excellencia o Senhor Don Luis Felipe Carbo, Enviado Extraordinario et Ministro Plenipotenciario da Republica do Equador junto ao Governo dos Estados Unidos da America, Membro do Tribunal Permanente da Haya ;

Os quaes, depois de haverem communicado entre si os seus respectivos poderes, achados em bôa e devida forma, convieram nos seguintes Artigos :

ARTIGO I

Os desacordos que possam occorrer em questoes de caracter juri-

dico ou relativos á interpretação de tratados existentes entre as Duas Altas Partes Contractantes, e que não tenha sido possível resolver por via diplomatica, serão submettidos ao Tribunal Permanente de Arbitramento da Haya, comtanto, porém, que não affectem os interesses vitaes, a independencia ou a honra das Duas Altas Partes Contractantes, ou ponham em causa interesses de terceiros, e ficando além d'isso entendido que, se uma das Duas Altas Partes Contractantes o preferir, qualquer arbitramento de que trata esta convenção terá logar parente o Chefe de um Estado amigo ou arbitros escolhidos sem limitação as listas do referido Tribunal Permanente de Arbitramento da Haya.

ARTIGO 2

Em cada caso particular, as Duas Altas Partes Contractantes, antes de recorrerem ao Tribunal Permanente de Arbitramento da Haya ou a outros arbitros ou arbitro singular, assignarão um compromisso especial que determine claramente a materia em litigio, a extensão dos poderes do arbitro ou arbitros e os prazos que hajam de ser estabelecidos para a constituição do tribunal ou escolha do arbitro ou dos arbitros e os diversos tramites do processo arbitral. Fica entendido que esse compromisso especial ficará sujeito nos dois paizes ás formalidades exigidas pelas leis constitucionaes de cada um delles.

ARTIGO 3

A presente convenção vigorará por um periodo de cinco annos, contados do dia em que forem trocadas as ratificações, e, se não fôr denunciada seis mezes antes da extinção do prazo acima estabelecido, ficará renovada por um outro periodo de cinco annos, e assim por deante, successivamente.

ARTIGO 4

A presente convenção será ratificada pelo Presidente dos Estados Unidos do Brazil com a autorização do Congresso Federal e pelo Presidente da Republica do Equador com a autorização do Congresso do Equador. As ratificações serão trocadas na cidade de Washington no mais breve prazo possível, e a convenção começará a vigorar logo em seguida á troca das ratificações. (1)

Em fé do que, nós os Plenipotenciarios acima nomeados, assigna-

(1) Les ratifications ont été échangées à Quito, le 12 février 1912.

mos o presente instrumento em dois exemplares, nas linguas portugueza e hespanhola, appondo n'elles os nossos sellos.

Feito na cidade de Washington a treze de Maio de mil novecentos e nove.

(L. S.) JOAQUIM NABUCO.

(L. S.) L. F. CARBO.

*
* *

TRADUCTION FRANÇAISE DU PRÉCÉDENT TRAITÉ

Le Président de la République de l'Equateur et le Président des Etats-Unis du Brésil, désirant conclure une convention d'arbitrage en application des principes énoncées dans les articles 15 à 19 et dans l'article 21 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux signée à La Haye le 29 juillet 1899 et dans les articles 37 à 40 et dans l'article 42 de la convention signée en la même ville de La Haye le 19 octobre 1907, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président des Etats-Unis du Brésil, Son Excellence Monsieur Joaquim Nabuco, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil près le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Membre du Tribunal Permanent d'Arbitrage de La Haye ;

Le Président de la République de l'Equateur Son Excellence Don Luis Felipe Carbo, Envoyé Extrordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de l'Equateur près le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Membre du Tribunal Permanent d'Arbitrage de La Haye ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les différends de caractère légal ou relatifs à l'interprétation de Traités existants entre les Deux Hautes Parties Contractantes qui pourraient éclater entre elles et qu'il ne sera pas possible de régler par la voie diplomatique seront soumis au Tribunal Permanent d'arbitrage de La Haye, pourvu qu'ils n'intéressent point les intérêts vitaux, l'indépendance et l'honneur des Deux Hautes Parties Contractantes ni n'atteignent les intérêts d'un tiers ; il reste, en outre, entendu que si l'une des Deux Hautes Parties Contractantes le prétère, tout arbitrage résultant de la présente convention sera soumis à un chef d'Etat ami

ou à des arbitres choisis au besoin au dehors des membres du Tribunal d'Arbitrage de La Haye.

ART. 2

Dans chaque cas particulier les Deux Hautes Parties Contractantes, avant d'en appeler au tribunal Permanent d'arbitrage de La Haye ou à d'autres arbitres ou à un autre arbitre, signeront un compromis spécial qui déterminera nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre ou des arbitres et les conditions à observer en ce qui concerne les délais pour la constitution du Tribunal ou le choix du ou des arbitres, ainsi que les diverses règles de la procédure. Il demeure entendu que ce compromis spécial restera soumis dans les deux pays aux formalités qu'exigent les lois constitutionnelles dans chacun d'eux.

ART. 3

La présente convention restera en vigueur pendant cinq années à dater du jour de l'échange des ratifications et à moins qu'elle soit dénoncée six mois avant la fin du délai précité, elle sera renouvelée pour une autre période de cinq années et ainsi, successivement, tous les cinq ans.

ART. 4

La présente convention sera ratifiée par le Président des Etats-Unis du Brésil, avec l'autorisation du Congrès Fédéral et par le Président de la République de l'Equateur avec l'autorisation du Congrès de l'Equateur. Les ratifications seront échangées en la ville de Washington dans le plus bref délai possible et la convention sera en vigueur du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, nous, les Plénipotentiaires ci-dessus nommés, nous signons le présent instrument en deux exemplaires, en langue portugaise et en langue espagnole et y apposons nos sceaux.

Fait en la ville de Washington le treize mai mil neuf cent deux.

(L. S.) JOAQUIM NABUCO.

(L. S.) L. F. CARBO.

ITALIE. — TURQUIE.

Accord concernant le *modus procedendi* pour la conclusion
de la paix entre les deux pays.

(15 octobre 1912).

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, animés par un égal désir de faire cesser l'état de guerre existant entre les deux Pays et en vue de la difficulté d'y parvenir, provenant de l'impossibilité pour l'Italie de déroger à la loi du 25 février 1912, qui a proclamé sa souveraineté sur la Tripolitaine et sur la Cyrénaïque, et pour l'Empire Ottoman de formellement reconnaître cette souveraineté,

ont nommés Leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

Monsieur PIETRO BERTOLINI, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Grand-Officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Député au Parlement ;

Monsieur GUIDO FUSINATO, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Grand-Officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Député au Parlement, Conseiller d'Etat ;

Monsieur GIUSEPPE VOLPI, Commandeur des Ordres des SS. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES OTTOMANS

Son Excellence MEHEMMED NABY BEY, Grand-Cordon de l'Ordre Impérial de l'Osmanié, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans ;

Son Excellence ROUMBEOGLOU FAHREDDIN BEY, Grand-Officier de l'Ordre Impérial du Medjidié, Commandeur de l'Ordre Impérial de l'Osmanié, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus du *modus procedendi* secret suivant :

I.

Le Gouvernement Impérial s'engage à ce que dans un délai de trois

jours au plus tard un Firman Impérial soit émané, adressé aux populations de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, conforme au texte ci-joint. (1).

II.

Le représentant du Sultan et les chefs religieux devront être préalablement agréés par le Gouvernement Royal.

Les appointements du susdit représentant et des Naïbs seront fixés d'accord par les deux Gouvernements et payés sur les recettes locales ; ceux du Cadi seront au contraire payés par le Gouvernement Impérial.

Le nombre des susdits chefs religieux ne pourra pas surpasser le nombre de ceux existant au moment de la déclaration de la guerre.

III.

Le Gouvernement Royal s'engage à ce que dans un délai de trois jours au plus tard à dater de la promulgation du Firman Impérial mentionné à l'article I, un Décret Royal soit émané conforme au texte ci-joint (2).

IV.

Le Gouvernement Impérial s'engage à ce que dans un délai de trois jours au plus tard à dater de la promulgation du Firman Impérial mentionné à l'article I, un Iradé Impérial soit émané conforme au texte ci-joint. (3)

V.

Immédiatement après la promulgation des trois actes unilatéraux susdits les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes signeront un Traité public conforme au texte ci-joint. (4)

VI

Il reste naturellement entendu et consacré par le présent Accord

(1) Cf. *Archives Diplomatiques*, tome 125, page 14.

(2) *Ibid.*, tome 124, page 149.

(3) *Ibid.*, tome 125, page 15.

(4) *Ibid.*, tome 125, page 16.

que le Gouvernement Impérial s'engage à ne pas envoyer et à ne pas permettre l'envoi de Turquie en Tripolitaine et Cyrenaïque d'armes, de munitions, de soldats et d'officiers.

VII

Les dépenses supportées respectivement par les deux Gouvernements pour l'entretien des prisonniers de guerre et des otages seront considérées comme compensées.

VIII

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir secret le présent Accord.

Toutefois les deux Gouvernements se réservent la faculté de rendre public cet Accord au moment de la présentation du Traité public aux Parlements respectifs.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour même de sa signature.

IX

Il est bien entendu que les Annexes mentionnés dans le présent Accord en forment partie intégrante.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Lausanne en deux exemplaires, le 15 octobre 1912.

(L. S.) PIETRO BERTOLINI.	(L. S.) MEMEMMED NABY.
(L. S.) GUIDO FUSINATO.	(L. S.) ROUMBEOGLOU FAHREDDIN.
(L. S.) GIUSEPPE VOLPI.	

*
* *

Firman de S. M. le Sultan aux populations de la Tripolitaine

(18 octobre 1912)

Aux habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque,

Mon Gouvernement se trouvant d'une part dans l'impossibilité de vous donner les secours efficaces qui vous sont nécessaires pour défendre votre pays, soucieux d'autre part de votre bonheur présent et à ve-

nir, voulant éviter la continuation d'une guerre désastreuse pour vous et vos familles et dangereuse pour Notre Empire, afin de faire renaître dans votre pays la paix et la prospérité, Me prévalant de Mes droits souverains, Je vous concède une pleine et entière autonomie. Votre pays sera régi par des nouvelles lois et des règlements spéciaux, à la préparation desquels vous apporterez la contribution de vos conseils afin qu'ils correspondent à vos besoins et à vos coutumes.

Je nomme auprès de vous comme Mon représentant Mon fidèle serviteur Chemseddin Bey avec le titre de Naïb-ul-Sultan, que Je charge de la protection des intérêts ottomans dans votre pays. Le mandat que Je lui confère à une durée de cinq ans ; passé ce délai Je Me réserve de renouveler son mandat ou bien de pourvoir à sa succession.

Notre intention étant que les dispositions de la loi sacrée du Chéri restent constamment en vigueur, Nous Nous réservons dans ce but la nomination du Cadi, qui à son tour nommera les Naïbs parmi les ulémas locaux, conformément aux prescriptions du Chéri. Les émoluments de ce Cadi seront payés par Nous et ceux du Naïb-ul-Sultan aussi bien que ceux des autres fonctionnaires du Chéri seront prélevés sur les recettes locales.

*
* *

Iradé de S. M. le Sultan concernant l'administration des îles de la mer Egée.

Il sera procédé à des réformes administratives et judiciaires afin d'assurer aux habitants des îles de la mer Egée sujettes à la souveraineté ottomane, la distribution égale de la justice, la sécurité et le bien-être sans distinction de culte et de religion.

Les fonctionnaires et les juges seront nommés parmi les personnes notoires connaissant la langue locale et ayant la capacité voulue.

Pleine et entière amnistie est accordée aux susdits habitants qui aient pris part aux hostilités ou qui se seraient compromis en leur occasion, sauf les crimes de droit commun. En conséquence aucun individu de quelque classe ou condition qu'il soit ne pourra être poursuivi ou troublé dans sa personne ou ses biens ou dans l'exercice de ses droits en raison de ses actes politiques ou militaires ou bien des opinions qu'il aurait exprimées pendant les hostilités. Les personnes détenues et déportées de ce fait seront immédiatement remises en liberté.

*
* *

Traité de paix*(18 octobre 1912)*

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans animés par un égal désir de faire cesser l'état de guerre existant entre les deux pays, ont nommé leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Monsieur Pietro Bertolini, Grand-croix de la Couronne d'Italie, Grand-officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, député au Parlement ;

Monsieur Guido Fusinanto, Grand-croix de la Couronne d'Italie, Grand-officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, député au Parlement, Conseiller d'Etat ;

Monsieur Giuseppe Volpi, Commandeur des Ordres des SS. Maurice et Lazare de la Couronne d'Italie ;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Son Excellence Mèhemmed Naby Bey, Grand Cordon de l'Ordre Impérial de l'Osmanié, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans ;

Son Excellence Roumbeyoglou Fahreddin Bey, Grand-officier de l'Ordre Impérial du Medjidié, Commandeur de l'Ordre Impérial de l'Osmanié, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre, immédiatement après la signature du présent Traité, les dispositions nécessaires pour la cessation immédiate et simultanée des hostilités. Des Commissaires spéciaux seront envoyés sur les lieux pour assurer l'exécution des susdites dispositions.

ART. 2

Les deux Gouvernements s'engagent à donner immédiatement après la signature du présent Traité l'ordre de rappel de leurs officiers, de leurs troupes, ainsi que de leurs fonctionnaires civils, respectivement

le Gouvernement Ottoman de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque et le Gouvernement Italien des îles qu'il a occupées dans la mer Egée.

L'effective évacuation des îles susdites par les officiers, les troupes et les fonctionnaires civils italiens aura lieu immédiatement après que la Tripolitaine et la Cyrénaïque auront été évacuées par les officiers, les troupes et les fonctionnaires civils ottomans.

ART. 3

Les prisonniers de guerre et les otages seront échangés dans le plus bref délai possible.

ART. 4

Les deux Gouvernements s'engagent à accorder pleine et entière amnistie, le Gouvernement Royal aux habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque et le Gouvernement Impérial aux habitants des îles de la mer Egée sujettes à la souveraineté ottomane, lesquels aient pris part aux hostilités ou qui se seraient compromis en leur occasion, sauf les crimes de droit commun. En conséquence aucun individu de quelque classe ou condition qu'il soit ne pourra être poursuivi ou troublé dans sa personne ou ses biens ou dans l'exercice des droits en raison de ses actes politiques ou militaires ou bien des opinions qu'il aurait exprimées pendant les hostilités. Les personnes détenues et déportées de ce fait seront immédiatement remises en liberté.

ART. 5

Tous les traités, conventions et engagements de tout genre, espèce et nature, conclus ou en vigueur entre les deux Hautes Parties contractantes antérieurement à la déclaration de la guerre, seront remis immédiatement en vigueur et les deux Gouvernements seront placés l'un vis-à-vis de l'autre, ainsi que les sujets respectifs, dans la situation identique dans laquelle ils se trouvaient avant les hostilités.

ART. 6

L'Italie s'engage à conclure avec la Turquie, en même temps qu'elle renouvellera ses traités de commerce avec les autres Puissances, un traité de commerce sur la base du droit public européen, c'est-à-dire qu'elle consent à laisser à la Turquie toute son indépendance économique et le droit d'agir en matière commerciale et douanière à l'instar de toutes les Puissances européennes et sans être liée par les capitulations et d'autres actes à ce jour. Il est bien entendu que ledit traité

de commerce ne sera mis en vigueur qu'en tant que seront mis en vigueur les traités de commerce conclus par la Sublime Porte avec les autres Puissances sur la même base.

En outre l'Italie consent à l'élévation de 11 % à 15 % des droits de douane *ad valorem* en Turquie, ainsi qu'à l'établissement de nouveaux monopoles ou au prélèvement de surtaxes de consommation sur les cinq articles suivants : pétrole, papier à cigarettes, allumettes, alcool, cartes à jouer. Tout cela à la condition qu'un même traitement soit appliqué simultanément et sans distinction aux importations des autres pays.

En tant qu'il s'agit de l'importation d'articles faisant l'objet d'un monopole, l'administration de ces monopoles est tenue de se fournir d'articles de provenance italienne suivant le pourcentage établi sur la base de l'importation annuelle de ces mêmes articles, pourvu que les prix à offrir pour la livraison des articles de monopole se conforment à la situation du marché au moment de l'achat, tout en prenant en considération les qualités des marchandises à fournir et la moyenne des prix, qui ont été notés dans les trois années précédentes à celle de la déclaration de la guerre pour lesdites qualités.

Il est en outre entendu que, si la Turquie, au lieu d'établir des nouveaux monopoles sur les cinq articles susmentionnés, se décidait à les frapper de surtaxes de consommation, ces surtaxes seraient imposées dans la même mesure aux produits similaires de la Turquie et de toute autre Nation.

ART. 7

Le Gouvernement Italien s'engage à supprimer les bureaux de poste italiens fonctionnant dans l'Empire Ottoman en même temps que les autres Etats ayant des bureaux de poste en Turquie supprimeront les leurs.

ART. 8

La Sublime Porte se proposant d'ouvrir, en conférence européenne ou autrement, avec les Grandes Puissances intéressées, des négociations en vue de faire cesser le régime capitulaire en Turquie, en le remplaçant par le régime du droit international, l'Italie, en reconnaissant le bien fondé de ces intentions de la Sublime Porte, déclare dès maintenant vouloir lui prêter à cet effet son plein et sincère appui.

ART. 9

Le Gouvernement Ottoman voulant témoigner de sa satisfaction pour les bons et loyaux services qui lui ont été rendus par les sujets italiens employés dans les administrations et qu'il s'était vu forcé de

congédier lors des hostilités se déclare prêt à les rétablir dans la situation qu'ils avaient quittée.

Un traitement de disponibilité leur sera payé pour les mois passés hors d'emploi et cette interruption de service ne portera aucun préjudice à ceux parmi ces employés qui auraient droit à une pension de retraite.

En outre le Gouvernement Ottoman s'engage à user de ses bons offices auprès des institutions avec lesquelles il est en rapport (Dette publique, Sociétés de Chemins de fer, Banque, etc.) pour qu'il en soit agi de même envers les sujets italiens, qui étaient à leur service et qui se trouvent dans des conditions analogues.

ART. 10.

Le Gouvernement Italien s'engage à verser annuellement à la caisse de la Dette Publique Ottomane pour compte du Gouvernement Impérial une somme correspondante à la moyenne des sommes qui dans chacune des trois années précédentes à celle de la déclaration de la guerre ont été affectées au service de la Dette Publique sur les recettes de deux Provinces. Le montant de la susdite annuité sera déterminé d'accord par deux commissaires nommés l'un par le Gouvernement Royal, l'autre par le Gouvernement Impérial. En cas de désaccord, la décision sera remise à un collège arbitral composé par les susdits commissaires et par un surarbitre nommé d'accord entre les deux Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet chaque Partie désignera une Puissance différente et le choix de surarbitre sera fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Gouvernement Royal ainsi que l'Administration de la Dette Publique Ottomane, par l'entremise du Gouvernement Impérial, auront la faculté de demander la substitution de l'annuité susdite par le paiement de la somme correspondante capitalisée au taux du 4 %.

Pour ce qui se réfère au précédent alinéa le Gouvernement Royal déclare de reconnaître dès à présent que l'annuité ne peut être inférieure à la somme de livres italiennes deux millions et qu'il est disposé à verser à l'Administration de la Dette Publique la somme capitalisée correspondante, aussitôt que demande en sera faite.

ART. 11

Le présent Traité entrera en vigueur le jour même de sa signature. (1)

(1) Le traité a été approuvé en Italie par la loi n° 1312 du 16 décembre 1912.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent *Traité* et y ont apposé leurs cachets.

Lausanne, le 18 octobre 1912.

(L. S.) PIETRO BERTOLINI.

(L. S.) MÉHEMMED NABY.

(L. S.) GUIDO FUSINATO.

(L. S.) ROUMBEOGLOU FAHREDDIN.

(L. S.) GIUSSEPPE VOLPI.

GRANDE-BRETAGNE — ÉTATS-UNIS

Accord relatif aux pêcheries de l'Atlantique du Nord

(20 juillet 1912)

TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ANGLAISE

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the United States of America, being desirous of concluding an Agreement regarding the exercise of the liberties referred to in Article 1 of the Treaty of October 20, 1818, have for this purpose named as their Plenipotentiaries :

His Britannic Majesty : Alfred Mitchell Innes, Chargé d'Affaires of His Majesty's Embassy at Washington ;

The President of the United States of America ; Chandler P. Anderson, Counsellor for the Department of State of the United States ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following articles : —

ARTICLE I

Whereas the award of The Hague Tribunal of September 7, 1910, recommended for the consideration of the Parties certain rules and a method of procedure under which all questions which may arise in the future regarding the exercise of the liberties referred to in Article 1 of the Treaty of October 20, 1818, may be determined in accordance with the principles laid down in the award, and the Parties having

agreed to make certain modifications therein, the rules and method of procedure so modified are hereby accepted by the Parties in the following form :—

1. All future municipal laws, ordinances, or rules for the regulation of the fisheries by Great Britain, Canada, or Newfoundland in respect of the hours, days, or seasons when fish may be taken on the treaty coasts ; the method, means, and implements used in the taking of fish or in carrying on fishing operations ; any other regulations of a similar character ; and all alterations or amendments of such laws, ordinances, or rules shall be promulgated and come into operation within the first fifteen days of November in each year ; provided, however, in so far as any such law, ordinance, or rule shall apply to a fishery conducted between the 1st day of November and the 1st day of February, the same shall be promulgated at least six months before the 1st day of November in each year.

Such laws, ordinances, or rules by Great Britain shall be promulgated by publication in the « London Gazette, » by Canada in the « Canada Gazette, » and by Newfoundland in the « Newfoundland Gazette. »

After the expiration of ten years from the date of this Agreement, and so on at intervals of ten years thereafter, either Party may propose to the other that the dates fixed for promulgation be revised in consequence of the varying conditions due to changes in the habits of the fish or other natural causes ; and if there shall be a difference of opinion as to whether the conditions have so varied as to render a revision desirable, such difference shall be referred for decision to a commission possessing expert knowledge, such as the Permanent Mixed Fishery Commission hereinafter mentioned.

2. If the Government of the United States considers any such laws or regulations inconsistent with the Treaty of 1818, it is entitled so to notify the Government of Great Britain within forty-five days after the publication above referred to, and may require that the same be submitted to and their reasonableness, within the meaning of the award, be determined by the Permanent Mixed Fishery Commission constituted as hereinafter provided.

3. Any law or regulation not so notified within the said period of forty-five days, or which, having been so notified, has been declared reasonable and consistent with the Treaty of 1818 (as interpreted by the said award) by the Permanent Mixed Fishery Commission, shall be held to be reasonable within the meaning of the award ; but if declared by the said Commission to be unreasonable and inconsistent with the Treaty of 1818, it shall not be applicable to the inhabitants of the United States exercising their fishing liberties under the Treaty of 1818.

4. Permanent Mixed Fishery Commissions for Canada and Newfoundland, respectively, shall be established for the decision of such questions as to the reasonableness of future regulations, as contemplated by Article 4 of the Special Agreement of January 27, 1909. These Commissions shall consist of an expert national, appointed by each Party for five years; the third member shall not be a national of either Party. He shall be nominated for five years by agreement of the Parties, or, failing such agreement, within two months from the date, when either of the Parties to this Agreement shall call upon the other to agree upon such third member, he shall be nominated by Her Majesty the Queen of the Netherlands.

5. The two national members shall be summoned by the Government of Great Britain, and shall convene within thirty days from the date of notification by the Government of the United States. These two members having failed to agree on any or all of the questions submitted within thirty days after they have convened, or having before the expiration of that period notified the Government of Great Britain that they are unable to agree, the full Commission, under the presidency of the Umpire, is to be summoned by the Government of Great Britain, and shall convene within thirty days thereafter to decide all questions upon which the two national members had disagreed. The Commission must deliver its decision, if the two Governments do not agree otherwise, within forty-five days after it has convened. The Umpire shall conduct the procedure in accordance with that provided in chapter IV of the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes of October 18, 1907, except in so far as herein otherwise provided.

6. The form of convocation of the Commission, including the terms of reference of the question at issue, shall be as follows : —

« The provision hereinafter fully set forth of an act dated..... published in the "..... Gazette", has been notified to the Government of Great Britain by the Government of the United States under date of..... as provided by the Agreement entered into on July 20, 1912, pursuant to the award of The Hague Tribunal of September 7, 1910.

« Pursuant to the provisions of that Agreement the Government of Great Britain hereby summons the Permanent Mixed Fishery Commission for (Canada) composed of..... (Newfoundland)

Commissioner for the United States of America, and of.....

..... Commissioner for (Canada) (Newfoundland), who shall meet at

Halifax, Nova Scotia, with power to hold subsequent meetings at such other place or places as they may determine, and render a decision within thirty days as to whether the provision so notified is reason-

nable and consistent with the Treaty of 1818, as interpreted by the award of The Hague Tribunal of September 7, 1910, and, if not, in what respect it is unreasonable and inconsistent therewith.

« Failing an agreement on this question within thirty days, the Commission shall so notify the Government of Great Britain in order that the further action required by that award shall be taken for the decision of the above question.

« The provision is as follows..... »

7. The unanimous decision of the two national Commissioners, or the majority decision of the Umpire and one Commissioner, shall be final and binding.

8. Any difference in regard to the regulations specified in Protocol XXX of the arbitration proceedings, which shall not have been disposed of by diplomatic methods, shall be referred not to the Commission of expert specialists mentioned in the award but to the Permanent Mixed Fishery Commissions, to be constituted as hereinbefore provided, in the same manner as a difference in regard to future regulations would be so referred.

ARTICLE 2

And whereas the Tribunal of Arbitration in its award decided that —

In case of bays the 3 marine miles are to be measured from a straight line drawn across the body of water at the place where it ceases to have the configuration and characteristics of a bay. At all other places the 3 marine miles are to be measured following the sinuosities of the coast.

And whereas the Tribunal made certain recommendations for the determination of the limits of the bays enumerated in the award ;

Now, therefore, it is agreed that the recommendations, in so far as the same relate to bays contiguous to the territory of the Dominion of Canada, to which Question V of the Special Agreement is applicable, are hereby adopted, to wit :

In every bay not hereinafter specifically provided for, the limits of exclusion shall be drawn 3 miles seaward from a straight line across the bay in the part nearest the entrance at the first point where the width does not exceed 10 miles.

For the Baie des Chaleurs the limits of exclusion shall be drawn from the line from the Light at Birch Point on Miscon Island to Macquereau Point Light ; for the Bay of Miramichi, the line from the Light at Point Escuminac to the Light on the eastern point of Tabi-sintac Gully ; for Egmont Bay, in Prince Edward Island, the line from

the Light at Cape Egmont to the Light at West Point ; and off St. Ann's Bays, in the Province of Nova Scotia, the line from the Light at Point Anconi to the nearest point ou the opposite shore of the mainland.

For or near the following bays the limits of exclusion shall be 3 marine miles seawards from the following lines, namely ;

For or near Barrington Bay, in Nova Scotia, the line from the Light ou Stoddard Island to the Light on the south point of Cape Sable, thence to the Light at Baccaro Point ; at Chedabucto and St. Peter's Bays, the line from Cranberry Island Light to Green Island Light, thence to Point Rouge ; for Mira Bay, the line from the Light ou the east point of Scatary Island to the nord-easterly point of Cape Morien.

Long Island and Bryer Island, on St. Mary's Bay, in Nova Scotia, shall, for the purpose of delimitation, be taken as the coasts of such bays.

It is understood that the award does not cover Hudson Bay.

ARTICLE 3

It is further agreed that the delimitation of all or any of the bays on the coast of Newfoundland, whether mentioned in the recommendations or not, does not require consideration at present.

ARTICLE 4

The present Agreement shall be ratified by His Britannic Majesty and by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the ratifications shall be exchanged in Washington as soon as practicable (1).

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement in duplicate and have heeunto affixed their seals.

Done at Washington on the 20th day of July, one thousand nin hundred and twelve.

(L.S.) ALFRED MITCHELL INNES.

(L.S.) CHANDLER P. ANDERSON.

*
* *

[1] Ratifications exchanged at Washington, november 15, 1912.

Traduction française du précédent accord.

(15 novembre 1912)

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, et les Etats-Unis d'Amérique, étant désireux de conclure un accord au sujet de l'exercice des libertés auxquelles il est fait allusion dans l'article 1 du Traité du 20 octobre 1818, ont nommé à cet effet les plénipotentiaires suivants :

Sa Majesté Britannique : Alfred Mitchell Innes, chargé d'affaires de Sa Majesté à Washington ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique : Chandler P. Anderson, conseiller au Département d'Etat des Etats-Unis ;

qui, s'étant communiqués l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, lesquels furent trouvés être en due et propre forme, ont agréé et conclu les articles suivants :

ARTICLE I

Attendu que la sentence du Tribunal de La Haye du 7 septembre 1910, a recommandé à la considération des parties, certaines règles et une méthode de conduite d'après lesquelles toutes les questions qui peuvent être soulevées à l'avenir en ce qui concerne l'exercice des libertés auxquelles fait allusion l'article 1 du Traité du 20 octobre 1818, peuvent être résolues d'accord avec les principes émis dans la sentence, et les parties ayant convenu d'y faire certaines modifications, les règles et méthode de conduite ainsi modifiées sont, par ces présentes, acceptées par les parties, sous la forme suivante :

1. Toutes les futures lois municipales, ordonnances, ou règlements pour la réglementation des pêcheries pour la Grande-Bretagne, le Canada, ou Terre-Neuve, en ce qui concerne les heures, jours, ou saisons où l'on peut prendre le poisson sur les côtes dont s'occupe le traité ; la méthode, les moyens et l'attirail employés pour prendre le poisson ou pour conduire les opérations de pêche tout autre règlement d'un caractère semblable et toutes les altérations ou amendements à ces lois, ordonnances ou règlements, devront être promulgués et entrer en vigueur dans les quinze premiers jours de novembre de chaque année ; il est néanmoins stipulé qu'autant qu'une telle loi, ordonnance ou règlement, devra s'appliquer à une pêcherie conduite entre le premier jour de novembre et le premier jour de février, le texte devra en être promulgué au moins six mois avant le premier jour de novembre de chaque année.

Ces lois, ordonnances ou règlements émis par la Grande-Bretagne

devront être promulgués par une publication dans la « *London Gazette* », par le Canada dans la « *Canada Gazette* », et par Terre-Neuve dans la « *Newfoundland Gazette* ».

A l'expiration des dix années à partir de la date de cet accord, et ainsi de suite aux intervalles de dix années ensuite, l'une quelconque des parties peut proposer à l'autre que les dates fixées pour la promulgation soient révisées en conséquence de conditions différentes dues à des changements dans les habitudes du poisson ou à d'autres causes naturelles ; et s'il y a une divergence d'opinions sur la question de savoir si les conditions ont variés suffisamment pour rendre une révision désirable, il devra en être référé, pour en décider, à une commission d'une science éprouvée, telle que la Commission permanente mixte de la pêche ci-après mentionnée.

2. Si le gouvernement des Etats-Unis considère que certaines de ces lois ou certains de ces règlements sont incompatibles avec le traité de 1818, il est en droit de le notifier au gouvernement de la Grande-Bretagne dans les quarante-cinq jours qui suivront la publication dont il est question ci-dessus, et il peut requérir que ces textes soient soumis à la Commission permanente de la pêche, comme il est prévu ci-après, et que leur bien-fondé soit, dans le sens de la sentence, déterminé par elle.

3. Une loi ou un règlement non ainsi notifié dans la dite période de quarante-cinq jours, ou qui, ayant été ainsi notifié, a été déclaré raisonnable et compatible avec le traité de 1818 (en tant qu'interprété par la dite sentence) par la Commission permanente mixte de la pêche devra être tenu comme raisonnable dans le sens de la sentence ; mais s'il a été déclarée par la dite Commission déraisonnable et incompatible avec le traité de 1818, il ne sera pas applicable aux habitants des Etats-Unis jouissant de leurs libertés de pêche d'après le traité de 1818.

4. Des Commissions permanentes mixtes de pêche pour le Canada et pour Terre-Neuve, respectivement, devront être établies, pour décider sur de telles questions, ainsi que sur le bien-fondé des futurs règlements, ainsi que le prévoit par l'article 4 de l'accord spécial du 27 janvier 1909. Ces commissions comprendront un expert national, appointé par chaque partie pour cinq ans ; le troisième membre ne devra pas être de la nationalité de l'une ou de l'autre des parties. Il sera nommé pour cinq ans par les deux parties d'accord, ou, si l'accord ne se fait pas, dans les deux mois à partir de la date où l'une ou l'autre des parties invitera l'autre à se mettre d'accord sur le choix de ce troisième membre, il sera nommé par S. M. la Reine des Pays-Bas.

5. Les deux nationaux membres de cette Commission seront convoqués par le gouvernement de la Grande-Bretagne, et s'assembleront dans les trente jours à dater de la notification par le gouvernement des Etats-Unis. Ces deux membres ne s'étant pas mis d'accord sur l'une ou

l'autre des questions à eux soumises, dans les trente jours à dater de leur réunion, ou ayant, avant l'expiration de cette période, fait savoir au gouvernement de la Grande-Bretagne qu'ils ne pouvaient se mettre d'accord, la Commission tout entière, sous la présidence de l'Arbitre, sera convoquée par le gouvernement de la Grande-Bretagne et se réunira dans les trente jours suivants pour statuer sur toutes les questions au sujet desquelles les deux membres nationaux étaient en désaccord. La Commission devra donner sa décision, si les deux gouvernements ne s'accordent pas autrement, dans les quarante-cinq jours après sa réunion. L'Arbitre dirigera la procédure selon ce qui est stipulé dans le chapitre IV de la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux du 18 octobre 1907, excepté en ce qui a été sur ce point autrement stipulé.

6. La forme de convocation de la Commission, y compris les termes de référence de la question en litige, sera telle qu'il suit : —

« La provision ci après pleinement exposée d'un acte daté....., publié dans la "..... Gazette", a été notifiée au gouvernement de la Grande-Bretagne par le gouvernement des Etats-Unis sous la date du....., comme il est stipulé par l'Accord contracté le 20 juillet 1912, en vertu de la sentence du Tribunal de la Haye du 7 septembre 1910.

En vertu des provisions de cet Accord, le gouvernement de la Grande-Bretagne, par ces présentes, convoque la Commission permanente mixte de pêche pour (le Canada (Terre-Neuve) composée de..... commissaire pour les Etats-Unis d'Amérique, et de....., commissaire pour (le Canada) (Terre-Neuve) qui se rencontreront à Halifax, Nouvelle-Ecosse, avec le pouvoir de tenir des réunions subséquentes, à tel autre lieu ou lieux qu'ils pourront déterminer, et de rendre une décision dans les trente jours sur la question de savoir si la provision ainsi notifiée est raisonnable et compatible avec le traité de 1818, selon l'interprétation de la sentence du Tribunal de La Haye du 7 septembre 1910, et, sinon, à quel point de vue est déraisonnable et incompatible avec ce traité.

« Si l'accord ne se fait pas sur cette question dans les trente jours, la Commission le notifiera au gouvernement de la Grande-Bretagne, afin que l'on prenne, pour statuer sur cette question, les mesures ultérieures requises par la sentence.

La provision est telle qu'il suit :.....

7. La décision prise à l'unanimité des deux Commissaires nationaux, ou à la majorité de l'Arbitre et d'un Commissaire sera définitive et obligatoire.

8. Une divergence sur les règlements spécifiés dans le Proto-

cole XXX du procès-verbal d'arbitrage. qui n'aura pas été réglée par des méthodes diplomatiques, sera reportée, non à la Commission de spécialistes compétents mentionnée dans la sentence, mais à la Commission permanente mixte de pêche, pour être tranchée comme il est stipulé ci-dessus, de la même manière qu'une divergence sur les règlements futurs y serait ainsi déferée.

ARTICLE 2

Et attendu que le Tribunal d'Arbitrage dans sa sentence a décidé que dans le cas d'une baie, les 3 miles marins doivent être mesurés à partir d'une ligne droite tirée à travers les eaux à l'endroit où elles cessent d'avoir la configuration et les caractères d'une baie. A toutes les autres places, les 3 miles marins devront être mesurés en suivant les sinuosités de la côte,

Et attendu que le Tribunal a fait certaines recommandations pour la détermination des limites des baies énumérées dans la sentence;

Maintenant donc il est convenu que les recommandations, autant qu'elles ont rapport à des baies contiguës au territoire du Dominion du Canada, auquel la question V de l'Accord spécial est applicable, sont adoptées, par ces présentes, à savoir :

Dans chaque baie non spécialement stipulée ci-après, la limite d'exclusion sera tirée à 3 miles vers la mer, à partir d'une ligne droite à travers la baie dans la partie la plus près de l'entrée, au premier point où la largeur n'excèdera pas 10 miles.

Pour la Baie des Chaleurs, la limite d'exclusion sera tirée à partir d'une ligne allant du phare de Birch Point sur l'île Miscon jusqu'au phare de Wacquereau Point ; pour la Baie de Miramichi, à partir de la ligne allant du phare de Point Escuminac jusqu'au phare de la pointe orientale de Tabisintac Jully ; par la Baie d'Egmont, dans l'île du Prince Edouard, à partir de la ligne allant du phare de Cape Egmont au phare de West Point ; et pour la Baie de Sainte-Anne, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, à partir de la ligne allant du phare de Point Anconi jusqu'à la pointe la plus proche sur le rivage opposé du continent.

Pour les baies, ou près des baies suivantes, la limite d'exclusion sera à 3 miles marins vers la mer à partir des lignes suivantes, à savoir :

Pour ou près de la Baie Barrington, en Nouvelle-Ecosse, à partir de la ligne allant du phare de l'île Stoddard au phare de la pointe sud de Cape Sable, et de là au phare de Baccaro Point ; aux Baies de Cheducto et de Saint-Pierre, à partir de la ligne allant du phare de l'île de Cramberry au phare de l'île Verte, et de là à Point Rouge ; pour la Baie Mira, à partir de la ligne allant du phare de la pointe est de l'île Scatary à la pointe nord-est de Cape Morien.

Long Island et Bryer Island, sur la Baie de Sainte-Marie, en Nou-

velle-Ecosse, seront, pour les besoins de la délimitation, considérées comme les côtes de telles baies.

Il est entendu que la sentence ne concerne pas la baie de Hudson.

ARTICLE 3

Il est en outre convenu que la délimitation de toutes ou d'une des baies de la côte de Terre-Neuve, mentionnée ou non dans les recommandations, ne requiert pas considération pour le présent.

ARTICLE 4

Le présent Accord sera ratifié par Sa Majesté Britannique et par le Président des Etats-Unis, selon et avec l'avis et le consentement du Sénat, et les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible (1).

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cet Accord en double et y ont apposé leurs sceaux,

Fait à Washington, le 20 juillet mil neuf cent douze.

ALFRED MITCHELL INNES.

CHANDLER P. ANDERSON.

FRANCE — ALLEMAGNE

Déclaration relative à la délimitation de la frontière entre
l'Afrique équatoriale française et le Cameroun.

(28 septembre 1912)

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, désirant, en vue de l'exécution de la convention signée à Berlin, le 4 novembre 1911, déterminer la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, préciser les conditions de la remise des territoires échangés et régler certaines questions connexes, ainsi qu'il a été prévu par les articles 3 et 5 de la convention du 4 novembre 1911 précitée, sont convenus de ce qui suit :

[1] Ratifications échangées à Washington le 15 novembre 1912.

I

Arrangement relatif à la délimitation entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, conformément à l'accord du 4 novembre 1911.

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER

Conformément aux dispositions prises par chacun des gouvernements, les sections allemandes de délimitation auront deux chefs : un chef pour les expéditions du Sud, un chef pour les expéditions de l'Est ; les sections françaises auront un chef pour toutes les expéditions.

Les deux gouvernements se communiqueront, avant le départ des missions, la liste des membres ; les chefs s'informeront mutuellement et sans retard des changements et substitutions qui pourront intervenir.

ART. 2

Eu égard aux stipulations de l'article 4 du traité, les commissaires s'attacheront à étudier, aux environs de la ligne frontière théorique, la configuration du terrain et les circonstances locales qui seraient de nature à créer une frontière définie par des lignes naturelles sans changer sa forme générale, toutes réserves étant faites sur les compensations ultérieures à établir.

ART. 3

Dans le cas où une solution unique ne pourrait être obtenue en quelque point de la frontière, toutes les solutions proposées par les commissaires de l'une ou de l'autre nationalité devront être étudiées, étant entendu qu'il n'est point question ici de l'étude des fleuves Congo et Oubangui, dont il est traité par ailleurs.

ART. 4

La méthode de relevé topographique du pays devra permettre de donner la position de toutes les rivières, de tous les villages, de toutes

les routes au voisinage de la ligne frontière ; la commission devra ainsi aboutir à une carte générale au 1/200.000^e donnant, aussi exactement que possible, la planimétrie et le figuré du terrain sur une largeur suffisante de chaque côté de la ligne frontière théorique. Dans certains cas spéciaux, où il faudra une précision plus grande pour définir la frontière, des cartes à une plus grande échelle adoptée d'un commun accord par les commissaires, seront dressées et annexées à la carte générale. Il importe que les cartes ainsi établies de part et d'autre, tant la carte générale que les cartes annexes, concordent entièrement ; dans ce but, les commissaires se communiqueront réciproquement leurs travaux au fur et à mesure de l'exécution.

Pour appuyer les levés topographiques, de nombreuses observations astronomiques seront nécessaires en des points bien choisis. Les instruments employés devront permettre d'obtenir : en latitude la précision de cinq secondes sexagésimales d'arc, en longitude la précision de deux secondes sexagésimales de temps.

ART. 5

Les levés sur les frontières fluviales (Congo et Oubangui exceptés, dont il est traité par ailleurs), n'ayant pas la même importance que les études sur les lignes terrestres, seront exécutés suivant les commodités des expéditions.

La répartition amiable des îles situées dans ces rivières sera proposée aux deux Gouvernements par les chefs de mission après un accord intervenu entre eux.

ART. 6

L'emploi de la télégraphie sans fil par l'utilisation des postes de Douala, de Brazzaville, éventuellement des postes belges de Lisala et Coquilhatville et même, ultérieurement, des postes projetés à Bangui et dans la région du Tchad, permettra d'obtenir sur les longitudes une précision généralement supérieure à la demi-seconde sexagésimale de temps ; mais cette exactitude ne devra être recherchée que dans les cas certains où les communications radiotélégraphiques auront été suffisantes.

Pour la frontière Sud-Cameroun, située plus spécialement dans le rayon d'action de Douala, le matériel de réception sera fourni par les expéditions allemandes ; pour la frontière Est-Cameroun, il sera fourni par les expéditions françaises. Les commissaires, avant de commencer leurs travaux, s'entendront sur les dispositions à prendre pour le bon fonctionnement de ces opérations utilisant la radiotélégraphie.

ART. 7

Des déterminations de longitude absolue pourront néanmoins être effectuées en certains points, notamment dans le cas où la radiotélégraphie n'aurait pas fonctionné. Les expéditions françaises disposant de l'astrolabe à prisme et de la lunette astronomique, emploieront pour ces déterminations la méthode des hauteurs égales de lune et d'étoiles et celles des occultations d'étoiles ; les expéditions allemandes, disposant d'un instrument de passage, emploieront la méthode des culminations lunaires ou, à défaut, la méthode des hauteurs de lune, ou des hauteurs égales, ou des occultations d'étoiles.

ART. 8

Pour les calculs provisoires effectués sur place, les commissaires s'entendront avant le départ pour appliquer aux coordonnées de la lune des corrections communes, aussi précises que possible. Les corrections nécessaires aux calculs définitifs seront déterminées aussitôt que possible, au moyen des renseignements fournis par les divers observatoires du monde, organisés pour ces déterminations, et qui en seront sollicités en temps utile.

TITRE II

Précisions sur les stipulations du traité du 4 novembre 1911 au sujet du tracé de la frontière.

ART. 9

La frontière sur la côte orientale de la baie de Mondah partira d'un point situé à 8 kilomètres au sud du parallèle de la pointe Akanda.

Dans le cas où l'embouchure de la rivière Massolié serait située au sud de ce point, la frontière partirait du thalweg de cette embouchure même.

A partir du point de rencontre des limites territoriales maritimes de la France et de l'Allemagne en face des côtes du Gabon et du Cameroun, la limite entre les eaux territoriales des deux pays dans la baie de Mondah sera constituée par la ligne médiane entre les côtes occidentale et orientale de cette baie jusqu'à une ligne perpendiculaire à la direction de la côte et aboutissant au point de départ de la frontière terrestre sur la rive orientale de la baie de Mondah.

ART. 10

La détermination de la frontière à l'angle Sud-Est de la Guinée espagnole ne comportera pas de rupture de continuité dans le territoire allemand.

Il sera assuré à l'Allemagne, à l'angle Sud-Est de la Guinée espagnole, sans qu'il y ait lieu à compensation, l'espace suffisant pour la construction d'une route et d'une voie ferrée, en tenant compte de la configuration du terrain. A cet effet, les commissaires étendront leurs études sur une largeur suffisante des deux côtés des lignes droites théoriques indiquées par la convention du 4 novembre 1911, c'est-à-dire du point déterminé sur la baie de Mondah à l'angle Sud-Est de la Guinée espagnole et de cet angle au confluent du Djouah avec l'Ivindo.

Les frontières naturelles au sud de la Guinée espagnole et à l'est du 8° degré de longitude (de Paris) seront, autant que possible, choisies de manière que la largeur du territoire allemand sur cette partie de la frontière ne soit pas réduite.

A cet effet, les commissaires auront, le cas échéant, à rechercher, sur une autre partie de la frontière, les compensations nécessitées par l'adoption de frontières naturelles.

ART. 11

Conformément au traité, la frontière laissera à la France l'emplacement de l'ancien poste et du village de Madjinga indiqué sur la carte de Delingette. Elle contournera cette localité à une distance que les commissaires établiront sur place et qui ne dépassera pas 3 kilomètres à partir d'un centre à déterminer par les commissaires.

ART. 12

Entre le confluent de la N'goko et de la Sangha et le point situé au sud du centre d'Ouessou d'où la ligne frontière abandonne la Sangha, la frontière entre les possessions des deux pays sera constituée par le thalweg de cette rivière.

ART. 13

Conformément à la lettre et à l'esprit du traité, le territoire allemand en bordure du Congo à partir de l'embouchure de la Likouala-Mossaka doit incontestablement s'étendre sur une longueur de 6 kilomètres au moins, sans toutefois qu'il puisse être apporté de réserve ou d'entrave d'aucune sorte à la liberté de navigation de la France sur la

Sangha, du Congo au confluent de la Likouala-aux-Herbes ; la navigation sur le reste de la Sangha demeurera, d'ailleurs, soumise aux dispositions de l'article 12 du traité du 4 novembre 1911.

ART. 14

Les lignes frontières idéales aboutissant à la Sangha et à l'Oubangui et sur lesquelles devront porter les études et les compensations destinées à les remplacer par des lignes définitives, seront tracées comme si les longueurs de la rive française conservée à partir d'Ouessou et de la rive allemande acquise sur l'Oubangui devaient être de 9 kilomètres, sans préjudice de la longueur réelle donnée à ces rives d'après l'étude des commissaires de la délimitation.

ART. 15

Les mots suivants de l'article 1^{er} du traité du 4 novembre 1911 : « Elle (la frontière) remontera la Sangha jusqu'à la Likouala-aux-Herbes qu'elle suivra ensuite jusqu'à Botougo. Elle continuera ensuite du Sud au Nord selon une direction à peu près droite jusqu'à Bero N'goko » doivent s'entendre comme suit : « La ligne frontière théorique part du milieu de la rivière Likouala-aux-Herbes en face de Botoungo pour aboutir au centre du village de Bera N'goko ». Dans le cas où ce centre se trouverait à proximité de la résidence du chef de ce village, les commissaires pourront prendre cette résidence comme centre.

ART. 16

La latitude laissée aux délimitateurs par le traité pour fixer, suivant une longueur variant entre 6 et 12 kilomètres, l'accès de la France à la Sangha au sud d'Ouessou, l'accès de l'Allemagne au Congo à l'embouchure de la Likouala-Mossaka et l'accès de l'Allemagne à l'Oubangui à l'embouchure de la Lobaye, doit s'entendre dans ce sens que la puissance intéressée aura l'utilisation, dans les meilleures conditions possibles, du bief navigable. Si toutefois, d'une application rigoureuse de ce principe, il résultait la possibilité d'une entrave grave pour la navigation de l'autre puissance, les commissaires s'inspireront de l'idée d'éviter, autant que possible, pareille éventualité, et indiqueront les mesures qu'ils croiront opportunes à cet effet, sans qu'en aucun cas la longueur déterminée sur la rive puisse être inférieure à 6 ou supérieure à 12 kilomètres.

TITRE III

Instructions pour les expéditions de délimitation

ART. 17

A raison des difficultés que rencontrera la délimitation du côté du Gabon et du Sud-Cameroun le travail sera sectionné. Une première expédition (Mondah-Djouah) opérera de la baie de Mondah au Djouah ; une deuxième expédition (Sangha-Djouah) opérera de la Sangha au Djouah.

ART. 18

L'expédition Mondah-Djouah opérera sur une ligne frontière terrestre longue de 400 kilomètres environ à vol d'oiseau. Le personnel de cette expédition se composera de part et d'autre de quatre techniciens. Chacune des escortes indigènes, en nombre autant que possible égal de part et d'autre, comprendra cinquante hommes au maximum.

Pour cette expédition les porteurs permanents nécessaires au transport du matériel seront recrutés hors du territoire de la frontière. Les porteurs nécessaires au ravitaillement et aux travaux journaliers pourront être pris sur le pays.

La durée des travaux sur ce tronçon sera vraisemblablement de six mois, sauf circonstances impossibles à prévoir.

Des déterminations de longitudes absolues devront être faites au moins :

- 1° Au voisinage de l'angle Sud-Est de la Guinée espagnole ;
- 2° Sur l'Ivindo aux environs de M'Vahdi.

ART. 19

L'expédition Sangha-Djouah opérera d'Ousso jusqu'aux environs de M'Vahdi et jusqu'à la Kandeko sur une frontière terrestre longue de 240 kilomètres environ à vol d'oiseau dans une région qui, sauf aux environs de la Haute-Koudou, est absolument désertique.

Le levé des cours de la Kandeko, de la Bokiba et de la Likouala-Mossaka fait partie du programme de cette expédition et sera exécuté selon les commodités, ainsi qu'il est exposé d'autre part.

Etant donné l'état désertique de cette région, le personnel de cette expédition sera en nombre minimum, deux ou trois techniciens de part et d'autre.

Pour la même raison, il y a lieu pour cette expédition de prendre l'escorte strictement nécessaire à la garde et aux travaux, c'est-à-dire vingt hommes environ de part et d'autre. Les porteurs nécessaires à cette expédition seront amenés d'une autre région, étant donnée l'impossibilité d'en recruter sur place.

La durée des travaux de cette expédition peut être évaluée à cinq mois environ.

Une détermination de longitude absolue est reconnue nécessaire à Madjingo.

En partant d'Ouessou, le travail sera effectué par cette expédition simultanément sur les lignes Ouessou-Madjingo et Ousso-Kandeko d'une façon bilatérale par des brigades mixtes.

ART. 20

Le chef de la mission française, ou son délégué, et le chef de la mission allemande Sud-Cameroun chercheront à se mettre d'accord sur l'ensemble des résultats des deux expéditions. A cet effet, il semble opportun qu'ils puissent le réunir à la fin des travaux en un point central pour la section du Sud, par exemple M'Vahdi, pour y coordonner les travaux des deux expéditions et réaliser la frontière d'après ces travaux. Ils établiront un procès-verbal destiné à servir de base au protocole définitif et tendant à obtenir, autant que possible, l'accord sur ce tronçon de frontière.

ART. 21

Pour la frontière Est-Cameroun, après examen des régions différentes de son parcours, deux expéditions principales sont prévues : l'une entre le Congo et la Lobaye, l'autre entre le Logone et la Pama. La région comprise entre la Lobaye et la Pama fera l'objet d'une expédition spéciale, moins nombreuse, dont les travaux seront de moins longue durée et dont les membres pourront se joindre ultérieurement aux deux expéditions voisines.

ART. 22

L'expédition Congo-Lobaye opérera de l'embouchure de la Sangha à l'embouchure de la Lobaye sur une frontière terrestre longue de 360 kilomètres environ à vol d'oiseau. Le personnel de cette expédition se composera de part et d'autre de trois techniciens.

L'escorte comprendra trente hommes environ de part et d'autre.

Etant donné l'impossibilité de recruter pour cette expédition des porteurs sur place, ceux-ci seront amenés d'une autre région. Le nom-

bre nécessaire peut être évalué à quatre-vingts environ de part et d'autre. La durée des travaux pour cette expédition est estimée à cinq mois et demi environ.

Des déterminations de longitude absolue sont jugées nécessaires au moins :

- 1° Aux environs de Botoungo ;
- 2° Aux environs de Bera N'goko ;
- 3° A l'embouchure de la Lobaye.

Les chefs de cette expédition se rencontreront à Ikelemba. Ils se concerteront pour envoyer à Boyenghé le personnel et le matériel nécessaire à l'étude de la Likouala-aux-Herbes et du commencement de la ligne frontière terrestre depuis Botoungo jusqu'à la hauteur d'Ikelemba.

La reconnaissance de la frontière aux environs des embouchures de la Likouala-Mossaka et de la Sangha fera l'objet d'un travail spécial déterminé par les chefs de mission.

ART. 23

L'expédition spéciale prévue pour l'étude la frontière entre la Lobaye et la source de la Pama opérera sur une ligne frontière longue de cent kilomètres environ à vol d'oiseau.

Le personnel de cette expédition se composera de deux techniciens de part et d'autre.

L'escorte nécessaire pour cette expédition spéciale devra être de quinze à vingt hommes.

Les porteurs pour cette expédition seront cherchés sur place.

La durée de ces travaux peut être évaluée à trois mois environ. Ils commenceront à l'embouchure de la Lobaye où se rencontreront les chefs de cette expédition.

ART. 24

L'expédition Pama-Logone opérera sur une ligne frontière terrestre longue de 350 kilomètres environ à vol d'oiseau.

Le personnel de cette expédition comprendra de quatre à cinq techniciens de part et d'autre.

L'escorte nécessaire pour cette expédition comprendra cinquante hommes environ de part et d'autre.

Dans la région de la Haute-Sangha, les porteurs peuvent être recrutés sur place.

La durée des travaux de cette expédition peut être évaluée à cinq mois environ.

Des déterminations de longitude absolue sont reconnues nécessaires :

- 1° A la source de la Pama ;
- 2° Aux environs de Baté sur l'Ouham ;
- 3° A Goré.

Pour faciliter le travail de cette expédition, il paraît avantageux que des techniciens astronomes de chaque pays puissent effectuer les opérations en partant simultanément de chaque extrémité de la ligne frontière.

Toutefois le gros de l'expédition française partira du Sud (sources de la Pama), venant de la Sangha ; le gros de l'expédition allemande partira du Nord (Goré), venant de la Bénoué.

Pour la détermination des longitudes absolues, les appareils français de radiotélégraphie ayant leur base à Brazzaville et sur le Congo belge opérant au Sud (source de la Pama et environs de Baté) : un instrument allemand de passage et un astrolabe à prisme français opéreront au Nord (Goré).

Les chefs d'expédition se rencontreront vers Baté, se communiqueront respectivement leurs travaux et se concerteront sur la suite de leurs études.

ART. 25

Comme pour la frontière Sud-Cameroun, le chef de la mission française et le chef de la mission allemande de l'Est-Cameroun se rencontreront, une fois leurs travaux terminés, en un point central voisin de la frontière Est-Cameroun, par exemple Bangui.

Il est entendu que les accords partiels pour les expéditions de l'Est comme pour celles du Sud pourront être modifiables, dans leurs détails, pour les besoins de l'accord définitif d'ensemble.

ART 26.

Les trois premières expéditions seront rendues sur place en leurs points initiaux (baie de Mondah-Guesso-Ikelemba) dans les premiers jours de décembre 1912. L'expédition spéciale Lobaye-Pama sera rendue en son point initial Mongoumba vers le 15 décembre 1912. L'expédition Source de la Pama-Goré, eu égard aux difficultés de transport, sera rendue en ses points initiaux dans les premiers jours de janvier 1913.

Toutes facilités seront données aux expéditions par les deux gou-

vernements pour utiliser indistinctement les voies les plus rapides d'accès : Bénoué, Congo, Sangha, Oubangui. Il en sera de même pour le retour en Europe.

ART. 27

A l'issue des travaux de toutes les expéditions, le chef de la mission française et les chefs des missions allemandes se réuniront en un point commode et choisi par eux d'un commun accord, pour établir un protocole unique sur l'ensemble de la frontière, et le proposeront à leurs gouvernements respectifs.

Si des désaccords d'ordre technique subsistaient sur quelques points, les commissaires établiraient pour chacun de ces points un protocole spécial indiquant et motivant les solutions proposées par chacune des parties.

TITRE IV

Dispositions diverses

ART. 28

Les travaux de la commission mixte ayant, avant tout, un caractère pacifique, les chefs de mission ou de section s'efforceront d'éviter tout conflit de leurs subordonnés entre eux ou avec les habitants du pays.

Si cependant des conflits impossibles à éviter se produisent, les chefs de mission ou de section les régleront à l'amiable, ou les soumettront à la juridiction compétente.

En cas d'hostilité de la part des indigènes de la zone ou s'opérera la délimitation (refus de vivres, refus de passage, empêchements apportés au travail, attaque collective à main armée, etc.), les chefs de mission ou de section s'efforceront, par tous les moyens possibles de conciliation, de faire cesser cette hostilité.

Au cas où, devant l'échec des moyens pacifiques, l'emploi de la force serait reconnu nécessaire d'un commun accord, les chefs de mission ou de section se prêteront le mutuel appui de leurs escortes, concerteraient leur action et l'exerceraient aussi longtemps qu'elle leur paraîtrait devoir être poursuivie conjointement.

ART. 29

Dans tous les cas, pour les vivres ou moyens de transport fournis soit par les indigènes, soit par les agents du commerce local ou de

l'administration, les tarifs habituels devront être appliqués, sans aucune distinction de nationalité.

ART. 30

Les chefs de mission ou de section pourront avoir en cas de déplacement spécial dans la zone frontière une escorte personnelle de 20 hommes environ pour leur sécurité.

ART. 31

L'Etat souverain du sol ayant seul droit au pavillon fiché en terre, les sections de la commission mixte n'auront le pavillon national que sur les territoires de leur propre gouvernement ou sur le terrain des opérations.

Toutefois le pavillon de tente et le guidon de fusil seront partout employés par les sections pendant la durée de leurs travaux.

ART. 32

Il demeurera entendu que les médecins des deux missions devront leurs soins aux membres de la commission mixte sans distinction de nationalité.

ART. 33

La franchise de la correspondance télégraphique est acquise sur les territoires des deux possessions aux membres de la commission mixte qui auraient à correspondre pour le service, soit entre eux, soit avec les fonctionnaires des deux possessions.

Si des communications avec l'Europe par câble ou radiotélégraphie étaient nécessaires pour le service de la commission mixte, elles seraient assurées indistinctement par les gouvernements des deux possessions qui se prêteront mutuellement leurs bons offices à cet égard, réserve faite sur la question du remboursement des frais occasionnés par cette correspondance.

ART. 34

Les autorités des deux possessions accepteront et feront transporter en franchise dans le plus bref délai possible et dans les conditions admises pour la correspondance officielle, les correspondances et colis postaux des membres de la commission mixte.

ART. 35

Dans toute la mesure compatible avec les conventions internationales et la législation générale de chacun des deux Etats, l'exemption des droits d'entrée, de transit et de sortie, et la dispense de toute formalité douanière seront accordées, sous le contrôle et la responsabilité des chefs d'expédition :

1° A tout ce qui serait importé pour le service de la commission mixte ou pour l'usage personnel de ses membres ;

2° Aux collections de toute nature que les membres de la commission mixte rapporteraient ou expédieraient en Europe ;

3° Aux correspondances et aux colis postaux adressés aux membres de la commission mixte ou par eux envoyés, sans considération de leur contenu.

ART. 36

Les sections de la commission mixte pourront, sans qu'il leur soit apporté aucun empêchement et sans avoir à payer aucun droit, chasser le gibier sur le terrain de leurs opérations pour les besoins du ravitaillement de leur personnel.

ART. 37

Il est entendu que les expéditions de délimitation des deux nationalités jouiront d'une entière liberté de mouvement sur le terrain de leurs opérations et dans les territoires qui garderont provisoirement leur ancienne administration après le 1^{er} octobre 1912, et que les autorités locales leur accorderont toute aide et assistance.

Il est également entendu que ces expéditions pourront se servir de leur monnaie nationale pour les paiements qu'elles auront à effectuer aux indigènes de ces contrées.

II

*Arrangement relatif à la remise des territoires à échanger entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun.*TITRE I^{er}*Désignation des territoires à remettre avec l'indication des frontières provisoires et des dates de remise.*

ARTICLE PREMIER

A. Le 1^{er} octobre 1912, la France remettra à l'Allemagne les territoires suivants :

1^o Le territoire dont les frontières sont définies de la façon suivante :

A l'Est, le Logone jusqu'à la Penndé, la Penndé ou Logone oriental jusqu'à Yanganday ; une ligne très courte de direction Nord-Sud partant de Yanganday et atteignant la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Penndé et celui de l'Ouham, cette ligne jusqu'à la ligne de faite entre l'Ouham et son affluent la Nana Barya, puis la ligne de partage intérieure à l'angle que forme l'Ouham entre Bozoum et Badzingué jusqu'au confluent de la Bolé ; la Bolé jusqu'à sa source ; une ligne très courte (moins de 1 kilomètre), joignant cette source à celle de la Yolé ;

La Yolé ;

La Nana ;

La Sangha jusqu'à la N'goko ;

A l'Ouest et au Nord, l'ancienne frontière ;

2^o Le territoire cédé au sud de la Guinée espagnole et du Cameroun et limité au Sud par la frontière théorique, de la baie de Mondah jusqu'au confluent de la N'goko avec la Sangha ;

3^o Le territoire limité de la façon suivante par une ligne partant du premier coude de la Sangha en aval d'Ouessou, au sud du parallèle 1°30' se dirigeant vers le point où la route d'Ouessou à Mboula (carte au 1/500,000 du nord du Gabon) est coupée par une rivière à 4 kilomètres environ au nord de Mboula ;

Cette rivière jusqu'à la Kandeko ;

La Kandeko ;

La Bokiba ;

La Likouala-Mossaka ;

La rive droite du Congo (principe réservé) jusqu'à la Sangha ;

La Sangha, de Likouala-aux-Herbes jusqu'à un point situé à 5 kilomètres en aval de Botoungo ;

Le parallèle de ce point jusqu'à la Sangha, la Sangha jusqu'au point désigné ci-dessus d'où part la frontière provisoire pour rejoindre la Candeko.

B. Le 1^{er} février 1913, la France remettra à l'Allemagne :

1^o Le territoire limité par :

Au Nord, la route que la mission française aura utilisée de Baboko à la source de la Pama, étant entendu que la remise comprend les villages situés sur cette route ;

A l'Est, par la Pama, la frontière théorique de la Pama jusqu'à l'Oubangui ;

L'Oubangui (principe réservé) ;

Au Sud, par la Lobaye, jusqu'à la Bodinghé ;

La Bodinghé ;

La Lopo ;

A l'Ouest, par la Sangha ;

2^o Le territoire limité :

Au Nord, par un parrallèle ayant son origine à 5 kilomètres au nord de Bomassa sur la Sangha ;

A l'Ouest, par la Sangha ;

A l'Est, par la frontière théorique jusqu'à la Likouala-aux-Herbes, la Likouala-aux-Herbes jusqu'au point situé à 5 kilomètres en aval de Botoungo ;

Au Sud, par le parrallèle de ce point jusqu'à la Sangha.

C. Le premier avril 1913, la France remettra à l'Allemagne :

Le territoire limité :

Au Sud, par la route que la mission française aura utilisée de Baboko à la source de la Pama ;

A l'Ouest, par la Sangha, la Nana, la Yolé et la Bolé ;

Au Nord, par l'Ouham, en aval de la Bolé ;

A l'Est, par la frontière théorique.

D. Le 1^{er} juin 1913, la France remettra à l'Allemagne le reste des territoires cédés, c'est-à-dire :

1^o Le territoire situé entre l'Ouham et la Penndé jusqu'à la frontière théorique ;

2° Le territoire situé entre le parrallèle du point à 5 kilomètres au nord de Bomassa et ligne Lopo-Bodinghé-Lobaye jusqu'à la frontière théorique.

De la sorte, au 1^{er} juin 1913, l'Allemagne sera en possession de tous les territoires qui lui reviennent, alors même que les travaux de la commission mixte ne seraient pas complètement terminés.

ART. 2

L'Allemagne remettra à la France le 1^{er} octobre 1912 le territoire compris entre le Chari (principe réservé) et la rivière Ba-Lli (Limuia) et limité, au Nord, par le parrallèle de Mandjafa.

Le poste de Mogrum est situé sur ce territoire.

L'Allemagne remettra à la France le 1^{er} juin 1913 le reste du territoire cédé.

TITRE II

Remplacement des frontières théoriques par d'autres frontières provisoires

ART. 3

Les frontières théoriques indiquées ci-dessus pour être adoptées provisoirement seront, dès que les commissaires de la délimitation seront d'accord sur les frontières définitives à proposer à leurs gouvernements respectifs, immédiatement remplacées par ces frontières. Il est entendu que les points sur lesquels des divergences d'appréciation concernant le tracé de la frontière subsisteraient, seraient réservés, et que l'occupation provisoire n'engagera en rien l'avenir pour l'entente finale ultérieure entre les deux gouvernements sur le tracé de la frontière définitive.

ART. 4

Les commissaires feront le nécessaire pour être tombés d'accord, avant les dates de remises fixées ci-dessus, sur le tracé à substituer aux frontières théoriques et le communiqueront en temps utile aux autorités locales des deux pays.

ART. 5

Jusqu'au remplacement des frontières théoriques par les frontières désignées par les commissaires de la délimitation, il est entendu que,

si un conflit se produisait avec les indigènes aux abords de cette frontière provisoire sur le terrain d'études de la commission mixte avant la fin des travaux, et nécessitait l'intervention des autorités territoriales, ce conflit serait de la compétence des autorités françaises, dans le cas où il y aurait doute sur la position du lieu du conflit par rapport à la frontière.

Dès que la frontière désignée par les commissaires de la délimitation remplacera la frontière théorique, elle définira, pour les autorités locales des deux pays, la limite de leur compétence respective jusqu'à la fixation définitive de la frontière par les deux gouvernements.

TITRE III

Procédure de remise

ART. 6

Les administrateurs et chefs de poste donneront au changement de souveraineté toute la publicité nécessaire. Ils feront connaître d'avance à la population indigène les facilités qui lui sont accordées pour quitter les territoires et se fixer sur les territoires demeurant soumis à l'ancienne souveraineté. L'administration ancienne du pays choisira à son gré le moment et les moyens qu'elle aura jugés opportuns pour cette publicité.

Il est bien entendu qu'aucune entrave d'aucune sorte ne sera apportée à l'exercice du droit d'option des indigènes, et qu'aucune mesure contraire aux usages du pays ne devra être prise à cette occasion.

ART. 7

Les archives des postes, concernant l'impôt, l'administration, la justice, l'état des lieux, des postes, etc., devront être respectées et remises à l'autorité nouvelle du pays. Pour que leur conservation soit assurée, elles devront être transportées en temps utile des postes secondaires dans les postes les plus importants des régions cédées, pour y être centralisées.

ART. 8

A une date qui sera déterminée par une entente directe entre les deux gouverneurs généraux, les troupes de chacune des deux puissances pénétreront sur les territoires respectivement cédés à leurs gouvernements. Elles se rendront, pour y camper, dans les abords immé-

diats des postes qu'elles devront occuper. A une date également fixée par les gouverneurs des deux colonies, les postes secondaires seront évacués, avant le lever du soleil, par les troupes qui les occupaient précédemment. Aussitôt après le lever du soleil, les troupes et les autorités de l'autre puissance pourront occuper ces mêmes postes.

ART. 9

Le nouvel administrateur prendra ses dispositions pour arriver au poste principal, avec son escorte, la veille du jour fixé pour l'évacuation des postes secondaires ; il sera reçu par son collègue de l'autre nationalité, dont il sera l'hôte pendant les deux jours qui suivront. Au cours de ces deux jours, les livres de comptabilité seront arrêtés, la remise des archives centralisées dans le poste sera effectuée, et le procès-verbal de remise des territoires sera établi et signé.

Le surlendemain du jour de l'évacuation des postes secondaires, le poste principal sera évacué, avant le lever du soleil, par l'ancien administrateur et son escorte.

Les dates de remise doivent être, s'il est possible, celles qui sont prévues au titre I^{er}. Toutefois, les gouverneurs généraux disposeront d'une latitude de quelques jours autour de ces dates.

Pour les postes éloignés qui doivent être remis le 1^{er} octobre 1912, où les instructions nécessaires pourraient ne pas parvenir avec certitude avant cette date, la latitude est étendue suivant les nécessités de communication des instructions à ces postes.

ART. 10

Les administrateurs chefs de province français et allemands se communiqueront mutuellement et par courrier, aussitôt qu'il leur sera possible, les itinéraires que devront suivre soit les troupes qui iront occuper leur nouveau poste, soit celles qui devront évacuer leur ancien poste.

Pendant tout le temps qui leur sera nécessaire pour rejoindre leur nouveau poste ou évacuer leur ancien poste, ces détachements demeureront sous leur propre juridiction.

ART. 11

Les gouverneurs généraux des deux colonies donneront de part et d'autre aux agents qui devront procéder à la remise et à la prise de possession des territoires, des instructions leur prescrivant d'éviter avec soin toute cause de difficultés ou de conflits.

TITRE IV

Dispositions diverses

ART. 12

Depuis le 12 mars 1912, date de l'échange des ratifications de la convention conclue le 4 novembre 1911 entre la France et l'Allemagne, chacune des deux puissances contractantes est, en droit, souveraine des territoires qui lui ont été cédés par l'autre en vertu de cette convention.

Cependant chacune des deux puissances conserve provisoirement, jusqu'à la remise effective des territoires à la puissance cessionnaire, l'exercice des droits souverains sur les territoires qu'elle a cédés. Tout acte administratif ou judiciaire qui, émané de la puissance cédante avant la remise effective, aura effet dans les territoires cédés, est reconnu valable par la puissance cessionnaire. Il est entendu qu'un acte administratif ne saurait constituer, pour des tiers, des droits valables au delà de la date de la remise effective du territoire, exception faite pour les actes purement conservatoires.

ART. 13

En ce qui concerne la gestion financière des territoires échangés, chacune des puissances bénéficiera des recettes et supportera les dépenses afférentes aux territoires cédés par elle, jusqu'au jour de la remise effective de ces territoires. Bien entendu, aucune des deux puissances n'exercera un contrôle sur la gestion de l'autre.

ART. 14

Les immeubles appartenant à l'Etat sur le territoire cédé seront remis à l'autorité nouvelle dans l'état où ils se trouvaient avant le changement de souveraineté.

ART. 15

Les deux gouvernements examineront la question de savoir si les monnaies d'argent ayant respectivement cours légal, avant le 12 mars 1912, dans les territoires échangés peuvent continuer à y être acceptées, et dans quelles conditions, pendant un délai qui serait à déterminer d'un commun accord.

ART. 16

Les gouverneurs des deux colonies se communiqueront réciproquement un état faisant ressortir les autorisations délivrées pour introduction d'armes à feu et pour port d'armes à feu dans les territoires échangés.

ART. 17

Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand, le plus tôt possible, et en tout cas avant le 1^{er} janvier 1913, deux collections aussi complètes que possible des journaux et bulletins officiels des colonies du groupe de l'Afrique équatoriale française, depuis l'origine ; il sera procédé de même par le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française à l'égard du gouverneur du Cameroun ; de plus, ces mêmes documents seront remis à l'autorité locale allemande, avec les archives, dans les postes qui en disposent déjà et qui seront indiqués en temps utile par le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française au gouverneur du Cameroun.

Le Gouvernement allemand, de son côté, remettra au Gouvernement français, le plus tôt possible, et en tout cas avant le 1^{er} janvier 1913, deux collections aussi complètes que possible du « Amtsblatt für das Schutzgebiet Kamerun ».

Il sera procédé de même par le gouverneur du Cameroun à l'égard du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française ; de plus, ces mêmes documents seront remis à l'autorité locale française, avec les archives, dans le poste de Bongor.

ART. 18

De manière à permettre au Gouvernement allemand d'avoir l'état de la propriété foncière dans les territoires qui passent sous sa souveraineté, le Gouvernement français lui remettra, en en certifiant l'authenticité, les extraits complets des livres fonciers relatifs à ces territoires avec les données concernant chaque parcelle.

ART. 19

Les deux gouvernements sont d'accord pour laisser aux deux gouverneurs intéressés le soin d'apprécier, par entente directe, s'il n'y aurait pas lieu d'envoyer, de part et d'autre, des fonctionnaires en mission d'études pour se mettre au courant de l'administration des territoires dont la remise effective est ajournée dans les conditions prévues par l'article 1^{er}.

ART. 20

Il est entendu que, pour assurer du 1^{er} octobre 1912 au 1^{er} février 1913 la jonction entre le Cameroun et les territoires mentionnés au paragraphe A 3^o de l'article 1^{er}, la navigation allemande sur la partie de la Sangha qui forme voie de raccordement entre ces régions ne subira aucune entrave de la part de l'administration française, notamment en matière douanière.

III

CONVENTION RELATIVE AU RÉGIME DES CONCESSIONS

TITRE I^{er}*Dispositions générales*

ARTICLE PREMIER

La présente convention, conclue en exécution de l'article 5 de la convention du 4 novembre 1911, a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Gouvernement allemand se trouve substitué au Gouvernement français dans les avantages, droits et obligations résultant, pour celui-ci, des actes par lesquels il a accordé des concessions sur les territoires qui passent en totalité ou en partie sous la souveraineté allemande.

Elle est déclarative de droits acquis et non constitutive de droits nouveaux ; en conséquence, les concessionnaires ne pourront, en aucun cas, prétendre envers le gouvernement allemand à des droits plus étendus que ceux dont ils jouissaient envers le Gouvernement français.

ART. 2

Les concessions sur lesquelles s'exercera la souveraineté allemande demeurent définies dans leurs limites territoriales par les dispositions des décrets de concession et cahiers des charges.

ART. 3

Les sociétés concessionnaires de l'Afrique équatoriale française visées

par l'article 5 à la convention du 4 novembre 1911 ne cesseront pas, par suite de l'établissement de la souveraineté allemande sur tout ou partie des territoires à elles concédés, d'être, en droit des sociétés françaises.

Du fait même de l'adhésion du Gouvernement allemand aux décrets de concession, cahiers des charges et conventions qui les régissent, elles ont l'aptitude juridique nécessaire pour fonctionner en territoire allemand. Quant au reste, elles sont soumises au droit commun de ce territoire pour tout ce qui n'est pas déterminé par lesdits actes ou par la présente convention.

ART. 4

Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand, aussitôt que possible, et en tout cas avant le 1^{er} janvier 1913, tous documents relatifs à la rédaction et à l'application des décrets, cahiers des charges et conventions concernant les sociétés concessionnaires, notamment les procès-verbaux des délibérations de la commission des concessions coloniales, les arrêts rendus par le Conseil d'Etat au sujet desdites sociétés et les diverses intructions ou décisions ministérielles relatives à ces matières.

Il est conforme au désir du Gouvernement français que ces documents, tout en conservant vis-à-vis du Gouvernement allemand le caractère qu'ils avaient vis-à-vis du Gouvernement français, servent de règle générale au Gouvernement allemand dans l'application des décrets, cahiers des charges et conventions dans lesquels il est substitué au Gouvernement français.

Le Gouvernement allemand tiendra compte de ce désir tout en réservant la liberté administrative, dans la mesure où en disposait le Gouvernement français, et le droit souverain d'interprétation qui appartiendrait éventuellement aux tribunaux comme il appartenait antérieurement aux juridictions françaises. Le gouvernement allemand fait toutes réserves au sujet de la mesure dans laquelle il pourrait être tenu compte des documents qui viendraient à être produits en dehors des conditions de remise officielle et de délai mentionnées ci-dessus.

ART. 5

Le Gouvernement français donnera au Gouvernement allemand, sur sa demande, tous renseignements sur les conditions dans lesquelles ont été attribuées toutes concessions, inférieures ou supérieures à 10.000 hectares, et, d'une manière générale, sur les questions de toute nature se rapportant au régime desdites concessions.

ART. 6

Le Gouvernement français a communiqué au Gouvernement allemand les avis de la commission des concessions coloniales relatifs au mode d'établissement des comptes des sociétés concessionnaires pour le calcul de la redevance proportionnelle et concernant :

- 1° Les amortissements de matériel et d'outillage ;
- 2° L'évaluation des titres en portefeuille ;
- 3° L'amortissement des immobilisations et des déficits d'exploitation ;
- 4° Le rappel de l'intérêt statutaire pour les exercices déficitaires.

Le Gouvernement français a indiqué au Gouvernement allemand que ces avis avaient servi de base, depuis la date des exercices budgétaires auxquels ils s'appliquent, au règlement des comptes des sociétés concessionnaires. Le Gouvernement allemand reconnaît que, dans la mesure où ces avis et l'application qui en a été faite ont pu donner naissance à des obligations contractuelles à la charge du Gouvernement, il aura à remplir ces obligations comme substitué au Gouvernement français par application de l'article 5 du traité du 4 novembre 1911.

ART. 7

Le Gouvernement allemand prend acte de ce que pour les sociétés régies par les décrets et cahiers des charges du type de 1899 les réserves indigènes prévues auxdits actes n'ont pas été délimitées et que leur régime a été fixé par un arrêté du commissaire général du gouvernement au Congo français en date du 9 octobre 1903.

ART. 8

Le Gouvernement français aura seul à connaître des réclamations qui pourraient être formulées par les concessionnaires à raison de faits antérieurs au 12 mars 1912.

TITRE II

Grandes concessions passant en totalité sous la souveraineté allemande

ART. 9

Les sociétés concessionnaires dont les territoires passent en totalité

sous la souveraineté allemande (société de la Sangha équatoriale, société de la Mambéré-Sangha, compagnie commerciale de colonisation du Congo français) demeurent soumises aux dispositions des décrets et cahiers des charges dont elles tiennent leurs droits. Toutefois, le Gouvernement allemand étant substitué au Gouvernement français comme autorité concédante, les termes : « l'Etat », « la colonie », « le ministre », « le ministère des colonies », « les administrateurs », « le trésorier-payeur », « le premier président et les présidents réunis de la Cour d'appel de Paris », figurant dans lesdits décrets et cahiers des charges, s'entendront désormais des institutions et autorités allemandes correspondantes, suivant l'indication qui en sera donnée aux sociétés par le Gouvernement allemand et publiée dans le *Kolonialblatt* et le *Amtsblatt* du Cameroun.

Les attributions de juridiction exercées par le Conseil d'Etat seront exercées par le Kolonial Gerichtshof. La compétence de cette cour sera reconnue par le Gouvernement allemand qui renonce dès à présent à se prévaloir de l'exception d'incompétence qu'il pourrait tirer de la législation générale allemande.

ART. 10

Les dispositions des articles 5 des décrets de concession du 19 mai 1899, du 9 juin 1899 et du 16 juillet 1899, relatives à la nationalité du président et des membres du Conseil d'administration cessent d'être applicables. Toutefois, dans la société de la Mambéré-Sangha, les administrateurs ne pourront être que de nationalité française ou allemande ; dans la société de la Sangha équatoriale et la compagnie commerciale de colonisation du Congo français, le nombre des administrateurs qui ne seraient ni Français ni Allemands ne pourra excéder le quart du conseil d'administration, et ni le président ni les vice-présidents ne pourront être choisis parmi eux.

Dans le cas où les trois quarts du capital passeraient aux mains d'actionnaires allemands, le conseil d'administration devrait être composé de membres allemands dans la même proportion : le président et les vice-présidents du conseil d'administration seraient choisis parmi eux ; les modifications nécessaires seraient opérées au fur et à mesure du remplacement des administrateurs en exercice. Dans ce même cas, le principal établissement de la société devrait être transféré en Allemagne.

Aussi longtemps que le principal établissement de ces sociétés ne sera pas en Allemagne, elles devront avoir une « Zweigniederlassung » (succursale) à Berlin ou à Hambourg.

Pour tenir lieu de l'élection de domicile au chef-lieu de la colonie du Cameroun, rendu obligatoire par l'article 28 du cahier des charges, annexé aux décrets des 19 mai 1899 et 9 juin 1899 et par l'article 20 du cahier des charges annexé au décret du 16 juillet 1899, les sociétés

devront, si elles ne l'ont déjà fait, constituer et maintenir une « *Zweigniederlassung* » (succursale) dans la colonie du Cameroun.

Aussi longtemps que les sociétés ne se seront pas conformées aux obligations prévues dans les deux paragraphes qui précèdent, toutes notifications ou significations administratives et judiciaires leur seront valablement faites par une publication dans le *Reichs-Anzeiger* ou dans le *Amtsblatt* de la colonie du Cameroun.

ART. 11

Les sociétés auront à mettre leurs statuts en accord avec les dispositions de l'article 10.

ART. 12

Les dispositions de l'article 11, paragraphe 2, des décrets de concessions de 1899 relatives à la nationalité du personnel européen des sociétés dans la colonie, cessent d'être applicables. Les compagnies devront remplacer par des agents allemands les agents français actuellement en service au fur et à mesure des vacances et dans un délai maximum de six ans. Toutefois elles pourront exceptionnellement, lorsque l'intérêt de leur exploitation l'exigera, employer des agents non allemands, sous la condition qu'ils seront munis individuellement d'une autorisation du gouverneur du Cameroun ; cette autorisation ne sera valable que pour une année ; elle pourra être renouvelée.

ART. 13

Le Gouvernement français transférera au Gouvernement allemand, dans le délai d'un mois à compter de la signature de la présente convention, les cautionnements constitués par les sociétés ci-dessus mentionnées, ou les titres les représentant.

Au cas où le Gouvernement allemand estimerait utile que les valeurs ainsi transférées fussent remplacées par des valeurs allemandes qu'il désignerait, la conversion serait opérée dans les huit jours de la notification qu'il ferait à ce sujet aux sociétés. Celles-ci seraient tenues de représenter en valeurs allemandes une somme égale à celle produite par la vente des valeurs françaises, sur la base des cours pratiqués au jour de l'opération.

ART. 14

Le gouvernement allemand consent à confier au *Wirtschaftlicher Beirat*, constitué auprès du *Reichs-Kolonialamt*, les attributions dévolues en France à la Commission des concessions coloniales par les

articles 14 et 15 des décrets de concession, et 18 des cahiers des charges annexés aux décrets des 19 mai 1899 et 9 juin 1899. Il se réserve, soit d'adjoindre d'autres membres à ce conseil afin de mettre sa composition mieux en harmonie avec sa compétence, soit même de lui substituer, pour ce cas particulier, un corps complètement nouveau et spécialement constitué pour ce rôle.

ART. 15

Dans le cas prévu par l'article 16 du décret de concession, l'acte le prononçant rachat total ou partiel de la concession pour un motif d'intérêt public sera une ordonnance impériale.

Dans les cas prévus par l'article 15 du décret de concession, l'acte prononçant la déchéance sera une ordonnance du chancelier de l'empire.

ART. 16

Le Gouvernement français ne formulera aucune objection au cas où les sociétés visées sous le présent titre désireraient, à raison de leur situation et des conditions de leur exploitation, se transformer en sociétés allemandes.

TITRE III

Grandes concessions passant en partie sous la souveraineté allemande

ART. 17

La proportion des territoires qui, dans les diverses concessions, passent sous la souveraineté allemande, est évaluée comme suit, pour l'application des dispositions de la présente convention :

Société du Haut-Ogooué.	0.018
Compagnie de la N'goko-Sangha	0.846
Compagnie française du Haut-Congo.	0.121
Compagnie forestière Sangha-Oubangui	0.59
Compagnie française de l'Ouhamé-Nana.	0.45

Cette évaluation sera révisée, s'il y a lieu, d'après le résultat des travaux de la Commission mixte de délimitation, dans l'accord à intervenir entre les deux gouvernements pour la fixation définitive de la frontière.

ART. 18

Les sociétés concessionnaires dont les territoires ne passent que partiellement sous la souveraineté allemande (compagnie forestière Sangha-Oubangui, compagnie française du Haut-Congo, compagnie française de l'Ouhamé-Nana, compagnie de la N'goko-Sangha, société commerciale, industrielle et agricole du Haut-Ogooué), demeurent soumises aux décrets de concession, cahiers des charges et conventions dont elles tiennent leurs droits.

Les dispositions desdits décrets, cahiers des charges et conventions relatives à l'intervention de l'autorité concédante sont modifiées conformément aux dispositions ci-après.

ART. 19

Dans la mesure où le Gouvernement allemand est substitué au Gouvernement français comme autorité concédante, les termes : « l'Etat », « la colonie », « le gouvernement », « le ministre », « le ministère des colonies », « le gouverneur général », « les administrateurs », « le trésorier-payeur », « le premier président et les présidents réunis de la Cour d'appel de Paris » figurant dans lesdits décrets, cahiers des charges et conventions, s'entendront désormais des institutions et autorités allemandes, suivant l'indication qui en sera donnée aux sociétés par le gouvernement allemand et publiée dans le *Kolonialblatt* et le *Amsblatt* du Cameroun.

ART. 20

Les dispositions de l'article 9, paragraphes 3 et 4, et des articles 14 et 15 ci-dessus, concernant les attributions dévolues au *Kolonial Gerichtshof*, au *Wirtschaftlicher Beirat* ou à tout autre corps analogue, l'intervention d'ordonnances impériales et d'ordonnances du chancelier d'empire, s'appliqueront aux sociétés dont les concessions passent partiellement sous la souveraineté allemande, pour la partie de leur concession située en territoire allemand.

ART. 21

Les dispositions des articles 5 des décrets de concession du 31 mars 1899 et du 21 février 1900, ainsi que de l'article 2 du décret de concession du 18 mars 1905 et de l'article 17, paragraphe 2, des conventions du 13 juin 1910, relatives à la nationalité du président, des vice présidents et des membres du conseil d'administration, cessent d'être applicables. Toutefois les membres du conseil d'administration de la

compagnie de la N'goko-Sangha ne pourront être que Français ou Allemands ; dans les autres compagnies dont les décrets de concession et conventions sont rappelés ci-dessus, le nombre des membres du conseil d'administration qui ne seraient ni Français ni Allemands ne pourra excéder le quart du conseil d'administration, et ni le président, ni les vice-présidents ne pourront être choisis parmi eux.

Aussi longtemps que le principal établissement de ces sociétés sera en France, elles devront avoir une « Zweigniederlassung » (succursale) à Berlin ou à Hambourg.

Elles devront de plus, conformément aux prescriptions de l'article 10, paragraphe 3, constituer et entretenir dans la colonie du Cameroun, s'il n'en est pas déjà ainsi, une « Zweigniederlassung » (succursale).

Aussi longtemps qu'elles ne se seront pas conformées aux obligations prévues dans les deux paragraphes qui précèdent, toutes notifications ou significations administratives et judiciaires leur seront valablement faites dans les conditions prévues à l'article 10, paragraphe 5, ci-dessus.

ART. 22

Les sociétés auront à mettre leurs statuts en accord avec les dispositions de l'article 21.

ART. 23

Les dispositions des articles 11, paragraphe 2, des décrets du 31 mars 1899 et 21 février 1900, ainsi que de l'article 8 du décret du 18 mars 1905 cessent d'être applicables en ce qui concerne la partie allemande des territoires concédés. Dans cette partie, les compagnies régies par lesdits décrets devront remplacer par des agents allemands les agents actuellement en service au fur et à mesure des vacances et dans un délai maximum de six ans. Toutefois, elles pourront exceptionnellement, lorsque l'intérêt de leur exploitation l'exigera, employer des agents non allemands, sous la condition qu'ils seront munis individuellement d'une autorisation du gouverneur du Cameroun ; cette autorisation ne sera valable que pour une année ; elle pourra être renouvelée.

ART. 24

Le représentant, dans chaque colonie, de chacune des sociétés concessionnaires régies par les décrets mentionnés à l'article précédent devra être agréé par les deux gouvernements ; chacun de ceux-ci pourra, après avis du gouverneur, exiger son remplacement pour un motif d'intérêt public, la société concessionnaire entendue.

Au cas où la société aurait deux représentants, l'un pour la partie française, l'autre pour la partie allemande, l'agrément serait donné par chacun des deux gouvernements pour le territoire soumis à sa souveraineté.

ART. 25

Le Gouvernement allemand recevra du Gouvernement français, dans les conditions prévues par l'article 13 ci-dessus, une partie du cautionnement des sociétés concessionnaires calculée proportionnellement à la partie de la concession passée sous la souveraineté allemande.

Le surplus des dispositions dudit article est applicable aux fractions du cautionnement ainsi transférées.

ART. 26

Les redevances fixes prévues :

1° Par les articles 6 du décret de concession du 31 mars 1889 et 20 du cahier des charges y annexé ;

2° Par les articles 6 du décret de concession du 29 juillet 1899 et 20 du cahier des charges y annexé ;

3° Par les articles 6 du décret de concession du 21 février 1900 et 12 du cahier des charges y annexé ;

4° Par les articles 3 du décret de concession du 18 mars 1905 et 13 du cahier des charges y annexé ;

5° Par l'article 7 des conventions du 13 juin 1910 ;

Et les redevances proportionnelles prévues :

1° Par les articles 6 du décret de concession du 31 mars 1899 et 21 du cahier des charges y annexé ;

2° Par les articles 6 du décret de concession du 29 juillet 1899 et 21 du cahier des charges y annexé ;

3° Par les articles 6 du décret de concession du 21 février 1900 et 13 du cahier des charges y annexé ;

4° Par les articles 3 du décret de concession du 18 mars 1905 et 14 du cahier des charges y annexé.

Seront versées, dans les conditions prévues par ces textes, à chacun des gouvernements, proportionnellement aux superficies des territoires concédés à chaque société placée sous la souveraineté respective.

ART. 27

Les redevances proportionnelles prévues par l'article 7 des con-

ventions du 13 juin 1910 seront versées à chacun des deux gouvernements dans les conditions qui y sont prévues et conformément aux dispositions suivantes :

Ces redevances seront partagées entre les deux gouvernements, non d'après la superficie des territoires concédés, mais d'après la valeur économique de ces territoires, déterminée chaque année d'après la valeur totale des produits qui en seront exportés. Cette valeur sera fixée d'après une mercuriale établie annuellement d'un commun accord entre le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française et le gouverneur du Cameroun.

Toutefois, il sera prélevé par le Gouvernement français, avant ce partage, une somme représentant la part de 15 % du revenu, afférent à l'intérêt des réserves constituées par prélèvement sur les bénéfices par la compagnie forestière à la clôture de l'exercice 1911 ; cette somme, qui ne dépassera pas 15.000 francs, sera fixée, d'un commun accord, par les deux gouvernements sur le vu des comptes de la société pour l'exercice 1911 ; elle sera réduite ou supprimée si les réserves qui y donnent lieu sont elles-mêmes réduites ou supprimées.

ART. 28

En cas de liquidation des sociétés régies par les décrets et cahiers des charges de 1890, 1900 et 1905, la part éventuellement attribuée à l'autorité concédante sur l'excédent d'actif sera perçue par chacun des deux gouvernements proportionnellement aux superficies des territoires concédés placés sous leur souveraineté respective.

ART. 29

En cas de liquidation de la compagnie forestière, il sera prélevé par le Gouvernement français, sur les sommes attribuées à l'autorité concédante, une somme égale à vingt fois le montant du prélèvement à opérer, d'après les dispositions de l'article 27, paragraphe 3. Le surplus sera partagé entre les deux gouvernements d'après la moyenne de répartition des exercices écoulés depuis 1912 inclusivement ou, si l'exploitation a duré plus de dix années, d'après la moyenne des dix derniers exercices.

ART. 30

Le Gouvernement allemand désignera pour le contrôle des comptes des sociétés un délégué qui aura les pouvoirs définis par les articles 23 des cahiers des charges annexés aux décrets des 31 mars 1899 et 29 juillet 1899, ainsi que par les articles 15 du cahier des charges annexé au décret du 21 février 1900, 16 du cahier des charges annexé au

décret du 18 mars 1905 et 8 des conventions du 13 juin 1910. Les deux gouvernements se communiqueront le nom des délégués qu'ils auront respectivement choisis.

ART. 31

Les obligations relatives à la culture des plantes à caoutchouc, inscrites dans l'article 6 des cahiers des charges annexés aux décrets du 31 mars 1899, du 29 juillet 1899, du 21 février 1900 et du 18 mars 1905, seront réparties sur les territoires français et allemand proportionnellement aux superficies placées respectivement sous chacune des deux souverainetés ; elles seront exécutées par les sociétés dans les conditions dudit article.

Un délai de trois ans sera accordé aux sociétés qui, ayant rempli leurs obligations à la date du 12 mars 1912, seront tenues en vertu du paragraphe précédent de créer des plantations nouvelles soit en territoire français, soit en territoire allemand.

Le Gouvernement français communiquera au Gouvernement allemand un état des plantations effectuées par les sociétés concessionnaires en vertu des stipulations rappelées ci-dessus, et constatant l'emplacement, l'importance et la composition desdites plantations au 31 décembre 1911.

ART. 32

Les obligations relatives au service de navigation à vapeur imposées par les articles 11 à 13 du cahier des charges annexé au décret du 31 mars 1899 à la compagnie française du Haut-Congo, seront exécutées au profit des deux gouvernements sans qu'il puisse en résulter pour le concessionnaire une charge plus lourde que celle qui lui incombait vis-à-vis du Gouvernement français.

Les transbordements pourront être effectués sur les territoires français et allemand ; les dates de départ et les points d'escales obligatoires seront fixés, sur les rives françaises et allemandes, pour les voyages effectués pour le compte de l'administration par chacun des deux gouverneurs intéressés.

Le contrôle du service sera exercé par le Gouvernement français dans les conditions de l'article 13 du cahier des charges.

ART. 33

Le Gouvernement français a communiqué au Gouvernement allemand le contenu des contrats passés par la compagnie forestière San-gha-Oubangui avec les chefs indigènes dans les termes de l'article 10

des conventions du 13 juin 1910, et qui ont été approuvés avant le 12 mars 1912.

Le Gouvernement allemand reconnaît que, dans la mesure où ces contrats ont pu donner naissance au profit de la société à des droits vis-à-vis du Gouvernement français, il aura à respecter ces droits comme substitué au Gouvernement français par application de l'article 5 du traité du 4 novembre 1911.

ART. 34

Le Gouvernement français communiquera au Gouvernement allemand tous documents relatifs aux conditions d'exploitation des sociétés qui passent partiellement sous la souveraineté allemande, notamment en ce qui concerne les aménagements de lots forestiers, de manière à éviter dans la plus large mesure possible qu'il soit porté atteinte à l'unité du mode d'exploitation des territoires concédés.

ART. 35

Les sociétés auront la faculté d'expédier soit par voie française soit par voie allemande les produits de leur exploitation.

Les deux gouvernements, pour assurer la perception des droits de sortie qui leur reviennent, prendront les mesures nécessaires pour que les sociétés munissent leurs expéditions de certificats d'origine, délivrés par les autorités locales. Le service des douanes de chacune des colonies liquidera au bureau de sortie les droits dus au gouvernement dont il dépend, et transmettra à l'administration de l'autre gouvernement les pièces nécessaires à la liquidation des droits dus à celui-ci.

Les deux gouvernements se réservent de prescrire d'ailleurs toutes mesures qui leur paraîtraient nécessaires pour contrôler l'exportation des marchandises de leurs territoires respectifs.

ART. 36

Les sociétés acquitteront les droits à l'entrée d'après la réglementation en vigueur dans chaque colonie. Toutefois, eu égard à l'impossibilité où pourraient se trouver les sociétés de déclarer au moment de l'importation si une marchandise doit être consommée dans la partie française ou dans la partie allemande de la concession, les deux gouvernements s'entendront pour prendre les mesures nécessaires afin d'éviter aux sociétés le paiement d'un double droit.

ART. 37

Le Gouvernement français déclare adhérer par avance, en tant que

de besoin, par la présente convention, aux transformations que les sociétés pourraient être amenées à introduire dans leur organisation avec l'autorisation du Gouvernement allemand, en tant que ces transformations n'auraient d'effet que sur les territoires placés sous la souveraineté allemande.

Le Gouvernement allemand déclare adhérer par avance, en tant que de besoin, par la présente convention, aux transformations que les sociétés pourraient être amenées à introduire dans leur organisation avec l'autorisation du Gouvernement français, en tant que ces transformations n'auraient d'effet que sur les territoires placés sous la souveraineté française.

Les deux gouvernements se donneront mutuellement connaissance des autorisations délivrées en exécution du présent article.

ART. 38

Dans les autres cas où, conformément aux dispositions des décrets, cahiers des charges, conventions ou statuts, l'approbation de l'autorité concédante serait nécessaire pour permettre une transformation des sociétés, cette approbation sera donnée par les deux gouvernements, après entente.

ART. 39

Les deux gouvernements s'engagent dès maintenant, chacun en ce qui le concerne, à faciliter, dans la mesure prévue par les lois et règlements, ainsi que par les décrets de concession, cahiers des charges et conventions, tous actes (fusions, divisions, création de filiales, etc.) qui auraient pour conséquence d'assurer, dans chacune des deux colonies, l'exploitation des concessions par des sociétés ne tenant leurs droits que d'une seule des deux souverainetés.

TITRE IV

Petites concessions

ART. 40

Les concessions de 10.000 hectares et au-dessous, attribuées avant le 12 mars 1912 sous le régime des arrêtés des 14 avril 1900, 18 février 1905 et 7 octobre 1910 et qui passent en totalité ou en partie sous la souveraineté allemande, demeureront soumises aux dispositions de ces arrêtés ; pour le territoire de ces concessions devenu allemand,

les pouvoirs dévolus à l'administration française et aux juridictions françaises seront exercés par l'administration allemande et les juridictions allemandes sans aucune restriction de leur compétence et de leur liberté d'appréciation, avec les modifications que pourront entraîner les différences d'organisation existant entre les deux administrations.

Les attributions exercées par le commissaire général (gouverneur général) en conseil d'administration en vertu des arrêtés des 14 avril 1900 et 18 février 1905 relatifs aux concessions rurales de 10.000 hectares et au-dessous, ainsi que les attributions exercées, en vertu de l'arrêté du 7 octobre 1910 relatif au régime de concessions domaniales de 10.000 hectares et au-dessous, par le gouverneur général et les lieutenants gouverneurs, en conseil de gouvernement ou, en conseil d'administration, par les receveurs des domaines et les administrateurs des circonscriptions, seront exercées par les autorités allemandes correspondantes, suivant l'indication qui sera donnée par l'autorité allemande et publiée dans le « Amtsblatt » du Cameroun.

ART. 41

Les attributions de juridiction conférées au conseil du contentieux par les arrêtés des 14 avril 1900 et 7 octobre 1910 seront dévolues aux tribunaux ordinaires de première instance du Cameroun, aussi longtemps qu'il n'y existera pas une juridiction administrative. La compétence de ces tribunaux sera reconnue par le Gouvernement allemand qui renonce dès à présent à se prévaloir de l'exception d'incompétence qu'il pourrait tirer de la législation générale allemande.

La procédure d'expertise prévue par le n° 2 de l'arrêté du 7 octobre 1910 sera soumise aux dispositions de la loi allemande.

ART. 42

Il est pris note que les arrêtés des 14 avril 1900, 18 février 1905 et 7 octobre 1910 sont entrés respectivement en vigueur au Congo français aux dates des 15 juillet 1900, 25 février 1905 et 15 juillet 1911, et sont applicables à toutes concessions délivrées postérieurement à ces dates et jusqu'au 12 mars 1912.

ART. 43

Le Gouvernement français remettra avant le 1^{er} janvier 1913 au Gouvernement allemand un état détaillé et complet des concessions provisoires ou définitives, d'une superficie de 10.000 hectares ou au-dessous, situées dans les territoires passant sous la souveraineté allemande, ainsi que la copie des arrêtés accordant lesdites concessions et des plans annexés auxdits arrêtés.

ART. 44

Toute demande de concession adressée, avant le 12 mars 1912, à l'administration française dans les termes de l'arrêté du 7 octobre 1910 relatif aux concessions domaniales de 10.000 hectares et au-dessous, et qui n'aurait pas été suivie d'une décision d'attribution avant le 12 mars 1912, sera transmise au gouvernement allemand dans l'état de l'instruction au 12 mars 1912. Le Gouvernement allemand statuera seul sur ces demandes et aura toute latitude pour en faire compléter l'instruction.

TITRE V

Dispositions diverses

ART. 45

Le Gouvernement français a attribué, conformément à l'avis de la commission des concessions coloniales en date du 1^{er} mars 1910, le bassin de la Lessé à la société forestière Sangha-Oubangui, avant le 12 mars 1912 : le Gouvernement allemand se tient pour lié par cette attribution, par application de l'article 5 du traité du 4 novembre 1911.

ART. 46

Le Gouvernement français a communiqué au Gouvernement allemand le projet de convention qu'il avait arrêté d'accord avec la société de la Sangha, équatoriale afin de substituer au droit de jouissance que celle-ci tenait du décret en date du 19 mai 1899 un droit de propriété portant sur 10.000 hectares. Le gouvernement allemand accepte de prendre ce projet de convention comme base d'une décision définitive ; il se réserve d'y apporter les modifications de forme et de détail nécessitées par la législation allemande et les circonstances nouvelles résultant du changement de souveraineté du territoire concédé.

ART. 47

Les sociétés devront déclarer à l'administration allemande, dans un délai qui sera fixé par le gouverneur du Cameroun, les armes qu'elles mêmes ou leurs agents détiendraient, dans les territoires cédés, en vertu du paragraphe 2 de l'article 12 du décret de concession. Elles

devront produire, à l'appui de cette déclaration, les autorisations prévues par ledit texte.

ART. 48

Le Gouvernement allemand est substitué au Gouvernement français dans tous les avantages, droits et obligations insérés au cahier des charges de la compagnie des messageries fluviales du Congo en date du 15 janvier 1901, et à l'avenant en date du 6 juillet 1903, en tant que cette compagnie a succédé aux sociétés concessionnaires : compagnie française du Congo, compagnie des caoutchoucs et produits de la Lobaye, compagnie de l'Ekéla-Sangha, société des produits de la Sangha-Lipa-Ouessou et compagnie de la N'goko (Ouessou) pour l'établissement des services de navigation à vapeur imposés à ces sociétés par le titre II de leurs cahiers des charges, et dans la mesure où les territoires desservis sont passés sous la souveraineté allemande.

ART. 49

Toutes stipulations autres que celles du cahier des charges et de l'avenant mentionné ci-dessus, et qui seraient intervenues entre l'Etat français et la colonie de l'Afrique équatoriale française, d'une part, et la compagnie des messageries fluviales du Congo d'autre part, ne sauraient en aucune façon lier ni l'Etat allemand ni la colonie du Cameroun.

ART. 50

Les additions ou modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter ultérieurement aux stipulations de la présente convention, feront l'objet, s'il y a lieu, de conventions complémentaires.

Les deux gouvernements pourront, le cas échéant, déléguer d'un commun accord aux gouverneurs des deux colonies intéressées le soin de s'entendre directement sur les questions qui se présenteront, et qui ne nécessiteront pas l'intervention du pouvoir central.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leur sceau.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 28 septembre 1912 (1).

(L. S.) Signé : R. POINCARÉ.

(L. S.) LANCKEN.

(1) Un décret du Président de la République du 5 octobre 1912 a approuvé ces arrangements.

CORRESPONDANCE-ANNEXE

*M. R. Poincaré, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,
à M. le baron de Lancken Wakenitz, ministre plénipotentiaire, chargé
d'affaires d'Allemagne à Paris.*

Paris, le 28 septembre 1912.

Au moment où nous venons de signer les arrangements et la convention préparés par la commission de Berne, il paraît utile de rappeler, pour en préciser l'esprit et en faciliter l'application, les conditions dans lesquelles ces textes ont été étudiés et sanctionnés,

Il est entendu, en premier lieu, que les procès-verbaux de la commission de Berne rendent un compte exact des questions qui ont été abordées au cours des séances et des points sur lesquels l'accord a été réalisé entre les commissaires français et allemands. Quelques-uns de ces points, soit à cause de leur importance moindre, soit pour toute autre raison, ont pu ne pas trouver place dans les actes signés par les gouvernements. L'accord n'en existe pas moins sur ces points, entre les gouvernements comme entre les commissaires, et les procès-verbaux en feront foi.

D'autre part, les arrangements intervenus entre les deux gouvernements en vue de la délimitation et de la remise des territoires échangés en Afrique équatoriale française et la convention constituant une application de l'accord du 4 novembre 1911, les différends qui viendraient à s'élever entre les parties contractantes au sujet de leur exécution seront tranchés par voie d'arbitrage, comme il a été stipulé dans les lettres explicatives du 4 novembre 1911.

Signé : R. POINCARÉ.

*
* *

M. le baron de Lancken-Wakenitz, Ministre plénipotentiaire, chargé d'affaires d'Allemagne à Paris, à M. R. Poincaré, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères.

Paris, le 28 septembre 1912.

Au moment où nous venons de signer les arrangements et la convention préparés par la commission de Berne, il paraît utile de rappeler, pour en préciser l'esprit et en faciliter l'application, les conditions dans lesquelles ces textes ont été étudiés et sanctionnés.

Il est entendu, en premier lieu, que les procès-verbaux de la commission de Berne rendent un compte exact des questions qui ont été abordées au cours des séances et des points sur lesquels l'accord a été

réalisé entre les commissaires allemands et français. Quelques-uns de ces points, soit à cause de leur importance moindre, soit pour toute autre raison, ont pu ne pas trouver place dans les actes signés par les gouvernements. L'accord n'en existe pas moins sur ces points, entre les gouvernements comme entre les commissaires, et les procès-verbaux en feront foi.

D'autre part, les arrangements intervenus entre les deux gouvernements en vue de la délimitation et de la remise des territoires échangés en Afrique équatoriale française et la convention constituant une application de l'accord du 4 novembre 1911, les différends qui viendraient à s'élever entre les parties contractantes au sujet de leur exécution seront tranchés par voie d'arbitrage comme il a été stipulé dans les lettres explicatives du 4 novembre 1911.

Signé : LANCKEN.

*
* *

Déclaration relative à la Délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et du territoire allemand du Togo.

(28 septembre 1912)

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, ayant résolu dans un esprit de bonne entente mutuelle de donner force et vigueur aux accords préparés par leurs délégués respectifs en vue d'assurer l'application de la convention du 23 juillet 1897, relative à la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et du territoire allemand du Togo, sont convenus de confirmer le protocole dressé à Paris le 12 septembre 1912, et d'y ajouter les dispositions complémentaires dont la teneur suit :

PROTOCOLE

Les soussignés :

1° M. Albert Duchêne, sous-directeur au ministère des colonies de France ;

2° M. Gaston Budin, rédacteur principal de 1^{re} classe au ministère des colonies de France ;

3° M. Alexandre Meunier, géographe au ministère des colonies de France ;

4° Docteur Oskar Meyer, conseiller intime, chef de service au ministère des colonies d'Allemagne ;

5° Docteur Hugo Marquardsen, capitaine en retraite, chef du service géographique au ministère des colonies d'Allemagne.

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de l'Empire allemand, à l'effet de préparer sur la base de la convention du 23 juillet 1897 un projet de délimitation et d'abornement définitifs entre les possessions françaises du Dahomey et du Haut-Sénégal et Niger et la colonie allemande du Togo, sont convenus des dispositions suivantes qu'ils ont résolu de soumettre à l'agrément de leurs gouvernements respectifs.

ARTICLE PREMIER

La frontière partira de l'intersection de la côte avec le méridien de la pointe Ouest de l'île Bayol, se confondra avec ce méridien jusqu'à la rive Sud de la lagune qu'elle suivra jusqu'à une distance de 100 mètres au delà de la pointe Est de l'île Bayol, remontera ensuite directement au Nord, jusqu'à mi-distance de la rive Sud et de la rive Nord de la lagune, puis suivra les sinuosités de la lagune, à égale distance des deux rives, jusqu'au thalweg du Mono qu'elle suivra jusqu'au point n° 1 défini dans la liste ci-après. De là, la frontière gagnera l'un après l'autre les points 2, 3, etc., etc., énumérés dans la liste jusqu'au point terminus n° 130. La frontière sera déterminée par la jonction en ligne droite des points voisins, sauf dans le cas où il est expressément spécifié qu'un cours d'eau servira de limite.

ART. 2

Liste des points fixant la frontière au Nord du 7° degré de latitude Nord :

1. Point de rencontre du thalweg du Mono avec la ligne réunissant deux points situés sur les rives gauche et droite du fleuve et tirée Est-Ouest à 750 mètres comptés sur la rive, en amont du point astronomique Ouest de Rhévi (Jangba).

2. 400 mètres Sud du point astronomique de Bossoukou (Basseku).

3. 3.000 mètres Est du point 2.

4. 500 mètres Nord du point de passage sur la rivière Lomo de la route Tohoun (Tun) à Parahoué, comptés sur la route.

5. 1.950 mètres Est de Tohoun (Tun) [point de repère du marché].

6. 2.250 mètres Est de Sinouesodji (point astronomique, carte française).

7. 1.950 mètres Est de Dossouhoué (Dossukondji) [point astronomique].

8. Point sur la route de Dossouhoué (Dossukondji) à Atomé, à

750 mètres au Sud-Ouest du point de passage de ce chemin sur la rivière Agba et mesurés sur la route dans la direction de Doussour houé.

9. 920 mètres Ouest d'Atomé.
10. 270 mètres Est de la colline Bowé (signal géodésique).
11. 175 mètres Est d'Agodogoué (Agodogwi).
12. 700 mètres à mesurer sur le chemin d'Agodogoué (Agodogwi) à Akouanou (Abalokovhe) depuis le passage de la rivière Gougou (Gugu) et dans la direction d'Akouanou.
13. Le passage du Couffo (Kufo) sur le chemin Agouna-Glito.
14. Le cours du Couffo vers l'amont jusqu'à sa rencontre avec le méridien d'un point situé à 3.450 mètres à l'Ouest du passage de la rivière Asagba sur le chemin d'Aklamé (Akleme-Tamba) ; on choisira, comme point frontière, le point de rencontre le plus près de l'origine du méridien.
15. 150 mètres Ouest de Motchama (Motjema).
16. 290 mètres Est d'Ouroukou (Urûku).
17. 3.200 mètres Nord-Ouest de Tchetti (Tscheti), village le plus immédiatement Sud du signal allemand, distance mesurée sur le chemin Nord d'Adjinakou (Adjinaku).
18. 750 mètres Ouest d'Agadja (carte française).
19. 400 mètres Est d'Agbota.
20. 1.920 mètres Est de la montagne Djafé (point géodésique).
21. 220 mètres Est de la montagne Okoko (signal géodésique).
22. 950 mètres Ouest d'Akifon (Akifong).
- 22 bis. 875 mètres Est de Do (Badja).
23. 1.500 mètres sur le chemin de Doumé (Dume) à Guégué (Gege) en partant du signal géodésique de Doumé.
24. 1.850 mètres sur le chemin de Doumé (Dume) à Agaoun (Agaung) en partant du signal géodésique de Doumé.
25. 1.500 mètres Est d'Afolé (Awole).
26. 970 mètres Ouest de Totolo.
27. 2.300 mètres Ouest de la montagne Otola (point géodésique, carte française).
28. 1.900 mètres Est de la montagne Guégué (Gege) [signal géodésique].
29. 1.550 mètres Est du confluent de la rivière Béléba (ruisseau de 6 mètres de largeur dans la carte allemande) et de la rivière Oguou Ogu.
30. Confluent de la rivière Akouata (ruisseau de 3 mètres de largeur dans la carte allemande) et de l'Oguou (Ogu).

31. Cours de l'Ogou jusqu'au confluent de l'Akbessi (Aghessi).
32. Cours de l'AkpeSSI jusqu'à son confluent avec l'Atoua (carte française).
33. 3.500 mètres sur le sentier Gubipira à compter à partir du passage de l'Afa et dans la direction de Pira.
34. Passage de la route de Pira-Cabolé (Kambole) sur la rivière Pérékété (Pekete).
35. 4.200 mètres Est de Cabolé (Kambole) [pilier du marché].
36. 2.170 mètres Est de Bédou (Balanka) [pilier du marché].
37. Passage sur la rivière Ayolo (Ajolo) de la route Bariba (Parampa) à Bassila.
38. Le cours de l'Ayolo vers l'amont jusqu'au passage du sentier de Bérékini à Ntadono (Galabo).
39. 1.000 mètres Ouest d'Ayolo-Cuitouri (Ajolo), à compter de la partie Nord du village situé sur le sentier Bérékini-Bafémi (Afem).
40. 2.500 mètres Ouest de Kafodjuai (carte française).
41. Croisement de l'Agouna (Agumna et du chemin Karibadja-Cafémi (Afem).
42. Croisement de l'Agouna (ou Foforo) avec le chemin Kodoari-Bafémi (Afem).
43. Croisement du chemin de Kodoari à Kirikri (Kjirkjiri) avec la rivière Assontou (Kassuntu).
44. Croisement du chemin Péléla (Pélélang) Somindé avec la rivière Oukonani (Bawele).
45. Croisement du chemin Tankona-Somindé avec la rivière Bulakpa (Gatuboropa) [carte allemande].
46. Croisement du chemin de Parataou (Aledjo-Paratau à Somindé avec la rivière Failao (Falao).
47. Croisement du chemin d'Aledjo (Aledjo-Kura) à Somindé avec la rivière Fallao.
48. 350 mètres Sud de Kadé.
49. 220 mètres Ouest de Kadé.
50. 370 mètres Ouest du point géodésique de Tchimbéri (Tschemberî).
51. 200 mètres Ouest de la bifurcation des deux chemins Soudou Sudu)-Tchimbéri et Soudou-Aledjo.
52. 1.600 mètres vers l'Est à compter sur le chemin Bafilo-Aledjo depuis le passage de la rivière Touacé (Tuasse).
53. 700 mètres Ouest du croisement de la rivière Pindi avec le chemin le plus Ouest d'Akaradé à Séméré (Ssmere).

54. 800 mètres Ouest du croisement de la rivière Deteraku (carte allemande) avec le chemin le plus Ouest d'Akaradé-Séméré.

55. 2.800 mètres du passage sur la rivière Kara du chemin le plus Ouest d'Akaradé à Séméré, mesurés vers l'aval, à vol d'oiseau.

56. Cours de la rivière Kara jusqu'au point de rencontre de cette rivière avec le méridien passant à 120 mètres Ouest de la colline Oké-N'Diaye (Ok-N'Diaje) [point géodésique].

56 *bis*. 120 mètres Ouest de Oké-N'Diaye.

57. Croisement du chemin Séméré à Sirka et de la rivière Kandjéfélé (Kangjele) [piquet français n° 30].

58. 970 mètres Ouest du point de rencontre de la rivière Tchaouïa (Tjauja) et du sentier Sémécé-Koumeri (Kumeri).

59. Point de passage sur la rivière Bohom (Boom) du sentier de Koumeri à Séméré (piquet allemand n° 3).

60. Rencontre de la rivière Kougnonlombo et du sentier Koumeri-Logba (Kandedé) [piquet français n° 40].

61. Demi-distance entre le piquet allemand n° 1 à Koumeri et le piquet allemand n° 4 sur la rivière Kougnonlombo (Ajam).

62. 870 mètres Ouest du piquet allemand n° 5 placé au Nord d'Asaradé sur le chemin d'Asaradé à Lama-Téro (Terao-da).

63. 1.520 mètres Est du piquet allemand n° 6 à Lama-Téro (Terao-da).

64. 2.950 mètres Est du marché de Kadjana (Kadjanga).

65. 3.800 mètres Est du piquet allemand n° 7 sur le marché de Paguda (Paguda).

66. 2.000 mètres Est du piquet allemand n° 8 près de Dambourgu (Dambourgu).

67. 3.950 mètres Est du piquet allemand n° 9 sur le marché inférieur de Bufale.

68. 3.750 mètres Est du marché de Sorouba (Sola-Lauwolu).

69. 3.400 mètres Est du point géodésique Est de la montagne Schireobé.

70. 6.000 mètres Est du marché de Koutchara (Goacha) à compter sur le chemin de Koutchara à Taniga (carte française).

71. 4.380 mètres Est du point géodésique de la montagne Tonabu.

72. 1.900 mètres Nord du point 71.

73. 2.500 mètres au Sud du piquet 12 à Kouté (Kutje).

74. 2.670 mètres Nord de Tapunté (pilier Est de la base géodésique).

75. Cours du fleuve Daboni jusqu'au point placé à 1.700 mètres Nord de Tapunté (pilier Est de la base géodésique).

76. 950 mètres Nord de Koutantatoun (Kutantatun) [piquet 38].
77. 700 mètres de Koutuma (Kutama) [piquet 34].
78. 3.600 mètres sud de Koustountougou (Kussuntugu) [point géodésique].
79. 4.250 mètres Sud d'Odendé (point géodésique).
80. 3.700 mètres sud de Boukombé (Bukombé) [piquet 19].
81. 4.350 mètres Sud du piquet 40 (passage de la rivière Koumago par le sentier de Boukombé à Korountiéré).
82. 6.100 mètres Sud de Korountiéré (Koruntiere) [point géodésique].
83. 3.800 mètres Sud de Bamatanta (Bandetarage) [point géodésique].
84. 3.300 mètres Sud du piquet 27 (sur le sentier de Korountière à Mémone).
85. 7.850 mètres Sud de Kadjéné (Kadjéni) [piquet 92].
86. 1.200 mètres Est de Mémone (point géodésique).
87. 3.300 mètres Sud du piquet français 36 placé au village de Tedokaré (carte française).
88. 900 mètres du piquet 87 mesurés dans la direction du Sud, sur le chemin de Djé-Gando (Djé-Buri).
89. 1.300 mètres Ouest du piquet allemand n° 65 à Kongomon (Kogomon).
90. 600 mètres Est de Kudjog sur le chemin de Kudjog à Dago (Dag).
91. 1.350 mètres mesurés sur la rivière Pantaga (Tangu) en amont du piquet allemand n° 63.
92. 400 mètres Ouest de Tamiaga (Tamiag) [piquet allemand n° 43].
93. 2.000 mètres Ouest d'Ogonde (piquet allemand n° 64) à mesurer sur le chemin de Sendié (Santje).
94. 2.400 mètres Ouest de Kotiama (Koriam) [piquet allemand n° 74].
95. 2.800 mètres Est de Tiamang (Djemong) [piquet allemand n° 89].
96. 2.250 mètres Ouest de Sapantandi (Alte Namotel).
97. 1.100 mètres Ouest de Nagoden (Naoteni) [piquet allemand n° 61].
98. 1.750 mètres Ouest de Tandaratana (piquet allemand n° 60).
99. 270 mètres de Ouandogo (Uandogo) [piquet allemand n° 62].
100. 2.100 mètres Est de Tscharpanha (Tierebanga) [piquet allemand n° 71].

101. 1.500 mètres Ouest de Kouanténi (Kuanteni) [piquet allemand n° 70].

102. 2.300 mètres Ouest de Ouandé (Uande) [piquet français n° 61].

103. — 2.550 mètres Est du piquet allemand n° 80 (passage sur l'Oti du chemin Manduri-Niarma) [Njerema].

104. 750 mètres Ouest du piquet français n° 65 sur la rivière Tabo (Kabubaga).

105. 300 mètres Ouest de Tampaga (Tambanga).

106. 300 mètres Ouest du piquet allemand n° 88 à Lalabra (Lalabaga).

107. 1.470 mètres Ouest du piquet français n° 73 à Niorgou (Niorgu).

108. 1.400 mètres Ouest de Bediero (carte française).

109. 1.308 mètres Nord du point 108.

110. 3.800 mètres sud-Est du piquet français n° 70, mesurés sur le chemin de Pampaga (Kolamanga) à Kouédinga (Banjega).

111. 1.450 mètres Sud du piquet français n° 20 à Djabantari (Djabondjari).

112. 2.350 mètres Sud du piquet français n° 17 à Faouargou (Fongurugu) mesurés sur le chemin de Pemondjiora (Bembondjurga).

113. 4.650 mètres du piquet français n° 17 à Faouargou (Fongurugu) mesurés sur le chemin de Niamanga (Bangangundi).

114. 2.000 mètres Ouest du piquet français n° 7 au Nord-Est de Niamanga.

115. 1.500 mètres du piquet français n° 16 mesurés sur le chemin de Sankoti à Djabyoare (Jabduari).

116. 2.000 mètres Sud-Ouest du piquet allemand 131, mesurés sur le chemin de Sankoti à Benangadi (Banangande).

117. 1.200 mètres Sud de Tanfiégou (Tanfiégu) [piquet français n° 13].

118. 750 mètres Ouest de la borne 117.

119. Cours du fleuve Sansargou (Pembaro) dans la direction Nord jusqu'au point de passage du sentier Sankoti à Togourga (Tokulga) (piquet allemand n° 125).

120. 2.700 mètres Nord du piquet allemand n° 104 à Djendjoga (Jenaga), comptés sur le chemin de Tokourga (Tokulga).

121. 1.350 mètres Sud du piquet allemand n° 175 à Tokourga,

122. 2.350 mètres Sud du piquet français n° 24 mesurés sur le chemin de Soudougou (Surugu) à Tambamondi (Tangbamoanti).

123. Passage de la rivière Gorlkianga (carte allemande) sur le che-

min de Soudougou à Kantindi (piquet français n° 77 et piquet allemand n° 116).

124. 3.100 mètres Sud du piquet allemand n° 107 à Komienga (Pempienga).

125. 2.100 mètres Sud-Est de Dabankoum (Dagonkum) (piquet allemand n° 136) comptés sur le chemin de Nadjundi.

126. 1.870 mètres Sud-Est de Dabankoum (piquet allemand n° 136) comptés sur le chemin de Sankalgou (Sankalo).

127. 100 mètres Sud du piquet français n° 82 à Nasiongo (Naseango).

128. Piquet allemand n° 103 au croisement des chemins Sanga-Pusga et Yaragatenga (Jeragatenga)-Timbou (Timbu).

129. 3.100 mètres Sud-Ouest du piquet allemand n° 132 mesurés sur le chemin de Yaragatenga vers Zounbékou (Sumbiaku).

130. Borne la plus au Nord de la frontière anglo-allemande Togo-Gold Coast.

ART. 3

Les points énumérés dans l'article 2 sont indiqués dans les cartes ci-jointes, dressées d'après les tableaux effectués en 1908-1909 par les membres de la Commission de délimitation, MM. les capitaines Fourn et le baron von Seefried auf Buttenheim (neuf feuilles de cartes allemandes et neuf feuilles de cartes françaises). Ces cartes n'ont pour but que de faciliter l'examen de la position des points frontières, l'indication des distances figurant à l'article 2 devant avant toute être prise en considération.

ART. 4

Pour l'exécution de l'abornement, l'accord s'est établi sur les points suivants :

1° Dans la liste insérée à l'article 2, le point de départ des distances se rapporte toujours aux repères de mesure établis par la Commission de délimitation en 1908-1909. Si, dans une localité, il n'existait pas de point de repère, on devrait prendre le centre du village comme point de départ de la mesure ;

2° En ce qui concerne les chemins désignés dans la liste insérée à l'article 2, les seuls qui puissent être pris en considération pour le repérage de la frontière, sont ceux indiqués sur les cartes ci-jointes,

même si d'autres voies de communication existaient entre deux villages dénommés dans le texte ou si de nouvelles voies avaient été postérieurement ouvertes ;

3° Les commissaires chargés d'aborder la frontière pourront, d'un commun accord, la préciser davantage en plaçant des bornes supplémentaires sur les alignements définis par la liste insérée à l'article 2 ; ces alignements pourront être débroussés dans les régions où ce travail sera jugé nécessaire ;

4° Les commissaires chargés de l'abornement seront autorisés, lorsque la frontière joint en ligne droite deux points d'un même cours d'eau, à substituer ce cours d'eau à la ligne droite en question, s'il ne s'en écarte que d'une faible distance. Ils seront également autorisés à faire de légères modifications répondant aux lignes naturelles du sol, toutes les fois que d'un commun accord ils le jugeront utile et convenable, mais à la condition de ne pas changer l'attribution des villages mentionnés dans le protocole.

Ces déviations devront être indiquées clairement sur des cartes spéciales et soumises à l'approbation des deux gouvernements. Toutefois, en attendant qu'elles soient approuvées, elles seront provisoirement valables et par suite respectées.

ART. 5

Quand la ligne frontière suit un cours d'eau, c'est le thalweg qui forme la limite.

Si cependant le thalweg proprement dit ne peut être déterminé, de même sur les points où il existe des rapides, la ligne médiane du cours d'eau sera la frontière.

ART. 6

Les deux puissances contractantes s'engagent réciproquement à traiter avec bienveillance les chefs indigènes qui se trouveront, en exécution du présent protocole, passer sous la souveraineté de l'autre.

Partout où, sur les bases du présent accord, une portion de territoire sera soustraite à l'autorité d'une puissance pour passer sous celle de l'autre, ou lorsque la frontière coupera des villages ou le territoire dépendant de ces villages, les habitants en seront autorisés à choisir librement le côté de la frontière sur lequel ils désirent se fixer. Ils pourront, dans le délai de six mois après le jour où les travaux de la commission d'abornement auront pris fin, enlever leurs récoltes sur pied ainsi que leurs biens.

ART. 7

En foi de quoi, les délégués ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Paris, en double expédition, le 12 septembre 1912.

Les Délégués français :

Signé : A. DUCHÊNE.

— GASTON BUDIN.

— A. MEUNIER.

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

I

Le Gouvernement de la République française étant disposé à reconnaître la liberté de la navigation sur la lagune en échange des facilités que le gouvernement impérial allemand consent à accorder pour le ravitaillement d'Agoué, les deux gouvernements sont d'accord de s'en remettre au gouverneur général de l'Afrique occidentale française et au gouverneur du Togo pour s'entendre sur un arrangement permettant d'assurer le ravitaillement d'Agoué et la liberté de la navigation sur la lagune pour les deux Etats riverains.

II

Les deux gouvernements reconnaissent que les deux Etats riverains jouissent de la liberté de la navigation sur le Mono.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtu de leur sceau.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 28 septembre 1912 (1).

(L. S.) Signé : R. POINCARÉ.

(L. S.) — LANCKEN.

[1] Un décret du 5 octobre 1912 a approuvé cette déclaration.

FRANCE — BELGIQUE

Déclaration concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.

(10 octobre 1912)

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, désirant simplifier les règles actuellement suivies pour la transmission des actes judiciaires en matière civile et commerciale, sont convenus d'adopter à l'avenir les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale dressés en France et destinés à des personnes résidant sur le territoire belge seront transmis directement par les procureurs de la République au procureur du Roi dans le ressort duquel se trouve le destinataire.

ART. 2

Les actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale dressés en Belgique et destinés à des personnes résidant sur le territoire français, pourront être adressés directement par le procureur du roi au procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le destinataire.

Les mêmes actes, dressés en Belgique par les officiers compétents, pourront également être adressés par ces officiers aux destinataires résidant sur le territoire français par la voie de la poste.

ART. 3

En cas d'incompétence de l'autorité à qui un acte a été envoyé, cette autorité le fera parvenir d'office à l'autorité compétente du même Etat.

ART. 4

Les autorités judiciaires des deux parties contractantes feront effectuer les remises et significations d'actes conformément aux stipulations

de la convention de la Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile.

ART. 5

Les remises et significations d'actes ne donnent lieu au remboursement de frais que dans les cas prévus aux articles 7 et 23 de la convention de la Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile. Le remboursement sera réclamé directement par l'autorité requise en même temps qu'elle enverra à l'autorité requérante les pièces constatant l'exécution de la demande qui lui a été adressée. L'autorité requérante enverra par mandat postal et franc de port à l'adresse qui lui aura été indiquée le montant des frais réclamés. Les frais ci-dessus mentionnés seront évalués d'après les tarifs en vigueur pour les nationaux dans l'Etat requis.

ART. 6

Les frais d'envoi par la poste resteront à la charge de l'Etat qui fera l'expédition.

ART. 7

Les deux parties contractantes se reconnaissent, en outre, la faculté de faire effectuer directement et sans contrainte, par les agents diplomatiques et consulaires, des remises d'actes sur le territoire de l'autre partie, quelle que soit la nationalité du destinataire.

ART. 8

Toutes les difficultés résultant de l'application de la présente déclaration et de la convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile seront réglées par la voie diplomatique.

ART. 9

La présente déclaration, qui abroge et remplace l'accord intervenu entre les deux gouvernements le 17 octobre 1902, entrera en vigueur trois mois après sa promulgation dans les deux pays, conformément aux lois internes. Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa dénonciation notifiée par l'une ou l'autre partie contractante.

En foi de quoi les soussignés, M. A. Klobukowski, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi des Belges, et M. J. Davignon, ministre des affaires

étrangères de S. M. le Roi des Belges, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets. (1)

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le deuxième jour du mois d'octobre mil neuf cent douze.

(L. S.) A. KLOBUKOWSKI

(L. S.) J. DAVIGNON.

FRANCE — SUISSE

Arrangement pour le pacage sur les pâturages situés des deux côtés de la frontière

(23 octobre 1912)

Le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse ayant reconnu l'opportunité de conclure un arrangement pour le pacage des animaux, des espèces chevaline, asine et leurs croisements, des espèces bovine, ovine et caprine, les soussignés dûment autorisés à cet effet pour leurs gouvernements respectifs sont convenus des dispositions ci-après :

A. — *Pacage de saison*

ARTICLE PREMIER

Pour le pacage de saison sur des pâturages avec chalets situés dans le pays voisin, les propriétaires pourront envoyer leurs animaux des espèces sus-désignées en observant les dispositions suivantes :

1° Les animaux devront être exempts de tout symptôme de maladie contagieuse.

Si la fièvre aphteuse ou la clavelée a régné dans une commune, les animaux en provenant, susceptibles de contracter ces maladies, ne pourront se rendre au pâturage qu'après un délai de quarante jours, compté dès la constatation de la guérison.

2° Ils devront être accompagnés d'un certificat de santé ou d'origine

(1) La susdite déclaration a été approuvée en France par décret présidentiel du 27 octobre 1912.

imprimé, qui ne devra pas avoir été délivré plus de trois jours avant la mise en route des animaux. Le temps nécessaire pour le voyage sera déterminé par les agents du service des douanes.

Le certificat portera que depuis quarante jours aucun cas de peste bovine, péripneumonie contagieuse, fièvre aphteuse et clavelée n'a été constaté dans la commune, et que depuis quinze jours aucune des autres maladies contagieuses, à l'exception de la tuberculose, n'a été signalée dans l'exploitation de provenance. Il sera délivré pour les animaux de provenance suisse par l'inspecteur du bétail et pour ceux de provenance française par le maire.

3° Avant que le bétail franchisse la frontière, les fonctionnaires de la douane et le vétérinaire inspecteur du pays de destination vérifieront les certificats tant au point de vue de l'authenticité qu'à celui du nombre et de l'espèce des animaux.

L'état de santé du bétail sera en même temps constaté par le vétérinaire de frontière (vétérinaire inspecteur) du pays de destination, lequel apposera son visa sur les certificats de santé ou d'origine présentés pour les animaux envoyés au pâturage. Les certificats de provenance suisse seront conservés par la douane française.

En ce qui concerne l'entrée des animaux pour le pacage dans les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, les lieux, jours et heures de visite seront fixés après entente entre les autorités compétentes.

4° Chaque troupeau, pour rentrer dans son pays d'origine, devra être accompagné d'une attestation, délivrée gratuitement par le maire ou par l'inspecteur du bétail faisant connaître si le pâturage d'où les animaux proviennent est compris ou non dans un périmètre infecté.

Ce document sera envoyé dans les vingt-quatre heures à l'autorité préfectorale ou cantonale compétente, par le vétérinaire chargé de la visite du troupeau à la rentrée.

ART. 2

Les cas de maladie contagieuse qui viendraient à être constatés sur le bétail d'estivage doivent être déclarés sans retard aux autorités de l'Etat, sur le territoire duquel se trouve le pâturage.

Le propriétaire ou l'amodiatraire du pâturage doit se conformer à toutes les prescriptions qui lui sont imposées par la législation du pays.

Il ne sera fait aucun obstacle aux prélèvements qui pourraient être opérés par les agents sanitaires de l'un ou de l'autre Etat, dans le but de préciser le diagnostic.

B. — *Pacage journalier*

ART. 3

Le pacage journalier pratiqué sur les pâturages à cheval sur la frontière ou situés à proximité de celle-ci, les animaux restant logés dans les étables de leur pays d'origine, est autorisé moyennant l'observation des prescriptions ci-après :

1° Tous les animaux des espèces bovine, ovine et caprine qui se trouvent dans ces étables doivent être numérotés au moyen d'une marque métallique apposée à l'oreille gauche ;

2° Ces animaux seront, au début de l'estivage, reconnus simultanément par les fonctionnaires de douane de chaque pays et visités par le vétérinaire désigné par l'autorité départementale ou cantonale pour en constater l'état de santé.

3° Les propriétaires devront remettre au vétérinaire désigné au paragraphe précédent une attestation délivrée gratuitement, par le maire ou par l'inspecteur du bétail, déclarant qu'il n'existe, depuis quarante jours, aucun cas de peste bovine, péripneumonie contagieuse, fièvre aphteuse et clavelée dans la commune d'origine et que depuis quinze jours aucune des autres maladies contagieuses, à l'exception de la tuberculose, n'a été signalée dans l'exploitation de provenance.

Ils remettront en outre aux agents de douane un état détaillé contenant le signalement exact, y compris les numéros de marque à l'oreille, de tous les animaux qui vont au pâturage.

Le type de marque imposé dans chaque pays sera communiqué en temps utile à l'administration de l'autre pays.

ART. 4

Pour les animaux soumis exclusivement au régime du pacage journalier, les agents sanitaires des deux pays sont autorisés à se rendre sur les pâturages de l'autre pays pour y constater l'état de santé de ces animaux.

C. — *Dispositions générales*

Lorsque la fièvre aphteuse ou la clavelée sera constatée sur le territoire d'une commune frontière, avis en sera immédiatement donné au préfet du département ou au service sanitaire vétérinaire du canton limitrophe.

ART. 6

Le pacage, soit de saison, soit journalier, ne commencera pas avant le 15 mai et devra être terminé le 1^{er} novembre, date à laquelle la totalité des animaux devra être rentrée dans le pays de provenance.

ART. 7

Il sera perçu pour les animaux soumis au régime du pacage de saison une taxe de visite sanitaire de 0 fr. 25 centimes par tête pour les espèces chevaline, asine et leurs croisements et bovine, et de 0 fr. 10 centimes par tête pour les espèces ovine et caprine.

Aucune taxe ne pourra être réclamée pour les animaux soumis au régime du pacage journalier.

ART. 8

Le présent arrangement entrera en vigueur dès qu'il sera ratifié par les gouvernements intéressés (1). Il pourra être dénoncé en tout temps, moyennant avis donné un an à l'avance par la voie diplomatique.

Fait en double expédition à Berne, le 23 octobre 1912.

(L. S.) BEAU.

(L. S.) SCHULTHESS.

FRANCE — ITALIE

Règlement relatif à l'échange d'assistants français et italiens pour l'enseignement des langues vivantes dans les écoles secondaires de garçons en France et en Italie.

(février-mai 1912)

Afin d'inaugurer et d'entourer des garanties nécessaires l'échange d'assistants français et italiens pour l'enseignement des langues vivantes dans les écoles secondaires de garçons en France et en Italie, le Ministère royal italien de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts et le Ministère français de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts ont convenu ce qui suit :

(1) Cet arrangement a été approuvé en France par un décret du 23 décembre 1912 ; les ratifications ont été échangées à Berne trois jours auparavant.

I

1. Les écoles secondaires italiennes de garçons s'engagent à accueillir un certain nombre d'assistants français chargés d'exercices pratiques de conversation française en conformité des instructions du 23 novembre 1910.

Les lycées et les collèges français de garçons accueilleront de jeunes maîtres italiens chargés des exercices pratiques de conversation italienne, en conformité des règles contenues dans la circulaire ministérielle du 15 février 1904.

Le nombre des assistants français et italiens sera fixé tous les ans d'un commun accord par les deux administrations sur la demande des chefs des établissements et en proportion des places disponibles.

2. Les candidats français devront posséder au moins le diplôme de licencié (ès-lettres, histoire, sciences, etc.), ou bien un certificat équivalent d'études supérieures ; ils doivent connaître les éléments de la langue italienne.

Les candidats italiens devront posséder le diplôme de doctorat (ès-lettres, sciences, etc.) ou bien avoir des titres à l'enseignement dans les écoles secondaires ; ils doivent connaître les éléments de la langue française.

3. De part et d'autre, les assistants s'engagent pour la durée de l'année scolaire, c'est-à-dire dès le début du mois d'octobre, jusqu'à la fin du mois de juin. Exceptionnellement ils pourront s'engager pour une durée moindre, c'est-à-dire dès le début du mois d'octobre jusqu'à la fin du mois de mars, ou dès le début du mois d'avril, jusqu'à la fin de l'année scolaire, lorsque quelque chef d'établissement en fera la demande.

4. Les assistants français seront accueillis en Italie dans les pensionnats nationaux, où ils auront droit à la nourriture à la table des fonctionnaires supérieurs dudit pensionnat, ou bien à part s'ils le préfèrent, à une chambre convenable, chauffage, éclairage, blanchissage (excepté le linge de corps) et aux soins médicaux.

Les assistants italiens seront accueillis et traités de la même façon dans les lycées et les collèges français, c'est-à-dire qu'ils prendront leur repas à la table des fonctionnaires supérieurs qui habitent dans l'établissement, ou bien à part comme bon leur semblera ; ils auront droit à une chambre convenable, chauffage, éclairage, blanchissage (excepté le linge de corps) et aux soins médicaux.

5. Les assistants français et italiens dépendent directement des chefs des établissements auxquels ils sont attachés ; leur service n'excèdera pas deux heures par jour en moyenne. Sous aucun prétexte et pour aucune raison, ils ne pourront être chargés de l'enseignement régulier dans une classe ou de la surveillance disciplinaire des élèves. Leur enseignement est réglé en France par la circulaire ministérielle du 15 février 1904, en Italie par les instructions du 23 novembre 1910.

6. Les assistants sont autorisés à assister à tous les cours de l'école à laquelle ils sont attachés, si cela peut être profitable à leur culture et à la tâche qui leur est confiée. Les directeurs des écoles et les inspecteurs en chef départementaux donneront aux assistants tous les moyens et les occasions possibles pour se perfectionner dans la connaissance de la langue du pays.

II

1. Le Ministère de l'Instruction Publique en Italie (Divisione IV — Roma, piazza della Minerva) et l'Office d'informations et d'études du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts en France (Paris, 41, rue Gay-Lussac) pourront correspondre directement en ce qui concerne l'institution et l'échange des assistants.

2. Les deux Ministères susdits s'engagent à s'adresser réciproquement la liste des candidats au moins un mois avant la date à laquelle les assistants devront commencer leur service.

3. Ces listes indiqueront le prénom et le nom des candidats, le lieu et la date de naissance, leur confession religieuse, les diplômes et les certificats d'études qu'ils possèdent, leur domicile, l'école et la région où ils préfèrent être placés.

4. Quinze jours après l'échange des listes, chaque Ministère désignera à l'autre les établissements où devront être placés les assistants. De même chaque Ministère fera connaître à ses candidats l'établissement auquel ils ont été attachés et la date à laquelle ils doivent commencer leur service.

5. Les deux Ministères échangeront directement entre eux les observations que les directeurs des établissements et les assistants eux-mêmes leur fourniront sur la conduite et le service des assistants, ainsi que sur les conditions de leur résidence à l'étranger.

6. Les directeurs des établissements délivreront à l'assistant, après sa mission, un certificat sur la durée de son séjour à l'étranger, sur sa conduite et sur la façon dont il a rempli sa mission.

7. Les assistants s'engagent à ne rien publier à l'égard des écoles auxquelles ils ont été attachés, sans en avoir obtenu le consentement de l'autorité scolaire de leur pays.

Rome, 29 mai 1912.

Le Ministre de l'Instruction Publique du Royaume d'Italie,
CREDARO.

Paris, le 5 février 1912.

*Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts
de la République française,*
GUISTH'AU.

BULGARIE — TURQUIE

Protocole d'armistice entre les troupes belligérantes

(20 novembre 1912)

Par suite de la proposition de S. A. le grand vizir Kiamil Pacha pour la conclusion d'un armistice, entre les soussignés, le docteur Stoyan Danef, président de la Chambre des députés de Bulgarie, grand-croix de l'Ordre royal bulgare de Saint-Alexandre ; le général Michel Savot, adjoint au commandant en chef de l'armée bulgare, grand-croix de l'Ordre national bulgare du Mérite militaire ; le général major Ivan Fitchef, chef de l'état-major général de l'armée bulgare, grand-croix de l'Ordre national bulgare du Mérite militaire, munis à cet effet de pleins pouvoirs de la part de S. M. le roi des Bulgares, commandant en chef de l'armée bulgare, et chargé de représenter les armées serbes et monténégrines d'une part ;

Et le général Nazim Pacha, ministre de la guerre de Turquie, commandant en chef de l'armée ottomane, grand-cordon de l'Ordre impérial du Medjidjé ; Rechid Pacha, ministre du commerce de Turquie, grand-cordon de l'Ordre impérial ottoman de l'Osmanié en brillants, et le colonel Ali Riza Bey, chef de section à l'état-major général ottoman, grand-officier de l'Osmanié, munis de pouvoirs de la part de S. M. I. le Sultan, d'autre part,

Est convenu ce qui suit :

1° Un armistice est conclu entre les forces armées de la Bulgarie, de la Serbie et du Montenegro, d'une part, et celles de l'empire ottoman de l'autre, afin de pouvoir procéder à des négociations pour l'établissement de la paix entre les parties belligérantes ;

2° Cet armistice est conclu pour toute la durée des négociations de paix et jusqu'à l'issue favorable de ces dernières ou jusqu'à leur rupture ;

3° Les négociations pour la conclusion de la paix auront lieu à Londres et commenceront dix jours après la signature du présent protocole ;

4° Dans le cas où ces négociations viendraient à échouer, chacune des parties belligérantes est tenue de dénoncer l'armistice quatre jours à l'avance, en fixant la date et l'heure de la reprise des hostilités. Ces quatre jours commenceront à courir à partir de sept heures du soir qui suivront le moment de la communication faite par le comman-

dant en chef de l'une des parties au commandant en chef de l'autre partie ;

5° Les troupes des parties belligérantes continuent à occuper réciproquement leurs positions actuelles. Une zone neutre sera établie d'un commun accord par les officiers qui seront spécialement désignés à cet effet par le commandant en chef des parties belligérantes ;

6° L'armistice entrera en vigueur à partir de la signature du présent protocole. Si les troupes de l'une des parties belligérantes dépassent la ligne de démarcation après la conclusion de cet armistice, elles devront réintégrer leurs positions primitives ;

7° Le gouvernement impérial ottoman s'engage à lever le blocus des ports de la mer Noire, à laisser entrer librement les navires dans ces ports et à ne pas s'opposer au ravitaillement des troupes bulgares par la mer Noire. Il prend également l'engagement de laisser passer librement par la voie ferrée de la zone de la forteresse d'Andrinople les trains militaires bulgares venant de Bulgarie ou y retournant ;

8° L'armistice commencera à courir à partir du vingt novembre (vieux style) mil neuf cent douze, à sept heures du soir.

En foi de quoi, le présent protocole a été dressé et signé en quatre exemplaires à Tchataldja, le vingt novembre mil neuf cent douze (vieux style).

REMARQUE

Le ravitaillement des troupes bulgares, dont il est question dans le paragraphe sept du présent protocole, commencera à partir du jour où les négociations de paix seront entamées.

S. DANEF,

Général SAVOF,

N. NAZIM,

Général FITCHEF,

M. RECHID,

ALI RIZA.

RUSSIE — MONGOLIE

Traité de commerce et d'amitié

(21 octobre 1912)

Par suite du désir unanimement proclamé par les Mongols de maintenir la constitution nationale et historique de leur pays, les troupes et les autorités chinoises furent obligées d'évacuer le territoire mongol, et Djebzoun Damba-Khutukhta fut proclamé Souverain du peuple mongol. Les anciens rapports entre la Mongolie et la Chine prirent ainsi fin.

A l'heure actuelle, prenant en considération les faits ci-dessus exposés ainsi que l'amitié réciproque qui a toujours existé entre les peuples russe et mongol, et vu la nécessité de définir exactement le régime auquel est soumis le commerce mutuel russo-mongol ;

Le Conseiller d'Etat actuel Jean Korostovetz, dûment autorisé à cet effet par le Gouvernement Impérial de Russie ; et

Le protecteur des dix mille doctrines Sain-noin Khan Namnan-Souroun, Président du Conseil des Ministres mongol ;

Le plénipotentiaire Tchinsouzkoutou Tzin-van Lama Tzerin-Tchimet, Ministre de l'Intérieur ;

Le plénipotentiaire Daitzin-van Handa-dorji, ayant le grade de Khan-erdeni, Ministre des Affaires Etrangères ;

Le plénipotentiaire Erdeni Dalai Tzun-van Gombo-Souroun, Ministre de la Guerre ;

Le plénipotentiaire Touchetou Tzun-van Tchakdorjab, Ministre des Finances ; et

Le plénipotentiaire Erdeni Tzun-van Namsarai, Ministre de la Justice ;

Dûment autorisés par le Souverain du peuple mongol, par le Gouvernement mongol, et par les Princes gouvernants, se sont entendus sur ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Le Gouvernement Impérial de Russie prêtera son concours à la Mongolie pour conserver le régime autonome qu'elle a établi, ainsi que le droit d'avoir son armée nationale et de n'admettre sur son ter-

ritoire ni la présence des troupes chinoises ni la colonisation de ses terres par les chinois.

ART. 2

Le Souverain de Mongolie et le Gouvernement mongol accorderont, comme par le passé aux sujets et au commerce russes la jouissance dans leurs possessions des droits et des privilèges qui sont énumérés dans le protocole ci-annexé.

Il est bien entendu qu'il ne sera pas accordé à d'autres sujets étrangers en Mongolie plus de droits que ceux dont y jouiront les sujets russes.

ART. 3

Si le Gouvernement mongol trouvait nécessaire de conclure un traité séparé avec la Chine ou une autre Puissance étrangère, ce nouveau traité ne devra en aucun cas ni porter atteinte aux clauses du présent accord et du protocole y annexé, ni les modifier sans le consentement du Gouvernement Impérial de Russie.

ART. 4

Le présent accord amical entrera en vigueur à partir du jour de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, ayant comparé les deux textes, russe et mongol, du présent accord, fait en deux exemplaires, et ayant trouvé ces deux textes conformes, les ont signés y ont apposé leurs sceaux et y ont échangé ces textes.

Fait à Ourga, le 21 octobre 1912, correspondant au 24^e jour du dernier mois d'automne de la 2^e année du règne de l'Unaniment
Proclamé du calendrier mongol.

■
* *

Protocole annexé à l'Accord Russo-Mongol du 21 octobre (3 novembre) 1912

En vertu du second article de l'accord signé à cette date entre le Conseiller d'Etat actuel Jean Korostovetz, plénipotentiaire du Gouvernement Impérial de Russie, et le Président du Conseil des Ministres de Mongolie Sain-noin Khan Namnan-Souroun, Protecteur des dix mille doctrines ; le plénipotentiaire et Ministre de l'Intérieur, Tchinsouzouktou Tzin-van Lama Tzerin-Tchimet ; le plénipotentiaire et Ministre des Affaires Etrangères Daitzin-van Lama Handa-dorji, ayant

le grade de Khan-erdeni ; le plénipotentiaire et Ministre de la guerre, Erdeni Dalai Tzun-van Gombo-Souroun ; le plénipotentiaire et Ministre des Finances, Touchetou Tzun-van Tchakdorjab ; et le plénipotentiaire et Ministre de la Justice, Erdeni Tzun-van Namsarai, sous l'autorité du Souverain de la Mongolie, du Gouvernement Mongol, et des Princes gouvernants ; les susdits plénipotentiaires sont arrivés à un accord concernant les articles suivants, qui fixent les droits et les privilèges des sujets russes en Mangolie, qui jouissent déjà de quelques-uns d'entre eux, ainsi que les droits et privilèges des sujets mongols en Russie :

ARTICLE PREMIER

Les sujets russes, comme jadis, jouiront du droit de résider et de se mouvoir librement d'un lieu à un autre dans toute la Mongolie, de s'y engager dans toutes sortes d'affaires commerciales, industrielles et autres, et de faire des conventions de natures variées, avec des individus, des maisons ou des institutions, officielles ou privées, russes, mongoles, chinoises ou étrangères.

ART. 2

Les sujets russes, comme jadis, jouiront du droit, en tout temps, d'importer et d'exporter, sans payer de droits d'importation et d'exportation, toutes sortes de produits du sol et de l'industrie de la Russie, de la Mongolie, de la Chine et des autres pays, et d'y trafiquer librement et sans payer aucun droit, taxe ou autre redevance.

Les stipulations de ce second article ne s'étendront pas aux entreprises combinées russo-chinoises, ni aux sujets russes se déclarant faussement propriétaires de denrées ne leur appartenant pas.

ART. 3

Les institutions de crédit russes auront le droit d'ouvrir des succursales en Mongolie et de négocier toutes sortes d'affaires financières ou autres, avec des individus, des institutions ou des compagnies.

ART. 4

Les sujets russes pourront conclure des achats et des ventes en argent comptant ou par échange de denrées, (troc) et ils pourront conclure des conventions de crédit. Ni les « Khoshuns », ni le Trésor Mongol ne seront responsables des dettes des personnes privées.

ART. 5

Les autorités mongoles n'empêcheront pas les mongols et les chinois de réaliser des accords commerciaux de toutes sortes, avec des sujets russes, d'entrer à leur service personnel, ou dans des entreprises commerciales et industrielles formées par eux. Des droits de monopole en ce qui regarde le commerce et l'industrie ne seront accordés à aucune compagnie, institution ou personne, officielle ou privée, en Mongolie. Il est entendu, naturellement, que les compagnies et les personnes qui ont déjà reçu de tels monopoles du Gouvernement mongol antérieurement à la conclusion de cet accord, conserveront leurs droits et privilèges jusqu'à l'expiration de la période fixée.

ART. 6

Les sujets russes auront partout le droit, soit dans les villes soit dans les « Khoshuns », d'obtenir des concessions à bail ou de les acquérir comme leur propre propriété dans le but d'organiser des établissements commerciaux et industriels, et aussi dans le but de construire des maisons, des boutiques et des magasins. En outre, les sujets russes auront le droit d'affermir des terres vacantes pour la culture. Il est entendu, naturellement, que ces concessions seront obtenues ou affermées dans les buts ci-dessus spécifiées, et non dans des desseins de spéculation. Ces concessions seront assignées après accord avec le Gouvernement mongol selon les lois en vigueur en Mongolie, partout, excepté dans les lieux sacrés et dans les pâturages.

ART. 7

Les sujets russes auront le droit d'entrer en accord avec le Gouvernement mongol sur le travail des minéraux et du bois, sur les pêches, etc.

ART. 8

Le Gouvernement Russe aura le droit, d'accord avec le Gouvernement mongol, de créer des consulats dans les parties de la Mongolie où il le jugera nécessaire.

De même, le Gouvernement mongol pourra avoir des agents dans les parties frontières de l'Empire où, d'un accord mutuel, cela sera jugé nécessaire.

ART. 9

Aux endroits où il y a des consulats russes, comme aussi dans les

autres localités d'importance pour le commerce russe, il sera concédé, par un accord mutuel entre le Gouvernement mongol et les consuls russes, de spéciales « factories » pour les diverses branches d'industrie, et pour la résidence des sujets russes.

Ces « factories » seront placées sous le contrôle exclusif des susdits consuls, ou des chefs des compagnies commerciales russes, s'il n'y a pas de consul russe.

ART. 10

Les sujets russes, d'accord avec le Gouvernement mongol, conserveront le droit d'établir, à leurs frais, un service postal pour l'expédition des lettres et le transport des marchandises entre les diverses localités de la Mongolie et aussi entre des localités spécifiées et des points de la frontière russe. Dans le cas de construction de « stages » et autres bâtiments nécessaires, les règlements fixés dans l'article 6 de ce protocole doivent être ponctuellement observés.

ART. 11

Les consuls russes en Mongolie, en cas de nécessité, profiteront eux-mêmes des établissements postaux et des messagers du Gouvernement mongol pour l'expédition de la correspondance officielle et pour les autres besoins officiels, pourvu que la réquisition gratuite pour cet effet n'excède pas cent chevaux et trente chameaux par mois. À chaque occasion, un passeport de courrier devra être obtenu du Gouvernement mongol. En voyageant, les consuls russes et, en général, les personnages russes officiels profiteront eux-mêmes de dits établissements en payant. Le droit de profiter eux-mêmes des « stages » du Gouvernement mongol, sera étendu aux personnes privées, sujets russes, en payant pour se servir de tels « stages » des sommes qui seront fixées d'accord avec le Gouvernement mongol.

ART. 12

Les sujets russes auront le droit de naviguer sur leurs propres vaisseaux marchands et de trafiquer avec les habitants, le long des rives des rivières et de leurs tributaires, qui coulent d'abord en Mongolie et entrent ensuite sur le territoire russe. Le gouvernement russe fournira au gouvernement mongol une aide pour le progrès de la navigation sur ces rivières, l'établissement des balises nécessaires, etc. Les autorités du Gouvernement mongol assigneront sur ces rivières des places pour le mouillage des vaisseaux, pour la construction d'entrepôts et de magasins, pour la préparation de moyens de chauffage, etc., suivant à ce propos les stipulations de l'article 6 du présent protocole.

ART. 13

Les sujets russes auront le droit de profiter eux-mêmes de toutes les routes de terre et d'eau pour le transport des marchandises et la conduite des bestiaux, et, d'accord avec les autorités mongoles, ils pourront construire à leurs frais, des ponts, des bacs, etc., avec le droit de percevoir une redevance spéciale sur les personnes s'en servant.

ART. 14

Les bestiaux, propriété de sujets russes, pourront, en voyage, s'arrêter pour se reposer et se nourrir. Dans le cas où des haltes prolongées seraient nécessaires, les autorités locales fixeront des aires de pâturages convenables le long des routes où passent les bestiaux, et aux marchés aux bestiaux.

Des droits seront perçus pour l'usage de ces aires de pâturage, pour des périodes dépassant trois mois.

ART. 15

L'usage établi de la population de la frontière russe pour la moisson, aussi bien que pour la chasse et la pêche, resteront en vigueur à l'avenir sans changement sur les limites mongoles.

ART. 16

Des accords entre des sujets et des établissements russes d'une part et des mongols et chinois de l'autre, pourront être conclus verbalement ou par écrit, et les parties contractantes pourront présenter l'accord conclu aux autorités du gouvernement local, par certification. Si celle-ci voyait quelque objection à certifier le contrat, elles devront immédiatement notifier le fait à un consul russe, et le malentendu élevé sera réglé d'accord avec lui.

Il est entendu, par ce présent protocole, que les contrats concernant des biens immobiliers devront être écrits en forme et présentés à la certification et à la confirmation des autorités compétentes du gouvernement mongol et d'un consul russe.

Les documents conférant des droits à exploiter les ressources naturelles exigent la confirmation du gouvernement mongol.

Dans le cas où des discussions s'élèveraient sur des accords conclus verbalement ou par écrit, les parties pourraient régler l'affaire à l'amiable avec l'assistance d'arbitres choisis par chaque partie.

Si l'on ne s'accorde pas par cette méthode, l'affaire sera réglée par une commission légale mixte.

Il y aura deux commissions légales mixtes permanentes et temporaires. Les commissions permanentes seront établies aux lieux de résidence des consuls russes, et seront composées du consul ou de son représentant, et d'un délégué des autorités mongoles de rang correspondant. Les commissions temporaires seront établies aux lieux autres que ceux déjà spécifiés, au cas échéant, et seront composées des représentants d'un consul russe et du prince du « Khoshun » auquel le défendeur appartiendra ou dans lequel il résidera. Les commissions mixtes auront le pouvoir d'appeler comme personnes compétentes avec une connaissance du cas des sujets russes, mongols et chinois.

Les décisions des commissions mixtes légales seront mises en exécution sans délai, dans le cas de sujets russes par un consul russe, et dans le cas de mongols et de chinois par le prince du « Khoshun » auquel le défendeur appartiendra ou dans lequel il résidera.

ART. 17

Le présent protocole entrera en vigueur à partir de la date de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, trouvant, en comparant les deux textes parallèles — russe et mongol — du présent protocole rédigé en double, que les textes se correspondent, l'un à l'autre, ont signé à chacun, apposé leurs sceaux et échangé les textes.

Fait à Urga, le 21 octobre 1912 (v. s.) et d'après le calendrier mongol, le 24^e jour de la dernière lune d'automne, dans la seconde année de l'administration du « Proclamé Unanimentement ».

Suivent les signatures des Plénipotentiaires.

TROISIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

FRANCE — SAINT-SIÈGE (1)

Lettre de M. Delcassé, Ministre des Affaires Étrangères
à M. Combes, Ministre de l'Intérieur et des Cultes

Paris, le 19 Juillet 1902.

Le 16 de ce mois, le Nonce apostolique a signalé à mon attention une récente circulaire du Département des Cultes, qui ordonne la fermeture de certaines écoles desservies par des congréganistes et ouvertes antérieurement à la loi du 1^{er} juillet 1901. D'après Mgr. Lorenzelli, cet acte serait en contradiction avec une décision prise au Conseil des Ministres, au mois de janvier dernier, et qui lui a été notifiée par mes soins. Il résultait de la décision dont il s'agit, que l'avis du Conseil d'Etat affirmant la qualité d'établissements religieux des écoles où professent des congréganistes, ne saurait avoir d'effet rétroactif et ne s'appliquerait, conséquemment, pas aux écoles ouvertes avant la promulgation de la loi précitée.

Je ne puis que vous prier de vouloir bien examiner les observations du Représentant du Saint-Siège et de me mettre en mesure de lui adresser une réponse conforme à la situation que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer.

DELCASSÉ.

(1) Cf. *Arch. Dipl.* t. 124, pages 82 et ss.

*
* *

Réponse de M. Emile Combes à M. Delcassé

Paris, le 24 Juillet 1902.

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les protestations, que vous a adressées le Nonce apostolique au sujet de la circulaire ordonnant la fermeture de certains établissements scolaires congréganistes ouverts antérieurement à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le Représentant du Saint-Siège invoque que cet acte serait en contradiction avec une décision prise en Conseil des Ministres, au mois de janvier dernier, et que vous avez vous-même notifiée. Il résulterait de cette décision que l'avis du Conseil d'Etat déterminant le caractère des écoles dirigées par les congrégations ne saurait avoir d'effet rétroactif et ne s'appliquerait pas, conséquemment, aux écoles ouvertes avant la promulgation de la loi précitée.

Vous estimez que votre déclaration, officiellement répétée au Gouvernement pontifical, engage encore aujourd'hui, la manière de voir du Cabinet, et vous me demandez de vous mettre en mesure de confirmer cette déclaration.

Permettez-moi de vous faire observer que la véritable question ne se pose pas sur le terrain où l'a placée Mgr Lorenzelli. L'avis du Conseil d'Etat ne peut en aucune façon modifier le texte et l'esprit de la loi. La haute assemblée administrative n'a fait que préciser un point de fait, à savoir qu'une école dirigée par des congréganistes constitue bien au sens légal un établissement religieux, et dès lors les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 s'appliquent à cet établissement comme à tous les autres, quelle que soit leur nature.

A la Chambre des députés, aussi bien qu'au Sénat, un long débat s'est ouvert à la suite des amendements Peschaud et Halgan sur le point de savoir si l'on admettrait ou non que les congrégations déjà autorisées avant la promulgation de la loi fussent dispensées de demander l'autorisation pour les établissements non autorisés, qu'elles pourraient gérer au moment de cette promulgation. L'amendement Peschaud retiré à la Chambre et repris au Sénat fut repoussé à la quasi unanimité.

Il ne pourrait donc plus exister de doute, et cela a été tellement compris que la plupart des congrégations ont formé des demandes pour tous leurs établissements sans distinction.

Si certaines d'entre elles se sont laissé guider par des conseillers intéressés à créer autour de cette loi une agitation publique, elles doivent en subir les conséquences.

Ceci posé, le débat s'élargit. Nous nous trouvons, et non pour la

première fois, en présence d'une intervention que le Cabinet ne saurait accueillir. La loi ne touche pas à la vie intime des congrégations, c'est-à-dire au code des règles et des observances que l'Eglise leur a remis ; elle se contente de régler leurs rapports avec la vie extérieure. Là, comme dans toutes les questions touchant au culte, il a bien été distingué entre le spirituel et le temporel, et il n'a été légiféré que sur ce dernier. Mais sur ce terrain, le Gouvernement, maître de régler une matière qui ne comporte par sa nature aucune négociation, puisqu'elle a été volontairement écartée du Concordat (art. 11), a le devoir de repousser toute intervention.

Au surplus, si le Saint-Siège n'est pas en droit de protester sur le terrain concordataire, il n'en est pas de même du Gouvernement Français, alors qu'un certain nombre d'Evêques prennent à tâche d'empêcher les effets du pacte d'apaisement religieux rédigé et signé par les Représentants des deux pouvoirs, en jetant dans la publicité des lettres où l'insulte se joint à l'excitation, à la révolte.

Ils évitent, il est vrai, d'employer la forme des lettres pastorales, parce que sous cette forme ils tomberaient sous le coup de la législation concordataire, mais l'évêque qui écrit, cesse d'être évêque, quand il se jette dans les polémiques courantes, même à titre personnel ; il commet la même incorrection qu'un fonctionnaire qui enverrait à la presse des articles ou des lettres signées de lui, sans tenir compte des fonctions dont il a la charge ; il s'expose alors à toutes les sanctions de droit commun réglementant l'action des citoyens.

Ces inconvénients, en se multipliant, pourront donc donner lieu à des difficultés graves, puisque l'examen des lettres des Prélates pourrait donner lieu au fond, comme dans la forme, à des poursuites judiciaires. Or, des poursuites de cette nature grefferaient une nouvelle crise religieuse sur celle dans laquelle nous nous trouvons par suite des excitations imprudentes parties du Vatican, le jour de la réception des curés de Paris, où tout le clergé militant de France a cru entendre le mot d'ordre, qui l'a lancé dans la lutte électorale.

Si le Saint-Siège souhaite le maintien du Concordat, comme j'ose encore le croire, et comme j'en ai à coup sûr le véritable désir, ce maintien pourrait-il se concilier avec une pareille situation ?

C'est sur ce point qu'il convient, Monsieur le Ministre et cher Collègue, d'appeler toute l'attention du Nonce apostolique, et je ne saurais trop le signaler à votre haute sollicitude.

E. COMBES.

**Lettre de Monseigneur Lorenzelli, Nonce apostolique à Paris,
à Son Excellence M. Delcassé, Ministre des Affaires Etran-
gères de la République Française.**

Paris, le 26 Juillet 1902.

Le 31 janvier 1902, Votre Excellence me fit l'honneur de m'appeler au quai d'Orsay pour me donner communication de la décision prise le matin du même jour par le Conseil des Ministres, d'après laquelle l'avis du Conseil d'Etat, du 23 du même mois ne serait jamais appliqué aux écoles, dans lesquelles l'enseignement est donné par les congréganistes, ouvertes avant la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901, et qui, demeurant exclusivement sous le régime de la loi du 30 octobre 1886 et ne tombant pas sous le dispositif de l'article 13 de la dite loi du 1^{er} juillet 1901, n'auraient, par conséquent, point besoin de demander une autorisation. En même temps Votre Excellence eut la bonté de m'autoriser à transmettre la communication de la susdite décision ministérielle au Saint-Siège, qui, en effet, en reçut aussi une pareille faite, quelques jours après, par l'Ambassadeur de France à Rome, M. Nisard, au nom du Gouvernement de la République française.

Dans cette affaire du plus haut intérêt, le Saint-Père se tint pour rassuré complètement par la communication du Nonce et de l'Ambassadeur, et les catholiques français, aussi bien que les congréganistes intéressés se crurent également tranquilisés par la teneur de la circulaire de M. Waldeck-Rousseau du 8 février 1902, adressée aux Préfets, qui ne déclarait la nécessité d'une demande d'autorisation que pour les écoles *ouvertes postérieurement à la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901*, et qui n'avertissait que celles-ci de se mettre en instance pour obtenir l'autorisation, sous la menace de l'application des sanctions légales seulement au cas où elles n'auraient pas demandé l'autorisation et après une dernière mise en demeure ; comme la même circulaire ne menaçait de ces sanctions que *tout nouvel établissement qui s'ouvrirait désormais* sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation.

Or les mesures prises par M. Combes au sujet des écoles, dans lesquelles l'enseignement est donné par les congréganistes existant avant le 1^{er} juillet 1901, non seulement sont en évidente opposition avec la sus-mentionnée décision du précédent Ministère, mais elles portent cette opposition à l'extrême. En effet, le Président actuel du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, par sa circulaire du 15 juillet 1902, adressée aux Préfets, s'efforçait d'appliquer et par le décret du 25 de ce même mois applique le dit avis du Conseil d'Etat aux écoles dans lesquelles l'enseignement est donné par les congréganistes dans les Départements de la Seine et du Rhône, et il prononce la fermeture de ces écoles en la motivant par le fait de s'être abstenu de régulariser leur situation au point de vue légal, qui, d'après l'exposé ci-dessus,

n'était nullement irrégulière, et en tout cas, sans même leur avoir donné un délai pour se mettre en instance d'autorisation, comme la précitée circulaire de M. Waldeck-Rousseau l'avait donné à l'égard des écoles dirigées par des congréganistes ouvertes après la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901 : et si après leur fermeture on leur accorde la faculté de demander l'autorisation, cette demande n'a pas même l'effet d'en permettre la réouverture au moins pour la rentrée scolaire, avant que le Conseil d'Etat ait statué sur la demande, effet, que la dite circulaire de M. Waldeck-Rousseau ne refusait pas à la demande d'autorisation pour les écoles *ouvertes après* le 1^{er} juillet 1901 ; et par conséquent les écoles congréganistes *ouvertes avant* la loi du 1^{er} juillet 1901, sont placées par les mesures de M. Combes dans la plus défavorable condition, à laquelle la dite circulaire de M. Waldeck-Rousseau ne réduisait que les nouveaux établissements, qui s'ouvriraient désormais, après la date de la circulaire même.

Il est donc évident que les mesures sus-indiquées, non seulement sont en opposition avec la décision ministérielle du 31 janvier 1902, en appliquant l'avis du Conseil d'Etat aux écoles congréganistes ouvertes *avant* la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901, mais encore qu'elles portent cette opposition à l'extrême, en appliquant le dit avis du Conseil d'Etat avec un excès de sévérité, qui n'a pas eu lieu à l'endroit des écoles ouvertes *après* la loi du 1^{er} juillet 1901 et avant la circulaire de M. Waldeck-Rousseau du 8 février 1902, puisque leur autorisation n'a pas été soumise à une préalable fermeture, ou à un préalable avertissement.

Dans cet état de choses, il ne me reste, Monsieur le Ministre, que de faire un chaleureux et respectueux appel à votre patriotisme très éclairé et à votre haute sagesse politique, à qui, en bien des circonstances je me suis plu à rendre les hommages les plus sincères, afin que, par votre intervention, le Gouvernement de la République, s'inspirant d'une conception plus sereine des intérêts sociaux et du glorieux patrimoine moral de la France, dont vous avez la garde, se hâte d'adopter des mesures nouvelles qui s'harmonisent avec la décision ministérielle du 31 janvier 1902 communiquée au Saint-Siège, et qui nous épargnent ces ruines et ces divisions, dont pourraient se réjouir seulement les ennemis de la paix religieuse.

B. LORENZELLI.

■
* *

Lettre de M. Combes, Président du Conseil des Ministres,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 7 août 1902.

Je vous remercie de la communication que vous avez bien voulu me donner de la note qui vous a été adressée par le Nonce Apostolique à la date du 26 Juillet dernier.

Je vous prie de vouloir bien considérer que les Décrets auxquels fait allusion M. Lorenzelli n'ont, en aucune façon, pour but d'appliquer l'avis du Conseil d'Etat du 23 Janvier 1902, qu'ils ne visent même pas, mais bien les lois qui, antérieurement même à celle de 1901, ont toujours régi en France la situation des Congrégations religieuses.

C'est notamment l'art. 3 de la loi du 24 Mai 1825, c'est l'art. 5 du Décret-loi du 18 Février 1809. Ces textes toujours en vigueur et que la loi de 1901 n'a pas abrogés ont expressément réservé au Gouvernement le droit d'approuver les établissements particuliers des Congrégations religieuses même autorisées, et ont subordonné à cette approbation la formation de ces établissements.

Il vous sera facile de vous convaincre que leur application est absolument indépendante de l'avis du Conseil d'Etat du 23 Janvier dernier, avis que le ministère précédent avait incontestablement le droit de demander, qui a d'ailleurs confirmé la jurisprudence constante en la matière, et qui ne fait obstacle en aucune façon à l'application des textes législatifs antérieurs.

Au surplus, si des conversations ont été échangées avec le Représentant du Saint-Siège, sur la question des Congrégations, il est inadmissible qu'il puisse exister sur cet objet une correspondance officielle, et je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'il ne soit pas créé à cet égard un précédent qui serait absolument contraire à notre droit public.

Le Gouvernement qui entend maintenir de la façon la plus ferme ses droits en matière de politique intérieure, ne peut en matière de politique religieuse, que rester sur le terrain des lois concordataires.

Or le Concordat ne fait aucune allusion aux Congrégations religieuses qui n'existaient plus à cette époque, et son art. 11 énumère limitativement les établissements ecclésiastiques reconnus par le Gouvernement, à l'exclusion de tout autre.

E. COMBES.

*
* *

Lettre de Monseigneur Lorenzelli à M. Delcassé.

Paris, le 10 Août 1902.

Si j'ai bien saisi les quelques idées que, dans le cours de l'audience d'avant hier, Votre Excellence m'énonçait au sujet de ma note du 26 Juillet, Monsieur le Président du Conseil, Ministre des Cultes, soutiendrait que les décrets auxquels j'ai fait allusion, n'auraient en aucune façon pour but d'appliquer l'avis du Conseil d'Etat du 23 Janvier 1902, mais bien des lois qui antérieurement à celle du 1901 ont tou-

jours régi en France la situation des Congrégations religieuses et notamment l'art. 3 de la loi du 24 Mai 1825 et l'art. 5 du décret-loi du 18 Février 1809, en sorte que l'application de ces lois serait absolument indépendante du dit avis du Conseil d'Etat. — Il paraît en outre, d'après Monsieur Combes, que la question des Congrégations serait une matière de politique intérieure et pas du tout matière de politique religieuse, et qu'elle ne serait nullement visée par le Concordat qui aurait énuméré à l'art. 11 les établissements ecclésiastiques reconnus par le Gouvernement à l'exclusion de tout autre, et que par conséquent sur cette question n'est pas admissible une correspondance officielle avec le Saint Siège.

Je tiens, Monsieur le Ministre, à répéter ce que j'ai eu l'honneur de vous faire observer de vive voix, à savoir que d'abord je ne comprends pas comment, M. Combes applique ses décrets à des écoles libres privées dirigées par des personnes congréganistes indépendamment de l'avis du Conseil d'Etat, qui seul a voulu les qualifier pour des Etablissements religieux contre toute conception de l'établissement religieux donnée par le droit canon et reçue dans les législations. C'est bien parce qu'il veut appliquer cet avis, que M. Combes commence son Décret du 25 Juillet dernier par ce considérant : *Vu l'art. 13 de la loi 1901*, car en dehors de cet avis coordonné à l'art. 13 de la loi de 1901, il lui eût été bien difficile de prouver que les écoles dirigées par des frères, telles que les écoles libres privées dirigées par les Frères de Ploermel, pouvaient tomber sous la loi du 24 Mai 1825 qui concerne *exclusivement les congrégations religieuses de femmes et leurs établissements religieux*, ou sous le décret-loi du 18 Février 1809 qui concerne *exclusivement les Congrégations ou maisons hospitalières de femmes*.

Certes, l'application de ces lois serait absolument indépendante de l'avis du Conseil d'Etat, qui n'irait jamais jusqu'à envisager une école de garçons dirigée, par exemple, par un frère de Ploermel, *comme un établissement religieux de femmes ou de femmes hospitalières*, mais en tous cas elle ne serait pas moins indépendante de ces lois mêmes.

Ensuite, pour envisager la question des Congrégations religieuses comme simple matière de politique intérieure il faudrait prouver que leur existence et leur action n'ont aucun rapport avec la liberté de la Religion catholique sanctionnée par le 1^{er} article du Concordat. Or elles y ont un rapport intime et tout à fait naturel qui n'a pas besoin d'être démontré.

C'est vrai que le Concordat ne renferme pas la reconnaissance *formelle* des Congrégations parmi les établissements ecclésiastiques *reconnus par le pacte concordataire*, mais on aurait tort de croire que le Concordat les ait *exclues*, car ce n'est pas l'article 11 du Concordat, mais l'article 11 des *Articles Organiques*, qui porte exclusion de tous autres établissements que les Chapitres cathédraux et les Séminaires. — Or il est bon de rappeler que les *Articles Organiques* ont été toujours réprouvés par le Saint-Siège, et que par conséquent « les lois du

Concordat sont essentiellement le Concordat lui-même. Cet acte est le résultat de la volonté de deux puissances contractantes. *Les lois organiques*, au contraire, ne sont que *le mode d'exécution adopté par l'une de ces puissances. Le mode est susceptible de changement et d'amélioration suivant les circonstances.* » (Note ministérielle du 18 Juillet 1804 adressée par M. Talleyrand, Ministre des Affaires Étrangères, au Cardinal Légat).

En outre il est à remarquer que le dit article 11 des *Articles Organiques* exclut tous autres établissements religieux, non pas du bénéfice du droit commun, mais uniquement *du bénéfice de la reconnaissance concordataire* accordée aux Chapitres et aux Séminaires et des avantages qu'elle comporte. C'est tellement vrai que l'article 11 des *Articles Organiques* n'a pas exclu les Congrégations *du bénéfice du droit commun*, qu'en effet ce droit leur a été appliqué par l'autorisation accordée ensuite à plusieurs d'entre elles, sans qu'il fût besoin pour cela de déroger à l'article précité.

Or si les Congrégations ont été laissées par le Concordat et même par les *Articles Organiques sous le régime du droit commun*, il est de toute évidence, que les mettre hors du droit commun c'est détruire le terrain présupposé par le Concordat, c'est porter atteinte à la liberté générale de la Religion garantie par le 1^{er} article du Concordat, puisque cette liberté exige du moins l'application du droit commun à toutes les institutions catholiques et notamment à celles qui ont pour but l'éducation chrétienne et la prédication de l'Évangile.

La question des Congrégations n'est donc pas simplement une matière politique intérieure, mais aussi et avant tout une matière de politique religieuse. Dès lors, le Nonce se trouve et demeure dans le vrai terrain concordataire, évidemment présupposé par l'esprit du Concordat, soit lorsqu'il demande qu'on ne fasse pas une loi d'exception, mettant hors du droit commun les Congrégations, soit lorsqu'il demande qu'on ne fasse pas d'applications illégales de la loi exceptionnelle, et encore plus lorsqu'enfin il demande qu'on ne transforme pas celle-ci en mesure de proscription.

C'est de la sorte que le Nonce Apostolique travaille loyalement à la conservation de la paix religieuse et par là même à la prospérité de la France, car on ne peut pas mieux prouver le désir sincère de maintenir le Concordat que par les efforts constants d'en sauvegarder l'esprit et la base politico-religieuse.

B. LORENZELLI.

AUTRICHE-HONGRIE — PORTUGAL

Echange de notes concernant un arrangement commercial
provisoire entre les deux pays*(juillet 1911)*

Monsieur le Ministre,

D'après les instructions que je viens de recevoir de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

En attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation définitif avec le Portugal, les produits du sol et de l'industrie du Portugal seront admis dans le territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise, relativement aux droits d'importation et de consommation, au même traitement que les produits du sol et de l'industrie des nations les plus favorisées, à condition que les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche et de la Hongrie seront également admis en Portugal comme ceux des nations les plus favorisées.

La stipulation qui précède ne pourra cependant pas être invoquée pour ce qui se rapporte aux faveurs spéciales concédées ou qui viendraient à être concédées par le Portugal à l'Espagne et au Brésil.

Les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie reconnaissent que les désignations des vins de Porto et de Madère appartiennent exclusivement aux vins récoltés dans les régions portugaises, notamment du Douro et de l'île de Madère et ils s'engagent à poursuivre sur leurs territoires, conformément aux prescriptions de la législation intérieure actuellement en vigueur, tout abus des désignations susdites par rapport aux vins qui ne seraient pas originaires des respectives régions du Portugal et de l'île de Madère, à condition que le Gouvernement portugais reconnaisse que la désignation du vin de Tokaj, Tokaji asszú, szamorodni, hegyaljai, máslás ou en général une désignation de la région de viticulture de Tokaj appartient exclusivement aux vins récoltés dans le district des communes formant la région de viticulture de Tokaj, et que le Gouvernement portugais s'engage à procéder, en cas de contravention, conformément aux lois du pays.

Le traitement de la nation la plus favorisée est, à condition de réciprocité, aussi appliqué en ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation aux ressortissants portugais résidant ou de passage en Autriche ou en Hongrie et aux ressortissants autrichiens et hongrois résidant ou de passage en Portugal.

Le régime ainsi établi s'étendra à tous les pays qui appartiennent ou

appartiendront à l'avenir au territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise et, pour ce qui concerne le Portugal, à la métropole et aux îles adjacentes : Madère, Porto Santo et Azores. Toutefois, les produits des colonies portugaises, réexpédiés par l'intermédiaire des ports du Portugal et des îles adjacentes, seront admis, en Autriche-Hongrie, comme s'ils étaient originaires du Portugal et ne seront passibles d'aucune surtaxe ou traitement désavantageux en rapport aux produits similaires de toute autre provenance. La disposition précédente n'empêchera cependant pas l'accomplissement des obligations imposées par les actes de Bruxelles relatifs au régime des sucres.

Le régime de la nation la plus favorisée sera réciproquement maintenu jusqu'à la mise en vigueur du Traité de commerce définitif, sauf le droit de le dénoncer moyennant un avis préalable de six mois.

En réservant à une entente ultérieure la fixation de la date de la mise en vigueur de ce régime, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue à la présente et je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

Lisbonne, le 8 juillet 1911.

BRANDIS.

*A Son Excellence Monsieur Bernardino Machado,
Ministre des Affaires Étrangères.*

*
* *

Monsieur le Comte,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser en date du 8 juillet 1911 j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

En attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation définitif avec l'Autriche-Hongrie, les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche et de la Hongrie seront admis en Portugal, relativement aux droits d'importation et de consommation, au même traitement que les produits du sol et de l'industrie des nations les plus favorisées à condition que les produits du sol et de l'industrie du Portugal seront également admis dans le territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise comme ceux des nations les plus favorisées.

La stipulation qui précède ne pourra cependant pas être invoquée pour ce qui se rapporte aux faveurs spéciales concédées, ou qui viendraient à être concédées par le Portugal à l'Espagne et au Brésil.

Le Gouvernement portugais reconnaît que la désignation du vin de Tokaj, Tokaji asszú, szamorodni, hegyaljai, máslás ou en général une

désignation de la région de viticulture de Tokaj appartiennent exclusivement aux vins récoltés dans les districts des communes formant la région de viticulture de Tokaj et il s'engage à procéder, en cas de contravention, conformément aux lois du pays, à condition que les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie reconnaissent que les désignations des vins de Porto et de Madère appartiennent exclusivement aux vins récoltés dans les régions portugaises, notamment du Douro et de l'île de Madère, et qu'ils s'engagent à poursuivre sur leurs territoires, conformément aux prescriptions de la législation intérieure actuellement en vigueur, tout abus des désignations susdites par rapport aux vins qui ne seraient pas originaires de respectives régions du Portugal et de l'île de Madère.

Le traitement de la nation la plus favorisée est, à condition de réciprocité, aussi appliqué en ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation aux ressortissants autrichiens et hongrois résidant ou de passage en Portugal et aux ressortissants portugais résidant ou de passage en Autriche ou en Hongrie.

Le régime ainsi établi s'étendra à tous les pays qui appartiennent ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise et, pour ce qui concerne le Portugal, à la métropole et aux îles adjacentes : Madère, Porto Santo et Azores. Toutefois, les produits des colonies portugaises, réexpédiés par l'intermédiaire des ports du Portugal et des îles adjacentes, seront admis, en Autriche-Hongrie, comme s'ils étaient originaires du Portugal et ne seront passibles d'aucune surtaxe ou traitement désavantageux en rapport aux produits similaires de toute autre provenance. La disposition précédente n'empêchera cependant pas l'accomplissement des obligations imposées par les actes de Bruxelles relatifs au régime des sucres.

Le régime de la nation la plus favorisée sera réciproquement maintenu jusqu'à la mise en vigueur du Traité de commerce définitif, sauf le droit de le dénoncer moyennant un avis préalable de six mois.

En réservant à une entente ultérieure la fixation de la date de la mise en vigueur de ce régime, je saisis cette occasion, Monsieur le Comte, pour vous renouveler les assurances de ma considération très distinguée.

Lisbonne, le 8 juillet 1911.

BERNARDINO MACHADO.

*A Monsieur le Comte Brandis,
Chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie.*

BELGIQUE — JAPON

Échange de notes concernant un arrangement commercial

(8 juillet 1911)

Bruxelles, le 8 juillet 1911.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à partir du 17 juillet prochain — date d'expiration du traité de commerce et de navigation conclu le 22 juin 1896 entre la Belgique et le Japon — et jusqu'à la conclusion et à la mise en vigueur du nouveau traité actuellement en négociation entre les deux pays le Gouvernement du Roi s'engage à accorder au Japon le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane.

Il est entendu que l'application de ce régime est subordonnée à la condition que, par réciprocité, le Gouvernement Impérial garantisse à la Belgique le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane.

Je saisis . . . etc.

J. DAVIGNON.

*Son Excellence Monsieur Nabeshima etc. etc. etc.**Bruxelles.**
* *

Bruxelles, le 8 juillet 1911,

Monsieur le Ministre,

D'après les ordres de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, à partir du 17 juillet 1911 jusqu'à la conclusion et à la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en négociation entre le Japon et la Belgique, le Gouvernement Impérial s'engage à accorder à la Belgique le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane à la condition que le Gouvernement Royal de son côté garantisse également au Japon sous ces rapports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

K. NABESHIMA.

*Monsieur Davignon,**Ministre des Affaires Étrangères, Bruxelles.*

ITALIE — JAPON

Accord provisoire de commerce, de douanes et de navigation, réalisé par un échange de notes entre le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie et l'Ambassadeur du Japon à Rome.

(12 juillet 1911)

Rome, le 12 juillet 1911.

Monsieur l'ambassadeur,

Tout portant à croire que la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre l'Italie et le Japon ne pourra avoir lieu qu'après le 17 juillet prochain, date à laquelle prendra sa fin le traité du 1^{er} décembre 1894, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, au nom du Gouvernement italien, ce qui suit :

A partir du 17 juillet 1911 les rapports entre l'Italie et le Japon, en matière de commerce, de douane et de navigation, seront réglés sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, sans restrictions ou conditions, de manière que l'une des deux Parties sera admise à bénéficier librement et gratuitement des concessions et des privilèges, en la dite matière, que l'autre Partie a déjà accordés, ou pourrait accorder, à une tierce Puissance.

Le présent accord aura force et valeur jusqu'à l'application du traité définitif, à stipuler dans le plus bref délai possible, sauf, pour chacune des deux Parties, le droit d'en faire cesser les effets en tout temps, moyennant un avis préalable de trois mois.

Veuillez agréer, etc.

A. DI SAN GIULIANO.

*
* *

Rome, le 12 Juillet 1911.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour j'ai l'honneur de l'informer que je suis autorisé par le Gouvernement impérial à accepter, à son nom, la proposition du Gouvernement royal contenue dans la note précitée, à savoir :

A partir du 17 juillet 1911 les rapports entre l'Italie et le Japon, en matière de commerce, de douane et de navigations seront réglés sur

la base du traitement de la nation la plus favorisée, sans restrictions ou conditions, de manière que l'une des deux Parties sera admise à bénéficier librement et gratuitement des concessions et des privilèges, en la dite matière, que l'autre Partie a déjà accordés, ou pourrait accorder, à une tierce Puissance.

Le présent accord aura force et valeur jusqu'à l'application du traité définitif à stipuler dans le plus bref délai possible, sauf, pour chacune des deux Parties, le droit d'en faire cesser les effets en tout temps, moyennant un avis préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion, etc.

HAYASHI.

ALLEMAGNE — BULGARIE

Notes diplomatiques échangées pour prolonger la durée du
traité de commerce conclu le 1^{er} août 1905

(29 septembre 1911)

Berlin, le 29 septembre 1911.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le traité de commerce, de douane et de navigation conclu, le 1^{er} août 1905, entre la Bulgarie et l'Empire Allemand, devant expirer, conformément à la stipulation de l'article 23, une année après sa dénonciation, le Gouvernement Impérial Allemand a exprimé le désir de fixer à nouveau une date précise et assez éloignée pour la durée de ce traité et d'établir, de cette manière, une nouvelle base solide pour le développement du commerce entre les deux pays. D'après les pourparlers qui ont eu lieu à ce sujet, il conviendrait à Votre Gouvernement d'accommoder le terme de l'expiration dudit traité à celui de la plupart des autres Conventions commerciales conclues par l'Empire Allemand.

Le Gouvernement Royal Bulgare, animé de même du désir d'établir une base solide pour les relations commerciales entre les deux pays, m'a chargé de déclarer, sous réserve du consentement du Sobra-nié Bulgare, qu'il est tout prêt à la prolongation proposée, savoir, à étendre la durée du traité de commerce, de douane et de navigation entre la Bulgarie et l'Allemagne jusqu'au 31 décembre 1917 (n. st.). Il y serait entendu que, dans le cas où aucune des Parties contractan-

tes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention de faire cesser ses effets, le traité continuerait à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'arrangement conclu de cette manière, je saisis etc.

I. S. GUÉCHOW.

*A Son Excellence, Monsieur von Kiderlen-Waechter,
Secrétaire d'Etat des Affaires Étrangères.*

Berlin, le 29 septembre 1911.

Monsieur le Ministre,

Par Votre lettre en date de ce jour, Vous m'avez notifié que, sous réserve du consentement du Sobranié Bulgare, le Gouvernement Royal Bulgare, afin d'établir une nouvelle base solide pour les relations commerciales entre nos deux pays, est prêt à prolonger la durée du traité de commerce, de douane et de navigation, conclu le 1^{er} août 1905, entre l'Empire Allemand et la Bulgarie et qui, conformément à la stipulation de l'article 23, devait expirer une année après sa dénonciation, jusqu'au 31 décembre 1917 (n. st.). Il y serait entendu que, dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'auraient notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention de faire cesser ses effets, le traité continuerait à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

Cette prolongation tenant compte du désir exprimé à ce sujet par mon Gouvernement j'ai l'honneur de prendre acte, au nom de mon Gouvernement, de Votre notification et de Vous confirmer, tout en réservant l'approbation des corps législatifs allemands, la prolongation susmentionnée dudit traité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

KIDERLEN.

*A Monsieur Guéchow, Envoyé Extrordinaire
et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté
le Roi des Bulgares.*

AUTRICHE-HONGRIE. — JAPON

Echange de notes établissant un accord provisoire
de commerce

(22 décembre 1911)

Le soussigné, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des Affaires Etrangères, dûment autorisé à cet effet, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire Impérial du Japon que, à partir du premier janvier 1912 et jusqu'à la conclusion et à la mise en vigueur du nouveau Traité de commerce et de navigation actuellement en négociation entre l'Autriche-Hongrie et le Japon, mais au plus tard jusqu'au 30 juin 1912, l'Autriche-Hongrie s'engage à accorder au Japon le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, à la condition que le Gouvernement Impérial du Japon, de son côté, garantisse également à l'Autriche-Hongrie, sous ces rapports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 22 décembre 1911.

AEHRENTHAL.

*A Son Excellence Monsieur Satsuo Aridzuki,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté l'Empereur du Japon.*

*
* *

Le soussigné, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon, dûment autorisé à cet effet par son Gouvernement, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur le Ministre de la Maison Impériale et Royale et des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie que, à partir du premier janvier 1912 et jusqu'à la conclusion et à la mise en vigueur du nouveau traité de commerce et de navigation actuellement en négociation entre le Japon et l'Autriche-Hongrie, mais au plus tard jusqu'au 30 juin 1912, le Gouvernement Impérial s'engage à accorder à l'Autriche-Hongrie le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les

droits de douane et la navigation, à la condition que l'Autriche-Hongrie, de son côté, garantisse également au Japon sous ses rapports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Ministre de la Maison Impériale et Royale et des Affaires Etrangères l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 22 décembre 1911.

S. ARIDZUKI.

GRANDE-BRETAGNE — SUISSE

Notification par le gouvernement fédéral au Ministre de Sa Majesté Britannique à Berne de la ratification par S. M. le Roi de Danemark de la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908.

(1^{er} juillet 1912)

« Par note du 28 juin 1912, le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Danemark nous a transmis l'acte par lequel le Danemark ratifie la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908, et nous a fait savoir qu'elle exercera ses effets pour le Royaume et les Iles Féroë, à l'exclusion de l'Islande, du Groënland et des Antilles Danoises, à partir du 1^{er} juillet 1912, mais avec la réserve suivante faite sur la base de l'article 27 de ladite Convention et portant sur son article 9 :

« En ce qui concerne la reproduction des articles de journaux et de recueils périodiques, au lieu d'adhérer à l'article 9 de ladite Convention révisée du 13 novembre 1908, le Gouvernement Royal de Danemark entend rester lié par l'article 7 de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, tel que celui-ci a été modifié en vertu de l'article 1^{er} N° 4 de l'Acte Additionnel signé à Paris le 4 mai 1896.

GRANDE-BRETAGNE — JAPON

Echange de Notes pour l'abandon réciproque des droits consulaires sur les certificats d'origine concernant les exportations.

(octobre 1912)

*L'Ambassadeur de Sa Majesté à Tokio au Ministre japonais
des Affaires Étrangères (1)*

Ambassade britannique, Tokio, 26 octobre 1912.

Monsieur le Ministre,

Ayant été autorisé par le gouvernement de Sa Majesté à procéder à un échange de notes avec votre Excellence, pour préparer l'abandon réciproque des droits consulaires sur les certificats d'origine, j'ai l'honneur de donner, de la part de mon gouvernement, assurance au gouvernement impérial japonais que, à partir d'une date à fixer d'accord, les autorités consulaires britanniques résidant au Japon, recevront l'instruction de délivrer, attester et légaliser sur demande, sans charges ni droits, sous condition de réciprocité, des certificats d'origine concernant les marchandises japonaises exportées vers le Royaume-Uni.

Je serais obligé si votre Excellence voulait être assez bonne pour me donner assurance, de la part de votre Gouvernement, que les autorités consulaires japonaises résidant dans le Royaume-Uni, recevront l'instruction d'avoir, à partir de la date fixée d'accord, à délivrer, attester et légaliser sur demande, sans charges ni droits, sous condition de réciprocité, des certificats d'origine concernant les marchandises britanniques exportées vers le Japon.

Je serais d'avis que cet arrangement pourrait entrer en vigueur dans les deux pays le 1^{er} janvier 1913, et qu'il pourrait cesser d'y être à n'importe quel moment, l'une ou l'autre des parties en donnant avis six mois d'avance.

Je profite, etc...

CLAUDE M. MACDONALD,

*His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary.*

*A Son Excellence le Vicomte Yasuya Uchida,
etc.. etc, etc.*

(1) La note originale est en anglais.

* *

*Le Ministre japonais des Affaires Étrangères à l'Ambassadeur
de Sa Majesté à Tokio. (1)*

Tokio, 31 octobre 1912.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note datée du 26 courant, dans laquelle votre Excellence m'informe que vous avez été autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à donner assurance au gouvernement impérial que, à partir d'une date à fixer d'accord, les autorités consulaires britanniques résidant au Japon recevront l'instruction de délivrer, attester et légaliser sur demande, sans charges ni droits, sous condition de réciprocité, des certificats d'origine concernant les marchandises japonaises exportées vers le Royaume-Uni, et que vous désirez en conséquence, recevoir l'assurance que les autorités consulaires japonaises résidant dans le Royaume-Uni, recevront l'instruction, à partir de la date en question, de délivrer, attester et légaliser sur demande, sans charges ni droits sous condition de réciprocité, des certificats d'origine concernant les marchandises anglaises exportées au Japon. En outre, votre Excellence proposait que cet arrangement entrât en vigueur dans les deux pays le 1^{er} janvier 1913, et qu'il pût cesser d'y être à n'importe quel moment, l'une ou l'autre des parties en donnant avis six mois d'avance.

Ayant pris note de cette assurance du côté de votre Excellence, j'ai l'honneur de donner par cette lettre l'assurance au Gouvernement de Sa Majesté Britannique que, à partir d'une date à fixer maintenant d'accord, les autorités consulaires japonaises résidant dans le Royaume-Uni recevront l'instruction de délivrer, attester et légaliser sur demande, sans charges ni droits, sous condition de réciprocité, des certificats d'origine, concernant les marchandises britanniques exportées au Japon, et, en même temps, d'exprimer que j'accède à la proposition de votre Excellence que le présent arrangement entre en vigueur dans les deux pays le 1^{er} janvier 1913, et qu'il puisse cesser d'y être à n'importe quel moment, l'une ou l'autre des parties en donnant avis six mois auparavant.

Je profite, etc.

UCHIDA YASUYA,

Vicomte, Ministre des Affaires Étrangères.

A Son Excellence

Sir Claude Maxwel Mac Donald. G. C. M. G.,

etc. etc. etc.

(1) Original en langue japonaise.

FRANCE — RUSSIE

Lettres échangées entre S. M. l'Empereur Nicolas II et le Président de la République française à l'occasion de la remise à S. Exc. M. Raymond Poincaré des insignes de l'ordre de Saint André.

(février 1913)

Monsieur le Président, grand et bon ami,

Je viens de vous adresser mes félicitations et mes meilleurs vœux à l'occasion de votre élection à la présidence et de votre entrée dans l'exercice de vos hautes fonctions.

En ce moment il me tient à cœur de vous répéter combien je suis pénétré de l'idée que l'alliance de la France et de la Russie répond tant aux sentiments qu'aux intérêts des deux peuples, ne cessant d'être en même temps un facteur efficace de la paix en Europe. Emanant du cœur même des deux grandes nations, consacrée par vingt ans d'existence féconde, cette alliance constitue la base de la politique étrangère que j'ai tracée à mon gouvernement. Pour qu'elle porte tous les fruits qu'elle est en mesure de donner, une collaboration constante et un contact permanent entre les cabinets de Paris et de Saint-Petersbourg me paraissent indispensables.

C'est dans ce sens qu'avant de revêtir la plus haute dignité de la République vous avez exercé le pouvoir comme chef du gouvernement français, et croyez bien, monsieur le Président, que je vous en sais particulièrement gré.

Désireux d'offrir un nouveau témoignage de mon sincère attachement à la France, ainsi que de mon estime et de mon amitié personnelle pour vous, je me fais un plaisir de vous conférer aujourd'hui mon ordre de Saint-André, dont je vous adresse ci-joint les insignes avec mes meilleurs souhaits pour la prospérité de la France et pour l'accomplissement de la tâche que vous avez assumée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, grand et bon ami, les assurances de ma parfaite estime et de ma haute considération.

Votre bon ami,

NICOLAS.

Tsarkoé-Selo, le 6 février 1913.

A Sa Majesté Nicolas II, Empereur de toutes les Russies, Tsarkoe-Selo.

Cher et grand ami,

Je viens de recevoir des mains de l'ambassadeur de Votre Majesté les insignes de son ordre de Saint-André, et j'ai à cœur de lui adresser sans retard l'expression de mes plus vifs remerciements.

Je suis vivement touché des termes de la lettre par laquelle Votre Majesté me donne dès le début de ma magistrature, cette éclatante marque d'amitié et témoigne une fois de plus de ses sentiments à l'égard de la France.

Elle peut être assurée que je resterai, comme par le passé, fidèlement attaché à l'alliance qui unit la Russie et la France.

C'est en formant pour le bonheur de Votre Majesté, celui de Sa Majesté l'impératrice et de toute la famille impériale, les vœux les plus sincères que je vous prie d'agréer les assurances de ma haute estime et de ma constante amitié.

POINCARÉ.

FRANCE

Notifications et ratifications diverses transmises par les Ambassadeurs et Ministres étrangers au Gouvernement de la République française.

(juillet-décembre 1912)

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, a reçu, à la date du 26 juillet 1912, l'instrument des ratifications de S. M. le Roi des Hellènes sur la convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris le 11 octobre 1909, conformément aux dispositions du paragraphe D de l'article 10 de ladite convention.

— En août 1912, le gouvernement de S. M. le Roi des Belges a fait savoir au Gouvernement de la République française, que conformément aux dispositions de l'article 10 de la convention relative au régime des sucres, signée à Bruxelles le 5 mars 1902, et prorogée le

28 août 1907, le gouvernement britannique a dénoncé ladite convention.

Cette dénonciation produira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1913.

— L'ambassadeur d'Allemagne à Paris a fait savoir au Gouvernement de la République française que, conformément aux dispositions de l'article 5 du protocole final de la convention radiotélégraphique internationale signée à Berlin le 3 novembre 1906, le Japon adhère pour la Corée, l'île de Formose, la partie japonaise de l'île sakhaline et le territoire pris à bail de la presqu'île de Kwantung, à ladite convention.

Conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention internationale relative à la répression de la traite des blanches signée à Paris, le 4 mai 1910, le chargé d'affaires d'Allemagne à Paris a effectué, le 23 août 1912, au ministère des Affaires Étrangères, le dépôt de l'instrument des ratifications de S. M. l'Empereur allemand, roi de Prusse, sur cet acte international.

— En octobre, le Ministère des affaires Étrangères de l'empire ottoman a signifié à l'ambassadeur de la République à Constantinople que, vu l'état de guerre existant entre l'empire ottoman, d'une part, et les royaumes de Bulgarie, de Grèce, de Montenegro et de Serbie, d'autre part, seraient considérés par la Turquie comme contrebande de guerre les objets et matériaux suivants :

Toute espèce d'armes, fusils et carabines de chasse ainsi que leurs parties et accessoires.

Toute espèce de projectiles, de mines, de cartouches ainsi que leurs parties et accessoires.

Plombs et platines.

Poudres explosives et matières chimiques utilisées pour la guerre et autres matières explosibles, salpêtre, sulfate de potasse, morite de potasse et soufre.

Poudres et matières inflammables et explosibles non destinées à la guerre.

Affûts de canons, caissons, voitures de munitions, fourgons et tous moyens de transport et leurs accessoires utilisables à la guerre.

Machines, appareils et instruments en fer usités en guerre ainsi que leurs parties et accessoires.

Vêtements et équipements militaires de toute espèce, étoffes et souliers pour militaires.

Harnais et selles militaires et leurs accessoires, articles d'attelage et de sellerie.

Tentes et accessoires.

Blindage, tôles de fer et plaques de cuivre.

Fers à cheval et articles utilisés par les maréchaux ferrants.

Fils barbelés et appareils pour les poser, les fixer ou les couper.

Fers longs recourbés d'un diamètre de trois quarts et cinq huitièmes de pouce, barres et plaques en fer excédent un quart de pouce d'épaisseur, fers à l'angle, boulons et zinc.

Vaisseaux et embarcations de guerre ainsi que les articles employés seulement à bord de ces bateaux.

Machines, appareils et accessoires destinés à la fabrication de projectiles de guerre, d'armes, à la fabrication ou à la réparation d'équipements militaires sur terre et sur mer.

Ballons, machines volantes, aéroplanes et leurs parties et accessoires.

Chevaux de trait et de charge employés en guerre et bêtes de somme.

Les navires, bateaux et embarcations de tout genre, ainsi que les pièces détachées,

Ne seront plus dorénavant considérés comme contrebande de guerre relative ;

2° Que les combustibles ainsi que les matières lubrifiantes à l'usage des machines sont dorénavant considérés comme contrebande de guerre (contrebande absolue) dans le cas seulement où ils seront à destination des ports turcs sis au-delà de l'entrée des détroits des Dardanelles.

— Au mois d'octobre, le Ministère des Affaires Etrangères du royaume de Grèce a communiqué au ministre de la République à Athènes la liste des objets qu'il a décidé de considérer comme articles de contrebande de guerre, durant les hostilités.

I

Seront considérés comme contrebande de guerre les objets ci-dessous dans le cas où ils passeront par un territoire ennemi ou y seront dirigés :

Les armes de toute nature, y compris les armes de chasse, montées ou en pièces détachées de même que les blindages.

Les munitions d'armes à feu, telles que : projectiles, fusées d'obus, balles, amorces, cartouches, tubes de cartouches, poudre, salpêtre, soufre.

Le matériel et les substances pour produire des explosions, tels que :

torpilles, dynamite, pyroxyline, diverses substances fulminantes, fils conducteurs en tout ce qui sert à l'explosion des mines et torpilles.

Le matériel de l'artillerie, du génie et du train, tel que : affûts, caissons, avant-trains, cuisines et forges de campagne, pontons, tréteaux de ponts, fil de fer barbelé.

Les objets d'équipement et d'habillement militaires, le matériel de campement.

Les matériaux et machines de tout genre montées ou en pièces détachées, pour la construction et l'armement des navires de guerre.

Les instruments et appareils servant à la fabrication des munitions de guerre, pour la fabrication et la réparation des armes et du matériel militaire, terrestre ou naval.

Les combustibles de tout genre, tels que : charbon, naphte, alcool et autres matériaux semblables.

Les aéronefs montés ou en pièces détachées, ainsi que les accessoires et matériaux servant à l'aérostation ou à l'aviation.

Les animaux de selle, de trait et de bât, utilisables pour la guerre.

Les bâtiments se rendant dans un port ennemi, même sous pavillon de commerce neutre, si, d'après leur construction, leur aménagement intérieur et autres indices, il y a évidence qu'ils sont construits dans un but de guerre et se dirigent vers un port ennemi pour y être vendus ou remis à l'ennemi.

II

Seront également considérés comme contrebande de guerre, dans les cas seulement où ils seront destinés à l'armée de terre ou de mer ennemie ou aux administrations de Turquie :

Les vivres, les fourrages et les grains propres à la nourriture des animaux.

Les vêtements et les tissus d'habillement, les chaussures propres à l'habillement militaire.

L'or et l'argent monnayés ou en lingots, et les papiers représentatifs de la monnaie.

Les appareils et matériaux propres à l'établissement des télégraphes, téléphones, radiotélégraphes et voies ferrées.

Les fers à cheval et le matériel de maréchalerie.

Les jumelles, les télescopes, les chronomètres et les divers instruments nautiques.

Les navires, bateaux et embarcations de tout genre, ainsi que les pièces détachées.

Le gouvernement hellénique a en outre notifié au mois de novem-

bre, au Gouvernement de la République que dorénavant les combustibles, ainsi que les matières lubrifiantes à l'usage des machines, seraient considérés comme contrebande de guerre, quel que soit le port turc auquel ils seraient destinés.

— Au mois d'octobre, le ministre des Pays-Bas a fait savoir au Gouvernement de la République française que le gouvernement néerlandais avait reçu les ratifications suivantes sur les conventions signées à La Haye, le 18 octobre 1907, à l'issue de la deuxième conférence de la paix :

S. Exc. le Président de la République de Cuba a ratifié les conventions n^{os} 1, 4, 5, 6, 9 et 10 ;

S. Ex. le Président de la République de Guatemala a ratifié les conventions n^{os} 1, 2 (avec réserves), 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 (avec réserves) et 13 ;

S. M. l'Empereur du Japon a ratifié les conventions n^{os} 1 (sous réserve des alinéas 3 et 4 de l'article 48, de l'alinéa 2 de l'article 53 et de l'article 54), 2, 3 (sous réserve de l'article 44), 4, 5, 6, 7, 8 (sous réserve de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}), 9, 10, 11 (sous réserve des articles 19 et 23) et 18 ;

S. A. R. la grande-duchesse de Luxembourg a ratifié les conventions n^{os} 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 13, ainsi que la déclaration n^o 14.

S. Exc. le Président de la République de Panama a ratifié les conventions n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, ainsi que la déclaration n^o 14.

S. Exc. le Président de la République portugaise a ratifié les conventions n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11 et 13, ainsi que la déclaration n^o 13.

S. M. le Roi de Roumanie a ratifié les conventions n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

*
* *

Au mois de novembre le conseil fédéral suisse a notifié au Gouvernement de la République française l'adhésion de S. M. la reine des Pays-Bas à la convention internationale revisant la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908. Cette adhésion produira ses effets à partir du 1^{er} novembre 1912 et s'appliquera pour le moment à la partie européenne du royaume des Pays-Bas ; les colonies feront l'objet d'une communication ultérieure.

Toutefois, l'accession comporte les réserves suivantes basées sur l'article 25, 2^e alinéa, de la convention précitée :

1° En ce qui concerne le droit exclusif des auteurs de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres, le gouvernement des Pays-Bas, au lieu d'adhérer à l'article 8 de la convention susmentionnée, entend rester lié par les dispositions de l'article 5 de la convention de Berne du 9 septembre 1886, tel qu'il a été amendé par l'article 1^{er}, n° 111, de l'acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896 ;

2° En ce qui concerne la reproduction des articles de journaux et de recueils périodiques, le gouvernement des Pays-Bas, au lieu d'adhérer à l'article 9 de la convention révisée du 13 novembre 1908, entend rester lié par l'article 7 de la convention de Berne du 9 septembre 1886, tel qu'il a été amendé par l'article 1^{er}, n° 4, de l'acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896 ;

3° En ce qui concerne le droit de représenter publiquement des traductions d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, le gouvernement des Pays-Bas, au lieu d'adhérer à l'article 11, alinéa 2, de la convention révisée du 13 novembre 1908, entend rester lié par l'article 9, alinéa 2, de la convention de Berne du 9 septembre 1886.

En outre, le gouvernement des Pays-Bas a fait savoir qu'en ce qui concerne le délai principal de protection dont il est question dans l'article 30, alinéa 1^{er}, de la convention révisée de 1908, la loi néerlandaise a établi la même durée de protection que celle prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de ladite convention.

Enfin, pour ce qui touche leur contribution aux dépenses du bureau international, les Pays-Bas ont demandé à être rangés dans la 3^e classe.

— En décembre 1912 le gouvernement italien a notifié au Gouvernement de la République française que, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrangement signé à Rome, le 9 décembre 1907, portant création d'un office international d'hygiène publique, le Chili a adhéré audit arrangement.

— Conformément aux dispositions de l'article 5 du procès-verbal de dépôt des ratifications sur la convention sanitaire internationale signée à Paris, le 3 décembre 1903, le ministre des Pays-Bas à Paris a notifié au Gouvernement de la République française la dénonciation par son gouvernement de ladite convention, en ce qui concerne les Indes néerlandaises orientales, pour produire ses effets à partir du 29 février 1912.

* * *

Déclaration du Gouvernement de la République notifiant à qui de droit sa résolution d'observer une stricte neutralité dans la guerre existante entre l'empire ottoman, d'une part, et les royaumes de Bulgarie, de Grèce, du Monténégro et de Serbie, d'autre part.

(Octobre 1912)

Le Gouvernement de la République déclare et notifie à qui de droit

qu'il a résolu d'observer une stricte neutralité dans la guerre qui vient d'éclater entre l'empire ottoman, d'une part, et les royaumes de Bulgarie, de Grèce, du Montenegro et de Serbie, d'autre part.

Il croit devoir rappeler aux Français résidant en France, dans les colonies et les pays de protectorat ou à l'étranger, qu'ils doivent s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois françaises ou des conventions internationales signées par la France, pourrait être considéré comme hostile à l'une des parties, ou contraire à la neutralité. Il leur est interdit notamment de prendre volontairement du service dans les rangs de la force armée de l'une des parties ou de coopérer à l'équipement ou à l'armement d'un navire de guerre.

Le Gouvernement déclare en outre qu'il ne sera permis à aucun navire de guerre de l'un ou de l'autre des belligérants d'entrer ou de séjourner avec des prises dans les ports et rades de la France, de ses colonies et des pays protégés pendant plus de vingt-quatre heures, hors le cas de relâche forcée eu de nécessité justifiée.

Aucune vente d'objets provenant des prises ne pourra avoir lieu dans lesdits ports ou rades.

Les personnes qui contreviendraient aux défenses susmentionnées ne pourront prétendre à aucune protection du Gouvernement ou de ses agents contre les actes ou mesures que, conformément au droit des gens, les belligérants pourraient exercer ou décréter et seront poursuivis, s'il y a lieu, conformément aux lois de la République.

SERBIE

Memorandum présenté à la Conférence de Londres par les délégués serbes relativement à la fixation des frontières de l'Albanie.

(21 janvier 1913)

Depuis le temps des invasions ottomanes dans les pays balkaniques, le peuple serbe n'a jamais cessé de lutter pour son indépendance nationale.

Au commencement du XIX^e siècle, sous Karageorges, les Serbes de la Choumadia ont été le premier peuple des Balkans à se dresser contre la domination ottomane en vue de l'émancipation nationale. Ainsi ils ont donné aux autres populations de la Turquie d'Europe le premier signal d'une libération générale. En 1876, les Serbes de Serbie et de Montenegro prirent de nouveau les armes, guidés par le désir d'affran-

chir du joug ottoman leurs frères de Turquie, et leur action fut suivie de la libération des Bulgares. Et il y a trois mois, alliés aux Bulgares et aux Grecs par la convergence des idées nationales aussi bien que par le sentiment de leur devoir envers les frères de Turquie, les Serbes ont entrepris la tâche d'assurer la victoire aux principes de nationalité et de liberté.

Avec un pareil passé, et partant d'un tel point de vue, les Serbes ne peuvent élever aucune objection à l'organisation de l'Albanie en pays autonome ; ils peuvent plutôt être fiers d'avoir rendu possible cette organisation, par la campagne victorieuse qu'ils ont menée avec leurs alliés contre la Turquie. Dès qu'il fut entendu que les grandes puissances avaient décidé la création d'un Etat Albanais, le Gouvernement serbe s'empressa de déclarer qu'après la signature du traité de paix avec la Turquie les troupes serbes seraient rappelées du littoral Adriatique. Bien que les victoires de l'armée serbe, la présente occupation des territoires Albanais pussent nous donner un titre légitime à la conservation définitive de contrées ainsi conquises, nous n'avons pas hésité à faire de nouveaux sacrifices, afin de prouver combien le peuple serbe est respectueux du droit de tout autre peuple, et combien le Gouvernement royal est prêt à se conformer aux désirs et aux intérêts des grandes puissances.

Après avoir donné de telles preuves de bonne volonté, nous croyons être autorisés à penser que les droits et les intérêts de la nation serbe seront respectés, et cela d'autant plus que ces droits et ces intérêts n'entrent en conflit avec les intérêts légitimes d'aucune grande puissance, et qu'aucune grande puissance ne peut avancer d'arguments plausibles pour mettre en doute les intérêts légitimes de la nation serbe. Nous sommes en outre profondément convaincus que la délimitation de l'Albanie ne peut être effectuée avec succès qu'après une étude approfondie des faits et des circonstances qui s'y rattachent.

Considérant qu'il était de notre devoir de contribuer dans la mesure de nos moyens à la connaissance de ces faits et de ces circonstances, nous avons préparé ce *Pro-memoria* qui a pour tâche d'exposer le point de vue serbe sur cette question. Nous pourrions, dans cet exposé, légitimement accorder la première place au droit de conquête, vu que c'est en vertu de ce seul titre qu'à leur temps les Turcs détenaient nos territoires. Mais nous préférons la réserver à nos droits d'ordre moral : historiques, ethniques, droits que crée en notre faveur une civilisation supérieure.

I

Il est tout à fait naturel et très compréhensible que le premier Royaume serbe des Balkans ait eu son berceau dans les contrées serbes de l'Adriatique, qui, les premières, avaient noué des relations com-

merciales et politiques avec l'Europe Occidentale. Ce royaume était connu sous le nom de SERBIA ou de ZETA et se composait de la Zeta supérieure (le Monténégro de nos jours) et de la Zeta inférieure qui non seulement s'étendait jusqu'au Drin, mais englobait aussi de larges territoires sur la rive gauche de ce fleuve. Scutari a été la capitale de ce royaume. La reine Hélène de Serbie, princesse de naissance française, a eu toute cette contrée en apanage vers le milieu du XIII^e siècle. Durant tout le XIV^e siècle ce pays a formé le dauphinat de la couronne serbe, et les dauphins ont résidé à Scutari.

Ces droits historiques de la nation serbe nous imposent le devoir de demander que la frontière Nord de la nouvelle Albanie soit fixée de façon indiquée sur la carte annexée. A l'appui de ce droit historique s'ajoutent en faveur de cette demande, d'autres arguments non moins importants, et tout particulièrement ceux d'ordre ethnographique : en effet les Serbes habitent en grande partie, les deux rives du Drin ; les Albanais actuels de ces contrées sont pour la plupart d'origine serbe. Albanais et Mahométan aujourd'hui, le clan des Mrkojevitch qui habite les environs de Dulcigno, montre déjà par son nom son origine serbe. Pour prouver dans ces contrées l'origine serbe de maintes familles albanaises, on pourrait citer nombre d'autres exemples.

A l'exception de Scutari, toutes ces contrées se trouvent actuellement en la possession incontestable des armées serbes et monténégrines, et les habitants ont aidé à cette occupation non seulement de leur consentement volontaire, mais encore de leur concours armé.

II

Nous désirons attirer particulièrement l'attention sur la portion de territoires serbes située entre le Drin Blanc et Scutari ainsi qu'entre le Drin réuni et la frontière Monténégrine. Les principales villes de ces contrées sont Ipek et Djakova. Il paraît qu'ici les Albanais forment la majorité de la population. Mais depuis le XIV^e siècle, ou plus exactement depuis la création du Patriarcat serbe, et jusqu'à la fin du XVII^e siècle, ces contrées ont été éminemment serbes, elles ont connu un tel degré de civilisation nationale que les Serbes ont choisi Ipek pour résidence de leur patriarcat national. C'est un fait tellement connu qu'il serait superflu de l'appuyer par d'autres preuves. Dans les environs d'Ipek a été construit le couvent Detchani qui représente le plus important et le plus intéressant monument de l'architecture et de la piété serbe au XIV^e siècle. On ne peut admettre un seul moment qu'Ipek eût pu être choisi comme siège du Patriarcat et que le couvent Detchani eût pu être construit dans une contrée qui ne fût pas éminemment serbe, au moment où la Serbie se trouvait à l'apogée de sa puissance politique et nationale. Les contrées qui comprennent Ipek, Detchani et Djakova ont toujours été considérées par tous les Serbes comme une sorte de « terre sainte ». Il n'y a pas de gouvernement

serbe ou monténégrin qui pourrait ou qui oserait céder aux Albanais ou à qui que ce fût cette terre sainte de la nation serbe. Et cela serait absolument inadmissible aujourd'hui, après que les armées serbes et monténégrines ont recouvré par les armes ces territoires sur les Turcs et les Albanais musulmans. Sur ce point, la nation serbe ne voudra et ne pourra faire aucune concession, ne pourra en venir à aucune transaction, à aucun compromis, et il n'y a pas de gouvernement serbe qui oserait s'y prêter. Il est vrai que les Albanais torment de nos jours la majorité de la population de ces contrées. Mais là aussi bien que dans les territoires qui entourent Ochrida et sur les rives de trois Drins, les Albanais ne forment qu'une colonie récente ou plus exactement une invasion. Quand, sous la seconde moitié du dix-septième siècle, l'Autriche fit la guerre à la Turquie, les Serbes se levèrent comme un seul homme, et dans le désir de libérer les pays serbes du joug ottoman, s'unirent à l'armée impériale. Mais quand les forces impériales furent obligées de se retirer des provinces conquises, le peuple Serbe se trouva exposé aux plus cruelles représailles turques pour avoir collaboré avec les armées autrichiennes. Pour se soustraire aux cruautés turques, un grand nombre de Serbes abandonnèrent leurs foyers séculaires et se réfugièrent en Hongrie, sur l'invitation du gouvernement impérial. De ces contrées provenaient surtout les milliers de familles serbes que le patriarche de l'époque, Arsène Charnoyevitch amena, en 1690, en Hongrie. Là-dessus, le gouvernement turc ordonna aux Albanais de descendre de leurs montagnes et de s'installer dans les villages et dans les hameaux serbes particulièrement abandonnés.

De ce que nous disons, les Albanais donnent eux-mêmes la meilleure preuve. Dans leur propre langue, ils s'appellent « SKIPETARS » ou habitants de la montagne. Cela veut bien dire qu'originellement ils n'ont pas habité la plaine. Pour dépouiller les Serbes de leurs terres, pour les exterminer ou les contraindre à l'émigration, ils ont organisé un véritable système, rigoureusement appliqué pendant des siècles.

C'est précisément parce que le peuple serbe a cherché toujours et dans toutes les circonstances à reconquérir sa liberté, que la politique du Gouvernement Turc pendant les deux derniers siècles — et surtout depuis le soulèvement des Serbes sous Karageorges — a tendu constamment et méthodiquement à l'annihilation de cette nation. Pour l'accomplissement de ce dessein cruel on ne pouvait trouver d'agents plus qualifiés que les Albanais. En vain, auprès des autorités turques, les Serbes se sont-ils plaints des violences, des brigandages et des atrocités commises par les Albanais ; le Gouvernement Ottoman n'a fait qu'encourager ces cruautés et ces illégalités. Abandonnés par le Gouvernement, les Serbes de ces contrées n'ont eu d'autre choix que de succomber dans une lutte acharnée contre les envahisseurs albanais ou d'émigrer dans d'autres pays où ils pouvaient espérer trouver justice, ordre et protection ; leur dernier recours était — si cela en est un — de renier leur nationalité et leur religion, et de se proclamer Albanais ! Et c'est ce qui arriva. Nombreux sont les Serbes qui ont péri dans les

guérillas, aussi nombreux ceux qui ont quitté leurs pays natal et ont émigré ; quelques-uns sont restés en se laissant albaniser, ils parlent aujourd'hui albanais quoiqu'ayant conservé en même temps les mœurs serbes ; la plupart des villages habités actuellement par les Albanais portent toujours les anciens noms serbes.

La frontière Nord-Sud de la nouvelle Albanie et de la Serbie est marquée sur notre carte par la ligne de partage des eaux entre l'Adriatique d'une part et d'autre part les lacs de Prespa et d'Ochrida ainsi que le Drin Blanc. C'est la frontière naturelle et la plus rationnelle aussi bien pour la nouvelle Albanie que pour la Serbie. Pour la justifier, on peut faire également appel à des considérations d'ordre ethnique. Aussi toute la toponymie de ces contrées est presque exclusivement slave.

Ce n'est pas par une guerre légitime, mais simplement par les cruautés, par les atrocités et par la violence que les Serbes ont été chassés de leur propre pays ou réduits à n'y être qu'en minorité. Ces violences répugnent à la conscience de tout honnête homme, à quelque race ou religion qu'il appartienne ; la conscience de l'Europe et du monde civilisé en général ne peut que les condamner. L'Europe peut-elle aujourd'hui, après les victoires chrétiennes, loyalement remportées dans une guerre légitime, donner sa sanction à de nouvelles cruautés de ce genre, en nous demandant de laisser aux Albanais les territoires qu'ils nous ont enlevés par la violence et l'usurpation dans un passé relativement récent, des territoires que nous avons récupérés aujourd'hui grâce aux victoires de nos armées. Si toutefois l'Europe veut commettre une telle injustice, la nation serbe ne pourra et ne voudra pas sanctionner semblable violence et semblable usurpation. Par conséquent, tous les territoires se trouvant en dehors des limites de l'Albanie autonome, telles que nous les avons dessinées sur la carte annexée, doivent revenir à la nation serbe, que les populations albanaises y soient en majorité ou en minorité.

III

Nous avons énoncé nos droits historiques sur certaines contrées et nous avons dit qu'il nous était impossible de les abandonner à la violence et à l'usurpation, les moyens grâce auxquels les Albanais nous les ont ravies. Les droits historiques sont des droits moraux, et par là inaliénables. Mais nous avons, en faveur de notre point de vue, un argument d'un caractère encore plus convaincant. Nous admettons volontiers que dans les territoires occupés par l'armée serbe se trouvent des Serbes et des Albanais dans des proportions variables ; ici la majorité étant serbe, là albanaise. Ceux qui connaissent bien les Serbes et les Albanais ne contesteront point la suprématie des premiers quant à la civilisation générale et quant au progrès dans toutes les manifestations de la vie humaine. Nation plus avancée, notre désir de

placer sous notre gouvernement nos concitoyens albanais, avec toutes les garanties qu'un régime libéral peut offrir, est d'autant plus fort et plus injustifiable. Nous ne pouvons admettre que les grandes puissances se prononcent en faveur de l'autre alternative : soumettre au régime arriéré des Albanais des populations serbes beaucoup plus civilisées. Le droit qu'a une nation civilisée d'exercer sa mission civilisatrice auprès d'un peuple arriéré n'est point une innovation, l'histoire offre de nombreux exemples pour le légitimer.

En demandant, par conséquent, l'autorisation de conserver les provinces sur lesquelles nous avons des droits historiques, provinces qui ont été conquises et qui sont occupées à l'heure qu'il est par nos troupes et dans lesquelles l'élément albanais n'a été introduit que par la violence et l'usurpation, nous espérons qu'on ne nous dénierait pas notre qualité de nation civilisée, en mesure d'assumer une mission civilisatrice auprès de nos concitoyens albanais qui sont en retard de quelques siècles sur les autres peuples de l'Europe. Nous sommes sûrs de nous montrer aptes à une pareille mission, faisant régner une administration libérale et humanitaire, dont les bienfaits résultants ne se laisseront point attendre. Afin d'appuyer notre thèse, nous n'entreprendrons point d'entrer dans les détails, de faire appel aux différentes autorités dans le domaine de l'histoire et de l'ethnographie ; nous nous abstenons aussi de présenter des statistiques, toujours incertaines dans un pays tel que la Turquie.

Nous avons constaté que la nation serbe ne peut pas sacrifier la Terre Sainte où se trouvent situés la plus ancienne capitale du premier royaume serbe : Scutari, la résidence du patriarche serbe : Ipek, le couvent Detchani et Djakova. Nous n'avons mentionné expressément ni Prisrend, la capitale serbe du ^{xiii}^e siècle, ni Prilep, la résidence du héros national, Kraliévitche Marko, puisque nous ne pouvons croire un seul moment qu'il se trouve quelqu'un pour contester notre droit sur ces villes.

Nous désirons ajouter ici une autre considération en faveur de notre cause. Toute l'histoire de la nation serbe prouve à l'évidence que nos intérêts nationaux ont été toujours en harmonie avec ceux de l'Europe.

La délimitation de l'Albanie, telle que nous la proposons, serait, dans une grande mesure, conforme à nos droits historiques et aux intérêts légitimes de notre nation ; elle lui rendrait possible de devenir l'un des principaux piliers de la paix, de l'ordre et du progrès moral et économique dans les Balkans. C'est une des plus chères aspirations de notre peuple. Et notre intérêt à ce point de vue est celui de l'Europe. L'intérêt national se rencontre ici avec l'intérêt général de l'Europe, avec l'intérêt de la civilisation générale pour recommander le triomphe de nos droits. Notre devoir est donc d'insister pour obtenir leur reconnaissance.

Nous le devons à notre armée victorieuse.

Nous le devons à notre passé.

Nous le devons à notre avenir.

NORVÈGE — DANEMARK — SUÈDE

Déclaration relative à l'établissement de règles similaires
de neutralité*(21 décembre 1912)*

Les Gouvernements de Norvège, de Danemark et de Suède
ayant, en vue de fixer des règles similaires de neutralité s'accordant
avec les dispositions conventionnelles signées à La Haye, entamé des
négociations qui ont abouti à un accord sur tous les points de principe
comme le prouvent les textes ci-joints des règles adoptées séparément
par les trois Gouvernements respectifs

et appréciant à sa juste valeur l'importance qu'il y aurait à ce que
l'accord si heureusement existant soit maintenu également à l'avenir

sont convenus qu'aucun des trois Gouvernements n'apportera des
changements aux règles approuvées par lui sans avoir préalablement
averti les deux autres assez tôt pour permettre un échange de vues
dans la matière.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs
Gouvernements, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs
cachets.

Fait en trois exemplaires à Stockholm, le 21 décembre 1912.

(L. S.) BRUNCHORST.

(L. S.) OTTO SCAVENIUS.

(L. S.) ALBERT EHRENSVAERD.

*
* *

Règles de neutralité établies par Ordonnance de S. M. le Roi
de Norvège du 18 décembre 1912

CHAPITRE I

Est accordée aux bâtiments de guerre des belligérants l'admission
dans les ports et rades, ainsi que dans les autres eaux territoriales du
Royaume. Toutefois cette admission est subordonnée aux exceptions,
restrictions et conditions qui suivent.

1. a. Est interdit aux bâtiments de guerre des belligérants l'accès des ports et rades de guerre qui auront été proclamés comme tels.

b. Est également interdit à ces navires l'accès des eaux intérieures dont l'entrée est barrée, soit par des mines sous-marines, soit par d'autres moyens de défense.

c. Le Roi se réserve d'interdire, dans les mêmes conditions pour les deux Parties belligérantes, l'accès d'autres ports et rades norvégiens et d'autres parties limitées des eaux intérieures norvégiennes, en vue de circonstances particulières et pour sauvegarder les droits souverains du Royaume et le maintien de sa neutralité.

Les eaux intérieures comprennent outre les ports, entrées des ports, rades et baies, les eaux territoriales situées entre et en deçà des îles, îlots et récifs qui ne sont pas continuellement submergés.

d. Le Roi se réserve également d'interdire l'accès des ports et rades du Royaume au bâtiment de guerre des belligérants qui aurait négligé de se conformer aux règles et prescriptions édictées par les autorités compétentes du Royaume, ou qui aurait violé sa neutralité.

2. a. Les bâtiments de guerre des belligérants sont tenus de respecter les droits souverains du Royaume et de s'abstenir de tous actes qui seraient contraires à sa neutralité.

b. Sont strictement interdits dans les eaux territoriales du Royaume tous actes d'hostilité, y compris l'exercice de la capture et du droit de visite, aussi bien pour ce qui concerne les navires neutres que pour ce qui regarde les navires sous pavillon ennemi. S'il advient qu'un navire ait été capturé dans les eaux territoriales du Royaume, la prise devra être relâchée avec ses officiers, son équipage et sa cargaison.

3. Le simple passage des bâtiments de guerre et des prises des belligérants par les eaux territoriales du Royaume n'est permis que dans la mesure où l'accès de ces eaux leur est accordé, voir No. 1 ci-dessus.

4. a. Est interdit aux bâtiments de guerre des belligérants de demeurer dans les ports et rades, ainsi que dans les autres eaux territoriales du Royaume pendant plus de 24 heures, sauf pour cause d'avaries ou à raison de l'état de la mer ou en conséquence des règles c. et d. ci-après. Dans ces cas ils devront partir dès que la cause du retard aura cessé. Les règles sur la limitation du séjour ne s'appliquent pas aux bâtiments de guerre exclusivement affectés à une mission religieuse, scientifique ou philanthropique, ni aux bâtiments-hôpitaux militaires.

b. Le nombre maximum des bâtiments de guerre d'une partie belligérante qui pourront se trouver en même temps dans un des ports et rades du Royaume, est de trois.

c. S'il advient que des bâtiments de guerre des deux parties belligérantes se trouvent simultanément dans un des ports ou rades du Royaume, il devra s'écouler au moins vingt-quatre heures entre le départ du bâtiment d'une partie belligérante et celui du bâtiment de l'autre, l'ordre du départ étant déterminé par l'ordre des arrivées, à moins que le bâtiment arrivé le premier ne soit dans le cas où la prolongation de la durée du séjour est admise.

d. Un bâtiment de guerre belligérant ne peut quitter un des ports ou rades du Royaume moins de vingt-quatre heures après le départ d'un navire de commerce portant le pavillon de son adversaire. Le cas échéant, les autorités locales chercheront à régler les départs des navires de commerce en vue de parer à la nécessité de prolonger la durée du séjour du bâtiment de guerre.

5. a. Dans les ports et rades du Royaume les bâtiments de guerre des belligérants ne pourront réparer leurs avaries que dans la mesure indispensable à la sécurité de leur navigation, et ils ne pourront accroître, d'une manière quelconque, leur force militaire. Les autorités du Royaume constateront la nature des réparations à faire. Les réparations devront être exécutées le plus rapidement possible.

b. Est interdit aux bâtiments de guerre des belligérants de se servir des ports, rades et eaux territoriales du Royaume pour renouveler ou augmenter leurs approvisionnements militaires ou leur armement ou pour compléter leurs équipages.

c. Les bâtiments de guerre des belligérants ne pourront se ravitailler dans les ports et rades du Royaume que pour compléter leur approvisionnement normal du temps de paix.

d. Dans les ports et rades du Royaume les bâtiments de guerre des belligérants ne pourront prendre du combustible que dans la mesure nécessaire pour compléter le plein de leurs soutes proprement dites y compris les réservoirs à combustibles liquides. Ayant pris du combustible dans un des ports ou rades du Royaume, ils ne pourront renouveler leur approvisionnement dans ces ports et rades qu'après trois mois.

6. a. Les bâtiments de guerre des belligérants devront se servir des pilotes brevetés du Royaume à l'entrée et à la sortie des ports et rades, mais ils ne pourront se servir autrement des dits pilotes excepté, en cas de détresse, pour échapper à un danger de mer imminent.

b. Les règlements sanitaires, de pilotage, de douane, de port et de police du Royaume devront être observés et respectés par les bâtiments de guerre des belligérants.

CHAPITRE II

Les corsaires ne seront point admis ni dans les ports et rades ni dans les autres eaux territoriales du Royaume.

CHAPITRE III

1. Est interdit d'amener des prises dans un des ports ou rades du Royaume, sauf pour cause d'innavigabilité, de mauvais état de la mer, de manque de combustible ou de provisions. La prise qui pour une de ces causes aura été amenée dans un des ports ou rades du Royaume, devra repartir aussitôt que cette cause aura cessé.

2. Aucun tribunal des prises ne peut être constitué par un belligérant, ni sur le sol du Royaume ni sur un navire dans ses eaux territoriales. Est également défendue la vente d'une prise dans un des ports et rades du Royaume.

CHAPITRE IV

1. Est interdit aux belligérants de faire des ports et eaux du Royaume la base d'opérations navales contre leurs adversaires.

Est notamment défendu aux belligérants d'installer sur le sol et dans les eaux territoriales du Royaume des stations radiotélégraphiques ou tout appareil destiné à servir comme moyen de communication avec des forces belligérantes sur terre ou sur mer.

2. Est interdit aux belligérants d'établir des dépôts de combustible, soit sur le sol du Royaume, soit sur des navires stationnés dans ses eaux territoriales.

3. Est interdit dans la juridiction du Royaume l'équipement ou l'armement de tout navire destiné à croiser ou à concourir à des opérations hostiles contre une puissance en paix avec le Royaume. Est également interdit le départ hors de sa juridiction de tout navire destiné à croiser ou à concourir à des opérations hostiles et qui aurait été dans ladite juridiction adapté tout ou en partie à des usages de guerre.

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret portant promulgation de l'accord signé à Berlin, le 2 février 1912, entre la France et l'Allemagne, au sujet de la nationalité des personnes se trouvant dans les territoires échangés le 4 novembre 1911, par la France et l'Allemagne, en Afrique équatoriale.

(24 Septembre 1912)

Le Président de la République française,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, et du Ministre des Colonies,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Le Sénat et la Chambre des Députés ayant approuvé l'accord signé à Berlin, le 2 février 1912, entre la France et l'Allemagne, au sujet de la nationalité des personnes se trouvant dans les territoires échangés, le 4 novembre 1911, par la France et l'Allemagne en Afrique équatoriale, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Berlin, le 14 septembre 1912, ledit accord dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution (1).

(1) Cf. *Arch. Dipl.* tome 123.

ART. 2

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 24 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,*

R. POINCARÉ.

*Le Ministre des Colonies,
A. LEBRUN.*

Décret relatif à la comptabilité des agences consulaires.

(18 Septembre 1912)

Le Président de la République française,

Vu la 13^e disposition générale du tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires (art. 58 de la loi de finances du 8 avril 1910) ;

Vu le décret du 20 décembre 1890,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Le total des recettes annuelles de toute agence consulaire ayant encaissé dans l'année plus de 1.000 francs sera inscrit à titre de recettes budgétaires (recettes diverses) dans la comptabilité du poste diplomatique ou consulaire dont relève l'agence.

ART. 2

Dans le premier trimestre de chaque année, le chef de la circonscription consulaire transmet au Ministère des Affaires Étrangères : 1° les tableaux de répartition des recettes des agences consulaires relevant de son poste qui sont soumises au prélèvement du Trésor ; 2° les traites représentant la part du Trésor dans les recettes de ces agences ; 3° les déclarations de retenue de toutes les agences consulaires.

ART. 3

Ces dispositions seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1913.

ART. 4

Le décret du 5 décembre 1909 est abrogé.

ART. 5

Le Ministre des Affaires Étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,*

R. POINCARÉ.

Décret portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères,
sur l'exercice 1912, d'un crédit supplémentaire à l'occasion
des funérailles de S. M. l'Empereur du Japon.

(2 octobre 1912)

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres des Affaires Étrangères et des Finances,

Vu la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, notamment l'article 4, relatif aux crédits à ouvrir par décrets pendant la prorogation des Chambres ;

Vu la loi du 27 février 1912, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912, et notamment l'état F y annexé, relatif à la nomenclature des services pouvant seuls donner lieu à ouverture de crédits supplémentaires par décrets pendant la prorogation des Chambres, en exécution de l'article 5 de la loi susvisée du 14 décembre 1879 ;

De l'avis du Conseil des ministres ;

Le Conseil d'Etat entendu,
Décrète :

ARTICLE PREMIER

Il est ouvert au Ministre des Affaires Étrangères sur l'exercice 1912, en addition aux crédits alloués par la loi du 27 février 1912 et par les lois spéciales, un crédit supplémentaire de 27.000 francs sur le chapitre 29 (Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger.)

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1912.

ART. 2

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans la première quinzaine de leur prochaine réunion.

ART. 3

Le Ministre des Affaires Étrangères et le Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 2 octobre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,
R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,
L.-L. KLOTZ.

Décrets autorisant l'exécution en France de libéralités en faveur
d'œuvres de bienfaisance.

(28 septembre 1912)

Le Président de la République française

Sur le rapport du Ministre des Affaires Étrangères,

Vu les dispositions testamentaires de M^{me} Marie-Françoise-Ursule-Joséphine Wiriath, veuve de M. Charles-Joseph Clavé, du 9 juin 1907 ;

Vu l'acte de décès de la testatrice en date du 12 décembre 1910 ;

Vu les pièces constatant l'accomplissement des formalités de publication et d'affichage prescrites par le décret du 1^{er} février 1896 et l'absence d'opposition ;

Vu l'article 910 du code civil ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 12 janvier 1854 ;

La section de Législation, de la Justice et des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, des Cultes, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts entendue,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Est autorisée l'exécution en France des libéralités consenties par M^{me} Wiriath, veuve de M. Clavé, par testament du 9 juin 1907, en faveur de l'orphelinat de la rue du Bourg, à Mulhouse, de l'hôpital civil catholique de Mulhouse, de l'hospice de Saint-Morand, près d'Altkirch, de la commune de Spebach-le-Haut, des pauvres de Landser et de la fabrique de l'église de Landser.

ART. 2

Le Ministre des Affaires Étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 28 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,*

R. POINCARÉ.

*
* *

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Affaires Étrangères,

Vu les dispositions testamentaires de M^{lle} Olga Moret des 5 mars 1905 et 7 décembre 1905 ;

Vu l'acte de décès de la testatrice, décédée à Paris, en date du 18 février 1906 ;

Vu la lettre en date du 4 mai 1906 par laquelle M^e Gomart, notaire, fait connaître que le légataire universel estime que le bénéficiaire du legs fait par M^{lle} Olga Moret à l'asile des vieillards de l'église catholique française est l'asile de vieillards de Moscou ;

Vu les pièces constatant l'accomplissement des formalités de publication et d'affichage prescrites par le décret du 1^{er} février 1896 ;

Vu la convention entre la France et la Russie du 1^{er} avril 1874 ;

Vu l'article 910 du code civil ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 12 janvier 1854 ;

Vu l'article 19 de la loi du 25 février 1901 ;

La section de Législation, de la Justice et des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, des Cultes, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts entendue,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Est autorisée l'exécution en France de la libéralité pouvant résulter, en faveur de l'asile de vieillards de l'église catholique française de Moscou de la disposition du testament du 5 mars 1904, de M^{lle} Olga Moret ainsi conçue : « Je lègue... 6° à l'asile de vieillards de l'église catholique française la somme de 10.000 francs. »

ART. 2

Il est déclaré que cette libéralité a le caractère de bienfaisance prévu par l'article 19, paragraphe 2, de la loi du 25 février 1901.

ART. 3

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 28 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,
R. POINCARÉ.

Décrets concernant l'organisation du Ministère
des Affaires Etrangères

(8 septembre 1912)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre des Finances,

Vu les lois de finances des 29 décembre 1882, article 16 ; 13 avril 1900, article 35 ; 25 février 1901, article 55 ; 30 mars 1902, article 79 ; 22 avril 1905, article 43 ; 8 avril 1910, article 99, et 13 juillet 1911, article 146 ;

Vu la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes ;

Vu les décrets des 12 mai 1891, 13 août 1910 et 2 septembre 1911, relatifs à l'organisation de l'administration centrale du Ministère des Affaires Étrangères,

Le Conseil d'Etat, entendu,

Décrète :

ARTICLE PREMIER

Les cadres du personnel de l'administration centrale du Ministère des Affaires Étrangères comprennent, outre le personnel du cabinet :

3 emplois de directeurs.

1 emploi de chef du service du protocole.

1 emploi de chef de division.

6 emplois de sous-directeurs.

- 12 emplois de chefs de bureau.
- 13 emplois de sous-chefs de bureau.
- 14 emplois de rédacteurs.
- 2 emplois de secrétaires interprètes pour les langues orientales.
- 38 emplois d'attachés.
- 6 emplois d'attachés stagiaires.
- 7 emplois de secrétaires archivistes.
- 7 emplois d'attachés classeurs.
- 2 emplois d'archivistes-paléographes.
- 1 emploi de bibliothécaire.
- 1 emploi de géographe.
- 1 emploi de chef du service des traducteurs.
- 1 emploi de chef du service intérieur.
- 2 emplois de traducteurs.
- 9 emplois d'attachés à la comptabilité.
- 9 emplois d'attachés au chiffre.
- 18 emplois de commis expéditionnaires.
- 10 emplois de commis comptables.
- 1 emploi d'inspecteur conservateur du matériel.
- 3 emplois de courriers de cabinet.
- 64 emplois d'agents du service intérieur, savoir :
 - 1 surveillant.
 - 1 ouvrier chef typographe.
 - 1 ouvrier chef lithographe.
 - 1 ouvrier chef relieur.
- 56 huissiers, suisses, concierges, gardiens de bureau, brigadier facteur et courriers facteurs.
- 4 ouvriers commissionnés.

ART. 2

Les traitements du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeurs		20.000
Chef du service du protocole de.	8.000 à	16.000
(Par avancements successifs de 1.000 francs.).		
Chef de division, de.	8.000 à	16.000
(Par avancements successifs de 1.000 francs.).		

Sous-directeurs de. 8.000 à 14.000
(Par avancements successifs de 1.000 francs).

Chefs de bureau :

Classe exceptionnelle.	10.000
1 ^{re} classe	9.000
2 ^e classe.	8.000
3 ^e classe	7.000

Sous-chefs de bureau :

1 ^{re} classe.	6.000
2 ^e classe.	5.500
3 ^e classe.	5.000

Rédacteurs :

1 ^{re} classe.	7.000
2 ^e classe.	6.000 et 6.500
3 ^e classe	5.000 et 5.500

Secrétaires interprètes. 6.000

Attachés de 2.000 à 4.000 francs :

4.	à 4.000
4.	à 3.500
5.	à 3.000
10.	à 2.500
15.	à 2.000

(Par avancements successifs de 500 francs).

Secrétaires archivistes, de. 4.000 à 7.000
(Par avancements successifs de 500 francs).

Attachés classeurs, de 3.000 à 5.000
(Par avancements successifs de 500 francs).

Archivistes-paléographes.	} De 3.000 à 7.000
Bibliothécaire.	
Géographe.	
Chef du service des traducteurs.	
Chef du service intérieur	

(Par avancements successifs de 500 francs).

Traducteurs, de. 2.000 à 3.000
(Par avancements successifs de 250 francs).

Attachés à la comptabilité, attachés au chiffre :

1 ^{re} classe		4.500
2 ^e classe.	3.500 à	4.250
3 ^e classe	2.500 à	3.250

(Par avancements successifs de 250 francs).

Commis expéditionnaires, commis comptables, inspecteur conservateur du matériel :

1 ^{re} classe.		4.000
2 ^e classe.	3.000 à	3.750
3 ^e classe.	2.000 à	2.750

(Par avancements successifs de 250 francs):

Courriers de cabinet. 3.000

Agents du service intérieur :

Surveillant, de.	2.200 à	3.400
Ouvrier chef typographe.	} De 2.000	
Ouvrier chef lithographe.		à
Ouvrier chef relieur.		4.000

(Par avancements successifs de 200 francs).

Huissiers, suisses, concierges, gardiens de bureau, brigadier facteur et courriers facteurs, ouvriers commissionnés, de. 1.600 à 2.400

(Par avancements successifs de 100 francs).

Les attachés stagiaires reçoivent, pendant la durée du stage, une indemnité annuelle de 1.500 francs, non soumise aux retenues pour pensions civiles.

ART. 3

Le directeur des affaires politiques et commerciales reçoit, dans la limite des crédits budgétaires, une indemnité annuelle, fixée par arrêté ministériel, à titre de frais de représentation.

ART. 4

Indépendamment des cadres fixés à l'article 1^{er}, il peut être employé dans les bureaux de l'administration centrale, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits, des dames dactylographes non

commissionnées ou auxiliaires dont le nombre total ne peut dépasser quinze.

Un arrêté du ministre détermine le mode de recrutement de ce personnel.

Les conditions dans lesquelles les dames dactylographes reçoivent une pension de retraite sont déterminées par un décret rendu en exécution de l'article 10 de la loi du 5 avril 1910.

En dehors de ce personnel, il peut être employé à titre temporaire, dans les bureaux de l'administration centrale, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget du ministère, des agents affectés à l'exécution de travaux spéciaux. Leur situation est réglée par arrêté ministériel.

Outre les agents du service intérieur prévus à l'article 1^{er}, il peut être employé, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits, des hommes d'équipe et des ouvriers payés à la journée.

ART. 5

Toute nomination ou mutation doit être accompagnée du visa du contrôleur des dépenses engagées.

ART. 6

Les modifications de cadres et de traitements prévues par le présent décret ne seront réalisées qu'au fur et à mesure des disponibilités produites par les extinctions ou par les mouvements de personnel et dans la limite des crédits inscrits au budget. Leur effet pourra être reporté au 1^{er} mars 1912, en ce qui concerne les agents du service intérieur.

ART. 7

Sont abrogés le décret du 13 août 1910, modifié par le décret du 2 septembre 1911, et généralement toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 8

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 8 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,
R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,
L.-L. KLOTZ.

*
* *

Le Président de la République française,
Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,

Décète :

ARTICLE PREMIER

L'administration centrale du Ministère des Affaires Étrangères comprend :

- 1° Le cabinet du ministre ;
- 2° Le service du protocole ;
- 3° La direction des affaires politiques et commerciales ;
- 4° La direction des affaires administratives et techniques ;
- 5° La direction de la comptabilité.

ART. 2

La qualification, la répartition et l'effectif du personnel des différents services de l'administration centrale sont fixés conformément au tableau ci-après (*voir ci-contre*).

Outre le personnel prévu à ce tableau, six attachés stagiaires sont employés dans les bureaux de l'administration centrale et affectés par simple lettre ministérielle, selon les nécessités du service.

TABLEAU DU PERSONNEL
DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Annexé au Décret du 8 Septembre 1912

DÉSIGNATION	DIRECTEURS et chef du service du protocole	SOUS-DIRECTEURS	CHEFS DE BUREAU
I. — <i>Cabinet du ministre. — Services rattachés au cabinet du ministre.</i>	»	»	»
a) Bureau du Personnel.....	»	»	1
b) Bureau du départ.....	»	»	1
II. — <i>Service du protocole</i>	1	»	»
III. — <i>Direction des affaires politiques et commerciales</i>	1	»	»
1° Bureau du chiffre.....	»	»	1
2° Service d'ordre et secrétariat.....	»	»	»
3° Sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient.....	»	2	»
4° Sous-direction d'Asie et d'Océanie.....	»	1	»
5° Sous-direction d'Amérique.....	»	1	»
6° Bureau de la Tunisie.....	»	»	1
7° Bureau du Maroc.....	»	»	1
8° Service des communications.....	»	»	1
9° Bureau du écoles et des œuvres françaises à l'étranger.....	»	»	1
10° Sous-direction des archives (1)			
a) Bureau des archives contemporaines.....	»	1	1
b) Service des archives historiques et communications au public.....	»	»	»
c) Bibliothèque.....	»	»	»
11° Service géographique.....	»	»	»
IV. — <i>Direction des affaires administratives et techniques</i>	1	»	»
Service d'ordre et secrétariat.....	»	»	»
Sous-direction des unions internationales et des affaires consulaires.....	»	1	»
Sous-direction des chancelleries et du contentieux administratif.....	»	1	»
Bureau des affaires administratives et judiciaires.....	»	»	1
Bureau des affaires d'état-civil.....	»	»	1
Service du contentieux administratif.....	»	»	1
Service des traducteurs.....	»	»	»
V. — <i>Direction de la Comptabilité</i>	1	»	»
1 ^{er} bureau. — Bureau central.....	»	»	»
Ordonnancement.....	»	»	»
2 ^e bureau. — Liquidation des dépenses.....	»	»	1
Comptabilité des traites.....	»	»	»
3 ^e bureau. — Agent comptable des chancelleries.....	»	»	1
4 ^e bureau. — Service intérieur et matériel.....	»	»	»
TOTAUX.....	4	7	12

(1) Le décret du Conseil d'État indique un emploi de chef de division : il n'est autorisé qu'à titre temporaire en attendant que la loi de finances ait régularisé la création d'un emploi sous-directeur.

SOUS-CHEFS DE BUREAU	RÉDACTEURS	ATTACHÉS	SECRÉTAIRES ARCHIVISTES et attachés classeurs	BIBLIOTHÉCAIRE, GÉOGRAPHE et secrétaires interprètes	ARCHIVISTES-PALÉOGRAPHES chef du service des traducteurs	TRADUCTEURS courrier de cabinet	CHEF DU SERVICE INTÉRIEUR	ATTACHÉS A LA COMPTABILITÉ	ATTACHÉS AU CHIFFRE	COMMIS EXPÉDITIONNAIRES et commis comptables	CONSERVATEUR DU MATÉRIEL
»	2	3	»	2	»	»	»	»	»	»	»
1	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»
2	»	3	1	»	»	»	»	»	»	2	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	»
»	1	2	3	»	»	»	»	»	»	4	»
»	5	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	3	»	»	2	»	»	»	»	»	»
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	11	»
»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	1	»	»	1	2	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»
1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»
2	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»
1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
13	14	38	14	4	3	5	1	9	9	28	1

ART. 3

La répartition du personnel de l'administration centrale pourra, selon les besoins du service, être modifiée par arrêté ministériel.

ART. 4

Il sera alloué des indemnités aux jurisconsultes du département appelés à donner des consultations.

ART. 5

Le premier sous-directeur d'Europe, d'Afrique et d'Orient remplit les fonctions d'adjoint au directeur des affaires politiques et commerciales. Il supplée le directeur en cas d'absence ou d'empêchement. Il préside la réunion quotidienne des sous-directeurs et des chefs de bureau ; il leur distribue le travail ; il contrôle le service intérieur de la direction, le classement et la garde des archives. Il signe « pour le ministre et par autorisation » toutes les pièces que le directeur est autorisé à signer de la sorte et dont celui-ci ne se réserve pas la signature. Il est plus spécialement chargé des affaires politiques qui ressortissent à la sous-direction.

Le deuxième sous-directeur est plus spécialement chargé des affaires commerciales, financières et contentieuses. En cas d'absence du premier sous-directeur, il le remplace pour la partie de sa tâche qui concerne la sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient.

ART. 6

Aucun agent du grade de ministre plénipotentiaire ne peut remplir de fonctions inférieures à celles de sous-directeur.

Aucun agent du grade de secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe ou de consul général ne peut remplir les fonctions inférieures à celles de rédacteur.

ART. 7

Il n'est pas conféré de grades de directeur adjoint, de sous-directeur adjoint, de chef de bureau adjoint ou de sous-chef de bureau adjoint.

ART. 8

Les attributions des différents services de l'administration centrale du Ministère des Affaires Étrangères sont réglées ainsi qu'il suit :

I. — CABINET DU MINISTRE, PERSONNEL ET SECRÉTARIAT

Cabinet. — Ouverture des dépêches ; correspondance personnelle du ministre ; audiences ; relations avec le Parlement et la presse.

Bureau du personnel. — Personnel ; propositions et nominations des agents dans la Légion d'honneur ; rédaction et publication de l'Annuaire.

Bureau du départ et de l'arrivée des correspondances et des courriers. — Service des valises.

II. — SERVICE DU PROTOCOLE

Cérémonial : question d'étiquette et de préséance. Protocole du Président de la République et du Ministre des Affaires Étrangères. Réception des ambassadeurs et des membres du corps diplomatique étranger. Audiences diplomatiques. Présentation des étrangers. Correspondance relative aux privilèges, immunités et franchises diplomatiques n'ayant pas un caractère contentieux. Propositions et nominations dans la Légion d'honneur des Français résidant à l'étranger. Propositions et nominations des étrangers dans la Légion d'honneur. Décorations étrangères conférées à des agents français. Envoi de décorations étrangères, demandes d'autorisation pour accepter et porter ces décorations. Préparation et expédition des lettres de notification des lettres de créance, des lettres de rappel et de récréance. Expédition des traités, conventions, déclarations et arrangements. Expédition des ratifications et des décrets de publication de ces actes. Expédition des pleins pouvoirs : commissions et provisions. Admission des consuls étrangers en France et dans les colonies françaises.

III. — DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES

1^o *Bureau du chiffre.* — Chiffre ; correspondance télégraphique.

2^o *Service d'ordre et secrétariat.* — Secrétariat du directeur ; enregistrement et départ des dépêches ; classement et garde des dossiers ; expédition.

3^o *Sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient.* — 1^{re} section. — Rédaction des instructions et centralisation des renseignements de politique générale ; correspondance et travaux politiques concernant les pays d'Europe, les possessions des puissances européennes en Afrique, l'Égypte, l'Abyssinie, la Turquie d'Asie, la Perse et Mascate. Questions militaires. Service des attachés militaires et navals.

2^e section. — Correspondance et travaux commerciaux, financiers et contentieux concernant les pays d'Europe, les possessions des puissances européennes en Afrique, l'Égypte, l'Abyssinie, la Turquie

d'Asie, la Perse et Mascate. Questions de droit international public ; arbitrages ; cour de La Haye.

4° *Sous-direction d'Asie et d'Océanie.* — Correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant la Chine (y compris Hong-Kong), l'Asie centrale et nord-orientale, le Japon, l'Indo-Chine, le Siam, les Philippines, les Indes anglaises et néerlandaises, l'Australie et les îles du Pacifique appartenant aux puissances européennes.

5° *Sous-direction d'Amérique.* — Correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, le Canada, Terre-Neuve, Hawaï, les Antilles.

6° *Bureau de la Tunisie.*

7° *Bureau du Maroc.*

8° *Service des communications.* — Communications à la presse et au public ; résumé de la presse et des revues françaises et étrangères.

9° *Bureau des écoles et des œuvres françaises à l'étranger.* — Correspondance relative aux écoles et aux œuvres françaises à l'étranger ; répartition des allocations. Situation des instituteurs et professeurs en service détaché.

10° *Sous-direction des Archives :*

A. Bureau des archives contemporaines. — Classement et garde des archives récentes ; rédaction de notes pour le département. Réserve.

B. Service des archives historiques et des communications au public. — Conservation des archives historiques ; communication aux historiens ; secrétariat de la commission des archives diplomatiques.

C. Bibliothèque.

11° *Service géographique.* — Conservation des cartes et documents géographiques ; études géographiques et travaux cartographiques pour le département.

12° *Jurisconsultes du département.* — Avis sur les questions de droit international.

IV. — DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

Service d'ordre et secrétariat. — Service du secrétariat du directeur ; enregistrement et départ des dépêches ; ouverture et classement des dossiers ; expédition.

1° *Sous-direction des unions internationales et des affaires consulaires.* — Conventions consulaires. Organisation consulaire. Privilèges et immunités des consuls. Administration consulaire : questions maritimes

(police de la navigation, francisation, sauvetage, pêches maritimes) ; surveillance sanitaire.

Convention de Genève. Conventions pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de la propriété industrielle. Conventions monétaires. Conventions sanitaires. Conventions sur la protection du travail. Unions postales, télégraphiques, téléphoniques. Union relative au transport des marchandises par chemin de fer. Accords relatifs aux routes, rivières et canaux internationaux. Union pour la surveillance de la pêche maritime. Convention des poids et mesures. Union sucrière. Union antiphyllloxérique. Union pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture. Union sismologique. Questions ouvrières.

Congrès et missions n'ayant un caractère ni politique ni commercial. Service météorologique.

2° *Sous-direction des affaires de chancellerie et du contentieux administratifs.* — 1^{er} bureau. — Affaires administratives. Recherches dans l'intérêt des familles. Pouvoirs, fonctions et attributions des consuls français à l'étranger et des consuls étrangers en France. Contrôle de la gestion des dépôts. Etablissement et application du tarif des droits consulaires. Statistiques des droits de chancellerie. Pouvoirs des agents consulaires non rétribués. Tutelles, dispenses pour mariage.

2^e bureau. — Affaires de successions et d'état civil. Conventions relatives au règlement des successions de Français morts à l'étranger et des étrangers morts en France. Conventions ayant pour objet l'échange des actes de l'état civil. Recouvrement de créances à l'étranger. Délivrance des légalisations et visas. Conservation des registres et des actes de l'état civil, ainsi que des registres des actes notariés. Délivrance des expéditions des actes de l'état civil et des actes notariés déposés au département (application des lois du 8 juin 1893) Mentions à opérer en marge des actes de l'état civil français (loi du 27 août 1897).

3^e bureau. — Questions de droit international public : extraditions, expulsions.

Questions de droit international privé. — Contentieux administratif, nationalité, naturalisation.

Application et préparation des conférences de droit international privé de La Haye ; commissions rogatoires, actes judiciaires ; recours en grâce, assistance judiciaire ; juridiction consulaire.

Questions d'assistance : rapatriements diplomatiques et administratifs ; conventions d'assistance ; assistance aux indigents étrangers ; application des conventions relatives à la répression de la traite des blanches ; question de nomades, etc., etc.

Service des traducteurs.

Service des affaires militaires.

V. — DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ

1^{er} bureau. — Budget ; correspondance générale ; service des immeubles à l'étranger ; ordonnancement ; comptabilité centrale.

2^e bureau. — Liquidation des traitements et des dépenses ; secours ; pensions ; régularisation des traites émises à l'étranger.

Agent comptable des traites.

3^e bureau. — Comptabilité des chancelleries ; centralisation des recettes effectuées à l'étranger ; contrôle de l'application du tarif ; comptes d'avances avec le Trésor et les différents correspondants administratifs.

4^o bureau. — Service intérieur ; matériel.

ART. 9

Toute proposition de nomination, de mutation ou d'augmentation de traitement présentée au ministre par le chef du personnel sera appuyée d'un avis du directeur ou du chef de service compétent et devra être accompagnée du visa du contrôleur des dépenses engagées.

ART. 10

Le recrutement du personnel n'appartenant pas aux carrières diplomatiques et consulaires sera effectué dans des conditions fixées par arrêté ministériel.

ART. 11

Sont abrogés les décrets des 13 août et 13 décembre 1910, 2 septembre 1911, 29 janvier, 8 février et 19 juillet 1912.

ART. 12

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 8 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,
R. POINCARÉ.

Extraits du rapport fait au nom de la Commission des Affaires extérieures, des protectorats et des colonies, chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention conclue à Madrid, le 27 novembre 1912, entre la France et l'Espagne, en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'Empire chérifien, par M. Noulens, Député.

(27 février 1913)

Avant d'examiner les clauses du traité par lequel, à la date du 27 novembre 1912, la France et l'Espagne ont réglé leurs rapports réciproques au Maroc, en même temps que leur rôle respectif au regard du Gouvernement chérifien et des puissances, nous croyons indispensable de rappeler quelle était la situation des deux nations contractantes, en droit et en fait, au moment où se sont ouvertes les négociations.

Nous apprécierons mieux ainsi l'étendue des difficultés qu'il fallait résoudre et les motifs qui ont dicté les dispositions du traité.

LES TITRES SPÉCIAUX DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE AU MAROC

La France a acquis, de longue date, des titres spéciaux dans l'empire chérifien. Ils résultent de la position limitrophe de l'Algérie, du souci de maintenir dans notre grande colonie une tranquillité longtemps menacée par l'état de trouble des régions marocaines, des efforts de civilisation faits par nos compatriotes sur différents points du Maroc, des emprunts que nous avons garantis au profit du Maghzen dès 1904, enfin d'un enchevêtrement d'intérêts dont nul ne saurait nier ni l'étendue, ni la portée.

Reconnus à maintes reprises d'une façon implicite par les diverses puissances, nos droits ont été consacrés dans nos accords de 1904 avec l'Angleterre et avec l'Espagne. Même à Algésiras, ils sont sortis de la Conférence fortifiés des avantages que nous avons obtenus dans la représentation des intérêts économiques et de notre participation dominante dans l'organisation de la police marocaine des ports. Un peu plus tard, nous les avons vu s'accroître de toute la valeur des sacrifices consentis par la France pour la défense de ses nationaux et des étrangers dans la Chaouïa. Dès le 8 février 1909, la déclaration franco-allemande reconnaissait « les intérêts politiques particuliers de la France ». Enfin, lorsqu'après l'occupation de Fez imposée par la révolte des tribus et le salut des Européens, l'Allemagne réclamait des avantages territoriaux en échange du règlement de la question marocaine, elle ne contestait pas l'existence de nos droits ; elle invoquait seulement, à son profit, certains intérêts.

Quoi qu'il en soit, les obstacles opposés à notre liberté d'action ont été définitivement aplanis par le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 et par l'adhésion qu'il a reçue, à l'heure actuelle, de toutes les puissances, sauf de celles, qui, sans élever la moindre difficulté, ont retardé leur réponse pour respecter l'obligation constitutionnelle de consulter leur Parlement.

C'est à la faveur d'une situation ainsi régulièrement consacrée que nous avons pu, le 30 mars 1912, conclure avec le Gouvernement chérifien un traité de protectorat qui nous permettra, par la réalisation d'un programme de réformes administratives et d'améliorations économiques, de remplir la mission que nous avons assumée avec l'agrément de l'Europe.

Les titres que l'Espagne fait valoir sur certaines parties de l'empire marocain sont analogues à ceux que nous avons revendiqués dans le passé. Le voisinage des côtes de l'Andalousie avec celles du Maroc, la nécessité fréquente de protéger les établissements et les sujets espagnols au milieu des désordres marocains ont créé des relations séculaires entre les deux pays et déterminé l'Espagne à des occupations de territoires obtenues dans le Rif et dans le Sous par la force de la conquête ou par la vertu des traités.

C'est ainsi qu'à la fin du ^{xvi}e siècle l'Espagne possédait déjà le préside « majeur » de Ceuta et les trois présides « mineurs » de Melilla, Peñon de Velez et Alhucemas.

Ces places furent, pendant tout le ^{xvii}e siècle et la plus grande partie du ^{xviii}e, le théâtre de sièges interminables ; elles n'ont été conservées que grâce à la ténacité de leurs défenseurs.

Le 28 mai 1767 fut conclu le premier traité de paix et de commerce entre l'Espagne et le Maroc. Cet accord reconnaissait l'existence des présides de Ceuta et de Melilla, Peñon de Velez et Alhucemas ; il garantissait leur intégrité, en autorisant l'abornement des limites étroites que leur assignait le sultan.

La lutte ne s'en poursuivit pas moins entre Espagnols et Maures avec des alternatives de paix et d'hostilité, marquées par des négociations qui consolidaient périodiquement l'Espagne dans ses établissements.

Le siège de Ceuta, en 1781, donna lieu à l'accord général du 1^{er} mars 1799, signé à Meknès. Les limites des présides restaient les mêmes, mais des dispositions particulières réglaient l'aide mutuelle que se promettaient les deux gouvernements pour assurer le maintien de la tranquillité dans le voisinage des places espagnoles.

Après une longue période de calme relatif, le Gouvernement espagnol, préoccupé de limiter les progrès vers l'Ouest de notre occupation algérienne, s'empara, en 1848, des îles Zaffarines qui dominent la position du cap de l'Eau, à l'embouchure de la Moulouya. Ce fut le cinquième préside.

Divers incidents de frontières rendirent nécessaires un nouvel accord hispano-marocain qui fut signé le 24 avril 1859. Il étendait les limites du préside de Melilla et lui assurait une zone de protection, ainsi qu'aux autres présides « mineurs ».

Bientôt pourtant, une attaque de la tribu des Andjeras, dirigée contre Ceuta amenait le Gouvernement espagnol à exercer une action militaire vigoureuse. Déjà Tétouan était pris et Tanger menacé par les troupes espagnoles, quand l'Angleterre inquiète d'une expédition qui se déroulait sur la côte opposée à Gibraltar intervint pour la conclusion de la paix.

Le traité du 25 avril 1860 qui mit fin aux hostilités stipulait l'évacuation de Tanger contre le paiement d'une indemnité de guerre dont l'Angleterre fit, d'ailleurs, l'avance au Gouvernement marocain. Le sultan consentait, en outre, une cession de territoire pour la défense de Ceuta, et s'engageait à installer des gardes marocaines autour des présides.

A la fin de 1893, un grave conflit d'origine religieuse oblige les Espagnols à envoyer 25.000 hommes de renfort à Melilla. Le traité du 5 mars 1894 qui intervient après plusieurs mois de luttes et ne reçoit pas d'exécution, est bientôt remplacé par la convention du 24 février 1895 aux termes de laquelle des garanties sont données à l'Espagne pour la surveillance de la zone neutre reconnue autour de Melilla.

Les présides dont nous venons, à grands traits, de rappeler l'histoire sont juridiquement des territoires espagnols. Aussi sont-ils administrés comme les provinces mêmes de la métropole.

Au sud-ouest du Maroc, l'Espagne revendiquait depuis longtemps un territoire, en vertu des droits que lui conférait le traité du 28 mai 1767, le premier qui ait été signé entre l'Espagne et le Maroc. Dans cet accord, le sultan concédait, en effet, aux Espagnols et aux gens des Canaries le droit exclusif de pêche « depuis Santa Cruz jusqu'au Nord ». Mais il s'abstenait de prendre une décision au sujet de la factorerie que le roi d'Espagne voulait fonder au sud de la rivière Noun. Le sultan entendait ainsi ne pas être rendu responsable « des accidents et malheurs qui ne manqueraient pas de se produire dans ce pays, qui n'était pas soumis à la suzeraineté et était habité par des peuplades sauvages ».

Ce droit de pêche était d'ailleurs reconnu à nouveau par l'article 35 du traité général du 1^{er} mars 1799 ; mais c'est en 1860 seulement, après l'expédition militaire de Tétouan, que l'article 8 du traité qui porte cette date concéda à perpétuité à Sa Majesté catholique, sur la côte de l'Océan Atlantique et près de Santa Cruz de Mar Pequeña, un terrain suffisant pour la formation d'un établissement de pêche semblable à celui que l'Espagne avait autrefois possédé dans ces parages. L'emplacement affecté à cet usage devait être désigné et délimité par les représentants des deux parties contractantes.

Le gouvernement espagnol réclama vainement à plusieurs reprises l'exécution de cet engagement. Ce ne fut qu'en 1878 que, devant l'insistance du cabinet de Madrid, une commission mixte finit par se constituer et s'embarqua à bord d'un bâtiment espagnol. Ce navire longea la côte entre l'oued Sous et l'oued Noun ; après examen, le choix des commissaires se fixa sur la petite bale d'Ifni, où se trouvaient les ruines d'un ancien château fort que l'on déclara être celles de la forteresse bâtie en 1776 par Herrera. Le 21 janvier 1878, les commissaires ayant obtenu l'adhésion des chefs des tribus, dressèrent l'acte qui attribuait à l'Espagne la rade d'Ifni. La ratification du sultan intervint au mois d'octobre 1883.

Le territoire d'Ifni semblait comprendre alors environ 70 kilomètres carrés et avoir une population de 6.000 habitants.

L'Espagne était, on le voit, fondée à s'attribuer des titres spéciaux dans l'empire du Maroc. L'Angleterre et la France les ont reconnus dans les traités du 8 avril et du 3 octobre 1904, et d'autre part, diverses clauses de l'acte d'Algésiras en tiennent compte, notamment celles qui ont chargé l'Espagne, concurremment avec la France, de la police des ports marocains.

Ces titres, l'Espagne a cru pouvoir les affirmer en occupant, dès 1908, plusieurs points de la côte marocaine de la Méditerranée, tels que Mar Chica et le Cap de l'Eau, et, en 1911, El-Kçar, Tétouan et Larache, dans des conditions qui ont pu être jugées irrégulières ou prématurées ; la valeur de ces titres était pourtant réelle et la France n'a jamais songé à la méconnaître, comme le démontre l'histoire des négociations franco-espagnoles de ces dix dernières années.

LES RELATIONS DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE DEPUIS 1889

C'est au début de l'année 1889 que s'est manifesté le désir d'un rapprochement entre la France et l'Espagne au sujet du Maroc. Les deux puissances avaient en vue le maintien du *statu quo* dans la Méditerranée et la garantie réciproque de l'intégrité de leurs possessions africaines.

Quelque temps après, des pourparlers s'engageaient à Londres pour amener l'Angleterre à abandonner la situation qu'elle tenait au Maroc, à la fois de son influence prépondérante et des concessions obtenues par certains de ses nationaux. On faisait valoir auprès d'elle que ses intérêts étant purement économiques, il lui suffisait de jouir de la liberté commerciale. On lui laissait d'ailleurs entrevoir pour calmer ses susceptibilités, en ce qui concerne la côte marocaine de la Méditerranée, qu'en tout état de cause nous réserverions à l'Espagne une zone d'expansion autour de ses présides et un hinterland suffisant, au sud duquel la France aurait toute liberté d'action pour établir son influence.

C'est sur cette base que la conversation reprit avec l'Espagne, et après maints échanges de notes et de projets, fut sur le point d'aboutir à la fin de 1902.

Les négociations interrompues furent rouvertes dès 1903. Les cabinets français et espagnols qui se succédaient au pouvoir reconnaissaient également la nécessité de régler d'un commun accord leurs intérêts nationaux au Maroc. Toutefois, les situations se précisaient, et la nôtre ne nous permettait plus d'envisager les mêmes concessions que précédemment.

Pendant que se poursuivaient les pourparlers entre Paris et Madrid, nous arrêtons les accords franco-anglais du 8 avril 1904. Les deux parties contractantes « prenaient en considération les intérêts que l'Espagne tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales pour prévoir une convention entre l'Espagne et la France en vue de régler leur action respective au Maroc. » L'Angleterre s'engageait d'ailleurs à n'entraver en rien l'action de la France au Maroc, de même que nous renoncions à intervenir pour réclamer l'évacuation de l'Égypte par l'Angleterre. Le principe de la liberté et de l'égalité commerciales était proclamé dans le traité, au Maroc comme en Égypte, de même que « le libre passage du canal de Suez » avait pour contrepartie le « libre passage du détroit de Gibraltar », par l'interdiction d'élever des fortifications sur la côte marocaine.

Le maintien de l'État politique du Maroc était stipulé ; mais dans les articles secrets qui étaient joints à la déclaration et dont la publication n'a été faite qu'en 1911, on prévoyait que si le sultan venait à cesser d'exercer son autorité, la France aurait le droit d'intervenir pour faire adopter au Maroc les réformes qu'elle jugerait nécessaires, et que l'Espagne, dans une zone comprise entre Méllilla et les hauteurs de la rive droite du Sébou, aurait aussi un pouvoir d'« administration ». C'était envisager déjà une forme de protectorat ou même de souveraineté, dont la perspective semblait commandée par l'anarchie marocaine.

En dehors des conséquences d'ordre général que ce traité devait avoir sur notre politique, en assurant heureusement un rapprochement entre la France et l'Angleterre, les solutions relatives au Maroc présentaient un haut intérêt. Sans doute, nous renoncions définitivement à la rive méditerranéenne de l'Empire chérifien, mais son occupation faite par nous eût entraîné les plus graves complications. Avec l'Espagne jalouse de ne pas laisser enclaver les présides dans des possessions françaises et de s'assurer la conquête d'un littoral qui lui avait déjà coûté tant de sacrifices, c'eût été la rupture. Avec l'Angleterre l'établissement d'une puissance maritime telle que la France en face de Gibraltar, eût provoqué une nouvelle période de difficultés et de défiances. Du moins, avons-nous la satisfaction de voir l'Angleterre se désintéresser désormais d'un rivage si voisin de l'Algérie et abandonner, au profit de la France et de l'Espagne ses anciennes visées.

Les principes de la convention passée entre Paris et Londres le 8 avril 1904 ont dirigé, dès lors, les négociations entamées depuis 1899 entre les Gouvernements français et espagnol. Elles se sont terminées par la signature du traité du 3 octobre 1904.

Par une déclaration publique de la même date, les deux Gouvernements reconnaissaient qu'ils s'étaient mis d'accord pour fixer l'étendue de leurs droits et la garantie de leurs intérêts au Maroc.

Cette déclaration était accompagnée d'un arrangement qui, au cours des quinze premières années, ne pouvait être publié qu'après accord des deux Gouvernements. La France et l'Espagne fixaient leurs zones d'influence respective au Maroc. La ligne de démarcation remontait d'abord le cours de la Moulouïa jusqu'à l'oued Defla, puis se dirigeait vers l'ouest en suivant la ligne de faite située au sud des bassins côtiers de la Méditerranée, ainsi que de celui de l'Ouergha, affluent de l'oued Sebou, pour les laisser à l'Espagne. La limite se dirigeait ensuite vers le nord-ouest et gagnait le cours du Loukkos par un tracé parallèle à la route de Fez à El-Kçar. Près de cette localité, à 5 kilo mètres du croisement de la route et du Loukkos, la ligne devait suivre vers l'ouest un tracé qui aboutissait au nord de la lagune de Ez Terga.

Les territoires situés au nord de cette ligne constituaient la zone espagnole du littoral méditerranéen.

Dans le Sous, la démarcation qui enclavait la zone espagnole, avait pour point de départ l'intersection du méridien 14°20 ouest de Paris avec le 26° de latitude nord. Remontant vers l'est, elle atteignait le méridien 11° ouest de Paris, puis l'oued Draa, le méridien 10° ouest, la ligne de faite entre l'oued Draa et l'oued Sous, et enfin atteignait les bords de l'Atlantique entre les bassins de l'oued Meza et de l'oued Noun.

Le Gouvernement espagnol avait tenu à cette double délimitation pour éviter toute apparence de condominium et pour intéresser chaque puissance à travailler, sous l'autorité du sultan, aux progrès matériels de l'Empire chérifien.

Dans chaque zone, la France et l'Espagne se garantissaient respectivement leurs droits. Pendant la première période qui ne pouvait excéder 15 ans, l'Espagne s'interdisait d'exercer son action sans accord préalable avec la France, qui de son côté devait prévenir le Gouvernement espagnol pour tous les actes du sultan intéressant la sphère d'influence espagnole. A l'expiration des 15 ans, l'action de la France ne pouvait plus s'exercer dans la même zone qu'après entente avec le Gouvernement espagnol.

Enfin, si l'état politique du Maroc venait à se modifier, ou si, pour une autre cause constatée par les deux parties, le maintien du *statu quo* devenait impossible, chaque nation aurait toute latitude d'agir dans la région qui lui était attribuée.

Divers articles de la convention visaient des questions économiques, telles que les douanes, les entreprises de travaux publics et les mines dans un esprit de mutuelle collaboration entre les nationaux des deux pays. Il était, en outre, stipulé que les écoles et établissements espagnols seraient respectés. La ville de Tanger devait garder « le caractère spécial que lui donnent la présence du corps diplomatique et ses institutions municipales et sanitaires ». Enfin, l'Espagne s'engagerait à n'aliéner et à ne céder sous aucune forme, même à titre temporaire, tout ou partie des territoires compris dans sa zone.

La France et l'Espagne en étaient arrivées à cette entente, quand se produisirent les événements qui amenèrent la réunion de la Conférence internationale d'Algésiras. Avant de prendre part à ses délibérations par leurs représentants, la France et l'Espagne commencèrent par se concerter sur l'attitude qu'elles tiendraient à la Conférence pour la défense commune de leurs intérêts. Leur accord fut constaté par un échange de lettres datées du 15 septembre 1905 qui précisaient, en même temps, certains détails d'application de la convention du 3 octobre 1904. C'est ainsi que les deux puissances s'attribuaient la police des ports, adoptaient des mesures pour la répression et la surveillance de la contrebande des armes, réglaient le concours de leurs nationaux dans les entreprises marocaines et prévoyaient l'organisation d'une banque d'État à la constitution de laquelle participeraient les deux nations.

La Conférence d'Algésiras s'ouvrit sous ces auspices. Nous ne reviendrons pas sur les stipulations de l'acte du 7 avril 1906, dont les plénipotentiaires des diverses puissances arrêtaient les termes. Il a été suffisamment commenté et discuté dans plusieurs documents parlementaires. Bornons-nous à rappeler qu'en ce qui concerne la police chérifienne, il lui donnait un cadre d'instructeurs français à Rabat, Mazagan, Safi et Mogador, et d'instructeurs espagnols à Tétouan et à Larache. Le cadre était mixte à Tanger et à Casablanca, avec un commandant français dans la première ville et un commandant espagnol dans la seconde.

Ce n'était pas le seul point de vue auquel la France et l'Espagne se trouvaient avoir une situation particulière dans l'empire chérifien. Par suite de la constitution de la Banque d'État, qui admettait la participation de consortium des banques signataires du contrat d'emprunt du 12 juin 1904, la France et l'Espagne avaient également une part d'influence spéciale sur la gestion des intérêts financiers du Maroc.

Le contrôle des douanes et de la dette qui nous appartenait et auquel nous avions associé l'Espagne augmentait encore nos prérogatives.

Ces avantages découlant moins de concessions volontaires que d'un état de fait préexistant n'empêchaient pas le principe de l'égalité économique, affirmé et appliqué par l'ensemble des dispositions de l'acte

d'Algésiras en matière de douanes, de travaux publics et de concessions de toutes sortes, de mettre la France et l'Espagne en concours avec les autres puissances dans des conditions qui devaient gêner le développement de leur action politique.

On sait à la suite de quels attentats le Gouvernement français fut obligé de faire occuper militairement Casablanca. Le débarquement des troupes françaises est du 5 août 1907. Quelques mois auparavant, la France et l'Espagne avaient jugé à propos d'affermir leur entente par une nouvelle déclaration qui porte la date du 16 mai 1907. Les deux puissances, après avoir posé le principe du maintien du *statu quo* territorial dans la Méditerranée et sur les côtes de l'Atlantique, se déclaraient résolues à conserver intacts les droits qu'elles avaient sur leurs possessions insulaires et maritimes. Dans le cas de circonstances susceptibles de modifier le *statu quo* territorial, la France et l'Espagne s'engageaient à se concerter sur les mesures à prendre en commun.

Cette dernière clause se bornait à renouveler et à préciser, sans doute en vue d'éventualités que l'état de troubles du Maroc faisait présumer prochaines, les engagements acceptés dans les traités précédents.

A la veille de notre intervention à Casablanca, la France n'avait pas manqué de s'y conformer. Elle s'était adressée à l'Espagne, qui avait pour mission de contribuer à l'exercice de la police mixte à Casablanca, et lui avait demandé d'envoyer en même temps que nous un contingent. Le 4 août 1907, M. Pichon, dans une circulaire adressée aux représentants des grandes puissances, affirmait son intention « d'agir en parfait accord avec l'Espagne ». C'était d'autant plus nécessaire que la police mixte du port de Casablanca avait pour instructeur en chef un officier espagnol. Les deux nations continuèrent à agir de concert, comme le prouvent les documents diplomatiques d'août et de septembre 1907, tant que les opérations de Casablanca conservèrent leur caractère de police. Mais, quand le Gouvernement français fut obligé par les événements d'adopter un programme plus étendu, l'Espagne, pour des raisons de politique propre, ne crut pas devoir s'associer à notre intervention. C'est ainsi que fut interrompue la collaboration qui, normalement, dérivait de l'application des traités, et qui avait été fidèlement pratiquée pendant près de quatre ans. Il est regrettable que les circonstances n'aient pas permis de la continuer, car ainsi auraient été évités bien des difficultés et des malentendus, en même temps que le maintien de leur communauté de vues aurait facilité, à chacune des deux puissances, l'accomplissement de sa mission et la sauvegarde de ses intérêts.

Néanmoins, nous pouvons dire qu'en dépit des erreurs de l'opinion publique mal renseignée, les deux Gouvernements n'ont jamais cessé d'envisager l'espoir de voir rétablir leur action commune au Maroc. C'est ce qui a facilité, d'ailleurs, les négociations qui ont abouti au traité du 27 novembre dernier.

Pendant que l'occupation militaire de la France se développait dans la Chaouïa, l'Espagne prenait, de sa propre initiative, certaines mesures de protection qu'elle jugeait sans doute nécessaires dans sa sphère d'influence, mais qui n'apparaissaient pas toujours en conformité des accords de 1904. Les débarquements de troupes espagnoles sur le rivage de Mar Chica et au cap de l'Eau, en 1908, eurent, notamment, ce caractère. Le Gouvernement français se bornait à des réserves amicales, en marquant le constant désir de ménager les susceptibilités espagnoles.

Les progrès de la France au Maroc ne pouvaient manquer d'entraîner certains règlements d'intérêts avec d'autres puissances. L'Angleterre ayant renoncé par le traité du 8 avril 1904 à apporter la moindre entrave à notre politique marocaine, nous devions entrer en conversation avec l'Allemagne. C'est pour répondre à cette préoccupation que les Gouvernements français et allemand arrêtaient les termes de la déclaration du 8 février 1909, à laquelle l'Espagne demeura étrangère.

Cette déclaration, tout en maintenant le principe de l'égalité économique, avait pour caractéristique de reconnaître « les intérêts politiques particuliers de la France » que le Gouvernement allemand se déclarait « décidé à ne pas entraver ».

Elle indiquait, en outre, que les deux Gouvernements « chercheraient à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourraient obtenir l'entreprise ». Cette simple énonciation, qui semblait n'avoir d'autre portée que celle d'un désir d'entente entre les deux puissances, fut plus tard invoquée, on le sait, par l'Allemagne, comme la condition même de la validité des accords du 8 février 1909.

La déclaration franco-allemande, qui consacrait une fois de plus nos droits au Maroc, ne fut pas sans accentuer l'attitude réservée de l'Espagne à notre égard. Dès lors, elle s'empressa d'agir avec activité, par une intervention armée dans le Rif, parallèlement à celle que nous exerçons dans la Chaouïa (1). De même, au traité franco-marocain du 4 mars 1910, qui nous reconnaissait, avec les garanties correspondantes, une créance de 70 millions à titre de remboursement de nos dépenses militaires, répondait bientôt le traité hispano-marocain du 17 novembre 1910, qui, entre autres dispositions, fixait à 65 millions l'indemnité militaire de l'Espagne et lui donnait, pour sûreté, 55 % des droits et redevances prévus par le règlement minier.

Un peu plus tard, quand l'anarchie marocaine nous oblige à aller à Fez, l'Espagne se considère comme libérée des obligations du traité de 1904. C'est ainsi qu'elle occupe successivement El-Kçar et Larache,

(1) Sur tous ces incidents, on peut consulter l'article si intéressant de M. Tardieu : France et Espagne (*Revue des Deux-Mondes*, numéro du 1^{er} décembre 1912).

sans accord préalable avec nous. Notre Gouvernement proteste, sans se départir de ses intentions conciliatrices.

Surviennent l'incident d'Agadir le 1^{er} juillet 1911 et la tension de nos rapports avec l'Allemagne. On pouvait craindre que la politique marocaine de l'Espagne n'en fût impressionnée. Mais, les deux gouvernements français et espagnol, voulant éviter tout prétexte de conflit entre leurs agents respectifs, eurent la sagesse de conclure, le 26 juillet 1911, un *modus vivendi*, dont les points essentiels peuvent se résumer ainsi : liberté de circulation pour les Européens dans les deux zones, interdiction pour nos méhallas de franchir le Loukkos sans autorisation du gouverneur d'El-Kçar, renonciation réciproque à enrôler les indigènes déserteurs des troupes de police dépendant de la nation contractante.

Cette détente préparait heureusement nos négociations avec l'Allemagne. On s'est parfois étonné que l'Espagne n'ait pas été appelée à y participer. Elle ne paraît pas avoir insisté pour être admise à la conversation engagée entre la France et l'Allemagne.

Bien qu'il soit difficile, aujourd'hui, de dire quel était le parti le plus avantageux pour la France, on était fondé à considérer que l'intervention de l'Espagne dans les négociations pouvait rompre l'équilibre, qui nous permettait de discuter avec l'Allemagne dans des conditions d'égalité. De plus, il était à craindre qu'en augmentant le nombre des parties contractantes, on ne fût exposé à des lenteurs préjudiciables, et il importait d'agir vite pour dissiper le malaise de l'opinion internationale.

Toujours est-il qu'après la conclusion du traité du 4 novembre 1911 qui reconnaissait notre pleine liberté d'action au Maroc pour l'établissement du protectorat, mais nous créait des responsabilités nouvelles, notre Gouvernement avait à se retourner vers celui de l'Espagne pour « concilier le contrôle et la protection de la France » étendus à tout le Maroc, avec les limitations qui résultaient de la déclaration et de la convention franco-espagnole du 3 octobre 1904.

Nous avons essayé de montrer l'enchaînement des faits, des négociations et des traités qui ont posé les termes du problème que la France et l'Espagne avaient à résoudre, pour régler, dans l'établissement du protectorat marocain, leurs droits et leurs pouvoirs respectifs, en même temps que leurs rapports réciproques, sans porter atteinte aux engagements pris soit par le maghzen, soit par l'une ou l'autre des parties intéressées, vis-à-vis des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, et spécialement de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Il fallait fixer les limites de la zone française et de la zone espagnole en prenant pour base le traité du 3 octobre 1904, mais en réclamant à l'Espagne, sous forme de supplément territorial, une participation équitable aux sacrifices consentis par la France pour consolider au Maroc la situation des deux puissances.

Il fallait respecter la souveraineté du sultan sur tout le Maroc, maintenir l'unité douanière, conserver intactes les garanties accordées aux créanciers du maghzen, assurer à la banque d'Etat toute son action territoriale, appliquer uniformément le monopole des tabacs, et, cependant, l'Espagne avait le désir légitime d'exercer, sur sa zone, un droit de tutelle et d'administration affranchi de toute dépendance envers nous. Il était, d'ailleurs, dans l'intention même de la France de restreindre sa responsabilité à sa propre zone, et d'éviter, pour la sécurité de ses relations avec l'Espagne, les pouvoirs concurrents et les attributions confondues sur un même territoire.

Deux idées ont ainsi dominé les négociations : D'une part, celle d'accorder les clauses de la Convention nouvelle avec le traité franco-anglais du 8 avril 1904, avec l'acte d'Algésiras et le traité franco-allemand de 1911, pour se ménager, de la part des puissances, une adhésion qui reconnaissant à l'Espagne, comme à la France, sa sphère d'action et sa responsabilité, pouvait, seule, donner une pleine valeur à l'œuvre accomplie. On devait, d'autre part, profiter de la circonstance pour effacer toute trace d'équivoque ou de malentendu, et, par des accords conclus sans arrière-pensée, ouvrir aux deux nations latines une ère de confiance et d'entente.

Ces préoccupations se sont traduites par des concessions mutuelles qui apparaissent à chaque disposition du traité.... (1)

CONGO BELGE

Ordonnance relative au trafic des armes à feu et aux permis de chasse

(16 avril 1912)

Au nom du Gouverneur général,

Le Vice-Gouverneur général, faisant fonctions de Gouverneur général,

Vu l'article 22 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge ;

Vu le décret du Roi-Souverain en date du 10 mars 1892, modifié en ses articles 3, 4 et 9 par le décret du 6 janvier 1912, sur les armes à feu ;

Vu les arrêtés du 16 juin 1892 et du 30 avril 1901, relatifs au

(1) Cf. *Arch. Diplom.* tome 126.

trafic des armes à feu et à la délivrance de permis de porter ces armes ;

Vu le décret du 26 juillet 1910 sur les droits de chasse et de pêche au Congo belge, ainsi que l'ordonnance du 12 octobre 1910 y relative complétée par celle du 15 juin 1911 ;

Le comité consultatif entendu ;

Ordonne :

ARTICLE PREMIER

Les commissaires de district et les chefs de zone sont délégués pour autoriser, au nom du Gouverneur général, la délivrance des permis de port d'armes prévus aux articles 3 et 4 du décret du 10 mars 1892, modifié par celui du 6 janvier 1912.

Cette délégation ne s'étend pas à l'autorisation de délivrance de permis pour des armes ou munitions d'un des types employés par les troupes du Gouvernement dont la détention, le transport ou le trafic sont interdits, sauf autorisation spéciale du Gouverneur général pour chaque cas particulier. Aucune autorisation de ce genre ne sera plus accordée après le 31 décembre 1912.

ART. 2

Les receveurs des impôts sont chargés de délivrer, sur le vu de l'autorisation visée à l'article précédent et moyennant paiement des taxes fixées, les permis de port d'armes prévus par l'article 4 du décret précité. Ces permis sont extraits de livres à souche. Néanmoins, les receveurs des impôts pourront délivrer aux personnes dûment immatriculées, ou se trouvant dans le cas du § 2 de l'article 2 du décret du 10 mars 1892, et ce, sans l'autorisation établie par l'article 1^{er} de la présente ordonnance, des permis pour une seule arme de défense personnelle d'un type autre que l'un de ceux employés par les troupes du Gouvernement.

La délivrance du permis pour le port d'un fusil ou carabine à balle, considéré comme arme de défense personnelle, n'est soumise à aucune condition autre que celles énoncées ci-avant. Il en est de même pour les pistolets et revolvers.

L'obtention d'un permis au-delà de un pour le port d'un fusil ou carabine à balle est subordonnée à la production d'un permis de chasse de 200 francs au moins. Cette restriction n'atteint pas l'armement destiné aux factoreries. Le détenteur d'un fusil de chasse à plomb ou d'une carabine destinée à la chasse aux oiseaux doit obligatoirement justifier d'un permis de chasse.

ART. 3

Les commissaires de district et chefs de zone sont qualifiés pour révoquer les permis de port d'armes pour cause d'abus ou lorsque la sécurité publique est en danger, sauf appel par les intéressés auprès du Gouverneur général. Cet appel n'est pas suspensif.

ART. 4

Les dispositions des articles 1^{er} et 2 qui précèdent ne sont pas applicables à la délivrance de permis de port d'armes pour fusils à piston ou à silex ; cette délivrance est de la compétence exclusive des chefs de poste qui ont également, concurremment avec les commissaires de district et chefs de zone, qualité pour révoquer les permis de cette nature.

ART. 5

Chaque permis n'est valable que pour la seule arme y désignée par ses marques et numéros ; il est interdit de faire figurer plusieurs armes sur un même permis.

ART. 6

La délivrance de permis pour le commerce des armes et des munitions, de même que pour le transit de ces armes et munitions sur le territoire de la colonie, est soumise à une autorisation spéciale émanant du chef du Gouvernement local. Ces permis sont révocables, en cas d'abus ou de danger public par les commissaires de district ou chefs de zone, sauf appel par les intéressés auprès du Gouverneur général.

Cet appel n'est pas suspensif.

ART. 7

Les permis de port d'armes sont valables jusqu'au 31 décembre de l'année de leur délivrance. Toutefois, la durée d'un permis, pour l'arme y indiquée, pourra être prolongée d'année en année moyennant paiement de la taxe y afférente. Ce paiement est constaté, par l'apposition, sur le permis, par un fonctionnaire qualifié pour délivrer les permis de port d'armes, de timbres adhésifs d'une valeur correspondant à la taxe. Ces timbres sont annulés par une mention datée et signée par ce fonctionnaire qui y apposera également le sceau de son office.

Mention et sceau couvriront simultanément partie des timbres et permis de port d'armes.

ART. 8

Par mesure transitoire et par application de l'article 2 du décret du 6 janvier 1912, la détention de fusils d'un des types employés par les troupes du Gouvernement, couverte par la délivrance d'un permis antérieurement délivré, sera autorisée jusqu'à l'expiration de validité de ces permis. Les permis dont la validité expirerait avant le 31 décembre 1913 pourront être prorogés jusqu'à cette date moyennant paiement des taxes prévues à l'article 2 de la présente ordonnance. La détention ni le transport de semblables armes ne seront plus autorisés, en aucun cas, après le 31 décembre 1916.

ART. 9

Sont, jusqu'à disposition contraire et pour l'application de la présente ordonnance, considérées comme armes employées par les troupes du Gouvernement, les armes des types suivants :

	Calibre.
	—
	Millim.
(a.) Le fusil Albini	11.00
(b.) Le fusil Comblain	11.00
(c.) Le fusil Mauser	7.65
(d.) Le mousqueton Mauser	7.65
(e.) Le mousqueton Mauser brésilien	7.65

L'importation des mêmes armes, mais d'un autre calibre, peut être autorisée.

ART. 10

L'ordonnance du 27 juillet 1909 est abrogée.

ART. 11

Les directeurs des Finances, de l'Intérieur et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entrera en vigueur dans les délais légaux.

GHISLAIN.

Boma, le 16 avril 1912.

PAYS-BAS

Loi portant la réglementation du droit d'auteur

(25 septembre 1912)

Nous, Wilhelmine, par la grâce de Dieu, reine des Pays-Bas, princesse d'Orange-Nassau, etc., etc.

A tous, présents et à venir, salut !

Faisons savoir que, considérant qu'il est désirable d'établir une nouvelle réglementation du droit d'auteur, Nous avons, le Conseil d'État entendu, en commun accord avec les États Généraux, décidé et statué, ainsi que nous décidons et statuons par la présente :

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 1. — *De la nature du droit d'auteur*

ARTICLE PREMIER

Le droit d'auteur est le droit exclusif de l'auteur d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, ou de son ayant cause, de la rendre publique (1) et de la reproduire sauf les restrictions édictées par la loi.

ART. 2

Le droit d'auteur est mobilier. Il se transmet par succession et peut être cédé en totalité ou en partie. La cession totale ou partielle du droit d'auteur n'est possible qu'au moyen d'un acte authentique ou sous seing privé. Cette cession ne comprend que les droits énumérés dans l'acte de cession ou qui découlent nécessairement de la nature ou du but de la convention conclue.

Le droit d'auteur, qui appartient à l'auteur de l'œuvre ainsi que le droit qui, après la mort de l'auteur, appartient sur toute œuvre non publiée à celui qui l'a acquis comme héritier ou légataire de l'auteur, sont insaisissables.

(1) *openbaar te maken.*

§ 2. — *De l'auteur de l'œuvre*

ART. 3

Si l'auteur d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique est une femme mariée, le mari ne pourra accomplir aucun acte relatif au droit d'auteur sans le concours de la femme.

Même par contrat de mariage, il ne pourra être dérogé à cette disposition.

ART. 4

Sauf preuve du contraire, est considéré comme auteur celui qui est désigné comme tel sur ou dans l'œuvre, ou, à défaut d'une telle désignation, celui qui, lors de la publication de l'œuvre, est désigné comme tel par l'éditeur.

Lorsque, à l'audition d'une conférence ou d'une œuvre musicale, qui ne sont pas éditées par la voie de l'imprimerie, aucune communication relative à ce sujet n'a eu lieu, le conférencier en l'exécutant sera, sauf preuve du contraire, considéré comme en étant l'auteur.

ART. 5

Sera considéré comme l'auteur d'une œuvre littéraire scientifique ou artistique, qui se compose d'œuvres séparées de deux ou plusieurs personnes, sous réserve du droit d'auteur sur chaque œuvre séparée, celui qui a dirigé et surveillé la composition de l'œuvre totale, ou, à son défaut, celui qui a réuni les différentes œuvres.

Est considérée comme atteinte au droit d'auteur sur l'œuvre totale la reproduction ou la publication par une autre personne que l'auteur ou son ayant cause, de toute œuvre séparée qui y est incorporée et qui donne lieu à un droit d'auteur.

Lorsque l'œuvre séparée n'a pas été précédemment publiée, la reproduction et la publication de cette œuvre par son auteur ou son ayant droit sera, à moins de dispositions contraires des parties, considérée comme une atteinte au droit de l'auteur de l'œuvre totale, si cette reproduction ou cette publication ne mentionne pas l'œuvre totale dont cette œuvre fait partie.

ART. 6

Lorsqu'une œuvre a été faite d'après les plans et sous la direction et la surveillance d'un tiers, celui-ci en est réputé être l'auteur.

ART. 7

Lorsque le travail fourni au service d'un tiers consiste dans la production de certaines œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques déterminées, en est considéré comme l'auteur, à moins de stipulations contraires entre les parties, celui dans le service duquel elles ont été faites.

ART. 8

Lorsqu'une institution publique, une association, une fondation ou une société commerciale publient une œuvre comme étant de leur provenance, sans indiquer comme auteur une personne physique, elles seront réputées en être l'auteur, à moins qu'il ne soit prouvé que la publication, dans les circonstances indiquées, ait été illicite.

ART. 9

Lorsque le nom de l'auteur n'est pas indiqué ou ne l'est pas sous sa véritable forme sur ou dans un ouvrage imprimé, le droit d'auteur pourra être exercé envers les tiers, au profit des ayants droit, par celui qui, sur ou dans l'œuvre, est indiqué comme éditeur ou, à défaut de semblable indication, celui qui y figure comme imprimeur.

§ 3. — *Les œuvres susceptibles du droit d'auteur*

ART. 10

Cette loi comprend sous la dénomination d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques :

- 1° Les livres, brochures, journaux, recueils périodiques et tous autres écrits ;
- 2° Les œuvres scéniques et les œuvres dramatico-musicales ;
- 3° Les conférences orales ;
- 4° Les œuvres chorégraphiques et les pantomimes dont le mode d'exécution est fixé par écrit ou autrement ;
- 5° Les œuvres musicales avec ou sans paroles ;
- 6° Les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de lithographie, de gravure et autres images ;
- 7° Les cartes géographiques ;
- 8° Les projets, esquisses et ouvrages plastiques, relatifs à l'architecture, à la géographie, à la topographie ou aux autres sciences ;

9° Les œuvres photographiques et cinématographiques et les ouvrages obtenus par un procédé analogue ;

10° Les œuvres d'art appliqué à l'industrie,

Et en général toute production du domaine littéraire, scientifique et artistique quel qu'en soit le mode ou la forme de reproduction.

Les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, ainsi que les recueils de différentes œuvres seront, sans préjudice du droit de l'auteur de l'œuvre originale, protégés comme des œuvres distinctes.

ART. 11

Il n'existe pas de droit d'auteur sur les lois, décrets ou ordonnances rendus par l'autorité publique, ni sur les décisions judiciaires ou administratives.

Il n'existe pas davantage de droit d'auteur sur ce qui est publié par l'autorité publique ou sur son ordre, à moins que ce droit n'ait été réservé, soit d'une façon générale par la loi, décret ou ordonnance, soit dans un cas spécial, par une mention sur l'œuvre elle-même, ou bien lors de sa publication.

§ 4. — De la publication (1)

ART. 12

Sous la publication d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique sont également comprises :

1° La publication d'une reproduction du tout ou d'une partie de l'œuvre ;

2° La mise en circulation de tout ou d'une partie de l'œuvre ou d'une reproduction de celle-ci, tant qu'elle n'a pas été éditée par voie de l'imprimerie ;

3° La récitation, l'exécution, la représentation (2) ou l'exhibition (3) en public du tout ou d'une partie de l'œuvre ou d'une reproduction de celle-ci.

Est également considérée comme une récitation, exécution, représentation ou exhibition en public celle qui a lieu dans un cercle fermé, accessible moyennant un droit d'entrée, que ce droit s'acquitte sous

^c (1) Il s'agit ici de la divulgation de l'œuvre du fait de la livrer à la publicité (*openbaarmaking*), en opposition à la notion plus restreinte de l'édition (*uitgave*) déterminée par l'article 47.

(2) *uitvoering*.

(3) *voorstelling*.

forme de cotisation ou autrement ? La même disposition s'applique à une exposition publique.

§ 5. — *De la reproduction*

ART. 13

La reproduction d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique comprend également la traduction, l'adaptation musicale ou scénique, et, d'une façon générale, toute imitation partielle ou totale sous une forme modifiée, qui ne saurait être considérée comme une nouvelle œuvre originale.

ART. 14

La reproduction d'une œuvre susceptible d'être perçue par l'ouïe comprend également la fabrication de cylindres, de disques et autres objets destinés à faire entendre l'œuvre en totalité ou en partie par un procédé mécanique.

§ 6. — *Des restrictions apportées au droit d'auteur*

ART. 15

N'est pas considéré comme atteinte au droit d'auteur sur un journal ou recueil périodique, la reproduction, dans un autre journal ou recueil périodique, d'articles, de communications ou autres matières, à la condition que le journal ou le recueil périodique auquel ils sont empruntés soit clairement indiqué.

Cependant, les romans ou nouvelles parues dans les journaux ou recueils périodiques ne peuvent, sans l'autorisation de l'auteur ou de ses ayant cause, être reproduits.

La même autorisation est exigée pour les articles de journaux ou recueils périodiques lorsque l'auteur ou la rédaction en interdit expressément la reproduction dans le numéro du journal ou du recueil périodique qui contient l'article. Pour les recueils périodiques, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

L'interdiction prévue dans l'alinéa précédent ne s'applique pas aux articles de discussion politique, ni aux nouvelles du jour ou aux faits divers.

Les dispositions de l'article sont également applicables aux reproductions faites dans une langue autre que celle de l'article original.

ART. 16

N'est pas considérée comme atteinte au droit d'auteur sur une œuvre littéraire, scientifique ou artistique publiée, la reproduction de quelques courtes parties, compositions ou poésies dans les anthologies et autres œuvres destinées à l'enseignement ou à un autre but scientifique, ou encore dans les annonces ou critiques publiées dans les journaux et recueils périodiques à la condition que dans la partie, compositions ou poésies, reproduites ou dans l'annonce ou à critiquer, l'œuvre dont elles sont tirées soit indiquée et que l'auteur soit nommé pour autant qu'il est mentionné sur ou dans l'œuvre. Cette disposition est également applicable aux reproductions faites dans une langue autre que celle de l'œuvre originale.

Les œuvres mentionnées dans l'article 10, numéro 6 peuvent, dans les mêmes circonstances et aux mêmes conditions, être reproduites en totalité, pourvu que cette reproduction, soit par ses dimensions, soit par le procédé d'exécution, diffère nettement de l'œuvre originale ; lorsque deux ou plusieurs de ces œuvres ont été publiées ensemble, la reproduction de l'une d'elles est seule permise.

Le sommaire succinct d'une conférence publique, qui n'a pas encore été éditée par la voie de l'imprimerie, peut être publié comme compte-rendu dans un journal ou recueil périodique, à la condition que le nom du conférencier soit indiqué.

ART. 17

N'est pas considérée comme atteinte au droit d'auteur sur une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, la reproduction limitée à quelques exemplaires et destinée exclusivement à l'exercice, à l'étude ou à l'usage personnels, et qui, lorsqu'il s'agit d'une œuvre mentionnée dans le numéro 6 de l'article 10 diffère nettement de l'œuvre originale par ses dimensions ou par le procédé d'exécution.

Cette disposition n'est pas applicable à la réédification d'œuvres d'architecture.

ART. 18

N'est pas considérée comme atteinte au droit d'auteur sur une œuvre mentionnée dans le numéro 6 de l'article 10 et exposée en permanence sur la voie publique, la reproduction qui diffère nettement, par ses dimensions ou le procédé d'exécution, de l'œuvre originale et se borne, en ce qui concerne les œuvres d'architecture, à leur aspect extérieur.

ART. 19

N'est pas considérée comme atteinte au droit d'auteur sur un portrait, la reproduction faite par ou pour la personne représentée, ou, après son décès, par ou pour ses proches.

Lorsque le portrait est composé de deux ou plusieurs figures, chaque personne représentée n'a, en ce qui concerne les autres figures, un droit de reproduction qu'avec le consentement des autres personnes, ou, pendant dix ans après leur décès, de leurs proches.

Les proches comprennent les ascendants au premier degré, le conjoint et les enfants.

N'est pas considérée comme atteinte au droit d'auteur la reproduction, dans un journal ou recueil périodique, d'un portrait photographique, si cette reproduction est faite par une des personnes mentionnées dans l'alinéa 1^{er} de cet article, ou avec son consentement, pourvu que le nom du photographe, autant qu'il est indiqué sur le portrait, soit mentionné.

Cet article n'est applicable qu'aux portraits qui sont faits à la suite d'un ordre donné à l'auteur par ou pour les personnes représentées.

ART. 20

Le titulaire du droit d'auteur sur un portrait n'est pas autorisé, sauf convention contraire, à le publier sans le consentement de la personne représentée, ou, pendant dix ans à compter du jour de son décès, sans le consentement de ses proches.

Lorsque le portrait est composé de deux ou plusieurs figures, la reproduction de l'image totale dépend du consentement de toutes les personnes représentées, ou, en cas de leur décès, pendant dix ans, du consentement de leurs proches.

Le troisième et le dernier alinéa de l'article précédent sont applicables.

ART. 21

Lorsqu'un portrait est fait sans ordre donné à l'auteur par ou pour la personne représentée, le titulaire du droit d'auteur n'est autorisé à le publier qu'autant que la personne représentée ou, au cas de son décès, ses parents ou alliés jusqu'au degré en ligne directe et en ligne collatérale, ou son conjoint n'ont aucun intérêt légitime à s'y opposer.

ART. 22

Dans l'intérêt de la sûreté générale et dans celui des recherches

judiciaires, la justice peut reproduire, exposer en public et faire répandre des images de quelque nature qu'elles soient.

ART. 23

À moins de convention contraire, le propriétaire d'une œuvre de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture ou d'art appliqué à l'industrie est autorisé à l'exposer en public ou, en vue de la vente, à la reproduire dans un catalogue, sans le consentement du titulaire du droit d'auteur.

ART. 24

A moins de convention contraire, le peintre d'un tableau demeure, même en cas de cession de son droit d'auteur, autorisé à peindre des tableaux semblables.

ART. 25

Aucune modification ne peut être apportée à une des œuvres énumérées dans l'article 10, numéros 1 à 9, à l'exception des œuvres d'architecture, sans le consentement du titulaire du droit d'auteur. Malgré la cession de son droit d'auteur, le consentement de l'auteur de l'œuvre est également requis sa vie durant.

La même disposition s'applique au titre d'une œuvre et à la désignation de l'auteur, pour autant que celui-ci se trouve sur ou dans l'œuvre. Toutefois, lorsqu'une œuvre n'est pas publiée sous le véritable nom de l'auteur, le titulaire du droit d'auteur est autorisé, en cas de décès de l'auteur, à apposer le véritable nom de celui-ci sur ou dans l'œuvre, si ce dernier lui en a accordé le pouvoir.

La disposition de l'alinéa premier ne s'applique pas aux modifications pour lesquelles l'auteur ou ses ayants cause ne pourront de bonne foi refuser leur consentement. L'auteur conserve également, même en cas de cession de son droit, la faculté de modifier son œuvre dans les limites tracées en bonne foi par les règles de la vie sociale.

CHAPITRE II. — DÉFENSE DU DROIT D'AUTEUR ET DISPOSITIONS PÉNALES

ART. 26

Lorsqu'un droit d'auteur sur une œuvre appartient en commun à

deux ou plusieurs personnes, l'exercice et la défense de ce droit auront lieu soit collectivement par tous les ayants droit, soit en leur faveur par celui qui est désigné à cet effet par un accord général ou, à défaut d'un tel accord, par le président du tribunal de première instance du domicile de l'intéressé le plus diligent qui en a fait la demande.

Dans le cas où deux ou plusieurs désignations de ce genre auront été faites par deux ou plusieurs présidents, la première seule sera valable.

Aucun recours contre la désignation du président n'est recevable.

En cas d'accord général, les ayants droit ont la faculté d'écarter le représentant et de le remplacer par un autre.

ART. 27

Malgré la cession partielle ou totale de son droit, l'auteur reste investi de la facilité d'intenter une action en dommages et intérêts à celui qui empiète sur le droit d'auteur.

ART. 28

Le droit d'auteur confère le pouvoir de saisir, d'après les prescriptions de la saisie-revendication des biens mobiliers, les objets publiés en violation de ce droit, ainsi que les reproductions interdites, et soit de les revendiquer comme sa propriété, soit d'en exiger la destruction ou leur mise hors d'usage. Le même pouvoir de saisie et de revendication existe en ce qui concerne les droits d'entrée payés pour assister à une conférence, exécution, représentation, exposition, ou exhibition, organisées en violation du droit d'auteur.

Dans le cas où la remise des objets visés par l'alinéa 1^{er} est exigée, le juge pourra ordonner que cette remise n'aura lieu que contre paiement, par le demandeur, d'un dédommagement.

Les deux alinéas précédents sont exclusivement applicables aux biens mobiliers et aux biens qui, par leur destination, sont compris parmi les immeubles.

En ce qui concerne les immeubles autres que ceux mentionnés dans l'alinéa précédent, qui peuvent donner lieu à une violation de droit d'auteur, le juge peut, sur la requête de l'ayant droit, ordonner que le défendeur y apporte des modifications telles que l'atteinte à ce droit s'en trouve supprimée, avec l'obligation, pour le défendeur, de verser, à titre de dommages-intérêts, une certaine somme pour le cas où, dans un délai déterminé, il n'est pas obtempéré à l'ordre du juge.

Le tout sans préjudice des poursuites pénales pour violation du droit d'auteur et de l'action civile en dommages et intérêts.

ART. 29

Le droit prévu par le premier alinéa de l'article précédent ne peut être exercé sur des objets se trouvant chez des personnes qui ne font pas le commerce d'objets analogues ou qui les ont reçus exclusivement pour leur usage personnel, à moins qu'elles n'aient elles-mêmes commis l'infraction.

L'action prévue par le quatrième alinéa de l'article précédent ne peut être intentée que contre le propriétaire ou le possesseur de l'immeuble coupable de l'atteinte au droit d'auteur en question.

ART. 30

Lorsqu'un portrait est publié sans autorisation, les dispositions des articles 28 et 29 relatives au droit d'auteur s'appliquent en ce qui concerne les droits de la personne représentée.

ART. 31

Celui qui, sciemment, viole le droit d'auteur d'autrui sera puni d'une amende de 5.000 florins au maximum.

ART. 32

Celui qui répand ou offre publiquement en vente une œuvre qu'il sait constituer une atteinte au droit d'auteur sera puni d'une amende de 2.000 florins au maximum.

ART. 33

Les délits prévus aux deux articles précédents ne seront poursuivis que sur la plainte de l'auteur de l'œuvre, ou de celui qui a le pouvoir de défendre le droit d'auteur, ou, lorsque deux ou plusieurs personnes en sont les titulaires, de l'une d'entre elles.

ART. 34

Celui qui, sciemment, modifie d'une façon irrégulière une œuvre littéraire, scientifique ou artistique sur laquelle existe un droit d'auteur, ou le titre de cette œuvre ou la désignation de l'auteur, sera puni d'une amende de 5.000 florins au maximum.

L'œuvre pourra être confisquée au cas où elle appartiendrait au condamné.

Le délit ne sera poursuivi que sur la plainte de l'auteur ou de celui à qui le droit d'auteur appartient.

ART. 35

Celui qui, sans y être autorisé, expose un portrait en public ou lui donne de toute autre façon de la publicité, sera puni d'une amende de 200 florins au maximum.

Ce fait sera considéré comme une contravention.

ART. 36

Les reproductions confisquées en vertu d'un jugement pénal seront détruites ; cependant, le juge pourra, dans le jugement, ordonner qu'elles seront remises au titulaire du droit d'auteur, si celui-ci se présente dans ce but au greffe dans le délai d'un mois après que le jugement aura acquis force de chose jugée.

Par cette remise, l'ayant droit acquiert la propriété des reproductions. Le juge pourra ordonner que cette remise ne pourra être faite que contre paiement, par l'ayant droit, d'un dédommagement qui reviendra à l'État.

CHAPITRE III. — DE LA DURÉE DU DROIT D'AUTEUR

ART. 37

Le droit d'auteur prend fin au bout d'une période de cinquante années à compter du jour du décès de l'auteur de l'œuvre, sauf les dispositions des articles du présent chapitre.

La durée du droit d'auteur collectif sur une même œuvre qui appartient à deux ou plusieurs personnes en leur qualité d'auteurs communs de cette œuvre se compte à dater du jour du décès du dernier survivant.

ART. 38

Le droit d'auteur à l'égard d'une œuvre sur ou dans laquelle l'auteur n'est pas désigné ou ne l'est pas de façon à faire connaître son véritable nom, prend fin au bout d'une période de cinquante années à compter du dernier jour de l'année civile dans laquelle la première publication de l'œuvre a eu lieu par ou pour l'ayant droit.

La même disposition s'applique aux œuvres, dont, conformément aux articles 7 ou 8, une institution publique, une association, une fon-

dation ou une société commerciale doit être considérée comme auteur ainsi qu'aux œuvres publiées pour la première fois après la mort de l'auteur.

ART. 39

Le droit exclusif de traduire une œuvre imprimée prend fin au bout d'une période de dix années à compter du dernier jour de l'année civile dans laquelle l'ouvrage a été édité pour la première fois par ou pour l'ayant droit en ce qui concerne les langues dans lesquelles l'auteur n'a pas publié ou fait publier une traduction dans un des États membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Le droit exclusif de donner en public des conférences ou des exécutions ou représentations d'une œuvre en une langue autre que la langue originale a la même durée que le droit exclusif de traduction.

ART. 40

Le droit d'auteur sur des œuvres photographiques et cinématographiques ou sur des œuvres obtenues par des procédés analogues prend fin au bout d'une période de cinquante années à dater du dernier jour de l'année civile dans laquelle la première publication de l'œuvre a eu lieu par ou pour l'ayant droit.

ART. 41

Pour l'application des trois articles précédents, les œuvres paraissant par livraisons sont censées n'être publiées qu'avec la publication de la dernière livraison.

En ce qui concerne les œuvres composées de deux ou plusieurs volumes, numéros ou feuilles, ou éditées par intervalles, ainsi que les rapports ou communications édités par des sociétés ou des particuliers, chaque volume, numéro, feuille ou rapport et communication est considéré comme un ouvrage à part.

ART. 42

Par dérogation aux dispositions de ce chapitre, ne pourra être revendiqué, ni dans la partie européenne du royaume, ni dans les Indes néerlandaises, aucun droit d'auteur qui aura déjà pris fin dans le pays d'origine de l'œuvre.

CHAPITRE IV. — MODIFICATION DE LA LOI SUR LA FAILLITE ET DU CODE PÉNAL

ART. 43

Dans l'article 21, numéro 1, de la loi sur la faillite, les mots « et le droit d'auteur » sont remplacés par ceux « et le droit d'auteur dans les cas où il n'est pas saisissable ».

ART. 44

Le Code pénal est modifié comme suit :

Entre les articles 326 et 327 est inséré un nouvel article 326 *bis* dont la teneur est la suivante :

« Est puni d'un emprisonnement de deux ans au maximum ou d'une amende de 5.000 florins au maximum :

« 1° Celui qui, sur ou dans une œuvre littéraire, scientifique, artistique ou industrielle appose frauduleusement un nom ou un signe ou falsifie le véritable nom ou le véritable signe dans le but de faire croire que l'œuvre est de la main de celui dont il a apposé le nom ou le signe ;

« 2° Celui qui, sciemment, vend, offre en vente, livre, a en stock ou importe dans la partie européenne du Royaume une œuvre littéraire scientifique, artistique ou industrielle, sur ou dans laquelle un nom ou un signe a été frauduleusement apposé, ou une œuvre dont le nom ou le signe véritable a été falsifié, de telle façon qu'elle paraît être de la main de celui dont le nom ou le signe a été frauduleusement apposé.

« L'œuvre peut, dans le cas où elle est la propriété du condamné être confisquée. »

Les articles 349 *bis*, 349 *ter* et 349 *quater* sont supprimés.

CHAPITRE V. — DE LA FORCE EXÉCUTOIRE DANS LES INDES NÉERLANDAISES

ART. 45

A l'exception des articles 31, 32, 33, 34, 43 et 44, cette loi est également exécutoire dans les Indes néerlandaises.

Sont, en outre, en vigueur dans les Indes néerlandaises, les dispositions suivantes :

a) Celui qui, sciemment, porte une atteinte au droit d'auteur d'autrui sera puni d'une amende de 5.000 florins au maximum.

Les reproductions contrefaites appartenant au condamné, de même que les planches, pierres, formes, matrices et clichés qui auront servi à la consommation du délit, pourront être confisqués.

b) Celui qui répand ou offre publiquement en vente une œuvre en sachant qu'il porte atteinte au droit d'auteur d'autrui sera puni d'une amende de 2.000 florins au maximum.

Les reproductions contrefaites appartenant au condamné pourront être confisquées.

c) Les délits décrits dans les deux dispositions précédentes ne sont poursuivis que sur plainte de l'auteur de l'œuvre ou de celui qui a le pouvoir de défendre le droit d'auteur, ou, dans le cas où deux ou plusieurs personnes ont ce droit, de l'une d'entre elles.

d) Celui qui, sciemment, modifie d'une manière illicite une œuvre littéraire, scientifique, artistique ou industrielle, sur laquelle il y a un droit d'auteur, ou le titre de cette œuvre ou la désignation de l'auteur, sera puni d'une amende de 5.000 florins au maximum.

L'œuvre peut, dans le cas où elle est la propriété du condamné, être confisquée.

Le délit n'est poursuivi que sur plainte de l'auteur de l'ouvrage ou de celui à qui appartient le droit de l'auteur,

e) Est puni d'un emprisonnement de deux ans au maximum ou d'une amende de 5.000 florins au maximum :

1° Celui qui, sur ou dans une œuvre littéraire, scientifique, artistique ou industrielle, appose frauduleusement un nom ou un signe, ou qui falsifie le véritable nom ou le véritable signe dans le but de faire croire que l'œuvre est de la main de celui dont il a apposé le nom ou le signe ;

2° Celui qui, sciemment, vend, offre en vente, livre, a en stock ou importe dans les Indes néerlandaises une œuvre littéraire, scientifique, artistique ou industrielle, sur ou dans laquelle un nom ou un signe a été frauduleusement apposé, ou une œuvre dont le nom ou le signe véritable a été falsifié, de telle façon qu'elle paraît être de la main de celui dont le nom ou le signe a été frauduleusement apposé.

L'œuvre peut, dans le cas où elle est la propriété du condamné, être confisquée.

La tentative de ces délits est punissable.

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET PÉNALES

ART. 46

Lors de la mise en vigueur de la présente loi, la loi du 28 juin 1881, réglant le droit d'auteur sera abrogée (*Bulletin des Lois*, n° 124).

Cependant, pour les œuvres et traductions déposées avant cette époque, l'article 11 de la loi précitée restera en vigueur.

ART. 47

La présente loi s'applique à toutes les œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques publiées (*uitgegeven*) pour la première fois par ou pour l'auteur dans la partie européenne du Royaume ou dans les Indes néerlandaises, soit avant, soit après sa promulgation, ainsi qu'à toutes les œuvres non publiées (*niet uitgegeven*) dont les auteurs sont néerlandais ou sujets néerlandais.

Une œuvre est considérée comme publiée dans le sens du présent article lorsqu'elle est éditée par voie de l'imprimerie ou, en général, lorsque des reproductions en sont publiées ; la représentation d'une œuvre scénique ou d'une œuvre dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture ne sont pas considérées comme une publication dans le sens indiqué ci-dessus.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, aucun droit ni pouvoir relatifs à la défense du droit d'auteur ne peut être exercé pour des faits qui, au moment où ils avaient lieu, n'étaient illicites ni en vertu de quelque disposition légale, ni en vertu d'une convention.

ART. 48

La présente loi ne reconnaît pas de droit d'auteur sur les œuvres dont le droit d'auteur, à l'époque de sa mise en vigueur, a pris fin en vertu des articles 13 ou 14 de la loi du 28 juin 1881, réglant le droit d'auteur (*Bulletin des lois*, n° 124), ni sur les œuvres dont, à ladite époque le droit de reproduction est expiré en vertu de l'article 3 de la loi du 25 janvier 1817, relative aux droits exercés dans les Pays-Bas par rapport à l'impression et à l'édition des œuvres littéraires et artistiques (*Bulletin des lois*, n° 5).

ART. 49

Le droit d'auteur obtenu en vertu de la loi du 28 juin 1881, réglant le droit d'auteur (*Bulletin des lois* n° 124) de même que le « droit de

copie » ou tout droit analogue, obtenu sous une législation précédente et maintenu par la loi susnommée, reste maintenu après la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 50

Celui qui, sans être en conflit avec les dispositions de la loi du 28 juin 1881, réglant le droit d'auteur (*Bulletin des lois*, n° 124), ni avec un traité en vigueur dans la partie européenne du Royaume ou dans les Indes néerlandaises, a, avant le 1^{er} septembre 1912,

Soit publié une reproduction d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique,

Soit donné en public une conférence ou organisé une exécution, représentation, exposition ou exhibition d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique ou d'une reproduction de cette œuvre ne perd pas, à la suite de la mise en vigueur de la présente loi, son droit de répandre et de vendre les reproductions publiées avant cette époque, ni celui de donner en public les mêmes conférences ou d'organiser des exécutions, représentations, expositions ou exhibitions de ces œuvres.

Le présent article restera en vigueur pendant deux ans après la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 51

Tout acte ou écrit relatif à la cession totale ou partielle du droit d'auteur, ou à l'autorisation nécessaire pour l'exercice des droits connexes, dressé sous la forme d'acte sous seing privé ou en présence d'un fonctionnaire public sans le concours de tiers, par le cédant et le cessionnaire, soit avec, soit sans leurs représentants légaux, est exempt des formalités du timbre et de l'enregistrement. Si cette dernière formalité est demandée, l'acte ou écrit est gratuitement enregistré. Le présent article ne comprend pas, sous l'expression de « tiers », les conjoints des parties, si celles-ci sont des femmes mariées qui prêtent leur concours à la confection de l'acte.

ART. 52

Cette loi peut être citée sous le titre de « loi de 1912 sur le droit d'auteur ».

ART. 53

La présente loi entrera en vigueur dans la partie européenne du Royaume le premier jour du mois qui suit celui où elle est promulguée.

Ordonnons et enjoignons que la présente loi soit publiée dans le *Bulletin des lois* et en recommandons la stricte exécution à tous les départements ministériels, autorités, collèges et fonctionnaires de qui cette exécution relève.

Donné à Sœstdyk, le 23 septembre 1912.

WILHELMINA.

Le Ministre de la Justice,

E.-R.-G. REGOUT.

Le Ministre des Colonies,

DE VAAL MALEFIJT.

Publié le 5 octobre 1912.

Le Ministre de la Justice,

E.-R.-H. REGOUT.

*
* *

Loi concernant la faculté d'adhérer pour les Pays-Bas et ses colonies à la convention de Berne du 13 novembre 1908 et de conclure des traités analogues.

(26 juin 1911)

Nous, Wilhelmine, par la grâce de Dieu, reine des Pays-Bas, princesse d'Orange-Nassau, etc.

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, salut ! Faisons savoir :

Considérant, qu'il est désirable que les œuvres littéraires et artistiques néerlandaises jouissent de la protection à l'étranger et que les œuvres littéraires et artistiques étrangères soient protégées dans ce pays, et qu'il est indiqué que Nous nous réservons la faculté d'adhérer pour les Pays-Bas et ses colonies à la convention de Berne révisée, signée à Berlin, le 13 novembre 1908, et de conclure, dans certaines limites, des traités semblables ;

Considérant qu'un traité relatif à une telle protection concerne des droits légaux ;

Vu l'article 59 de la Constitution ;

Le Conseil d'Etat entendu, et d'accord avec les Etats généraux, Nous avons trouvé bon et entendu, comme Nous trouvons bon et entendons, de disposer par la présente ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Nous nous réservons la faculté d'adhérer pour les Pays-Bas et ses colonies à la convention de Berne révisée pour la protection des œu-

vres littéraires et artistiques, conclue à Berlin le 13 novembre 1908 entre l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Italie, le Japon, Liberia, le Luxembourg, Monaco, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Tunisie, et dont le texte est reproduit ci-après en annexe.

ART. 2

Lors de l'accession, il sera fait usage de la faculté accordée par la seconde phrase du troisième alinéa de l'article 25 de la convention conclue le 13 novembre 1908 à Berlin, en ce sens que l'article 8 de celle-ci sera remplacé par l'article 5 de la convention de Berne, du 9 septembre 1886, tel qu'il a été modifié par l'article premier du paragraphe 3, de l'acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896, cité en annexe à la présente ;

Que l'article 9 sera remplacé par l'article 7 de la convention de Berne tel qu'il a été modifié par l'article premier, paragraphe 4, de l'acte additionnel de Paris, cité en annexe à la présente ;

Que l'article 11, alinéa 2, sera remplacé par l'article 9, alinéa 2 de la convention de Berne, cité en annexe.

ART. 3

Nous nous réservons la faculté de conclure pour les Pays-Bas et ses colonies des traités avec les puissances qui n'auraient pas ratifié la convention conclue à Berlin le 13 novembre 1908 ou qui n'y auraient pas adhéré, ces traités devant se maintenir dans les limites de cette convention et tenir compte des réserves faites dans l'article 2 ci-dessus.

ART. 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Arrêtons et ordonnons que la présente loi soit publiée dans le *Staatsblad* et que tous les départements ministériels, autorités, collèges et fonctionnaires veillent à son exacte exécution, chacun en ce qui le concerne.

Donné au palais de Loo, le 26 juin 1911.

WILHELMINA.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le Ministre de la Justice,

E.-R.-H. REGOUT.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

A.-S. TALMA.

Publié le 28 juillet 1911.

Le Ministre de la Justice,

E.-R.-H. REGOUT.

Le Ministre des Colonies,

DE WAAL MALEFIJT.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

Réceptions diplomatiques

(décembre 1912-février 1913)

Le Président de la République a reçu, le jeudi 12 décembre 1912, à trois heures, en audience publique, le prince Charoon, qui lui a remis les lettres l'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Siam.

*
* *

Le 1^{er} janvier 1913, M. Fallières, Président de la République, a reçu le corps diplomatique, à l'occasion de la nouvelle année.

Son Excellence M. Francis Bertie, Ambassadeur de S. M. Britannique a prononcé le discours suivant :

Monsieur le Président,

Les membres du corps diplomatique sont heureux de vous apporter, à l'occasion du nouvel an, leurs respectueuses félicitations et leurs vœux les meilleurs pour votre personne et pour la France, aux destinées de laquelle vous avez présidé depuis bientôt sept ans. Pendant cette période, la France a pris sous vos auspices une part prééminente à toutes les manifestations de l'œuvre civilisatrice mondiale et a prêté son puissant concours au raffermissement des rapports internationaux.

Au nom du corps diplomatique, je viens vous remercier, Monsieur le Président, de la bienveillance que vous nous avez invariablement témoignée et dont nous conserverons toujours le souvenir le plus reconnaissant.

Le Président de la République a répondu :

Monsieur l'Ambassadeur,

Je remercie le corps diplomatique des félicitations et des vœux qu'à l'occasion de la nouvelle année il vient, par votre bouche, d'adresser, en son nom, à la France et à la personne du Président de la République.

Il m'a été particulièrement agréable d'entendre son éminent interprète rendre cette justice à mon pays, qu'il n'a cessé de prendre une part prééminente au développement de la civilisation, et de travailler au maintien ou à la consolidation des bons rapports entre les nations.

Ce que, dans cet ordre d'idées, la France a fait dans le passé, ce qu'elle fait dans le présent, elle le fera dans l'avenir. C'est là qu'est le devoir. C'est là aussi que sera son honneur.

A la veille du jour où va finir mon septennat, je me plais à me féliciter, devant vous, des excellentes relations que, pendant l'exercice de mes hautes fonctions, j'ai entretenues avec le Corps diplomatique tout entier.

Qu'il reçoive mes sincères remerciements et l'assurance que le souvenir de tout le bien que je pense de chacun de vous ne sortira pas de ma mémoire fidèle et reconnaissante.

Je vous prie, Messieurs, de transmettre aux souverains et aux chefs d'État que vous représentez auprès de nous avec tant de distinction les vœux que je forme pour le bonheur de leurs augustes personnes et la prospérité de leur pays.

*
* *

Le Président de la République a reçu, le 17 février 1913, à onze heures du matin, au palais de l'Élysée, le corps diplomatique qui avait demandé à venir prendre congé de lui (1).

Le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Étrangères ont assisté à cette réception.

Sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre, a prononcé l'allocution suivante :

Monsieur le Président,

Le corps diplomatique vous est reconnaissant d'avoir bien voulu le

(1) C'est le lendemain, 18 février, que M. Fallières remit les pouvoirs à M. Raymond Poincaré, élu Président de la République par l'Assemblée Nationale le 18 janvier 1913.

recevoir aujourd'hui en audience de congé. Il a pu constater, à maintes reprises, que votre pensée généreuse s'appliquait toujours à maintenir et à étendre les liens d'amitié et de cordialité entre votre pays et les nôtres.

En vous exprimant, Monsieur le Président, le vif et reconnaissant souvenir de la bonne grâce et de l'affabilité qui ont toujours marqué vos relations avec le corps diplomatique, nous nous permettons de vous souhaiter de bonnes années de bonheur et de prospérité pendant lesquelles, entouré du respect de vos concitoyens et de l'affection des vôtres, vous jouirez du repos auquel les grands services que vous avez rendus à la France vous donnent si pleinement droit.

M. Fallières a répondu en ces termes :

Monsieur l'Ambassadeur,
Messieurs,

Le plaisir très grand que j'éprouve à me rencontrer, une dernière fois, avec le corps diplomatique tout entier sera, pour moi, un des plus chers souvenirs de la fin de mon septennat. Je n'oublierai pas surtout la bonne grâce avec laquelle vous m'avez fait part de vos sentiments à mon égard, non plus que les souhaits dont vous avez bien voulu m'adresser la touchante expression. J'y suis particulièrement sensible et je vous prie de croire à la sincérité de ma complète gratitude.

Il m'est d'autant plus agréable de vous en donner l'assurance que rien n'a jamais troublé nos relations personnelles. J'aime à me rappeler, au moment où ils vont officiellement cesser, que mes rapports avec le corps diplomatique ont été de tous points excellents. Je me plais à vous rendre cette justice que, dans l'exercice de vos hautes fonctions, qui exigent à la fois tant de tact et tant de délicatesse, vous n'avez jamais séparé de la fermeté légitime à défendre les intérêts confiés à vos soins la loyauté, qui ajoute au poids de la raison, et la courtoisie, qui est une des formes les plus élevées du respect de l'opinion d'autrui. C'est à de telles pratiques que l'on doit de voir, dans les conjonctures les plus ardues, les difficultés s'atténuer, les routes s'aplanir et les choses arriver, en fin de cause, à des rapprochements ou à des ententes toujours si désirables entre les gouvernements ou les peuples.

Quand on a au cœur l'amour de son pays, on n'a pas de plus haute satisfaction de conscience, vous me direz si je me trompe, que d'aider, dans le champ de la politique extérieure, aux solutions pacifiques qui concourent au bien de la patrie et de l'humanité.

Que mes dernières paroles soient pour vous faire mes adieux et vous offrir les vœux que je forme pour votre bonheur et aussi pour celui des personnes qui vous sont chères et vers lesquelles vont, du fond de vos cœurs, les meilleures et les plus affectueuses de vos pensées.

*
* *

Extraits du discours prononcé à Nantes par M. Raymond Poincaré, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.

(27 octobre 1912)

Messieurs,

L'orage qui grondait depuis quelque temps vient d'éclater à la fois sur plusieurs points de la péninsule des Balkans. Des lueurs fugitives nous en avaient révélé l'approche et, lorsque le gouvernement bulgare, nous donnant, à la Russie et à nous, les assurances les plus pacifiques, avait sollicité, il y a déjà plus de six mois, l'ouverture de notre marché, nous avions craint qu'il ne se fit lui-même des illusions sur la durée d'un calme que les moindres incidents pouvaient troubler ; et fidèles à l'engagement que nous avons pris devant les Chambres de réserver les ressources financières de la France aux entreprises qui servent la politique française nous avons prudemment ajourné une opération qui, au lieu d'être consacrée au maintien de la paix, aurait risqué de faciliter encore la préparation de la guerre.

Tenant compte cependant de ce qu'il y avait de légitime dans les vœux des peuples balkaniques, nous avons adhéré, avec les autres puissances, à la proposition formulée par M. le comte Berchtold et nous n'avions même laissé échapper aucune occasion de recommander directement à la Porte la réalisation rapide des réformes qu'elle avait elle-même promis d'introduire dans l'administration de la Macédoine.

Lorsque malheureusement nous avons vu les événements se précipiter, nous avons fait effort pour grouper toutes les puissances dans une action commune, destinée, s'il était possible, à étouffer la guerre menaçante et, en cas d'insuccès trop vraisemblable, à circonscrire les hostilités et à empêcher l'incendie naissant de gagner les grandes nations européennes.

La complexité des problèmes qu'un prochain avenir peut poser rend, en effet, nécessaire, un concert général, si l'on veut que l'inévitable contradiction des intérêts ne dégénère pas, tôt ou tard, en dissentiment et en conflit.

Nous avons eu la satisfaction de constater que l'initiative pacifique prise par la France, en plein accord avec ses amis et ses alliés, a été comprise et approuvée dans toutes les chancelleries. Elle a eu pour premier résultat des échanges de vues qui se poursuivent quotidiennement entre les puissances, qui leur permettent d'exercer sur la marche des événements une surveillance collective et qui, le jour venu, favoriseront, je l'espère, une médiation ; peut-être même ce jour est-il proche.

Ai-je besoin de dire, messieurs, que pour utiles, pour indispensables qu'elles soient, ces conversations générales ne doivent avoir ni aujourd'hui ni demain, pour but ou pour effet de modifier les lignes essentielles de notre politique étrangère ? La France est incapable d'inconstance ou d'infidélité. Nous non plus, nous ne cherchons pas à avoir des amitiés de rechange et nous croyons qu'une grande nation se doit à elle-même de montrer, dans la direction des affaires extérieures, la permanence de ses idées et la fermeté de ses desseins.

Nous restons étroitement attachés à la Russie, notre alliée, et à l'Angleterre, notre amie ; nous leur restons attachés par des liens entrelacés et indestructibles : le sentiment, l'intérêt et la probité politique.

Dans les graves questions que soulève la guerre d'Orient, nous aurons assurément, elles et nous, le droit d'avoir, sur les solutions à étudier, nos préférences respectives ; mais, comme nous procéderons à cet examen dans un esprit de confiance entière et d'indéfectible amitié, rien ne pourra rompre une entente dont la solidité demeure nécessaire à l'équilibre européen.

C'est à fortifier et à resserrer cet accord que la France s'est employée sans relâche et, s'il est arrivé qu'ici ou là, une partie de l'opinion se montrât nerveuse ou impatiente, les trois gouvernements, sûrs d'exprimer la pensée profonde et durable de leurs pays, n'ont pas cessé de collaborer dans le calme et le sang-froid.

Nous trouvons dans cette persistante intimité une des meilleures raisons d'espérer que la guerre restera confinée dans les Balkans et pourra être arrêtée par l'Europe au premier moment opportun.

La signature de la paix entre l'Italie et la Turquie a déjà diminué les chances de complications dangereuses. En recouvrant sa liberté, l'Italie s'est mise à même d'apporter à l'action des puissances un nouvel élément de force et de succès. C'est un des motifs qui ont déterminé l'Europe entière à reconnaître sans retard la souveraineté italienne en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Nous avons nous-mêmes d'autant plus volontiers consenti à cette reconnaissance qu'une convention datant de plus de dix ans nous en faisait une obligation morale et nous donnait, en même temps, la certitude de pouvoir aisément poursuivre, dans un sentiment de parfaite amitié, le règlement identique, entre l'Italie et nous, des diverses questions administratives, économiques ou judiciaires qui intéressent le Maroc et la Lybie.

Nous nous sommes, d'autre part, efforcés, dans des négociations laborieuses et souvent pénibles, d'aboutir à un traité complet et définitif avec l'Espagne. Nous touchons enfin au terme de ces longs pourparlers.

Ils ont été rendus très difficiles par l'insistance qu'ont mise nos voisins à nous opposer, sur la part des points en litige, les arrangements passés avec eux en 1904 après trois années de discussions minutieuses ;

plus difficiles encore par l'importance et la multiplicité des problèmes techniques qu'il y avait à résoudre. Les avantages que nous avons obtenus nous auront été ardemment disputés. Mais, du moins, le traité signé, nous ne serons plus paralysés dans la construction des chemins de fer marocains ; nous pourrons demander aux puissances la reconnaissance officielle de notre protectorat ; nous aurons, en un mot, les mains plus libres dans cet empire chérifien, que nos prédécesseurs ont ouvert à l'influence française et que nous avons aujourd'hui le devoir de mettre en valeur ; nous pourrons ainsi réaliser plus vite le programme de pénétration méthodique et de civilisation progressive, dont nous avons, sous notre direction et notre responsabilité, confié l'exécution au général Lyautey et que nul mieux que lui — soldat intrépide et organisateur éminent — n'était à même d'accomplir.

Notre traité avec l'Espagne aura, en outre, l'heureux effet d'assurer désormais à nos rapports le ton de sympathie et de cordialité que commandent le voisinage, la parenté des races et la communauté des intérêts.

Et c'est ainsi que partout, sans rien abandonner de nos droits, nous aurons démontré avec éclat notre sagesse, notre esprit de mesure et la loyauté de nos résolutions pacifiques.

Mais les événements qui viennent de se dérouler et ceux que peut recéler l'avenir prouvent assez qu'à tout moment la tranquillité du monde risque d'être troublée par l'explosion de forces incompressibles, dont il n'est pas toujours aisé de mesurer d'avance les contre-coups.

Il n'a pas dépendu de nous de conserver la paix aux autres. Pour nous la conserver toujours à nous-mêmes, il faut garder en nous toute la patience, toute l'énergie, toute la fierté d'un peuple qui ne veut pas la guerre et qui pourtant ne la craint pas.

Une nation pacifique qui ne saurait pas se faire respecter serait à la merci du hasard. Tant qu'il y aura sur la surface du globe des peuples capables d'obéir inopinément à un idéal belliqueux, les peuples les plus sincèrement fidèles à un idéal de paix sont dans l'obligation de rester prêts à toutes les éventualités.

Et je ne parle pas seulement de cette préparation matérielle qui consiste à entretenir une armée solide et bien entraînée, une marine puissante, des canons et des munitions, des magasins et des arsenaux, des sous-marins et des avions, à prévoir longtemps à l'avance toutes les exigences d'une mobilisation, à ménager les ressources auxquelles, en cas de péril, on serait forcé de recourir. Je parle aussi de cette culture persévérante de la conscience nationale, de cette acceptation unanime et intégrale du devoir patriotique, sans lesquelles les nations les plus glorieuses et les plus prospères seraient vite condamnées aux humiliations et à la décadence.

L'année dernière, en une heure de crise, la France a fait l'admiration du monde par la sérénité de son attitude. Elle a démontré com-

bien le sentiment national était chez elle vivace et spontané : sentiment à la fois instinctif et réfléchi, ardent et grave, qui n'a rien de commun avec le chauvinisme bruyant et qui donne au pays, dans les moments difficiles, l'unité nécessaire.

Mais il ne faut pas, messieurs, que ce soit par intermittences, en des minutes fugitives, que la France prenne ainsi conscience d'elle-même et voie clair dans le fond de son âme ; il faut qu'elle conserve toujours la même dignité ; il faut qu'elle ne se lasse pas d'être la France.

Nominations et mutations dans le personnel diplomatique et consulaire

(juin-décembre 1912)

— Par arrêté en date du 15 juin 1912, M. Borel, secrétaire d'ambassade de 3^e classe à Tokio, a été chargé des fonctions de son grade à la légation de la République à Pékin, en remplacement de M. Jessé-Curely, nommé attaché à l'administration centrale des Affaires Étrangères.

— Par arrêté en date du 22 juin 1912, M. Boissier, élève consul à la direction des affaires politiques et commerciales, a été mis à la disposition du résident général de France à Tunis.

— Par arrêté en date du 25 juin 1912, M. Fouchet, secrétaire d'ambassade de 2^e classe, attaché à la direction des affaires politiques et commerciales, a été chargé des fonctions de son grade à l'agence diplomatique et consulat général de France au Caire.

— Par arrêté en date du 21 juin 1912 :

M. Dobler, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, chef du bureau de la Tunisie à la direction des affaires politiques et commerciales, a été chargé des fonctions de son grade à la résidence générale de France à Tunis.

M. Gauthier, consul de 1^{re} classe, chef du bureau des écoles et des œuvres françaises à l'étranger, a été nommé chef du bureau de Tunisie.

— Par décret en date du 21 juin 1912 :

M. d'Anthouard, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, hors cadres,

en mission, a été nommé ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, hors cadres.

— Par décret du 21 juin 1912, ont été promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM.

Deville, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Athènes.

Brice, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Addis-Abeba.

Ont été nommés ministres plénipotentiaires de 2^e classe :

MM.

des Portes de la Fosse, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe à Tunis.

Boppe, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe à Constantinople.

Cillière, consul général à Constantinople.

M. des Portes de la Fosse a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Bogotà, en remplacement de M. Frandin, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Cillière a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Port-au-Prince, en remplacement de M. Maurouard, nommé à Lima.

— Par décret en date du 22 juin 1912, M. Gaillard, consul de 1^{re} classe, a été placé hors cadres en qualité de secrétaire général près le commissaire résident général de France au Maroc.

— Par décret en date du 24 juin 1912, rendu sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, et du Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Vautier, consul de 2^e classe à Saint-Petersbourg, a été nommé attaché commercial en Russie.

— Par décret en date du 27 juin 1912, ont été nommés secrétaires d'ambassade de 1^{re} classe :

MM.

Fouchet, secrétaire d'ambassade de 2^e classe au Caire.

Jarousse de Sillac, secrétaire d'ambassade de 2^e classe, secrétaire permanent de la commission préparatoire de la conférence de La Haye.

Delarüe Caron de Beaumarchais, secrétaire d'ambassade de 2^e classe, sous-chef du bureau du Maroc.

— Par décret en date du 2 juillet 1912.

M. Piettre, consul de 2^e classe à Cordoba, a été nommé au consulat de France à Saint-Petersbourg.

M. Héríte, vice-consul de 1^{re} classe à Bender-Bouchir, a été chargé du consulat de France à Cordoba.

— Par arrêté en date du 8 juillet 1912, M. Tailhand, secrétaire d'ambassade de 3^e classe à Lima, a été chargé des fonctions de son grade à la légation de la République à Cettigné.

— Par arrêté en date du 9 juillet 1912, M. de Navaille-Labatut, sous-chef du bureau du contentieux administratif, a été nommé chef du bureau des affaires administratives.

— Par décret en date du 6 juillet 1912, M. Lebé, consul de 2^e classe chargé du vice-consulat du Pirée, a été nommé au consulat de France à Fez.

— Par décrets en date du 9 juillet 1912 :

M. Agel, consul général, chef du bureau des affaires administratives à la direction des affaires administratives et techniques, a été nommé au consulat général de France à Constantinople.

M. Lorgeou, vice-consul de 2^e classe à Mazagan (non installé), a été nommé au vice-consulat de France à Mersina et Tarsous.

— Par arrêté en date du 11 juillet 1912, ont été promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM.

le baron Houssin de Saint-Laurent, consul de 2^e classe à Chicago.

Flayelle, consul de 2^e classe à Montseu.

Rabut, consul de 2^e classe à Malte.

Beauvais, consul de 2^e classe à Canton.

Grenard, consul de 2^e classe à Odessa.

Servan de Bezaure, consul de 2^e classe, chargé du vice-consulat de France à Bologne.

— Par décret en date du 11 juillet 1912, ont été nommés consuls généraux :

MM.

Imbault-Huart, consul de 1^{re} classe, secrétaire interprète pour les langues orientales à Paris.

Liébert, consul de 1^{re} classe à Hong-Kong.

Séon, consul de 1^{re} classe, chargé du consul général à Tripoli-de-Barbarie.

Meyrier, consul de 1^{re} classe à Port-Saïd.

— Par décret en date du 11 juillet 1912, ont été nommés consuls de 2^e classe :

MM.

de Sorbier de Pougnaïdore, consul suppléant à Londres.

Robin, vice-consul de 1^{re} classe chargé du consulat de France à Syra.

Leca, vice-consul de 1^{re} classe à Cagliari.

Cuinet, interprète de 1^{re} classe, deuxième interprète à l'ambassade de la République à Constantinople.

Doire, vice-consul de 1^{re} classe à Hokéou.

— Par décret de même date, M. Cuinet, consul de 2^e classe, deuxième interprète de l'ambassade de la République à Constantinople, a été chargé du vice-consulat de France à Andrinople.

— Par décret en date du 13 juillet 1912 :

M. Maurouard, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Lima (non installé) a été placé sur sa demande, dans le cadre de la disponibilité.

M. des Portes de la Fosse, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Bogotâ (non installé), a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Lima.

— Par décret en date du 22 juillet 1912, M. Mouille, interprète de 2^e classe, interprète chancelier du consulat général de Jérusalem, a été inscrit dans le cadre des vice-consuls de 2^e classe pour prendre rang du 27 mars 1911, et nommé au vice-consulat de France à Mazagan.

— Par décret en date du 24 juillet 1912 :

M. Charlot, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Christiania, a été promu à la 1^{re} classe de son grade.

M. de Fontenay, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, chargé du consulat général de Budapest, a été nommé ministre plénipotentiaire de 2^e classe et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Bogotâ.

— Par décret en date du 25 juillet 1912 :

M. Mercinier, consul de 2^e classe, chargé du vice-consulat de Varna, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Besse-Desmoulières, consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie de la légation de la République à Tanger, a été nommé au vice-consulat de France au Pirée.

M. Lucciardi, vice-consul de 1^{re} classe à Constantza (non installé), a été nommé au vice-consulat de France à Palma.

M. de Saint-Sauveur, vice-consul de 1^{re} classe à Batavia, a été nommé au vice-consulat de France à Constantza.

M. Duchesne, vice-consul de 1^{re} classe à Janina, a été nommé au vice-consulat de France à Varna.

M. Dussap, vice-consul de 2^e classe à Siwas, a été nommé au vice-consulat de France à Janina.

— Par arrêté en date du 26 juillet 1912, M. Pingaud, consul de 1^{re} classe à Dusseldorf, a été nommé chef du bureau des écoles et œuvres françaises à l'étranger.

— Par arrêté du 31 juillet 1912 :

M. Clauzel, secrétaire de 2^e classe à Constantinople, a été chargé des fonctions de son grade à l'ambassade de la République à Vienne.

M. Jaunez, secrétaire de 2^e classe à Vienne, a été chargé des fonctions de son grade à la légation de la République à Constantinople.

— Par arrêté du 1^{er} août 1912, M. Lefebvre de Vieffville, attaché à la sous-direction des chancelleries, a été nommé sous-chef de bureau à ce service.

— Par arrêté du 1^{er} août 1911 :

M. Brugère, attaché d'ambassade au cabinet du ministre, a été chargé des fonctions de troisième secrétaire à Pékin.

M. Maugras (François-Gustave-Gaston), secrétaire d'ambassade de 3^e classe à Washington, a été chargé des fonctions de son grade à l'ambassade de la République à Tokio.

M. de Sartiges, secrétaire d'ambassade de 3^e classe à Saint-Petersbourg, a été chargé des fonctions de son grade à l'ambassade de la République à Washington.

— Par arrêté du 1^{er} août 1912, ont été promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM.

Blanc, interprète de 2^e classe, premier interprète à la résidence générale de France au Maroc.

Teissier, interprète de 2^e classe à Tientsin.

Henriet, interprète de 2^e classe, premier interprète à Alexandrie.

Feer (Francis-Charles), interprète de 2^e classe, premier interprète à Beyrouth.

Petithuguenin, interprète de 2^e classe, premier interprète à Bangkok.

— Par arrêté du 2 août 1912, ont été promus à la 2^e classe de leur grade :

MM.

Peretié (Léon-Marie-Jules-Simon), interprète de 3^e classe, interprète chancelier à Damas.

Girieud (Louis-Frédéric), interprète de 3^e classe, premier interprète au Caire.

Topenot, interprète de 3^e classe, interprète chancelier à Bangkok.

Dufaure de la Prade, interprète de 3^e classe, interprète chancelier à Canton.

Avonde-Froment, interprète de 3^e classe, interprète chancelier à Trébizonde.

— Par arrêté du 2 août 1912, M. Barthe de Sandfort, interprète chancelier à Tauris (non installé), a été nommé interprète chancelier à Zanzibar, en remplacement de M. Girieud, nommé premier interprète au Caire.

M. Lépissier (Paul-Pierre-Emile), interprète de 3^e classe, faisant fonctions d'élève interprète à Téhéran, a été nommé interprète chancelier à Tauris.

— Par décret en date du 2 août 1912, ont été nommés interprètes de 3^e classe :

MM.

Fallot, élève interprète à Bangkok.

Crépin (Pierre-Jean), élève interprète à Mongtseu.

Coufourier, élève interprète à Mazagan.

Bonmarchand, élève interprète à Séoul.

Lépissier (Paul-Pierre-Emile), élève interprète à Teheran.

— Par décret en date du 8 août 1912, M. d'Apchier Le Maugin, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, chargé des fonctions de ministre résident à Quito (non installé), a été chargé du consulat général de France à Budapest, en remplacement de M. de Fontenay, nommé ministre à Bogotâ.

— Par décret en date du 8 août 1912, M. de Rettel, interprète de 1^{re} classe à Smyrne, est inscrit dans le cadre des vice-consuls de 1^{re} classe pour prendre rang du 13 janvier 1905, a été nommé au vice-consulat de France à Bender-Bouchir, en remplacement de M. Héritte, nommé à Cordoba.

— Par arrêté du 12 août 1912, M. Pricot de Sainte-Marie (Georges), vice-consul de 1^{re} classe à Lima, a été chargé de la chancellerie de la légation de la République à Santiago-du-Chili, en remplacement de M. du Courthial, nommé attaché à la direction de la comptabilité.

— Par arrêté du 14 août 1912 :

M. Armand (Jean-Paul-Henri), vice-consul de 3^e classe à Sydney, a été chargé de la chancellerie du consulat de France à Dublin.

M. Péron, vice-consul de 3^e classe au Caire, a été chargé de la chancellerie de Sydney.

— Par décret en date du 14 août 1912, M. Laroche (Charles-Joseph-Georges), vice-consul chargé de la chancellerie de Dublin (non installé), a été placé dans le cadre de la disponibilité.

— Par arrêté du 17 août 1912 :

M. Peretié (Léon-Marie-Jules-Simon), interprète chancelier à Damas, a été nommé premier interprète du consulat général de France à Smyrne, en remplacement de M. de Rettel, nommé au vice-consulat de Bender-Bouchir.

M. Durieux (Pierre-Marie-André), élève interprète à Tanger, a été chargé des fonctions d'interprète chancelier à Damas.

— Par arrêté du 24 août 1912 :

M. Malzac, interprète de 2^e classe à Casablanca, a été chargé des fonctions de son grade au consulat de France à Tanger.

M. Coufourier, interprète de 3^e classe à Tanger, a été chargé des fonctions de son grade au consulat de France à Casablanca.

— Par arrêté du 25 août 1912 :

M. Rotig, vice-consul de 3^e classe à Yokohama, a été chargé de la chancellerie du consulat général de France à la Canée.

M. Valentini (William-Johann), vice-consul de 3^e classe au Caire, a été chargé de la chancellerie du consulat de France à Yokohama.

— Par décret en date du 25 août 1912 :

M. Fliche, vice-consul de 1^{re} classe à Recht (non installé), a été nommé au vice-consulat de France à Batavia.

M. Missir, vice-consul de 1^{re} classe à La Canée, a été nommé au vice-consulat de France à Recht (Perse).

— Par arrêté du 29 août 1912, M. Japy, consul suppléant à Shanghai, a été nommé attaché au cabinet du ministre.

— Par arrêté du 5 septembre 1912, M. Valada, interprète à la résidence générale de France au Maroc, a été nommé interprète chancelier au consulat de France à Rabat (emploi créé).

— Par arrêté du 6 septembre 1912 :

M. Pineton de Chambrun, secrétaire de 2^e classe, attaché à la direction des affaires politiques et commerciales a été chargé des fonctions de son grade à l'ambassade de la République à Saint-Petersbourg.

M. Lefebvre de la Boulaye, secrétaire de 2^e classe, attaché à la direction des affaires politiques et commerciales, a été chargé des fonctions de son grade à l'ambassade de la République à Washington.

— Par arrêté du 6 septembre 1912 :

M. Lefèvre d'Ormesson, secrétaire d'ambassade de 2^e classe, a été nommé attaché à la direction des affaires politiques et commerciales.

M. le comte de Galard de Béarn, secrétaire d'ambassade de 3^e classe à Lima (non installé), a été nommé attaché à la direction des affaires politiques et commerciales.

— Par décret en date du 8 septembre 1912 :

M. Neton, consul de 1^{re} classe à Porto, (non installé), a été nommé au consulat de France à Dusseldorf.

M. Revelli, consul de 2^e classe, chargé du vice-consulat d'Ostende, a été nommé au consulat de France à Porto.

— Par décret en date du 9 septembre 1912, M. Pilet, consul de 1^{re} classe, chargé du vice-consulat de France à Breslau, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

— Par décret en date du 9 septembre 1912, M. Daudé, sous-chef de bureau à la direction de la comptabilité, a été nommé consul de 2^e classe et chargé du vice-consulat de France à Ostende.

— Par décret en date du 9 septembre 1912, M. Francastel, consul général chargé du consulat de la Nouvelle-Orléans, a été chargé des fonctions de ministre résident à Quito.

— Par décret en date du 9 septembre 1912, M. Saglio, vice-consul de 3^e classe à Beyrouth, a été nommé au vice-consulat de France à Mossoul.

— Par arrêté du 9 septembre 1912, M. de Fourmestraux, vice-consul de 3^e classe à Vienne, a été chargé de la chancellerie du consulat général de France à Beyrouth.

— Par arrêté du 15 septembre 1912 :

M. de Bersolle, rédacteur à la direction des affaires politiques et commerciales, a été nommé secrétaire-archiviste à la sous-direction des unions internationales et des affaires consulaires.

M. Punant, attaché au bureau du départ et de l'arrivée des correspondances et des courriers, a été nommé secrétaire-archiviste à la sous-direction des affaires de chancellerie et du contentieux administratif.

M. Bavelier, vice-consul de 2^e classe, attaché au service du protocole, a été nommé secrétaire-archiviste à ce service.

M. Durand-Lagrangère, commis expéditionnaire à la direction de la comptabilité, a été nommé secrétaire-archiviste à cette direction.

M. Billecocq (François-Marie), secrétaire-archiviste au cabinet du ministre, a été nommé rédacteur au cabinet du ministre.

M. d'Humilly de Chevilly, vice-consul de 2^e classe, attaché au service d'ordre et secrétariat de la direction des affaires politiques et commerciales, a été nommé attaché classé à ce service.

M. de Vaulchier du Deschaux, vice-consul de 3^e classe, attaché au bureau du personnel, a été nommé attaché classé à ce service.

— Par arrêté du 3 octobre 1912 :

M. Massoulle, vice-consul de 1^{re} classe, chargé de la chancellerie de

la légation de la République à Luxembourg, a été nommé secrétaire-archiviste à la sous-direction d'Amérique.

M. Roux, vice-consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie du consulat de Cardiff, a été nommé attacheur classeur au bureau de Tunisie.

M. Billecocq, vice-consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie du consulat de Turin, a été nommé attaché classeur à la sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient (1^{re} section).

M. Dufort, vice-consul de 3^e classe, chargé de la chancellerie du consulat de Malaga, a été nommé attaché classeur à la sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient (2^e section).

— Par arrêté du 5 octobre 1912, M. Maigret, vice-consul de 2^e classe à Marrakech, a été promu à la 1^{re} classe de son grade.

— Par arrêté du 8 octobre 1912, M. Turck, vice-consul de 3^e classe, chargé de la chancellerie du consulat de la Nouvelle-Orléans (non installé), a été chargé de la chancellerie du consulat de Cardiff.

— Par décrets en date du 7 octobre 1912, rendus sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères :

M. Charlot, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe à Christiania, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Steeg (Camille-Louis), ministre plénipotentiaire de 2^e classe, mis hors cadre à la disposition du gouvernement ottoman, a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Christiania.

— Par décret en date du 9 octobre 1912, M. Tondeur-Scheffler, consul de 2^e classe, hors cadres, a été chargé du vice-consulat de France à Breslau.

— Par décret en date du 11 octobre 1912, M. Naggiar, élève consul à la direction des affaires politiques et commerciales, a été nommé consul suppléant et chargé des fonctions de son grade au consulat général de France à Shanghai.

— Par décret en date du 11 octobre 1912, M. Maurouard, ministre plénipotentiaire de 2^e classe en disponibilité, a été admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

— Par décret du 17 octobre 1912, rendu sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, M. Delamotte (Marie-Louis-Gabriel), inspecteur général des finances en disponibi-

lité, a été nommé directeur de la comptabilité au Ministère des Affaires Etrangères.

— Par arrêté du 24 octobre 1912, M. de Sorbier de Pognadoresse, consul de 2^e classe faisant fonctions de consul suppléant au consulat général de France à Londres, a été mis à la disposition du commissaire résident général de France au Maroc.

— Par décret en date du 20 décembre 1912 :

M. Velten (Gaston), consul de 1^{re} classe à Dublin, a été chargé du consulat général de Varsovie.

M. Loiseleur des Longchamps-Deville, consul de 1^{re} classe à Malaga (non installé), a été nommé au consulat de Dublin.

M. Santi, consul de 2^e classe à Philippopoli, a été nommé au consulat de Malaga.

M. Destailleur, consul de 2^e classe hors classe, en mission, a été nommé au consulat de Philippopoli.

Commissions

(octobre-novembre 1912)

— Par décret du 29 octobre 1912, M. Delamotte, directeur au Ministère des Affaires Etrangères a été nommé membre de la commission chargée d'étudier la question de la péréquation des traitements des personnels des administrations centrales des Ministères.

— Par arrêté du 8 novembre 1912, M. Delamotte, directeur de la comptabilité au Ministère des Affaires Etrangères a été nommé membre de la Commission chargée d'étudier la réforme du service des traites des Affaires Etrangères.

Distinctions honorifiques

(octobre-novembre 1912)

— Par décret du Président de la République en date du 11 octobre 1912, ont été promus au grade d'officiers dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

M. Maurouard (Lucien), ministre plénipotentiaire de 2^e classe. Chevalier du 13 juillet 1896.

M. Becq de Fouquières (Augustin-Pierre), sous-chef de bureau au service du protocole ; 16 ans de services. Titres exceptionnels : services très distingués dans les missions qui lui ont été confiées.

— Par décret du Président de la République en date du 20 novembre 1912, rendu sur la proposition du Ministre de la Guerre.

A été promu au grade d'officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur, M. Guichard, médecin-major de 1^{re} classe hors cadres à la disposition du Ministre des Affaires Étrangères pour servir au Maroc ; 22 ans de services, 12 campagnes. Chevalier du 11 juillet 1908. Services exceptionnels ; a montré les plus belles qualités d'énergie, de sang-froid et d'intelligence lors de l'investissement de Marrakech (Maroc).

ALLEMAGNE

Ordre du jour lu par S. M. l'Empereur Guillaume II dans le Lustgarten, à Berlin, devant les délégations du corps de troupe réunis à l'occasion de la célébration du centenaire de l'indépendance allemande.

(10 mars 1913)

A MON ARMÉE !

« Pour la centième fois revient l'anniversaire des journées où la Prusse s'est appêtée à secouer le joug de l'étranger. Pendant sept années, le peuple avait gémi sous la main de fer du conquérant ; aucune humiliation, même pas la plus profonde — l'enrôlement sous la bannière de l'ennemi — ne lui avait été épargnée.

» Mais cette dure punition pour les temps passés d'inaction, et partant de déchéance, avait fait œuvre de purification. Dans toute sa netteté s'était réveillée la conscience qu'un Prussien ne saurait vivre sans honneur.

» Les défauts dans l'organisation une fois écartés, l'armée brûla du désir de prouver que sa valeur intrinsèque n'était pas morte et que le vieil esprit qui, cinquante ans auparavant, tenait tête au monde en armes vivait encore en elle.

» C'est alors que par la volonté de Dieu arriva le jour tant attendu des représailles et de la purification de la honte subie. L'aigle prussien, agitant ses ailes, s'éleva vers le soleil. Après de longues angoisses l'heure enfin sonna où mon auguste aïeul proclama la guerre par les paroles émouvantes de l'appel : « A mon peuple ! » et appela aux armes pour la défense du pays.

» Animée d'une sainte colère contre l'oppressur, la nation répondit à l'appel de son roi. L'enthousiasme jaillit des cœurs comme une flamme. Comme un fleuve intarissable, l'esprit de sacrifice inonda le pays. Heureux celui qui pouvait offrir son bien à son roi et à sa patrie, mais doublement heureux celui qui pouvait se sacrifier lui-même pour le service sous les drapeaux !

» C'est pour moi un devoir sacré de rappeler le souvenir d'une telle fidélité, d'un tel dévouement, aujourd'hui, après cent ans, à la date anniversaire de la naissance de l'inoubliable reine. Le mot d'ordre de notre armée dans cette guerre sainte n'était pas « Vaincre ou mourir ! » mais uniquement « Vaincre ! ».

» Dieu a béni nos armes. De Groszgoerschen, par Groszbeeren, par la Katzbach, Kulm, Dennewitz, Wartenburg, Mœckern et Leipzig, l'armée prussienne a porté ses drapeaux au Rhin et jusque dans la capitale de l'oppressur. Un empire mondial avait été écrasé.

» C'est avec une admiration sans fin que je songe aux héros de ces jours. Je songe à Scharnhorst qui, par un travail opiniâtre en temps de paix, a établi la base du relèvement de la Prusse — du service obligatoire — mais qui ne devait pas assister à la moisson de ce qu'il avait semé. Je songe aux chefs qui conduisirent l'armée dans sa marche victorieuse : Blücher, York, Bülow, Gneisenaus et tant d'autres dont les noms étincellent en lettres de feu sur les tablettes de l'Histoire. Je songe à ces braves innombrables qui, acclamant leur roi, la gloire et l'honneur de la patrie, ont scellé de leur mort leur serment de fidélité. Leur mémoire subsistera tant que la Prusse sera.

» L'esprit qui anima les soldats des guerres de libération survivait dans l'âme de vos pères, lorsque, sous la conduite de mon auguste grand-père, ils conquièrent ce prix de la victoire que n'avaient pu obtenir leurs devanciers : la résurrection de l'empereur et de l'empire. Quant à nous, la génération actuelle, les hauts faits de nos glorieux pères nous adressent l'appel pressant et grave de prendre à cœur et de réaliser le mot du poète : « Ce que tu as hérité de tes pères, conquiers-le pour le posséder ! »

» Nous aussi, nous irons le cœur joyeux et confiant au combat, s'il s'agit un jour de conserver ce qui a été conquis au prix d'un sang si précieux et de défendre l'honneur de l'Allemagne contre quiconque oserait y toucher. Mais pour cela il faut que chacun, au poste qu'il occupe, veille à ce que l'armée n'affiche pas seulement sa devise au dehors, mais la porte avant tout dans son cœur. La crainte de Dieu, la fidélité au roi, l'amour de la Patrie, dans toute la perfection avec

laquelle ces sentiments se sont affirmés aux grandes époques, voilà ce qui doit rendre l'armée invincible.

» Mais la victoire vient de Dieu. C'est pourquoi doit subsister pour nous, aujourd'hui et toujours, la devise des héros des guerres de libération : « Dieu avec nous ! »

*
* *

Nominations dans le personnel diplomatique

Le 14 janvier 1913, S. Exc. M. von Jagow, ambassadeur à Rome, a été nommé sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères ; il a été remplacé à Rome, le 15 février, par M. de Flotow, Ministre à Bruxelles.

Distinctions honorifiques

S. M. le Roi de Danemark, a décoré le 26 février 1913, de la Grand' Croix de l'ordre du Danebrog, S. Exc. M. von Jagow, Ministre des Affaires Étrangères, M. Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères et le Comte Brockdorff-Rantzau, ministre allemand à Copenhague ; il a concédé les insignes de l'Ordre de l'Eléphant à S. Exc. le Chancelier de l'Empire.

Réception diplomatique

Le 3 janvier, S. M. l'Empereur a reçu en audience solennelle, M. Miguel de Beistegui qui lui a présenté les lettres par lesquelles S. Exc. le Président de la République mexicaine l'accrédite en qualité d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Berlin.

Évènements notables

7 décembre 1912. — La Triple-Alliance a été renouvelée officiellement.

12 décembre 1912. — Mort du Prince-Régent de Bavière Luitpold ; son fils Louis lui succède.

30 décembre 1912. — Mort à Stuttgart de M. de Kiderlen-Wæechter, Secrétaire d'Etat à l'Office Impérial des Affaires Étrangères.

20 janvier 1913. — Fiançailles de la princesse Victoria-Marguerite, fille du Prince Frédéric-Léopold de Prusse, avec le Prince Henri XXXIII de Reuss.

27 janvier 1913. — Anniversaire de la naissance de S. M. l'Empereur Guillaume II.

3 février 1913. — Visite à la Cour de Prusse de S. M. le Roi de Saxe Frédéric-Auguste.

24 février 1913. — Visite à la Cour de Prusse de LL. MM. le Roi Christian X et la Reine Alexandrine de Danemark. (1)

27 février 1913. — Départ de Berlin de LL. MM.

6-7 mars 1913. — Visite à la Cour impériale de LL. AA. RR. le Prince Régent et la Princesse de Bavière.

8 mars 1913. — Visite des mêmes Princes à la Cour de Saxe.

10 mars 1913. — Célébration dans toute l'Allemagne du centenaire de l'indépendance.

11 mars 1913. — Visite de S. M. le roi Frédéric-Auguste de Saxe à la Cour de Prusse.

30 mars 1913. — Mort à Schleiz du prince Henri XIV de Reuss i. L.

COLOMBIE

Nominations et mutations

dans le personnel diplomatique et consulaire

(août-octobre 1912)

— Par décret du 27 août 1912, M. Mariño Herrera (Franciso) a été nommé secrétaire de la légation colombienne à Rio-de-Janeiro et chargé d'affaires par intérim de la République auprès des Etats-Unis du Brésil.

— Par décret du 27 août 1912, M. Holguin (Alvaro) a été nommé attaché *ad honorem* à la Légation de la République en France.

— Par décret du 13 septembre 1912, M. Orrantia (Manuel) a été nommé consul général à Genève.

— Le 18 septembre 1912, M. Carreño (Pedro-Maria) a été nommé Ministre des Affaires Etrangères par intérim, en remplacement de M. le docteur González Valencia, démissionnaire.

(1) Cf. dans le prochain tome le texte des toasts échangés au cours de cette visite.

— Par décret du 1^{er} octobre 1912, ont été nommés consuls *ad honorem* :

MM.

Reyes Molina (Benjamin), à Oruro (Bolivie).

Taborga (Rafael), à Potosi (Bolivie).

Salamanca (Daniel), à Cochabamba (Bolivie).

Torres Setién (Francisco), à Santander.

Polo de Bernabé (Juan), à Valence (Espagne).

Benedetti (Alberto G.), à Montevideo.

— Par décrets de même date, ont été nommés vice-consuls *ad honorem* :

MM.

Vergara y Cordón (Bartolo), à Jerez-de-la Frontera.

Lataillade, à Jérémie (Haïti).

— Par décret du 4 octobre 1912, M. le docteur Samuel Montaña a été attaché à la légation colombienne en Grande-Bretagne.

*
* *

Reconnaissances de ministres et de consuls étrangers (août-octobre 1912)

— Par décret du 19 août 1912, M. Jaspe (Amaranto) a été reconnu comme vice-consul des Pays-Bas à Cartagena (Bolívar).

— Par décret du 24 août 1912, M. Espindola (Victor) a été reconnu comme consul de l'Equateur à Ipiales (Nariño).

— Par décret du 10 septembre 1912, M. Orces (Andrés P.) a été reconnu comme consul de l'Equateur à Pasto (Nariño).

— Par décret du 13 septembre 1912, ont été reconnus : M. Parra León (Rafael) comme vice-consul de Venezuela à San-José-de-Cúcuta et M. Vivas (Pablo E.) comme consul de Venezuela à Riohacha.

— Par lettre adressée, le 13 septembre 1912, à M. José Romeu, Ministre des Relations Extérieures de l'Uruguay, M. Carreño, Ministre des Affaires Extérieures par intérim a agréé la nomination de M. Carlos Blixen, comme Ministre de la République de l'Uruguay à Bogotá.

— Par décret du 4 octobre, ont été reconnus comme consuls de Bolivie : M. Navarrete à Pasto et M. Paláu (Ignacio) à Cali, et comme consul de Vénézuëla à Bogotá, M. Gómez (Jaime).

ESPAGNE

Nominations et mutations dans le personnel diplomatique et consulaire

(janvier-mars 1913)

S. M. le Roi Alphonse XIII a signé le 14 janvier 1913 un décret nommant Ambassadeur d'Espagne auprès de S. S. le Pape Pie X M. Calbeton, ancien ministre.

— Par décret du 5 février 1913, S. M. le Roi a accepté la démission de S. Exc. M. Perez Caballero y Ferrer, son Ambassadeur auprès de S. Exc. le Président de la République française.

— Par décret du 6 février 1913, M. Garcia Jove (Manuel), ministre résident à Rio-de-Janeiro a été promu au grade de ministre plénipotentiaire de deuxième classe.

M. de Goyeneche y de la Puente (Juan), secrétaire de deuxième classe à Bruxelles a été nommé ministre résident à Bogotá, en remplacement de M. de Mariategui y Carratalá (Alfredo) démissionnaire,

— Par décret du 6 février 1913, ont été admis à la retraite : MM. Baldassano y Topete (Arturo), consul général à Hambourg ; Torroga y Quinza (Joaquin-María), consul général à Londres ; Brusola y Tellez (Manavo), consul général à Anvers.

— Par décret du 6 février 1913 :

M. Congosto y Vaillant (José), consul général à Paris, a été nommé consul général à Londres.

M. Vélez y Corrales (José), consul général à Genève a été nommé à Hambourg.

M. Navarro y Lopez de Ayala (Manuel), consul de 1^{re} classe à Oporto, a été nommé consul général à Paris.

M. Torres Acevedo (Luis), consul général à Manille, a été nommé consul général à Genève.

M. Diaz Cossio (Pompeyo), consul général à New-York, a été nommé consul général à Manille.

M. De Sallas y Schar, consul général de 1^{re} classe à Cardiff, a été nommé consul général à New-York.

M. Yebra Saiz (Francisco), consul de 1^{re} classe à Marseille, a été nommé consul à Anvers et remplacé par M. Gaspar y Batllès (Enrique), précédemment consul à Milan.

M. de Siloniz y Colarte (Félix), consul à La Havane, a été nommé consul de 1^{re} classe à Oporto.

M. de Samoza y Tenreiro (Enrique), consul de 1^{re} classe à Veracruz, a été nommé consul de 1^{re} classe à Cardiff et remplacé par M. Carsi y Rivera (Joaquin).

M. Moratilla y Estévez, consul de 1^{re} classe à Naples, a été transféré au consulat de Milan.

M. López Ferrer (Luciano), consul de 2^e classe à Tétouan, a été nommé consul de 1^{re} classe à La Havane.

— Par décret du 6 février 1913, M. Almeida y Herreros (Bernardo), secrétaire à la section coloniale au Ministère d'Etat, a été nommé secrétaire à la légation de Santiago.

M. Carrillo de Albornoz, marquis de Faura, a été nommé secrétaire à la légation de Bruxelles.

M. García Loygorri y Atienza (Angel), a été nommé secrétaire de 1^{re} classe à la section coloniale du Ministère d'Etat.

— Par décret du 9 février 1913, M. de Osorio y Elola (Fernando), a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye et à Luxembourg.

M. de Goyeneche y de la Puente (Juan), ministre résident à Bogotà, a été mis en cette qualité à la disposition du Ministre d'Etat.

— Par décret du 14 février 1913, la démission de M. de Goyeneche, précédemment cité, a été acceptée par S. M. le Roi.

M. de Zayas y Beaumont, secrétaire d'ambassade, a été nommé ministre résident et maintenu, avec ce grade, dans ces fonctions de chef de section au Ministère d'Etat.

M. le marquis de Dos Fuentes, ministre de légation à Constantinople, a été mis à la disposition du Ministre.

M. le Comte de Pradère, secrétaire de 2^e classe à l'Ambassade de Paris, a été nommé secrétaire de 1^{re} classe à Constantinople et à Athènes.

— Par décret du 17 février 1913, M. de Prat y Agacino (Pedro), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Athènes et à Constantinople, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. de Ory y Morey (Germán Maria), chef de la section coloniale au Ministère d'Etat, a été nommé ministre à Athènes.

M. Gassend y de Frias (Carlos), secrétaire à l'ambassade d'Espagne à Rome, a été nommé chef de la section de comptabilité au Ministère d'Etat.

M. González y González (Joaquin), secrétaire de l'Ambassade au Vatican, a été nommé secrétaire à la Légation de Bogotà.

M. Almeida y Herreros (Bernardo), secrétaire à la Légation de Santiago-du-Chili, a été nommé secrétaire d'Ambassade auprès de S. M. le Roi d'Italie.

M. Ojeda y Brooke (Jaime), secrétaire de 2^e classe à l'ambassade du Vatican, a été promu à la 1^{re} classe.

M. Danvila y Burguero (Alfonso), secrétaire de 2^e classe à Montevideo, a été nommé secrétaire de 1^{re} classe à Santiago-du-Chili.

— Par décret du 10 mars 1913, M. Merry del Val y Zulueta (Alfonso), Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Bruxelles, a été nommé Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et remplacé par M. le marquis de Villalobar, précédemment Ministre d'Espagne à Lisbonne.

M. le marquis de Villasinda, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Tanger, a été nommé Ministre à Lisbonne.

S. Exc. M. Ramírez de Villaurrutia y Villaurrutia, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Espagne auprès de S. M. le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, a été nommé Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de S. Exc. le Président de la République Française.

— Par décret du 17 mars, S. M. le Roi a accepté la démission du Comte de Pradère, secrétaire de 1^{re} classe aux légations de Constantinople et d'Athènes et a remplacé ce diplomate par M. Benitez y Fernández (Antonio), secrétaire à la légation de Buenos-Aires.

— Par décret de même date, M. Danvila y Burguero (Alfonso), secrétaire de 1^{re} classe à Santiago du Chili, a été nommé à la légation de Buenos-Aires.

— Par décret du 24 mars 1913, M. de Benito y Varela (Pablo), secrétaire de 2^e classe à la légation du Centre-Amérique, a été nommé secrétaire de 1^{re} classe à la légation de Santiago du Chili.



Nominations de membres du Tribunal de La Haye

(mars 1913)

— Par décret royal du 17 mars 1913, MM. Dato é Iradier, député aux Cortès, et Maria Labra y Cadrana, sénateur du Royaume, ont été maintenus dans leurs fonctions de délégués du Gouvernement au Tribunal permanent d'arbitrage de La Haye.

M. Sánchez Román, professeur à la Faculté de droit de l'Université Centrale, sénateur à vie, ancien Ministre d'Etat, a été nommé membre du Tribunal permanent d'arbitrage de La Haye, en remplacement de M. Moret y Prendergast, décédé.

M. Vela Hidalgo y Burriel, a été nommé délégué aux services tributaires, économiques et financiers dans la zone d'influence espagnole au Maroc.



Réception diplomatique

Le 23 mars 1913, S. M. le Roi a reçu en audience particulière Son Excellence le Prince de Charoon qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. le Roi de Siam l'accrédite en qualité d'Envoyé Extraordinaire et de Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi d'Espagne.



Principaux évènements

1^{er} janvier 1913. — S. M. le Roi a confirmé la constitution du nouveau ministère, sous la Présidence de M. le Comte de Romanones ; voici la répartition des différents portefeuilles :

Présidence et intérieur : M. le Comte de Romanones.

Affaires Etrangères : M. Navarro Reverter.

Justice : M. Barroso.

Guerre : M. le Général Luque.

Marine : M. Amalja Jimino.

Travaux Publics : M. Villanueva.

Instruction Publique : M. Lopez Muñoz.

Finances : M. Suarez Inclau.

28 janvier. — Décès de M. Moret, ancien Président du Conseil des Ministres.

31 janvier. — Publication de la déclaration ministérielle du Comte de Romanones.

GRANDE-BRETAGNE

Note communiquée à la presse par les délégués turcs
à la Conférence de Londres

(3 février 1913)

Avant de quitter Londres, nous tenons à rendre publics nos sentiments de gratitude vis-à-vis de l'auguste souverain qui préside aux destinées du puissant empire britannique, ainsi qu'envers les autorités et la noble nation anglaise.

Nous emportons le meilleur souvenir de notre séjour dans cette capitale; de l'excellent accueil qui nous fut fait et de l'obligeante hospitalité dont nous fûmes l'objet.

Nous regrettons infiniment que la Conférence n'ait pas abouti à un résultat mais nous ne doutons pas que le public anglais, dont les sentiments d'équité sont universellement reconnus et appréciés à juste titre et qui a suivi les négociations de près, ne juge sur qui en retombera la responsabilité.

Malgré les déclarations unanimes que les puissances ont faites au début de la guerre qu'il n'y aurait aucun changement territorial quel que fût le résultat de la guerre, nous sommes venus ici avec le ferme désir d'arriver à la conclusion de la paix, dans le plus bref délai.

Or, la première quinzaine s'est passée pour nous à demander aux alliés de formuler leurs desiderata. Convaincus eux-mêmes de la nature inacceptable de ces desiderata, présentés au bout de quelques semaines d'insistance, les alliés se sont empressés de nous engager à faire des contre-propositions.

Nous avons fait successivement trois contre-propositions, dont la dernière contenait des sacrifices énormes.

Les alliés, sans en faire une seule, suspendirent brusquement les négociations, malgré notre désir de continuer et nos protestations.

Les puissances ont pris alors la question en mains ; mais sans attendre leur décision, les alliés ont dénoncé l'armistice.

Les Etats alliés avaient certainement une dette de reconnaissance

envers les puissances et le moyen de reconnaître cette dette était de leur prouver le désir réel d'arriver à la conclusion de la paix.

Cette guerre, que la Turquie a cherché à prévenir, a été engagée sous le prétexte fallacieux de sauver les chrétiens qui se trouvent en Macédoine.

Aujourd'hui, cette guerre reprend parce que la Bulgarie, après avoir demandé d'immenses territoires habités par des musulmans, insiste pour la cession d'une ville musulmane, seconde capitale de l'empire.

Nous laissons au sens éminemment juste et logique du peuple anglais le soin de tirer des conclusions sur le but réel de la guerre.

Nous ajoutons que nous sommes heureux de constater que l'opinion publique anglaise commence à se rendre compte de l'iniquité des demandes des alliés et à voir le tort qu'ils font, par leur intransigeance, à la cause de la paix.

* *

Déclarations faites à la Chambre des Communes par sir Edward Grey

(25 mars 1913)

Les diverses questions balkaniques se divisent en deux catégories. Jusqu'ici les questions les plus urgentes et les plus importantes du point de vue des grandes puissances n'ont pas tant été celles qui concernent la Turquie et les alliés, que celles qu'il était nécessaire de dénouer pour assurer l'accord des grandes puissances entre elles. En d'autres termes, la tâche la plus urgente dont les puissances avaient à s'acquitter était de localiser la guerre, de ne pas la laisser s'étendre de façon à amener les Cabinets à prendre parti les uns contre les autres.

Si on se rappelle combien, au cours des dernières années, on a ressenti d'inquiétude chaque fois qu'une catastrophe s'est produite en Orient, on comprendra combien il est à l'honneur de la diplomatie des grandes puissances d'avoir jusqu'ici empêché la tempête d'éclater et d'en être arrivé à un point où tout semble indiquer qu'après tout la tempête n'éclatera pas. (*Applaudissements.*)

En se mettant à l'œuvre, les puissances ont travaillé sur cette hypothèse, en elle-même un puissant facteur de paix, qu'aucune d'entre elles ne profiterait de la situation pour acquérir des territoires, soit sur le continent, soit dans l'Archipel. Partant de cette hypothèse, les puissances avaient écarté une grande difficulté et un grand danger.

Avant la Noël, elles se sont entendues sur le principe d'une Albanie autonome. Le résultat, en lui-même, était important. Avant la Noël, également, elles se sont entendues au sujet du littoral de l'Adriatique; autre danger écarté.

Restaient à fixer les frontières continentales de l'Albanie, problème de grande importance, car si l'Albanie était trop petite, elle ne pourrait, dans l'avenir, avoir une existence séparée ; si, d'un autre côté, on la créait trop grande, on eût empiété injustement sur les ambitions légitimes du Montenegro, de la Serbie et de la Grèce. Les grandes puissances n'ont pas encore abordé la question de la frontière méridionale, et, bien qu'à propos de cette frontière quelques difficultés puissent s'élever, je crois que tout le monde est d'accord pour penser que ces difficultés ne peuvent produire ni grand danger, ni grande inquiétude.

Quant aux frontières nord et nord-est, c'était bien différent : si on n'avait pu se mettre d'accord à leur sujet, la question se serait certainement posée qui eût non seulement justifié l'inquiétude, mais produit de grands périls ; la divergence d'opinions existant entre les puissances concernait spécialement Scutari au nord et certaines autres villes au nord et au nord-est.

Sur chacune de ces villes, une à une, les puissances en sont arrivées à une entente virtuelle.

Un point restait à régler ; il suffisait à remettre en question tous les résultats obtenus, l'accord qui s'était produit étant conditionnel. A la fin de la semaine dernière on est arrivé à une entente sur ce point litigieux : la frontière nord et nord-est. Je ne puis indiquer à cette Chambre quelle sera la ligne des frontières ; il appartient aux puissances de le communiquer en détail à la Serbie et au Montenegro, les premiers intéressés. Jusqu'à ce que cette communication ait été faite et ait été rendue publique, je ne puis donner des précisions, mais il est important que le public sache que les puissances sont d'accord sur le tracé de la frontière nord et nord-est de l'Albanie.

Bien d'autres points, naturellement, sont encore à régler ; par exemple, il est essentiel que quelques garanties soient données pour assurer la protection des minorités catholique et musulmane albanaises dans les territoires qui seront cédés à la Serbie et au Montenegro. Les races, les croyances, les populations sont tellement mêlées dans certaines régions que de semblables garanties sont nécessaires. Mais l'important est qu'aucun dissentiment d'ordre territorial n'existe plus désormais entre les puissances. Nous devons être très prudents quand nous faisons des hypothèses. Voici des semaines que nous voyons surgir des événements inattendus : il serait à la merci d'un coup de théâtre de tromper nos calculs.

Restent encore à régler la question concernant la dette publique ottomane, la question commerciale, les questions qui se rapportent aux îles de l'Égée. Aucune d'entre elles ne donne lieu à la même inquiétude que celle à laquelle ont donné lieu les questions du littoral de l'Albanie et de sa frontière nord et nord-est. C'est la conséquence des résultats déjà acquis. Une autre conséquence de ces résultats est que, la communication des puissances une fois faite à la Serbie et au Mon-

tenegro, les hostilités doivent cesser dans le futur domaine albanais.

Aussitôt que possible, les troupes des alliés doivent être rappelées des divers points de ce domaine ; en particulier le siège de Scutari doit être levé. Si, en effet, il n'appartient pas à l'attaque des alliés de décider du sort de cette place, continuer la guerre serait de leur part faire couler le sang inutilement ; ce serait une folie criminelle.

Si le siège de Scutari continue, alors que les puissances ont décidé de fixer à elles seules le sort de la place, si le sang doit être encore répandu et si la place est prise, ce ne sera que pour amener à de plus grands carnages. La prise de Scutari entraînerait des souffrances injustifiables, parce qu'inutiles, elle aliénerait aux vainqueurs toutes les sympathies de ce pays.

Pour ce motif, il est désirable que l'entente des puissances soit publiée aussitôt que possible. Si la décision des puissances n'est pas respectée, ceux qui l'enfreindront auront en face d'eux non pas telle ou telle puissance agissant isolément, mais toutes les puissances s'unissant pour faire pression sur eux. (*Applaudissements*).

L'entente conclue, la première chose qu'aient à faire les puissances est d'agir collectivement à Belgrade et à Cettigné, afin de faire entendre la décision qu'elles ont prise et d'obtenir la suspension des hostilités dans le territoire attribué à l'Albanie.

J'espère que cette démarche s'accomplira sans retard, car, tant qu'elle n'est pas accomplie, les risques d'incidents subsistent plus nombreux imprévus.

J'en ai dit assez sur toutes les questions qu'il était nécessaire de résoudre pour que l'accord des grandes puissances s'accomplisse.

En ce qui concerne les questions de la deuxième catégorie — la guerre qui se poursuit entre la Turquie et les alliés — les puissances ont offert leur médiation et formulé des conditions susceptibles de servir de bases à la paix. La plus importante d'entre elles est la ligne frontière Enos-Midia. Elle sera acceptée, car elle empêchera la question de Constantinople et celle des détroits, intimement liées aux questions d'Asie-Mineure, de surgir.

La seconde condition des puissances est que le sort des îles de l'Egée soit laissé à leur décision. Cette procédure ne s'applique pas à la Crète, que la Turquie abandonne sans conditions. Je ne veux pas dire, en énumérant ces conditions, que les puissances se sont résolues à imposer aux deux parties des conditions de paix ; il s'agit seulement de médiation, et je veux faire remarquer à ce sujet que les puissances suggèrent simplement une ligne de frontière pour la Thrace ; à l'ouest de cette ligne, exception faite de l'Albanie, il appartient aux alliés de s'arranger entre eux sans qu'ils aient à redouter aucune intervention des grandes puissances.

Si ces conditions n'étaient pas acceptées, si les alliés insistaient pour qu'en Thrace une ligne de frontière soit concédée, qui amènerait aus-

sitôt la question de Constantinople et celle des détroits à se poser, ou si la guerre se prolongeait au point que la question d'Asie-Mineure surgisse, alors, le fait est certain, les puissances ne se comporteraient plus, en face des événements d'Orient, comme des médiatrices désintéressées, mais comme des parties intéressées.

Sans vouloir en rien recourir à des menaces, je fais remarquer avec insistance combien il est dans l'intérêt des belligérants que les raisonnables conditions de paix proposées par les puissances soient acceptées comme base du traité à conclure.

Nous espérons qu'une fois la paix conclue la Turquie pourra renforcer et consolider son empire d'Asie-Mineure, développer le pays, y établir un bon gouvernement. Si elle s'applique à cette tâche, elle y bénéficiera de l'appui et de la bienveillance de toutes les puissances ; mais, pour qu'elle réussisse, il est essentiel que les conditions de paix ne lui imposent pas de tels fardeaux financiers qu'une fois la guerre finie elle ait à lutter contre la banqueroute ; cette banqueroute n'est de l'intérêt d'aucune des puissances qui ont des intérêts spéciaux en Asie-Mineure.

Leur sentiment est que, si la Turquie avait à lutter contre la banqueroute, non seulement les intérêts ottomans mais leurs propres intérêts seraient affectés. De même, je dirai aux Etats balkaniques que s'ils restent unis et en amitié, s'ils s'emploient à organiser et développer leur conquête, ils auront besoin de l'appui et de la bienveillance de l'Europe, de son appui financier surtout.

Cet appui financier, l'Europe ne le donnerait pas si les divers gouvernements avaient à se plaindre des alliés. Qu'il s'agisse des alliés ou de la Turquie, s'ils veulent acquérir l'appui et la bienveillance de l'Europe, le plus sûr moyen est pour eux de conclure la paix le plus tôt possible, aux conditions dont j'ai parlé.

En ce qui concerne notre politique générale, nous avons poursuivi une politique de paix ; nous pouvons dire en toute sincérité que nous n'avons pas agi de façon à ajouter aux difficultés de la crise ; nous avons travaillé continuellement et d'une façon désintéressée à l'entente des grandes puissances. Je ne veux pas dire que le crédit de cette entente doive en aller au gouvernement britannique, le crédit doit en aller surtout aux puissances les plus directement intéressées, qui ont eu à compter avec une opinion publique soupçonneuse. Notre politique a été de leur rendre la tâche plus facile.

Extrait du discours prononcé par M. Winston Churchill, Premier Lord de l'Amirauté, au cours de la discussion à la Chambre des Communes du projet de budget du Ministère de la Marine.

(26 mai 1913)

Les augmentations du budget de la marine, dit M. Churchill, sont dues, comme dans le passé, à cinq causes principales :

1° A l'augmentation du nombre de navires maintenus à effectifs complets ;

2° Aux accroissements de tonnage, de vitesse, au renforcement de l'armement, de l'équipement des navires de tout genre ;

3° A l'introduction et au développement de nouveaux services, tels que la télégraphie sans fil, le combustible liquide, les services aériens ;

4° A l'augmentation générale du prix des matières premières, des denrées et des salaires ;

5° Au paiement des arriérés de construction des années précédentes.

Ainsi, cette année, l'augmentation du personnel et des salaires va nous coûter 730,000 livres de plus que l'an dernier, les nouveaux services (combustible, télégraphie sans fil), 7.500.000 livres. Un autre million sera déboursé pour les constructions retardées durant le dernier exercice.

Le budget de cette année eût d'ailleurs été plus élevé, n'était le fait que les chantiers de construction sont débordés de travail et que la pénurie de main-d'œuvre expérimentée se fait sentir.

La loi allemande de l'an dernier nous oblige à construire chaque année un plus grand nombre de bâtiments. Cette loi et les besoins de la situation dans la Méditerranée augmentent la proportion des navires que nous devons maintenir en armement complet. D'autre part, l'accroissement de vitesse des navires s'applique à toutes les catégories ; aussi, depuis 1905, la puissance des machines de la marine anglaise exprimée en chevaux vapeur a presque doublé ; cet accroissement de puissance est obtenu surtout par une plus grande consommation de combustible.

L'adoption par l'Allemagne, l'Amérique et l'Italie de canons plus puissants comme armement principal a nécessité une nouvelle avance de notre part dans ce sens.

Toutes ces causes contribuent à augmenter les sommes dont nous avons besoin pendant l'exercice qui s'ouvre.

D'après ce que j'ai dit, la Chambre pourra se rendre compte qu'il n'y a pas de perspective de diminution de crédits pour la marine, si la

période de développement scientifique intense et de rivalité navale que nous traversons actuellement ne prend pas fin.

De toutes les nations, nous sommes peut-être la mieux à même de soutenir l'effort si c'est nécessaire. Il existe dans ce pays de plus grandes accumulations de capitaux que partout ailleurs ; nous n'avons pas l'obligation de maintenir une armée de la puissance des armées continentales : notre système fiscal et financier nous permet d'augmenter considérablement nos revenus sans augmenter, directement au moins, le prix de la vie.

Bien que nous ne devions pas avoir probablement dans l'avenir d'ennuis au sujet du personnel ou de l'argent, les dépenses dans le monde entier n'en sont pas moins une regrettable folie. Heureusement, une voie est ouverte, par laquelle on pourra arriver à mettre fin à cette situation absurde.

Dès lors, si, pendant un an, pas une nation ne construisait de nouveaux bâtiments, les intérêts d'une nation quelconque en souffriraient-ils ?...

Vous avez aujourd'hui de bons navires. Ce sont les meilleurs du monde, jusqu'à ce qu'on en ait construit de plus parfaits. Ne peuvent-ils avoir au moins un règne d'un an avant d'être détrônés ? Pourquoi ne pas prendre une vacance navale d'un an au moins en ce qui concerne la construction de nouveaux navires ?...

Telle est la question que j'avais déjà touchée l'an dernier. Elle n'implique l'abandon d'aucun projet d'organisation ou de renforcement naval, elle ne change en rien les forces relatives des diverses marines. Les finances de toutes les nations s'en trouveraient allégées.

En Angleterre, nous pouvons émettre pareille proposition avec simplicité : notre science navale ne le cède à aucune autre nation. Nos ressources sont plus grandes que celles des autres nations. Chaque année, quand on construira des navires, nous construirons les meilleurs que la science puisse produire ou que l'argent puisse acheter.

C'est un appel que nous adressons à toutes les nations, nous l'adressons avec une sincérité profonde à notre voisin de l'autre côté de la mer du Nord.

Laissez-moi dire tout de suite combien nous avons apprécié le ton calme et amical qui a caractérisé les récentes discussions sur la marine allemande.

Après une période de préparatifs navals intenses, il est agréable de constater que les relations entre les deux pays se sont sensiblement améliorées et que l'Allemagne et l'Angleterre, dans les périls qu'a courus récemment l'Europe, ont montré une entente sincère pour maintenir la paix. Les sentiments de bonne volonté, la confiance et le respect grandissants enlevant aux rivalités navales beaucoup de leurs alarmes et de leurs dangers, il est une faute que nous devons tâcher

d'éviter : nous ne devons pas voir dans les récentes déclarations allemandes des intentions que nous eussions désiré voir et qui ne s'y trouvent pas.

Les bonnes dispositions, l'esprit de confiance et de respect mutuels font beaucoup pour enlever à l'émulation navale son caractère alarmant et dangereux et nous permettent d'aborder avec sang-froid et un certain détachement la considération des faits brutaux de la situation. La conscience de notre propre force, la détermination de tous les partis politiques britanniques de faire tout ce qu'il faudra pour maintenir cette force, doivent bannir de nos discussions tous les éléments de fanfaronnade, ou tout simplement alarmistes qui, appliqués aux choses militaires, sont le moyen le plus sûr de nous faire commettre des erreurs dans notre politique et de faire naître de mauvaises dispositions à l'étranger.

Nous devons nous garder aussi de donner aux récentes déclarations navales faites en Allemagne, une signification que nous aimerions qu'elles eussent, mais qu'elles ne comportent pas. Nous ne devons pas non plus chercher à conformer à notre point de vue la politique navale allemande en donnant une interprétation trop précise au langage amical employé en Allemagne dans un but excellent et rassurant. Nous ne devons pas, par exemple, dire que l'amiral von Tirpitz a reconnu que l'Allemagne était satisfaite d'une prépondérance du 16 contre 10 pour l'Angleterre, en matière de dreadnoughts, que cette prépondérance existe actuellement et que par conséquent, l'Allemagne ne devra pas entreprendre la construction d'unités de 1^{re} classe, à moins que l'Angleterre ne commençât.

Ce serait tenir un langage de nature à causer beaucoup de mal, et si sir Edward Grey, se basant sur cette conception, allait par la voie diplomatique insister auprès de l'Allemagne pour qu'elle ne construise cette année aucun nouveau vaisseau, il se verrait opposer un refus direct et il s'ensuivrait des récriminations.

En réalité, le Reichstag a déjà voté la construction de trois nouveaux vaisseaux pour 1913. Ces vaisseaux vont être mis en chantier.

Notre politique navale à l'égard de l'Allemagne se base sur la force, la simplicité et la franchise, et exclut toute idée de préventions et de marchandages qui finiraient par aboutir à des disputes et à de l'irritation. Nos deux nations doivent rester parfaitement libres de faire ce que bon leur semble en matière navale...

Comme le nouveau programme allemand prévoit la construction de deux unités de première classe supplémentaires dans l'espace de six années, le programme britannique s'augmentera par conséquent de quatre vaisseaux, dont deux seront mis en chantier cette année.

Cela nous fera un total de vingt-quatre dreadnoughts contre quatorze, et pour chaque vaisseau que l'Allemagne ajoutera à son programme, nous en ajouterons deux au nôtre. À ce total, il faut ajouter, en second lieu, les navires que nous pouvons être amenés à cons-

truire en conséquence de ce qui se passe dans la Méditerranée ; en troisième lieu, les trois dreadnoughts offerts par le Canada et le dreadnought que donne la presqu'île de Malacca.

Telles sont les bases de la politique navale que la Grande-Bretagne poursuit d'une façon persévérante, qui doit la mettre à l'abri de toute pression purement navale et qui ne doit à aucun moment devenir un sujet de querelle avec l'Allemagne.

Nous prenons ainsi dans les eaux de l'Europe des dispositions navales sans précédent pour une époque de paix. Ces dispositions sont nécessitées par la situation. C'est en effet dans ces eaux que peut se livrer une action décisive.

On pourrait nous faire l'objection qu'à mesure que les dreadnoughts deviendront les unités de combat dominantes, notre supériorité, qui est actuellement de deux contre un, avec les vaisseaux de type inférieur, déclinera, puisqu'elle ne sera plus que de seize dreadnoughts contre dix.

Mais nous avons tenu compte du fait que les navires se démodaient et, d'autre part, qu'il faut aussi tenir compte de l'introduction des superdreadnoughts destinés à ce substituer aux dreadnoughts.

En 1920, l'Allemagne aura 24 superdreadnoughts ; en revanche, l'Angleterre en comptera 41 construits ou en cours de construction, et 45 si l'on tient compte de ceux du Canada et de Malacca. A cette époque, nous aurons encore aussi la prépondérance en ce qui concerne même les vaisseaux de types inférieurs à celui des dreadnoughts...

L'influence de l'Allemagne et de l'Angleterre, agissant de concert pour la paix et le bonheur du monde, est sans limite. Si les deux pays s'entendaient, ne fût-ce que pour une année déterminée, pour arrêter la folie d'une concurrence d'armements, et si leur entente venait à avoir une portée internationale plus grande, ce serait là une raison bien plus grande encore de se réjouir et ce serait un honneur bien plus grand pour ceux qui auraient amené un pareil résultat.

Nous nous trouvons à cet égard aussi dans une situation excellente pour mettre en œuvre une pareille idée et la pousser de notre mieux parce que nous avons amélioré et que nous continuons à améliorer les moyens que nous possédons pour conserver et renforcer notre position navale en dépit de tout ce qui pourra se faire ailleurs.

Personne ne pourra nous accuser de vouloir acquérir par des négociations ou des supplications des avantages que nous ne pourrions pas obtenir au moyen de sacrifices.

En tout cas, voilà la proposition faite pour 1914 et, si cette date est trop rapprochée, elle est faite pour 1915.

Le fait même de cette proposition plutôt que les détails est la chose importante.

J'ai exposé la situation telle que je la voyais, j'ai formulé non seulement le meilleur moyen, mais le seul moyen de clore un des chapitres les plus insensés de la civilisation européenne.

GRÈCE

Message de S. M le Roi Constantin à l'armée

(19 mars 1913)

« A mon armée,

« Un attentat impie contre la personne sacrée du Roi nous prive de notre chef à un moment très critique pour toute la nation hellénique⁽¹⁾. Je suis maintenant appelé par la Providence à succéder à mon inoubliable Père, sur ce trône qu'il avait si longtemps illustré et honoré.

« Je porte cette nouvelle à la connaissance de mon armée, à laquelle j'ai dévoué toute ma vie, avec laquelle des guerres malheureuses et heureuses m'ont indissolublement lié. Je lui déclare que, marchant toujours à sa tête, je ne cesserai jamais de consacrer toute ma sollicitude aux armées de terre et de mer, dont les glorieux exploits ont grandi et illustré la Patrie. »

ITALIE

Discours prononcé par S. Exc. M. Barrère, Ambassadeur de la République française au cours de la réception de la colonie française à Rome.

(1^{er} janvier 1913)

Je ne saurais affecter d'ignorer que la nouvelle année débute pour le monde dans des circonstances émouvantes et troublées. L'an qui s'écoulait hier a vu se produire des changements profonds dans

(1) S. M. le roi Georges fut assassiné à Salonique, au cours d'une promenade, le 18 mars 1913.

l'Afrique du Nord ; ils ont été suivis aussitôt en Orient de luttes qui en ont profondément modifié l'équilibre.

Il est contraire à mon inclination de parler, en un tel moment, de questions qui doivent être réservées à l'activité des chancelleries ; et si j'y fais ici quelque allusion, c'est afin de marquer en quoi les rapports de confiance et d'amitié de la France et de l'Italie peuvent apporter une bienfaisante contribution au maintien de la paix.

Sans sortir de la réserve que je m'impose, il me sera permis d'exprimer la ferme confiance que la sagesse des peuples saura rendre à l'Europe le calme et la concorde auxquels elle a droit. Et j'ose croire que dans cette œuvre la France et l'Italie sont qualifiées pour y prendre la grande part que leur valent des traditions communes et les fins qu'elles ont en vue. L'une et l'autre ont toujours professé, à l'égard des autres comme pour elles-mêmes, les principes d'un haut libéralisme. Également passionnées pour la défense de leur indépendance nationale, elles se sont montrées aussi respectueuses de celle des autres, elles ont su s'élever très haut quand il l'a fallu au-dessus des vues purement égoïstes.

Elles collaboreront avec d'autant plus d'efficacité que rien, dans des modifications survenues en Afrique, n'a pu altérer les sentiments d'entente et de solidarité dont s'étaient inspirés les négociateurs des accords franco-italiens de 1900 et de 1902. Comme l'a si opportunément constaté dans un récent débat M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Italie, ces accords subsistent dans toute leur force et dans les objets qu'il s'étaient assignés. Ils ont donné à la France et à l'Italie douze ans de relations amicales basées sur la mutuelle reconnaissance de leurs intérêts et si solidement établies qu'on peut tenir pour certain qu'elles se développeront encore pour la prospérité et la grandeur des deux pays. Ces mêmes accords ont été enfin un précieux appoint à l'équilibre européen.

Telle est l'histoire du passé. Laissez-moi vous dire ma conviction que ce sera également celle de demain. Durant l'année qui finissait hier, par un magnifique effort d'énergie nationale la France et l'Italie sont devenues voisines sur le continent noir comme sur les Alpes et la Méditerranée. Ce nouveau contact impose aux deux nations latines un redoublement de confiance, de bons procédés et d'aide réciproque. Car l'une et l'autre défendent la même civilisation et leur intérêt moral se confond dans ce grand et noble labeur.

Mon éminent ami, le marquis de San Giuliano, en a donné, dans son beau discours, une éloquente et juste formule. Il estime que la possession par l'Italie de la Libye crée de nouveaux liens de sentiments et d'intérêts entre les trois grandes puissances établies dans l'Afrique du Nord.

« Elles sauront traiter, a-t-il dit, les questions qui les concernent dans ces régions dans l'esprit dont leurs accords toujours existants se sont inspirés. » Je souscris cordialement à ces paroles et j'y vois les

prémices d'un grand bienfait ; la consolidation de la paix méditerranéenne et l'amitié toujours plus étroite des deux pays.

*
* *

Déclarations faites à la Chambre des Députés par M. di San Giuliano, Ministre des 'Affaires Etrangères en réponse à une interpellation de M. Barzilai, député, sur le renouvellement anticipé de la Triple-Alliance.

(18 décembre 1912)

Depuis trente ans, la Triple-Alliance est pour l'Europe entière une garantie de paix et même pour les puissances qui n'en font point partie une garantie de sûreté.

Dans les rapports entre les trois alliés elle facilite et rapproche les dispositions réciproques à mettre en harmonie leurs intérêts respectifs. Dans les rapports avec les autres puissances, ses fins pacifiques et défensives facilitent les amitiés et les accords. Dans les graves questions internationales, elle a toujours apporté son tribut de volonté d'accord et de paix et ce tribut a toujours trouvé son correspondant dans les dispositions analogues des autres grandes puissances, et de cette situation, il nous faut reconnaître les bienfaisants résultats.

La garantie d'une paix durable pour les trois alliés et pour l'Europe, qui dérive en grande partie de cet état de choses, a été l'une des causes principales des grands progrès économiques qui rendent toujours plus étroits et plus solidaires les intérêts de tout le monde civilisé et constituent un nouvel empêchement à l'éclatement de graves conflits qui ne seraient pas rendus absolument nécessaires par la mise en jeu de la vie et de la dignité de la nation.

La longue durée de la paix européenne a rendu plus aisée l'œuvre grandiose que l'Italie, à travers de graves difficultés extérieures et intérieures, a pu accomplir pendant ces trente années ; cette œuvre peut encore paraître lente à notre impatience patriotique mais elle paraîtra rapide, féconde et glorieuse au jugement impartial de la postérité.

Dans ces dernières trente années l'Italie qui a développé les fonds principaux de la richesse nationale a donné de la solidité et de l'élasticité au budget de l'Etat, elle a, au moyen de réformes libérales, cimenté la concorde sociale, elle a renforcé son armée et sa marine, elle a trempé plus fortement l'âme nationale, elle l'a solidement unifiée et l'a mise en état d'affronter et de vaincre, en surmontant les plus graves obstacles, la difficile épreuve qui lui a donné une colonie trois fois plus grande que la mère patrie, lui a assuré une position de

premier ordre dans la Méditerranée et le plus haut prestige dans le monde.

La solide situation internationale de l'Italie, dont la Triple-Alliance est la base même, était la supposition nécessaire d'une entreprise qui, par ses corollaires et ses répercussions sur les plus graves intérêts de l'Europe et de l'Italie et sur les plus graves problèmes de notre époque historique, présentait des difficultés toutes spéciales.

Cette forte situation internationale de notre pays est une supposition non moins nécessaire de la solution pacifique de la présente crise balkanique ; l'Italie pourra, en effet, d'autant mieux veiller à la sauvegarde de ses propres intérêts qu'elle aura pu résoudre et ôter du terrain international la question de la Lybie, avant que s'ouvre la discussion relative au nouvel arrangement territorial balkanique et à l'équilibre international dans l'Adriatique et dans la Méditerranée orientale. La Triple-Alliance peut donner pour chacune des trois puissances qui la composent tous ses fruits, pourvu que soit pleine et entière leur confiance réciproque dans le présent et dans l'avenir, pourvu que chaque allié ait la conviction qu'il pourra avoir demain l'appui de l'autre, comme compensation de ce qu'il fait aujourd'hui pour lui, et pourvu que les trois alliés sachent qu'il s'agit non d'une combinaison passagère, mais d'un lien solide et durable ; la sûreté dans l'avenir est le facteur essentiel d'une confiance réciproque, d'une concorde efficace et d'une intimité cordiale et féconde.

De ces prémisses éprouvées par une expérience de trente années, il résultait un intérêt égal pour les trois puissances de renouveler la Triple-Alliance quelque temps avant son échéance sur cette base solide, ainsi que sur la base des accords italo-hongrois de 1897 et de 1900 qui répondent toujours parfaitement à la situation actuelle.

L'Italie et l'Autriche-Hongrie, dont les rapports réciproques sont aujourd'hui très intimes et cordiaux, et qui sont les deux puissances les plus intéressées à l'équilibre et à la liberté dans l'Adriatique, ont pu faire concorder les lignes fondamentales d'une solution du problème albanais conforme au principe de nationalité, à la parité de leur situation vis-à-vis de l'Albanie et à l'égal intérêt qu'elles ont que l'Albanie neutralisée avec la garantie des grandes puissances puisse vivre de sa propre vie et progresser dans la civilisation et le bien-être, présenter un terrain également ouvert au libre commerce de tout le monde et être en même temps le facteur de l'équilibre politique dans la péninsule balkanique et dans l'Adriatique.

Tel qu'il est rédigé, le traité de triple-alliance garantit tous nos intérêts et pourvoit de manière complète à notre sécurité. Il n'y avait donc aucun motif de le modifier, et aucun des trois alliés n'a demandé à l'autre une modification quelconque. Il est superflu de répéter que le traité a des buts défensifs et pacifiques, et l'expérience a démontré que chacune des trois puissances alliées, afin de s'identifier avec l'esprit du traité, et par devoir envers ses alliés, doit faire le possible afin de ne

pas les entraîner dans des complications qui ne seraient pas nécessaires, et a toujours tâché et tâchera d'entretenir des rapports cordiaux avec les autres grandes puissances et d'écarter les causes éventuelles de froissement.

Dès lors, dans la situation résultant des événements balkaniques, notre amitié cordiale avec la Russie est un facteur bienfaisant. D'ailleurs, la possession de la Libye, aujourd'hui territoire italien, tandis qu'il accroît pour les membres de la Triplice la valeur de l'alliance, crée entre les trois grandes nations appelées à agir dans l'Afrique du Nord des intérêts qui sont la conséquence de leur mission élevée envers les populations indigènes, liées à leur tour, d'un bout à l'autre de ces grandes régions, par des affinités multiples et qui sont souvent animées par des sentiments communs d'aversion contre la domination européenne.

L'Italie, l'Angleterre et la France, traiteront en conséquence toutes les questions concernant leur voisinage et leur situation respective dans ces régions dans le même esprit dans lequel sont conçus leurs accords réciproques encore en vigueur et auxquels sont associés d'une façon ineffaçable les noms de mes éminents prédécesseurs, MM. Visconti Venosta et Prinetti.

* * *

Nominations et mutations dans le personnel diplomatique et consulaire (juillet-novembre 1912)

— Par décret ministériel du 15 juillet 1912, M. Borghetti (Riccardo), ancien premier secrétaire de légation à Paris, a été nommé au même titre à la légation de Rio-de-Janeiro.

M. le Comte Durini di Monza, nommé secrétaire à Lisbonne, a été maintenu à la disposition du Ministère des Affaires Étrangères.

— Par décret ministériel du 16 juillet 1912 :

M. Marsanich (Alberto), vice-consul à Nice, a été nommé vice-consul à Montevideo, en remplacement de M. Umiltà (Carlo), nommé vice-consul à Spalato.

M. Viola (Guido), vice-consul à Spalato, a été nommé au vice-consulat de Trieste.

— Par décret royal du 18 juillet 1912, M. Léoni (Alessandro), consul général à Alger, a été nommé consul général à Bastia en remplacement de M. Mordini (Leonardo), mis à la disposition du Ministère.

M. Tritoni (Romolo), consul à Port-Saïd, a été nommé consul à Scutari.

M. Scelsi (Lionello), a été nommé consul à Shanghai.

M. Mazzini (Ferdinando), a été nommé consul à Monaco.

M. Salerno Mele (Giovanni), vice-consul à Bizerte, a été nommé consul à Mendoza.

M. Galli (Carlo), vice-consul à Trieste, a été nommé consul à Port-Saïd.

M. Carletti (Tommaso), consul général à Shanghai, a été nommé consul général à Alger.

— Par décret royal du 22 juillet 1912 :

M. Baroli (Carlo), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade, a été mis à la disposition du Ministère et remplacé par M. le Commandeur Nicola Squitti, précédemment ministre à Cettigné.

M. de Novellis a été nommé ministre d'Italie à Christiania.

M. Tommasini (Francesco), conseiller de légation à Vienne, a été nommé ministre à Cettigné.

— Par décret ministériel du 25 juillet 1912 :

M. Gazzera (Giuseppe), secrétaire de légation à Vienne, a été transféré à Berne.

M. le Comte Montagnini, attaché de légation, a été nommé à l'Ambassade d'Italie à Paris.

— Par décret royal du 2 août 1912, M. le Comte della Torre di Lavagna, a été nommé ministre résident et consul général à Luxembourg.

M. Magenta (Carlo), consul général à Luxembourg, a été mis à la disposition du ministère.

— Par décret ministériel du 2 août 1912, M. Manzini (Lodovico), vice-consul à New-York, a été transféré à Pittsburg.

— Par décret ministériel du 28 août 1912, M. Greppi (Filippo), a été nommé vice-consul à Liège.

— Par décret ministériel du 1^{er} septembre 1912, M. Viganotti Giusti, secrétaire de légation de 1^{re} classe, a été nommé à l'ambassade de Londres.

— Par décret royal du 12 septembre 1912, M. Macchi (Vincenzo), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Buenos-Aires, a été mis à la disposition du Ministère et remplacé par M. Cobianchi (Vittore).

— Par décret ministériel du 15 septembre 1912, M. Negrotto Cambiaso (Lazzaro), conseiller de légation à Buenos-Aires, a été transféré à l'ambassade de Vienne.

M. de Riseis (Mario), secrétaire de légation à Londres, a été nommé à la légation de Lisbonne.

— Par décret ministériel du 3 octobre 1912, M. Mariani (Alessandro), a été nommé attaché à l'ambassade d'Italie à Tokio.

— Par décret ministériel du 6 novembre, M. le Comte Nani Mocenigo, premier secrétaire de légation à Sofia, a été transféré à Constantinople et remplacé par M. le Comte Miniscalchi Trizzo.

■
* *

Création de postes consulaires

(juillet-septembre 1912)

— Par décret ministériel du 25 juillet 1912, une agence consulaire a été créée à Paranaguà ; elle dépendra du consulat de Curitiba.

— Par décret ministériel du 27 juillet 1912, une agence consulaire dépendante du consulat de Lima a été créée à Huánuco.

— Par décret ministériel du 27 août 1912, ont été créées des agences consulaires à Williamsport et à North-Fork ; toutes deux dépendent du consulat de Philadelphie.

— Par décret ministériel du 3 septembre 1912, une agence consulaire a été créée à Altoona, sous la dépendance du consulat de Philadelphie.

— Par décret du 14 septembre 1912, une agence consulaire a été instituée à Wilmington, sous la dépendance du consulat de Philadelphie.

*
* *

Exequatur

(août-novembre 1912)

S. M. le Roi Victor Emmanuel III a daigné concéder l'exequatur à :

MM.

Guglielmini Ceresa (Alberto), consul de Nicaragua à Turin.

Cucchetti (G.-B.), consul de Bolivie à Milan.

Paredes (E.-L.), consul général de Venezuela à Rome.

Valenzuela-Carrizosa (Carlo), consul de Colombie à Rome.

Crovetti, vice-consul de Grèce à Portoferrajo.

De Hæften (Gustave), consul d'Allemagne à Rome.

De Porto (Massimo), vice-consul d'Argentine à Lucca.

Ansaldi (Giuseppe), vice-consul du Paraguay à Gênes.

De Luca (Gennaro), consul de Belgique à Naples.

Weddell (W.-Alexandre), consul des Etats-Unis d'Amérique à Catane.

Perry (B. Charles), consul des Etats-Unis d'Amérique à Turin.

Bizzozero (Luigi), vice-consul du Panama à Milan.

Fizzarotti (Alfonso), vice-consul de la République Argentine à Bari.

Bianchi Cagliesi (Augusto), vice-consul du Salvador à Rome.

L'exequatur ministériel a été également accordé à :

MM.

Linari (Giuseppe), vice-consul de Grande-Bretagne à Livourne.

De Carvalho e Souza (Carlos), vice-consul du Brésil à Milan.

Grispini, vice-consul du Brésil à Civitavecchia.

De Noto (Michel), consul du Chili à Tarente.

Cœn (Alexandre), consul du Mexique à Ancono.

Piacentini Rinaldi (Giuseppe), vice-consul d'Espagne à San-Benedetto-del-Tronto.

*
* *

Distinctions honorifiques

— Par décret royal du 20 juin 1912, ont été nommés commandeurs de la Couronne d'Italie :

MM.

Bonelli (Edoardo), ancien consul général, ministre plénipotentiaire honoraire

Monaco (Attilio), ancien consul général, ministre plénipotentiaire honoraire.

— Par décret du 27 août 1912 :

M. le Commandeur Calvari, directeur au Ministère des Affaires Étrangères, a été nommé grand officier de la Couronne d'Italie.

— Par décret du 1^{er} septembre 1912 :

M. de Facendis (Domenico), vice-consul de 1^{re} classe, a été nommé chevalier de la Couronne d'Italie.

* * *

Evènements notables

4 décembre 1912. — Vote par la Chambre des Députés du Traité de Lausanne.

18 décembre 1912. — Discussion à la Chambre du renouvellement de la Triple-Alliance.

NORWÈGE

Evènements notables

11 janvier 1913. — Le Storting reprend ses travaux ; l'ouverture solennelle n'a cependant eu lieu que le 27 du même mois.

29 janvier. — M. Gunnar Knudsen a constitué un nouveau ministère ; les portefeuilles ont été ainsi répartis :

<i>Agriculture :</i>	M. Gunnar Knudsen.
<i>Cultes :</i>	M. Bryggesaa.
<i>Commerce :</i>	M. Gasberg.
<i>Finances :</i>	M. Omholt.
<i>Justice :</i>	M. Abrahamsem.
<i>Affaires Étrangères :</i>	M. Ihlen.
<i>Défense nationale :</i>	M. l'intendant général Keilhau.
<i>Travail :</i>	M. Hardsvogn Urbye.

PERSE

Nouveau Ministère

11 janvier 1913. — Un nouveau ministère a été constitué de la façon suivante :

<i>Présidence du Conseil :</i>	Allah es Saltaneh.
<i>Intérieur :</i>	Aïn ed Daouleh.
<i>Affaires Étrangères :</i>	Voussoud ed Daouleh.
<i>Finances :</i>	Kawan es Saltaneh.
<i>Guerre :</i>	Moustofi el Memalik, ancien Président du Conseil.
<i>Cultes :</i>	Mouchir ed Daouleh.
<i>Commerce :</i>	Moutemin el Moulk, ancien Président du Parlement.
<i>Justice :</i>	Mountas ed Daouleh, ancien Président du Parlement.
<i>Postes :</i>	Mostechar ed Daouleh, ancien Président du Parlement.

PORTUGAL

Evènements notables

3 janvier 1913. — M. Duarte Leite, Président du Conseil, a remis au Président de la République la démission du Cabinet.

9 janvier. — Un nouveau ministère a été constitué de la façon suivante :

<i>Présidence du Conseil et Finances :</i>	M. Affonso Costa.
<i>Intérieur :</i>	M. Rodrigo Rodriguez.
<i>Affaires Étrangères :</i>	M. Antonio Macieira.
<i>Justice :</i>	M. Alvaro Castro.
<i>Guerre :</i>	M. Pereira Bastos.
<i>Marine :</i>	M. Freitas Ribeiro.
<i>Travaux Publics :</i>	M. Antonio Maria Silva.

Dans la déclaration ministérielle, le Gouvernement déclare qu'il suivra les traditions de la politique amicale de la nation portugaise envers la Grande-Bretagne et qu'il s'emploiera à resserrer les liens d'amitié entre le Portugal et les États-Unis du Brésil.

15 janvier. — M. Simas Machado a été élu Président de la Chambre.

RUSSIE

Déclarations faite à la Douma d'Empire par M. Kokowtsoff
relativement à la situation diplomatique

(18 décembre 1912)

Sur les ordres de l'Empereur, le gouvernement vous soumettra des projets qui, tous, méritent votre considération et sont justifiés par la nécessité d'organiser nos forces armées ; il est sûr de trouver en vous une collaboration assidue dans l'exécution de cette tâche impérieuse.

Les considérations précédemment indiquées intéressant la défense nationale et les moyens qui doivent être mis à la disposition du gouvernement pour l'assuter me font toucher quelques mots d'une autre question, qui suscite votre préoccupation alarmée en même temps que celle de toute la Russie. Les vertus guerrières d'une rare unanimité que les peuples balkaniques ont montrées ne pouvaient pas manquer de trouver la plus chaude sympathie dans tous les cœurs russes. En sa qualité de grande puissance slave orthodoxe qui a fait tant de sacrifices pour protéger ses frères de race et ses coreligionnaires, la Russie ne peut pas rester indifférente à ce que les peuples obtiennent des conditions d'existence qui, étant en rapport avec les exploits si nombreux qu'ils ont accomplis, avec les intérêts nécessaires à leur développement pacifique, écarteraient pour l'avenir la probabilité de nouvelles complications toujours dangereuses pour la paix européenne.

Se rappelant les meilleures traditions de notre histoire, d'accord avec l'opinion publique russe nettement exprimée, le gouvernement impérial ne saurait certainement méconnaître l'importance primordiale des intérêts de la Russie.

Le gouvernement constate avec satisfaction qu'il n'a pas à changer l'attitude calme, prise dès le début, au milieu de l'inquiétude et de l'excitation. Le gouvernement n'a donné aucune raison de nous soupçonner de desseins égoïstes ni du désir de grossir les conflits. Il a été toujours guidé par la seule idée de rester gardien de ses devoirs historiques et de sa dignité. Il serait prématuré de parler pour le moment du moyen par lequel sera résolue telle question particulière posée par les événements balkaniques.

Les principes fondamentaux qui doivent guider le gouvernement, lorsque l'heure des décisions définitives aura sonné, sont indiqués aussi bien par notre passé que par la nécessité de les combiner avec les conditions de la politique actuelle. Fidèles à notre alliance et à nos ententes avec les autres grandes puissances, sûrs de l'appui de nos amis et de nos alliés, nous ne voyons, pour notre part, nulle utilité à opposer les groupements des puissances les uns aux autres.

Les gouvernements qui abandonneraient le terrain de la discussion commune des questions fondamentales de la situation politique actuelle, faisant ressortir leurs intérêts immédiats, et à plus forte raison leurs intérêts secondaires, assumeraient la grave responsabilité morale de complications internationales ultérieures.

Les grandes puissances ont des raisons profondes de s'efforcer de prévenir des complications pouvant devenir menaçantes pour la paix européenne.

Le gouvernement russe espère que les efforts solidaires dont elles s'inspirent les aideront à s'accorder sur des solutions conciliant leurs intérêts avec les justes réclamations des Etats balkaniques. C'est pourquoi il salue de la façon la plus sincère l'initiative du gouvernement britannique qui propose une discussion préalable et en commun des questions concernant la liquidation de la guerre dans lesquelles leurs intérêts sont en jeu.

L'accueil sympathique que cette proposition rencontre dans les capitales de l'Europe, ainsi que la réunion des ambassadeurs à Londres, qui vient de s'ouvrir, doivent, espérons-le, faciliter une solution pacifique de la crise actuelle.

Pénétré du désir sincère de coopérer par tous les moyens à la conservation de la paix européenne, le gouvernement russe exprime l'espoir, Dieu aidant, que nos efforts seront couronnés de succès et que les événements de l'avenir ne porteront pas atteinte aux intérêts vitaux russes, que nous sommes appelés à défendre de toutes nos forces au nom de l'honneur et de la dignité de notre pays.

*
* *

Résolution des assistants du banquet panslaviste célébré à Saint-Petersbourg sous la présidence du général Skougarewsky.

(février 1913)

« Les assistants au deuxième banquet slave, convaincus de refléter l'état d'esprit de la majeure partie de la société russe, accueillent avec enthousiasme les nouvelles victoires des alliés balkaniques et leur expriment d'ardents souhaits d'achèvement de la grande œuvre commencée : retour de la péninsule balkanique entière dans le sein de la culture et de la civilisation chrétiennes.

« Il serait inadmissible que la faute commise par le fait de la réunion d'une conférence des grandes puissances dont les intérêts ne s'accordent pas, se renouvelât après les nouveaux sacrifices apportés par les alliés. Dans la question balkanique, liée étroitement au rêve millénaire de la Russie de planter la croix sur la Sainte-Sophie, la Russie ne peut et ne doit se guider dans ses décisions par des considérations d'un pacifisme décevant, par des calculs de bourse et par le désir de retarder à tout prix la solution des questions historiques mises à l'ordre du jour, et

cela en prétextant la crainte des troubles révolutionnaires à l'intérieur de l'Empire en cas de nécessité de défendre par les armes sa dignité et ses intérêts.

» En rejetant avec indignation l'idée de la possibilité d'une révolution en cas de guerre comme une indigne calomnie contre le peuple russe, les assistants du banquet affirment que le peuple russe ne désire pas la guerre, mais ne la craint pas non plus, et que céder à l'Autriche-Hongrie, ou sauver la Turquie de la débâcle complète, est agir contre la dignité et les intérêts de la Russie, contre les plus précieuses traditions de l'histoire russe et le but certain de tous les Slaves. »

* * *

Principaux évènements

4 février 1913. — S. M. l'Empereur Nicolas II, reçoit à Tsarkoé-Selo le Prince de Hohenlohe, qui lui remet une lettre autographe de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie.

21 février. — Célébration du centenaire de la dynastie des Romanow.

7 mars. — M. Louis, ambassadeur de France, remet à S. M. l'Empereur ses lettres de rappel et reçoit l'ordre de Saint-Alexandre Kewsky avec brillants.

SUÈDE

Principaux évènements

16 janvier. — Ouverture de la session du Riksdag ; dans le discours du trône, S. M. le Roi préconise la réorganisation du service des Affaires Etrangères du royaume.

11 mars. — Le Riksdag discute la diminution des droits sur les sucres ; la commission parlementaire a proposé une diminution de 3 öre par kilogramme ; le gouvernement propose un compromis où les projets primitifs sont abandonnés et pose à ce sujet la question de confiance.

TURQUIE

Allocution prononcée par S. Exc. M. Bompard, ambassadeur de la République française au cours de la réception de la colonie française à Constantinople.

(1^{er} janvier 1913)

La Turquie a besoin des sympathies des nations, la nôtre lui est acquise ; la France est l'amie traditionnelle de la Turquie, elle ne failira pas à ses traditions, car elle n'a pas coutume de se détourner de ses amis lorsque ceux-ci sont dans le malheur. Loin d'abandonner aujourd'hui la Turquie, nous avons au contraire à cœur de la secourir de notre mieux, de l'aider à panser ses blessures. Ce qu'il lui faut avant tout, c'est une paix véritable, non une trêve suivie de nouveaux combats, mais une paix définitive qui ne contienne aucun germe de futurs conflits. C'est à une telle paix que la France aspire pour la Turquie et en vue de laquelle elle multiplie ses efforts et s'associe à ceux des puissances qui veulent aussi le bien de la Turquie.

Pour mener à bien cette œuvre de régénération, la Turquie aura besoin de coopérations étrangères. Elle n'en saurait trouver de meilleure que celle de la France, car il n'en est pas de plus désintéressée et de plus intéressée en même temps. La France n'a en vue que la prospérité de la Turquie, mais elle y a des intérêts si nombreux et si divers qu'ils se contendent avec les intérêts de la Turquie et font bloc avec eux. Que nous le voulions ou non, nous sommes solidaires dans cet ordre de faits, et les Français savent qu'ils auraient autant à pâtir dans leurs intérêts des malheurs de la Turquie qu'ils sont assurés d'avoir part dans ses succès.

*
* *

Mémoire remis par les officiers turcs au Grand-Vizir (1)

(16 mars 1913)

AU GRAND-VIZIR

Altesse,

Les officiers de l'armée, exception faite de ceux qui ont poursuivi des mobiles personnels ou ont servi à des visées politiques, n'ont eu d'autre but, au cours de la crise actuelle que notre pays et patrie com-

(1) Ce document portait près de 3.000 signatures.

muns traversent, que de se confiner à leurs devoirs militaires et qui n'ont jamais failli à ce devoir, se trouvent dans l'obligation, tout en restant respectueux de la hiérarchie militaire, de porter à la connaissance de Votre Altesse ce qui suit par le canal de leur Comité.

Tandis qu'il était du devoir de ceux qui voulaient agir directement ou indirectement sur les destinées de la patrie de connaître l'état et la situation qui avaient nécessité les négociations de paix de Londres et l'accueil par une réponse convenable de la Note collective des puissances par le Cabinet précédent, le récent acte de révolte entrepris par un groupe de gens sans aveu, inconscients de la situation du pays et de la nation et aveuglés par l'avidité du pouvoir, a prouvé qu'ils étaient capables de sacrifier l'intérêt de la Patrie aux buts inavouables qu'ils poursuivaient. Nous avons le regret d'ajouter que Votre Altesse, qui jouit de l'estime unanime de l'armée, s'est fait l'instrument de profit de ce courant incompréhensible.

S'il y avait eu possibilité de sauver les intérêts de la Patrie, nous, les officiers de l'armée et de l'armée tout entière elle-même, qui mettons au-dessus de toute considération le salut de la Patrie, nous nous ferions un devoir d'appuyer le nouveau gouvernement. Mais il est douloureux de constater que le gouvernement créé par la révolte du 10-23 janvier, bien loin de sauvegarder plus largement les intérêts de la Patrie, n'a pas pu, au cours de ces deux mois, rendre des services tout au moins autant que le Cabinet précédent, obligé de se démettre. Ainsi ledit Cabinet avait pu, abstraction faite de la possibilité de conserver le protectorat du Sultan sur Andrinople, assurer le non-paiement de toute indemnité de guerre, un fardeau trop lourd pour la nation, et avait pu obtenir la frontière de Seuyud-Tchaï à Bourou-Gueul, ce qui laissait sous la domination directe de l'empire des villes importantes comme Gumuldjina, Demotika, Dedeagatch, Kirk-Kilissé, localités dont l'importance stratégique ne peut échapper à personne, et avait obtenu encore la mise sous le protectorat ottoman de l'autonomie albanaise.

Le gouvernement actuel, considérant ces résultats comme insuffisants, est venu au pouvoir déclarant qu'il allait défendre l'honneur et la dignité de la nation, non seulement n'a pas pu obtenir aucun succès, mais encore il s'est trouvé en présence d'une calamité telle que la chute de Janiana et a vu les alliés balkaniques surenchérir sur leurs conditions précédentes et demander la ligne Midia-Rodosto et une indemnité de plus d'un milliard de francs, refuser de prendre part à la Dette publique ottomane et demander des capitulations pour leurs sujets et même pour tous les chrétiens habitant la Turquie.

Ainsi les résultats prouvent que la révolte n'avait eu d'autre mobile que de sacrifier les intérêts de la Patrie à de mesquins intérêts personnels. Le corps des officiers se croit donc en droit de reprendre l'activité et de commencer par poser à Votre Altesse les questions suivantes :

Si vous étiez fermement convaincu de pouvoir sauvegarder les intérêts de la Patrie mieux que le Cabinet précédent, par les forces existantes et par d'autres moyens dont ledit Cabinet n'avait pas pu profiter, pourquoi, dans la semaine même de votre arrivée au pouvoir, vous êtes-vous déclaré prêt à accepter la paix à des conditions plus onéreuses que le Cabinet précédent ?

Si vous n'aviez accepté le pouvoir que sous la pression, sans avoir une pareille conviction ni prétention, pourquoi n'avez-vous pas, dans ce cas, procédé à une enquête au sujet de la révolte qui a amené la chute du Cabinet précédent, qui avait été autrement capable que vous de sauvegarder les intérêts de la Patrie, et pourquoi n'avez-vous pas découvert le maudit assassin de Nazim Pacha, votre prédécesseur ? Tandis que le nombre de ceux qui, portant leur uniforme, sont entrés, le jour de la révolte, à la Sublime Porte et se sont rendus coupables d'assassinats déshonorant leur qualité de militaires était très restreint et qu'il se trouve plusieurs témoins oculaires prêts à affirmer les faits, pourquoi n'avez-vous pas entrepris l'établissement de la vérité et avez-vous, au contraire, accepté par un silence coupable la consécration des mesures propres à cacher et à laisser sans sanction ces forfaits ?

Les officiers qui commandent actuellement à la tête de l'armée, prêts à tous les sacrifices pour l'accomplissement entier de leur devoir envers la Patrie, conservent néanmoins le droit de demander compte à Votre Altesse des questions ci-dessus posées.

Le corps des officiers dont les qualités et pouvoirs émanent de source nationale ne permettra jamais que les intérêts de la Patrie soient le jouet d'une poignée d'aventuriers et ne manquera pas de demander compte, en temps opportun, de l'opprobre dont l'armée a été souillée pour cause d'avidité politique et de cupidité personnelle.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Altesse avec tout le respect dû à son rang, nous avons l'honneur de lui faire remarquer qu'au lieu de s'efforcer à réaliser l'impossible il serait dans l'intérêt de la Nation autant que dans celui de Votre Altesse même de se retirer pour mettre les destinées de la nation entre les mains d'un gouvernement jouissant de la confiance unanime du peuple.

Dans l'espoir que notre démarche recevra de la part de Votre Altesse la suite qu'elle comporte, nous avons l'honneur, etc., etc.

*Le Comité d'action du corps
des officiers.*

*
* *

Principaux évènements politiques

22 janvier 1913. — L'assemblée Nationale réunie par le Grand-

Vizir vote l'acceptation des clauses, remise la veille, par les Puissances au gouvernement impérial (1).

23 janvier. — Un groupe de jeunes-turcs, partisans de la continuation de la guerre, sous la conduite d'Enver bey, renverse le cabinet Kiamil. Le Ministre de la Guerre, Nazim Pacha est tué au cours d'une bagarre.

24 janvier. — Un nouveau cabinet est constitué de la façon suivante :

<i>Grand-vizirat et Guerre :</i>	Mahmond Chefket Pacha.
<i>Président du Conseil d'Etat :</i>	Prince Saïd Halim.
<i>Intérieur :</i>	Hadji Adil.
<i>Affaires Étrangères :</i>	Moukthar, ministre de Turquie à Athènes.
<i>Marine :</i>	Mahmoud Pacha.
<i>Justice :</i>	Ibrahim, vali de Constantinople.
<i>Finances :</i>	Rifaat, Président de la Cour des Comptes.
<i>Travaux Publics :</i>	Evkaf Haïri, sénateur.
<i>Instruction Publique :</i>	Choukri.
<i>Commerce :</i>	Djelal, ancien ministre.

26 janvier. — Le cabinet ratifie la concession du Métropolitain de Constantinople à la *Deutsche Bank*.

3 février. — Reprise des hostilités avec les Etats balkaniques

1^{er} mars. — La Turquie se déclare prête à accepter la médiation des puissances pour la conclusion de la paix.

On découvre à Constantinople un complot contre le Sultan et le parti jeune turc ; les principaux instigateurs sont le prince Wahid-Eddin, le prince Sabah-Eddin, Férid-Bey, le général Choukri-Pacha, frère du héros d'Andrinople, quelques notables arabes et de nombreux membres de la Ligue militaire.

26 mars. — Prise d'Andrinople par les armées bulgare et serbe.

(1) Cette note sera publiée dans le prochain tome des *Archives Diplomatiques*.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

des Tomes CXXV à CXXIX

(Année 1913)

N.-B. — Les chiffres égyptiens indiquent le numéro des tomes ; les chiffres arabes les pages des tomes cités.

Abordage. — Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage (23 septembre 1910). 126, 26.

Ratification par S. M. le roi de Danemark des deux conventions internationales pour l'unification du droit maritime, signées à Bruxelles le 23 septembre 1910, et concernant, l'une les abordages de navires, l'autre l'assistance et le sauvetage maritimes. 128, 81.

Adhésion du gouvernement britannique pour la Nouvelle-Zélande aux conventions internationales signées à Bruxelles le 23 septembre 1910, concernant l'unification de certaines règles en matière d'abordage, ainsi qu'en matière d'assistance et de sauvetage maritimes. 128, 83.

V. aussi : *Assistance et sauvetage maritime.*

Actes judiciaires. — V. *Procédure.*

Aéronautique. — Décret instituant au Ministère français des Affaires Etrangères une commission chargée d'étudier les solutions à adopter pour les relations aéronautiques de la France avec les pays étrangers (6 mai 1913). 127, 58.

Nomination de membres de la commission sus-indiquée (6 mai 1913). 127, 93.

Accord franco-allemand concernant la navigation aérienne entre les deux pays (26 juillet 1913). 128, 58.

Affaires Etrangères (Ministère français des). — Décrets concernant l'organisation du Ministère des Affaires Etrangères (8 septembre 1912). 125, 135.

Décret instituant une commission chargée d'étudier les solutions à adopter pour les relations aéronautiques de la France avec les pays étrangers (6 mai 1913). 127, 58.

Extrait du rapport de M. Doumer, au Sénat, sur le projet de budget de l'exercice 1913 (les œuvres françaises à l'étranger). 127, 60.

Décret présidentiel relatif à la composition de la commission de droit international privé (6 juin 1913). 127, 57.

Décret relatif à la composition de la commission permanente des chancelleries

et du contentieux instituée auprès du Ministère des Affaires Etrangères (6 juin 1913). 127, 56.

V. *Consulats.* — *Personnel.*

Afrique équatoriale française. — Décret portant promulgation en France de l'accord signé à Berlin, le 2 février 1912, entre l'Allemagne et la France au sujet des personnes se trouvant dans les territoires échangés le 4 novembre 1911. 125, 127.

V. *Cameroun.*

Albanie. — Déclaration de Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères du Royaume-Uni sur la constitution d'une Albanie autonome (8 avril 1913). 127, 102.

Proclamation de S. A. R. le prince héritier de Monténégro aux habitants de Scutari (26 avril 1913). 127, 117.

Lettre de Mgr le duc de Montpensier à M. de Jahantho, chef de sa maison et de son service d'honneur, sur l'éventualité de sa candidature au trône d'Albanie (25 avril 1913). 127, 96.

Communication faite au gouvernement monténégrin par les représentants des Puissances au sujet de la prise de Scutari (28 avril 1913). 128, 80.

V. *Autriche* — *France* — *Russie* — *Serbie.*

Alcools. — V. *Allemagne.*

Algérie. — V. *Allemagne.*

Allemagne. — Arrangement entre l'Allemagne et la Belgique pour régler le mouvement des alcools et spiritueux franchissant la frontière entre les deux pays (27 juin 1911). 129, 55.

Liste des membres allemands de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 95.

Convention avec la Russie pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (28 février 1913). 129, 5.

Ordre du jour lu par S. M. l'Empereur dans le Lustgarten, à Berlin, devant les délégations des corps de troupe réunis à l'occasion de la célébration du centenaire de l'indépendance prussienne (10 mars 1913). 125, 198.

Allocution prononcée à Breslau par S. A. I. le Prince Entel Frédéric devant la garnison assemblée à l'occasion du centenaire de l'indépendance prussienne (10 mars 1913). 126, 169.

Communiqué officiel publié à la suite de l'exposé de la politique extérieure de l'Empire fait par S. Exc. M. de Jagow, à la Commission du Budget du Reichstag (3 avril 1913). 126, 170.

Discours de S. Exc. le Chancelier de l'Empire au Reichstag à l'occasion de la discussion du projet de réforme militaire (7 avril 1913). 127, 97.

Accord franco-allemand concernant la navigation aérienne entre les deux pays (26 juillet 1913). 128, 58.

Note officieuse communiquée par le Ministère des Affaires Étrangères au *Berliner Lokal Anzeiger* au sujet du chemin de fer de Bagdad (27 août 1913). 128, 123.

Instruction du Ministre français de l'agriculture concernant l'importation en Allemagne des vins, mûls de raisins et raisins foulés provenant de France et d'Algérie (8 août 1913). 129, 71.

Allocutions prononcées au cours de la remise du bâton de feld-maréchal par S. M. l'Empereur et Roi à S. M. le Roi de Grèce (8 septembre 1913). 128, 123.

Discours prononcé par M. d'Estournelles de Constant, membre de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye pour la République française, à la séance du Congrès de la Ligue d'entente internationale à Nuremberg, sur les relations franco-allemandes (7 octobre 1913). 129, 230.

Exposé de la politique étrangère de l'Empire faite au Reichstag par S. Exc. le Chancelier impérial (9 décembre 1913). 129, 232.

V. Abordage. — Afrique Equatoriale — Bulgarie. — Cameroun. — Propriété artistique. — Propriété industrielle. — Réceptions diplomatiques. — Saint-siège. — Togo. — Turquie.

Alliance française. — Note sur cette association. 127, 68.

Andrinople. — V. Turquie.

Angleterre. — V. Grande-Bretagne.

Antilles danoises. — Adhésion du Danemark à la convention internationale du 11 octobre 1909, relative à la circulation des automobiles, à l'exception des îles Féroé, de l'Islande et des Antilles danoises (13 août 1913). 128, 84.

Arbitrage. — Convention d'arbitrage entre les Etats-Unis du Brésil et l'Equateur (13 mai 1909). 125, 8.

Convention d'arbitrage entre le Portugal et le Nicaragua (17 juillet 1905). 126, 97.

Convention d'arbitrage entre les Etats-Unis du Brésil et la Chine (3 août 1909). 125, 6.

Traité d'arbitrage entre les Etats-Unis du Brésil et le Pérou (7 décembre 1909). 126, 55.

Arrangement entre les Etats-Unis d'Amérique et la France au sujet de la durée de la convention d'arbitrage signée entre les deux pays le 10 février 1908 (13 février 1913). 126, 64.

V. Cour d'arbitrage.

Argentine. — Traité avec les Pays-Bas pour régler l'assistance médicale à donner aux ressortissants des deux pays sur le territoire de chacun d'eux (29 septembre 1910). 129, 17.

Réception par le Président de la République française, à Paris, de S. Exc. M. Manuel Lainez, ambassadeur extraordinaire de la République argentine (5 mai 1913). 127, 86.

☛ Liste des membres argentins de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye (1913). 128, 97.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Radiotelegraphie.

Arménie. — V. Turquie.

Armes. — Décret beylical réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie (18 mars 1913). 127, 79.

Armes à feu. — V. Congo belge.

Arts. — V. Protection artistique et littéraire.

Arts graphiques. — Loi française relative à la participation de la France à l'exposition internationale de l'industrie du livre et des arts graphiques de Leipzig en 1914 (7 août 1913). 128, 86.

Assistance judiciaire. — Convention d'assistance judiciaire entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie (17 mars 1911). 129, 40.

Assistance et sauvetage maritimes. — Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes (23 septembre 1910). 126 26.

Procès-verbal de dépôt des ratifications de cette convention. 126, 49.

Ratification par S. M. le roi de Danemark de la convention internationale concernant l'assistance et le sauvetage maritimes (23 septembre 1910). 128, 84.

Adhésion du gouvernement britannique pour la Nouvelle-Zélande aux conventions internationales signées à Bruxelles, le 23 septembre 1910, concernant l'unification de certaines règles en matière d'abordage, ainsi qu'en matière d'assistance et de sauvetage maritimes. 128, 83.

Assistance médicale. — Traité entre la République Argentine et les Pays-Bas réglementant l'assistance médicale à donner aux ressortissants respectifs (29 septembre 1910). 129, 17.

Atlantique (Océan). — V. Pêcheries.

Automobiles. — Dénonciation par le gouvernement britannique de la convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris, le 11 octobre 1909, en ce qui concerne les Barbades, les

iles Leeward, le Nigeria du Nord, le Nigeria du Sud, la colonie de Sierra-Leone et les Seychelles. 128, 73.

Adhésion du Danemark à la convention internationale du 11 octobre 1909, à l'exception des îles Féroë, de l'Islande et des Antilles danoises (13 août 1913). 128, 84.

Autriche-Hongrie. — Arrangement particulier conclu entre les administrations des téléphones de l'Italie et de l'Autriche pour régler leurs rapports de service (16-24 novembre 1909). 126, 92.

Accord relatif aux communications téléphoniques échangées entre l'Autriche et l'Italie sous le régime des abonnements (19 janvier-6 février 1911). 126, 96.

Convention d'assistance judiciaire entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie (17 mars 1911). 129, 40.

Arrangement commercial avec le Portugal (juillet 1911). 125, 101.

Communiqué officieux du *Fremdenblatt* de Vienne sur l'action internationale en Monténégro et en Albanie (2 avril 1913). 126, 172.

Echange de notes établissant un accord provisoire de commerce avec le Japon (22 décembre 1911). 125, 108.

Liste des membres austro-hongrois de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 97.

Allocution prononcée par S. M. l'Empereur et Roi au cours de la réception à Vienne des délégations austro-hongroises (19 novembre 1913). 129, 236.

Exposé de la politique étrangère de la Monarchie fait à la Commission des affaires étrangères des Délégations par S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères (19 novembre 1913). 129, 237.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Propriété industrielle. — Radiotélégraphie. — Serbie. — Turquie.

Bagdad. (Chemin de fer de). — V. Allemagne.

Balkans. — Historique de la guerre. 126, 143.

V. Allemagne — Autriche — Bulgarie — France — Grande-Bretagne. — Grèce. — Hongrie. — Monténégro. — Roumanie. — Russie. — Serbie. — Turquie.

Barbades (Colonie des). — V. Automobiles.

Bavière. — Loi française portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de la mission envoyée aux funérailles de S. A. R. le Régent de Bavière (21 mars 1913). 126, 122.

Belgique. — Convention avec la Roumanie pour la protection réciproque des œuvres littéraires, artistiques et photographiques (10 avril 1910). 129, 53.

Arrangement avec l'Allemagne pour régler le mouvement des alcools et spiritueux franchissant la frontière entre les deux pays (27 juin 1911). 129, 53.

Arrangement commercial avec le Japon (8 juillet 1911). 125, 104.

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

Déclaration franco-belge concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile et commerciale (10 octobre 1912). 125, 76.

Liste des membres belges de la Cour permanente de La Haye (1913). 128, 97.

Loi française portant approbation de la déclaration française signée à Bruxelles, le 18 juillet 1900, entre la France et la Belgique, en vue de modifier l'article 10 du traité d'extradition franco-belge du 15 août 1874 (11 août 1913). 128, 86.

Voir : Abordage. — Assistance maritime. — Notifications diverses. — Propriété artistique et littéraire. — Propriété industrielle.

Bolivie. — Liste des membres boliviens de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 98.

Bosnie-Herzégovine. — Application à la Bosnie et à l'Herzégovine des dispositions de la convention d'assistance judiciaire signée le 17 mars 1911 à Belgrade entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. 129, 51.

Brésil (Etats-Unis du). — Convention d'arbitrage avec la République de l'Equateur (13 mai 1909). 125, 8.

Convention d'arbitrage avec la Chine (3 août 1909). 125, 6.

Traité d'arbitrage avec le Pérou (7 décembre 1909). 126, 55.

Liste des membres brésiliens de la Cour d'arbitrage de la Haye (1913). 128, 101.

V. Propriété industrielle. — Radiotélégraphie.

Bucarest (Traité de paix de). — Documents divers y relatifs. 128, 125, 126, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 154, 155.

Budget. — Extraits du rapport fait au Sénat sur le projet de budget du Ministère des Affaires Etrangères de la République française, pour l'exercice 1913, par M. Paul Doumer, sénateur. 127, 60.

Bulgarie. — Convention de commerce et de navigation entre la Bulgarie et le Monténégro (9 mai 1909). 127, 11.

Echange de notes entre les gouvernements bulgare et italien en vue d'accorder l'entrée en franchise de droits aux objets destinés à l'usage domestique (mars-juillet 1910). 126, 104.

Convention commerciale provisoire entre la Bulgarie et la Turquie (6 février 1911). 126, 62.

Notes diplomatiques échangées avec l'Allemagne pour prolonger la durée du traité de commerce du 1^{er} août 1903 (29 septembre 1911). 125, 106.

Protocole d'armistice entre les troupes ottomanes et les troupes bulgares, serbes

et monténégrines (20 novembre 1912). 125, 84.

Liste des membres bulgares de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 98.

Réponse de S. M. le roi des Bulgares au télégramme à lui adressé le 8 juin 1913 par S. M. l'Empereur de toutes les Russies au sujet du conflit existant entre la Bulgarie et la Serbie (11 juin 1913). 127, 46.

Résumé, d'après l'agence Havas, de la réponse du gouvernement bulgare à la demande de révision du traité d'alliance de 1912 (19 juin 1913). 127, 47.

Réponse du gouvernement grec à la note remise par le gouvernement bulgare le 7 juin 1913 au sujet de la situation réciproque des armées alliées (28 juin 1913). 127, 51.

Note remise par le Ministre de Serbie à Belgrade au gouvernement de S. M. le roi des Bulgares pour lui annoncer la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays (6 juillet 1913). 127, 53.

Réponse du Ministre des Affaires Etrangères du royaume de Montenegro à la note par laquelle le Ministre de Bulgarie lui notifie son départ de Cettigné (9 juillet 1913). 128, 80.

Télégramme adressé par le Ministre des Affaires Etrangères à la légation royale à Paris pour le charger de demander d'attirer l'attention du gouvernement français sur la complication créée dans les Balkans par l'intervention de la Roumanie (14 juillet 1913). 128, 82.

Note remise aux Puissances par le gouvernement impérial ottoman au sujet de la nouvelle frontière turco-bulgare (19 juillet 1913). 128, 75.

Note remise par le Ministre de Bulgarie à Paris au Ministre des Affaires Etrangères de la République française pour lui demander d'intervenir pour que la nouvelle ligne de frontière Enos-Midia soit respectée par l'armée turque (20 juillet 1913). 128, 78.

Télégramme adressé par S. M. le Roi à S. M. le Roi de Roumanie pour lui demander la conclusion de la paix (21 juillet 1913). 128, 125.

Réponse de S. M. le Roi de Roumanie au précédent télégramme (21 juillet 1913). 128, 126.

Extraits du discours prononcé par S. Exc. M. Guénadief, ministre des Affaires Etrangères, à la Chambre des Députés, sur la politique étrangère du royaume (21 juillet 1913). 128, 127.

Protestations faites aux ministres plénipotentiaires des Puissances par S. M. le Roi sur la violation du territoire bulgare par les armées turques (24 juillet 1913). 128, 128.

Télégramme adressé par le gouvernement royal à la légation royale de Paris pour être communiqué au gouvernement de la République française et protestant contre les calomnies répandues sur la con-

duite de l'armée bulgare dans la guerre contre les Turcs et dans celle contre les Serbes et les Grecs (28 juillet 1913). 128, 81.

Note publiée par le Ministère des Affaires du royaume de Grèce relativement aux conditions de la suspension d'armes entre les troupes grecques et serbes d'une part et les troupes bulgares d'autre part (31 juillet 1913). 128, 78.

Note du gouvernement bulgare aux Ministres des Puissances au sujet de la délimitation de la frontière turco-bulgare (7 août 1913). 128, 79.

Communication verbale faite au gouvernement ottoman par les ambassadeurs des grandes puissances pour le rappeler au respect des principes posés par le traité de Londres en ce qui concerne la délimitation de frontière de l'empire ottoman avec la Bulgarie (7 août 1913). 128, 76.

Réponse du gouvernement ottoman à la précédente note (11 août 1913). 128, 77.

Télégrammes échangés entre S. M. le roi et S. M. le roi de Roumanie à l'occasion de la signature de la paix à Bucarest (8 août 1913). 128, 145.

Ordre du jour de S. M. le roi aux troupes ayant pris part à la guerre balkanique (11 août 1913). 128, 129.

V. Bucarest. — Russie. — Serbie.

Cameroun. — Déclaration franco-allemande relative à la délimitation de la frontière entre le Cameroun et l'Afrique Equatoriale française (28 septembre 1912). 125, 29.

Cavalla. — V. Grèce.

Certificats d'origine. — V. Japon.

Ceylan. — V. Propriété industrielle.

Chancelleries (Commission des). — V. Affaires Etrangères. — Consuls.

Chasse (Permis de). — V. Congo.

Chemins de fer. — V. Allemagne. — Maroc.

Chili. — Liste des membres chiliens de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 98.

V. Assistance et sauvetage maritimes.

Chine. — Convention d'arbitrage avec le Brésil (3 août 1909). 125, 6.

Convention entre le Japon et la Russie pour la protection réciproque de la propriété industrielle des sujets russes et japonais en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

Note remise par le Ministre de Russie à Pékin au Ministre des Affaires de Chine au sujet de la question mongole (15 juillet 1913). 128, 73.

Liste des délégués du gouvernement chinois à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye 128, 90.

Colis-postaux. — Convention entre la France et les Etats-Unis pour l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis et la Guadeloupe (3 juillet 1912). 127, 12.

Convention concernant l'échange de colis postaux entre la France et Haïti (3 juillet 1912). 128, 64.

Colombie. — Protocole concernant l'application à certaines possessions britanniques du traité de commerce conclu entre la Colombie et la Grande-Bretagne le 16 février 1866 (20 août 1912). 125, 5.

Liste des membres Colombiens du tribunal d'arbitrage de La Haye. 128, 99.

V. *Exéquat.*

Commerce. — Convention de commerce et de navigation entre la Bulgarie et le Monténégro (9 mai 1909). 129, 11.

Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques dans les deux pays échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie et le Ministre de S. M. la Reine des Pays-Bas à Rome (3-4 janvier 1910). 126, 104.

Convention commerciale provisoire entre la Bulgarie et la Turquie (6 février 1911). 126, 52.

Arrangement International de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. 126, 80.

Accord conclu entre le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie modifiant l'arrangement de Madrid et concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. 126, 86.

Traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Norvège (20 mai 1912). 129, 12.

Protocole concernant l'application à certaines possessions britannique du traité de commerce conclu entre la Grande Bretagne et la Colombie le 16 février 1866 (20 août 1912). 125, 5.

Echange de notes entre le Ministre ottoman des Affaires Etrangères et l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Constantinople au sujet de l'expédition dans les douanes respectives des deux pays des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (6 novembre 1912). 126, 101.

Traité de commerce et d'amitié signé entre la Russie et la Mongolie et protocoles annexes (octobre-novembre 1912).

Convention entre la Grande-Bretagne et la Norvège relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1816 à certaines possessions britanniques (16 mai 1913). 129, 31.

Décret beylical réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie (18 mars 1913). 127, 79.

Nomination de membres de l'Office national français du commerce extérieur (mars 1913). 127, 95.

Commerce (Navires de). — Notes échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères

de Russie et le Chargé d'affaires de Norvège à Saint-Petersbourg au sujet de la reconnaissance réciproque des lignes de franc-bord des navires de commerce (1^{er} avril 1913). 127, 42.

Commissions. —

V. *Affaires Etrangères.*

Commissions rogatoires. — Convention d'assistance judiciaire entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie (17 mars 1911). 129, 40.

Congo belge. — Ordonnance relative au trafic des armes à feu et aux permis de chasse (16 avril 1912). 125, 159.

Consulats. — Création de postes et d'agences consulaires d'Italie. 125, 222.
126, 182.

Décret concernant le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires de France (3 novembre 1913). 129, 148.

V. *Notariat.* — *Personnel.*

Consuls. — V. *Personnel.*

Contentieux (Commission du). — V. *Affaires Etrangères.*

Contrôle civil. — V. *Maroc.* — *Tunisie.*

Cour d'arbitrage. — Liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 96.

Crédits. — Décret portant ouverture au Ministère des Affaires Etrangères d'un crédit supplémentaire à l'occasion des funérailles de S. M. l'Empereur du Japon (2 octobre 1912). 125, 131.

Loi portant ouverture au Ministre français des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion de la réception à Paris de S. M. le roi d'Espagne (6 mai 1913).

Décret portant ouverture de crédits supplémentaires au ministre français des Affaires Etrangères (7 septembre 1913). 129, 86.

V. *Bavière.*

Croix Rouge. — V. *Russie.*

Cyrenaïque. — V. *Tripolitaine.*

V. *Bavière* — *Livre* (Industrie du).

Cuba. — Liste des membres cubains de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 99.

V. *Abordage.* — *Assistance et sauvetage maritimes.* — *Propriété industrielle.*

Dahomey. — V. *Togo.*

Danemark. — Notification par le gouvernement fédéral au Ministère de Sa Majesté britannique à Berne de la ratification par S. M. le Roi de Danemark de la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques signée à Berne le 15 novembre 1908 (1^{er} juillet 1912). 125, 89.

Liste des membres danois de la Cour d'arbitrage de La Haye, pour l'année 1913. 128, 99.

Adhésion du Danemark à la convention internationale du 11 octobre 1909, relative

à la circulation des automobiles, à l'exception des îles Féroé, de l'Islande et des Antilles danoises (13 août 1913). 128, 84.

V. Abordage. — Assistance maritime. — Propriété artistique et littéraire. — Propriété industrielle. — Suède.

Distinctions honorifiques. — Allemagne (février 1913). 125, 200.

Autriche (août 1913). 128, 125.

Espagne (avril-mai 1913). 126, 175.

France (octobre-novembre 1912). 125, 197.

France (février 1913). 126, 157.

France (mai-juin 1913). 127, 93.

France (juin-août 1913). 128, 111.

France (octobre-novembre 1913). 129, 229.

Italie (juin-septembre 1912). 125, 223.

Dominicaine (République). — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 100.

V. Propriété industrielle.

Louanes. — Notes échangées entre les gouvernements hollandais et italien au sujet de l'importation des produits pharmaceutiques des deux pays (3-4 janvier 1910). 126, 106.

Echange de notes entre les gouvernements bulgare et italien en vue d'accorder l'entrée en franchise de droits aux objets destinés à l'usage domestique (mars-juillet 1910). 126, 104.

Accord de douanes italo-japonais (12 juillet 1911). 125, 105).

Echange de notes entre le Ministre ottoman des Affaires Etrangères et l'Ambassadeur de S. M. Britannique à Constantinople portant accord au sujet de l'expédition dans les douanes respectives des deux pays des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (6 novembre 1912). 126, 101.

V. Allemagne. — Commerce. — Tunisie.

Droit d'auteur. — V. Propriété littéraire.

Droit international privé (Commission de). — V. Affaires Etrangères.

Droit maritime. — V. : Abordage. — Assistance maritime. — Sauvetage maritime.

Egée (Iles de la mer). — Iradé de S. M. l'Empereur de Turquie concernant l'administration des îles de la mer Egée (octobre 1912). 125, 15.

Egypte. — Loi électorale (1^{er} juillet 1913). 129, 170.

Loi organique (1^{er} juillet 1913). 129, 150.

V. Radiotélégraphie.

Equateur. — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 100.

V. Brésil.

Erythrée. — V. Italie.

Espagne. — Réceptions diplomatiques. 125, 206. 126, 173.

Composition du ministère Romanones (janvier 1913). 125, 206.

Nominations et mutations dans le personnel diplomatique et consulaire. 125, 203. 126, 175.

Instructions données au commandant général de Ceuta pour le développement de l'action espagnole au Maroc (29 février 1913). 126, 143.

Instructions annexées aux précédentes et portant organisation de services du protectorat espagnol au Maroc. 126, 146.

Nomination de membres de la Cour d'arbitrage de La Haye (mars 1913). 125, 206.

Liste des membres espagnols de la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 100.

Loi portant ouverture au Ministre français des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion de la réception à Paris de S. M. le roi d'Espagne (6 mai 1913).

Voyage en France de S. M. le roi (mai 1913). 129, 222.

Voyage en Espagne du Président de la République française : discours et allocutions (octobre 1913). 129, 212.

V. Abordage. — Crédits. — Exequatur. — Madrid (Institut de). — Maroc. — Personnel. — Propriété industrielle. — Propriété artistique. — Réceptions diplomatiques.

Etats Malais. — V. Perse.

Etats-Unis. — Notes sur le fonctionnement de l'Institut français aux Etats-Unis en 1912. 127, 65.

Loi destinée à régulariser le commerce étranger en prohibant l'importation de certaines graines et semences impropres à être semées (24 août 1912). 129, 186.

Arrangement avec le gouvernement de la République française au sujet de la prolongation de durée de la convention d'arbitrage du 10 février 1908 (13 février 1913). 126, 61.

Télégrammes échangées entre le Président de la République française et le Président Wilson (mars 1913). 126, 175.

Message du Président au Sénat et à la Chambre (8 avril 1913). 126, 117.

Extraits du message lu au Congrès par le Président de la République relatifs au Mexique (27 août 1913). 128, 130.

Liste des membres américains de la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 101.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Colis postaux. — Notifications diverses. — Pêcheries. — Propriété industrielle.

Exequatur. — Colombie. 125, 202.

Espagne. 126, 175.

France. 126, 156. 127, 92. 128, 110. 129, 228

Italie. 125, 222. 126, 182. 128, 137.

Extradition. — Accord entre la Grande-Bretagne et le Paraguay relatif à l'application à certaines possessions britanniques du traité d'extradition du 12 septembre 1906 (16 juillet 1913). 129, 37.

Loi française portant approbation de la déclaration française signée à Bruxelles, le 18 juillet 1900, entre la France et la Belgique, en vue de modifier l'article 10 du traité d'extradition franco-belge du 15 août 1874. (11 août 1913). 128, 86.

Fabrique (Marques de). — V. Commerce. — *Propriété industrielle.*

Féroë (Iles). — V. Danemark.

Florence (Institut français de). — Notes sur le fonctionnement de cet établissement. 127, 61.

Franc-bord (Lignes de). — V. Commerce (navires de).

France. — Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

Déclaration franco-allemande relative à la délimitation de la frontière entre le Cameroun et l'Afrique Equatoriale française (28 septembre 1912). 125, 29.

Déclaration franco-belge concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile et commerciale (10 octobre 1912). 125, 76.

Convention entre la France et les Etats-Unis pour l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis et la Guadeloupe (3 juillet 1912). 127, 12.

Extraits du discours prononcé à Nantes par S. Exc. M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères, sur les événements balkaniques et la politique extérieure de la France (27 octobre 1912). 125, 184.

Election de S. Exc. M. Raymond Poincaré à la Présidence de la République : télégrammes des souverains, chefs d'Etats et ministres étrangers (janvier-février 1913). 126, 158.

Voyage en France de S. M. Alphonse XIII roi d'Espagne (mai 1913). 129, 222.

Extraits du discours sur la politique étrangère du la République prononcé à Lons-le-Saulnier par S. Exc. M. S. Pichon, ministre des Affaires Etrangères, (24 août 1913). 128, 115.

Liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. 128, 101.

V. Abordage. — Aéronautique. — Affaires Etrangères. — Allemagne. — Arbitrage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Bulgarie. — Distinctions honorifiques. — Espagne. — Etats-Unis. — Extradition. — Italie. — Legs. — Livres (Industrie du). — Maroc. — Notifications diverses. — Personnel diplomatique. — Procédure. — Propriété artistique et littéraire. — Propriété indus-

trielle. — Radiotélégraphie. — Réceptions diplomatiques. — Russie. — Saint-Siège. — Suisse. — Turbines à vapeur. — Universités. Togo. — Vénézuëla — Vins.

France-Amérique (Comité). — Allocutions prononcées à l'issue du déjeuner offert à Paris par le Bureau du Comité à S. Exc. M. Robert Bacon, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France (20 septembre 1913). 128, 119.

Fraudes (Répression des fraudes). — V. *Propriété industrielle.*

Genève (Croix de). — V. Russie.

Grande-Bretagne. — Echange entre le Royaume-Uni et la Perse de notes au sujet de la position des Etats malais fédérés (mai-juin 1904). 128, 72.

Accord avec les Etats-Unis d'Amérique au sujet des pêcheries de l'Atlantique du Nord (20 juillet 1912). 125, 20.

Protocole concernant l'application à certaines possessions britanniques du traité de commerce conclu entre la Grande-Bretagne et la Colombie le 16 février 1866 (20 août 1912). 125, 5.

Echange de notes avec le Japon pour l'abandon réciproque des droits consulaires sur les certificats d'origine concernant les exportations (26-31 octobre 1912). 125, 110.

Echanges de notes entre le Ministre ottoman des Affaires Etrangères et le Ministre de Sa Majesté britannique à Constantinople au sujet de l'expédition dans les donanes respectives des deux pays des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (6 novembre 1912). 126, 101.

Note communiquée à la presse par les délégués ottomans à la Conférence de Londres (3 février 1913). 125, 207.

Déclaration sur la politique extérieure du royaume faite à la Chambre des Communes par sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office (25 mars 1913). 125, 208.

Déclaration sur les événements balkaniques faite à la Chambre des Communes par sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office (8 avril 1913). 127, 102.

Accord avec la république de Liberia au sujet de la navigation sur la rivière Manoh (10 avril 1913). 127, 5.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Norvège relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1826 à certaines possessions britanniques (16 mai 1913). 129, 31.

Extrait du discours prononcé par M. Winston Churchill, premier Lord de l'Amirauté, au cours de la discussion à la Chambre des Communes du budget du Ministère des Colonies (26 mai 1913). 125, 212.

Voyage à Londres du Président de la République Française. Discours et toasts échangés (juin 1913). 127, 103.

Extraits du discours prononcé par S. Exc. le Président du Conseil au banquet du centenaire de la fondation de la Chambre de Commerce de Birmingham et relatifs aux événements balkaniques (21 juillet 1913), 128, 133.

Liste des représentants du Royaume-Uni à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. 128, 101.

Extrait du discours concernant la situation internationale prononcé Newcastle par Sir Edward Gray, secrétaire d'Etat au Foreign Office (17 novembre 1913). 129, 248.

V. Abordage. — Assistance maritime — Commerce. — Douanes. — Extradition. — Monténégro. — Propriété artistique. — Propriété industrielle.

Grèce. — Message de S. M. le roi à l'armée hellénique au lendemain de l'assassinat du roi Georges (19 mars 1913). 125, 216.

Message de S. M. le roi au peuple hellène (5 juillet 1913). 128, 134.

Note publiée par le Ministère des Affaires du royaume relativement aux conditions de la suspension d'armes entre les troupes grecques et serbes d'une part et les troupes bulgares d'autre part (31 juillet 1913). 128, 78.

Télégramme adressé par S. M. le roi de Roumanie pour le féliciter de la signature du traité de Bucarest (10 août 1913). 128, 135.

Note communiquée par le Ministère français des Affaires étrangères à la presse parisienne au sujet de l'attitude respective des gouvernements français et russe dans l'attribution à la Grèce de la ville de Cavalla (12 août 1913). 128, 120.

Télégrammes échangés entre S. M. le roi et le roi de Serbie (1^{er} septembre 1913). 129, 251.

Allocutions prononcées au cours de la remise à S. M. le roi du bâton de feld-maréchal par S. M. l'empereur allemand, roi de Prusse (8 septembre 1913). 128, 123.

Toasts échangés au cours du déjeuner offert le dimanche 21 septembre 1913 à S. M. le roi par le Président de la République Française, à Paris. 128, 121.

Discours lu par S. M. le roi à l'ouverture de la session parlementaire (13 novembre 1913). 129, 250.

Liste des membres hellènes de la Cour d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 102.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Bulgarie. — Propriété littéraire.

Guadeloupe. — Convention entre la France et les Etats-Unis pour l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis et la Guadeloupe (3 juillet 1912). 127, 12.

Guatemala. — Liste des membres guatémaltèques de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 127, 102.

Haiti. — Liste des délégués haïtiens à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye 128, 102.

Convention concernant l'échange des colis postaux entre la France et Haiti (3 juillet 1912). 128, 64.

V. Colis-postaux. — Propriété artistique et littéraire.

Hollande. — V. Pays-Bas.

Hongrie. — Déclaration sur la politique étrangère faite à la Chambre des Députés par S. Exc. le comte Tisza, président du Conseil des ministres (19 juin 1913). 127, 114.

V. Autriche.

Industrie. — V. Fabriques (Marques de). — Propriété industrielle.

Instruction publique. — V. Etats-Unis. — Florence. — Italie. — Madrid. — Saint-Petersbourg. — Universités.

Islande. — V. Automobiles.

Italie. — Arrangement particulier conclu entre les administrations des téléphones de l'Italie et de l'Autriche pour régler leurs rapports de service (novembre 1909). 126, 92.

Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères du royaume et le Ministre de S. M. la reine des Pays-Bas à Rome (janvier 1910). 126, 106.

Echange de notes diplomatiques entre les gouvernements italien et norvégien concernant la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge (8-23 juin 1910). 127, 43.

Echange de notes diplomatiques entre les gouvernements bulgare et italien en vue d'accorder l'entrée en franchise de droit des objets d'usage domestique (mars-juillet 1910). 126, 104.

Accord relatif aux communications téléphoniques échangées entre l'Autriche et l'Italie sous le régime des abonnements (janvier 1911). 126, 96.

Echange de notes entre le Ministre des Affaires Etrangères du royaume de Norvège et le Ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces pays (avril-décembre 1911). 129, 57.

Règlement franco-italien relatif à l'échange d'assistants français et italiens pour l'enseignement des langues vivantes dans les écoles secondaires de garçons en Italie et en France (février-mai 1912). 125, 81.

Traité de commerce et de navigation avec le Japon (25 novembre 1912). 129, 18.

Déclarations faites à la Chambre des députés par S. Exc. M. le Marquis di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères en réponse à une interpellation de M. Barzilai, député, sur le renouvellement anticipé de la Triple Alliance (18 décembre 1912). 125, 218.

Discours prononcé par S. Exc. M. Barrère, ambassadeur de la République française au cours de la réception de la colonie française de la ville de Rome (1^{er} janvier 1913). 125, 216.

Discours par S. M. le roi à l'ouverture de la session parlementaire (novembre 1913). 129, 252.

Déclaration entre l'Espagne et l'Italie relative à la Lybie et au Maroc (4 mai 1913). 129, 56.

Liste des délégués italiens à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Abordage maritime*. — *Assistance*. — *Exequatur*. — *Florence* (Institut de). — *Japon*. — *Personnel*. — *Propriété artistique*. — *Propriété industrielle*. — *Radiotélégraphie*. — *Turquie*.

Japon. — Convention avec la Russie pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (10-23 juin 1911). 129, 30.

Convention avec la Russie pour la protection réciproque de la propriété industrielle des sujets japonais et russes en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

Accord provisoire de commerce avec l'Italie (12 juillet 1911). 125, 105.

Echange de notes avec la Grande-Bretagne pour l'abandon réciproque des droits consulaires sur les certificats d'origine concernant les exportations (26-31 octobre 1912). 125, 110.

Traité de commerce et de navigation avec le royaume d'Italie (25 novembre 1912). 129, 18.

Accord provisoire de commerce avec l'Autriche (22 décembre 1911). 125, 108.

Liste des délégués japonais à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Abordage*. — *Assistance maritime*. — *Autriche-Hongrie*. — *Belgique*. — *Crédits*. — *Propriété artistique et littéraire*.

Jauge (Lettres de). — Echanges de notes diplomatiques entre les gouvernements italien et norvégien au sujet de la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge. (8-23 juin 1910). 127, 43.

Lausanne (Traité de). — V. *Turquie*.

Leeward (îles). — V. *Automobiles*.

Legs. — Décret autorisant l'exécution en France du legs fait par M. Carr Asley à la Royal National Life Boat Institution de Londres (18 avril 1913). 126, 123.

Décret du Président de la République française autorisant l'exécution en France du legs Kirchheim (22 août 1913). 128, 91.

Décret autorisant l'exécution en France du legs Pittaud de Forges (12 septembre 1913). 129, 144.

Leipzig (Exposition de). — V. *Livre* (Industrie du).

Liberia (République de). — Accord avec le

royaume de Grande-Bretagne au sujet de la navigation sur la rivière Manoh (10 avril 1913). 127, 5.

V. *Propriété artistique et littéraire*.

Livre (Industrie du). — Loi française relative à la participation de la France à l'Exposition internationale de l'Industrie du Livre et des Arts graphiques de Leipzig en 1914. (7 août 1913). 128, 86.

Livrets d'identité. — Adhésion à partir du 1^{er} juillet 1913 de la République orientale de l'Uruguay à l'arrangement international du 26 mai 1906 concernant les livrets d'identité, conformément aux dispositions de l'art. 24 de la Convention postale universelle. 128, 84.

Londres (Conférence de). — V. *Grande-Bretagne*. — *Serbie*. — *Turquie*.

Luxembourg. — Liste des délégués du Grand-duché à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Propriété artistique et littéraire*.

Lybie. — Déclaration signée entre l'Italie et l'Espagne au sujet de la Lybie et du Maroc (4 mai 1912). 129, 56.

V. *Tripolitaine*.

Madrid (Arrangement de). — V. *Propriété industrielle*.

Madrid (Institut français de). — Notes sur le fonctionnement de cet établissement en 1912. 127, 64.

Malais (Etats). — V. *Perse*.

Manoh (rivière). — V. *Liberia*.

Maroc. — Convention franco-espagnole en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'Empire chérifien et protocole concernant le chemin de fer Tanger-Fez (27 novembre 1912). 127, 21.

Extraits du rapport fait au nom de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies de la Chambre française chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention conclue à Madrid le 27 novembre 1912, entre la France et l'Espagne en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'Empire chérifien, par M. Nonlens, député (27 février 1913). 125, 149.

Déclaration entre l'Espagne et l'Italie relative à la Lybie et au Maroc (4 mai 1913). 129, 56.

Décret du président de la République française instituant un corps de contrôle civil au Maroc (31 juillet 1913). 128, 88.

Arrêté du commissaire résident général de la République française fixant l'organisation du corps des contrôleurs civils (26 août 1913). 128, 92.

Divers documents officiels relatifs à l'organisation judiciaire du protectorat français (septembre 1913). 129, 87, 188.

Dahir chérifien relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français (12 août 1913). 129, 188.

Nominations dans le personnel des tribunaux consulaires français. 127, 93. 128, 111.

V. *Espagne*.

Marques de fabrique ou de commerce. — V. *Propriété industrielle*.

Mexique. — Liste des délégués de la République à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Abordage*. — *Assistance et sauvetage maritimes*. — *Etats-Unis*. — *Propriété industrielle*. — *Réceptions diplomatiques*.

Monaco (Principauté de). — V. *Propriété artistique et littéraire*.

Mongolie — Traité de commerce et d'amitié avec la Russie (21 octobre 1912). 125, 86.

Note remise par le Ministre de Russie à Pékin au Ministre des Affaires de Chine au sujet de la question mongale (15 juillet 1913). 128, 73.

Monténégro. — Convention de commerce et de navigation avec la Bulgarie (9 mai 1909). 127, 11.

Note officielle russe relative à l'action des Puissances pour faire évacuer Scutari par le Monténégro (4 avril 1913). 126, 186.

Déclarations faites à la Chambre des Communes, par sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office, sur la démonstration navale internationale devant les côtes du Monténégro (8 avril 1913). 127, 102.

Déclaration de blocus de la côte monténégrine entre Antivari et l'embouchure de Drin, par le vice-amiral Cecil Burney, commandant de la flotte internationale (10 avril 1913). 127, 116.

Proclamation du prince héritier aux habitants de Scutari (26 avril 1913). 127, 117.

Communication faite au gouvernement monténégrin par les représentants des puissances au sujet de la prise de Scutari (28 avril 1913). 128, 80.

Réponse du Ministre des Affaires étrangères du Royaume à la note par laquelle le ministre de Bulgarie lui notifia son départ de Cettigné (9 juillet 1913). 128, 80.

V. *Balkans* — *Bulgarie*.

Navigation. — V. *Commerce*.

Neutralité. — V. *Suède*.

Nicaragua. — Liste des délégués de la République à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Abordage*. — *Arbitrage*. — *Assistance maritime*.

Nigeria. — V. *Automobiles*.

Norvège. — Echange de notes diplomatiques entre les gouvernements italien et norvégien concernant la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge (8-23 juin 1913). 127, 45.

Echange de notes entre le ministre des Affaires Etrangères de Norvège et le ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la

notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces deux pays (avril-décembre 1911). 129, 57.

Traité de commerce et de navigation avec les Pays-Bas (20 mai 1912). 129, 12.

Composition du ministre Gunnar Knudsen (janvier 1913). 125, 221.

Notes échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères de Russie et le Chargé d'affaires de Norvège à Saint-Petersbourg au sujet de la reconnaissance réciproque des lignes de franc-bord des navires de commerce (1^{er} avril 1913). 127, 42.

Convention avec la Grande-Bretagne relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1826 à certaines possessions britanniques (16 mai 1913). 129, 34.

Réunion de l'archipel de Spitzberg au vicariat apostolique de Norvège (1^{er} juin 1913). 128, 152.

Liste des délégués à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 221.

V. : *Abordage*. — *Italie*. — *Propriété artistique et littéraire*. — *Propriété industrielle*. — *Sauvetage maritime*. — *Suède*.

Notariat. — Décret autorisant les agents consulaires de France à Lagos et Accra de faire les actes simples de notariat (19 septembre 1913). 129, 145.

Décret autorisant l'agent consulaire de France à Sainte-Marie de Bathurst à faire des actes simples de notariat (23 septembre 1913). 129, 143.

Notifications diverses. — 125, 109, 113. 128, 83.

Nouvelle-Zélande (Dominion de la). — V. *Propriété industrielle*.

Office national des Universités et écoles françaises. — 127, 66.

Office national français du Commerce extérieur. — Nominations (mars 1913). 127, 95.

Œuvres dramatiques. — V. *Protection artistique et littéraire*.

Pacage. — Arrangement entre la France et la Suisse pour le pacage sur les pâturages situés des deux côtés de la frontière (23 octobre 1912). 125, 78.

Panama — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 104.

Paraguay. — Accord avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande au sujet de l'application à certaines possessions britanniques du traité d'extradition du 12 septembre 1908 (16 juillet 1913). 129, 37.

Paris (Convention de). — V. *Propriété industrielle*.

Pays-Bas. — Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques dans les deux pays échangées entre le ministre de

S. M. la reine à Rome et le ministère royal italien des Affaires Etrangères (janvier 1910). 126, 106.

Traité avec la République Argentine concernant l'assistance médicale à donner aux ressortissants de l'un des deux pays résidant sur le territoire de l'autre (29 septembre 1910) 129, 17.

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

Traité de commerce et de navigation avec la Norvège (20 mai 1912). 129, 12.

Liste des délégués de toutes les puissances à la Cour d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 101.

Discours prononcé par M. Andrew Carnegie au cours de la remise officielle du Palais de la Paix à la ville de La Haye (28 août 1913). 128, 140.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Cour d'arbitrage. — Propriété industrielle. — Propriété littéraire.

Pêcheries de l'Atlantique du Nord. — Accord entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni au sujet des pêcheries de l'Atlantique du Nord (28 juillet 1912). 125, 20.

Pérou. — Traité d'arbitrage avec les Etats-Unis du Brésil (7 décembre 1909). 126, 53.

Liste des délégués péruviens à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 104.

Persé. — Echange entre le Royaume-Uni et la Perse de notes au sujet de la position des Etats malais fédérés (mai-juin 1904). 128, 71.

Composition du ministère (janvier 1913). 125, 225.

Liste des délégués persans à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 105.

Personnel diplomatique et consulaire (Nominations et mutations dans le) :

Allemagne. 125, 200.

Colombie 125, 201.

Espagne 125, 203.

» 127, 150.

France. 125, 187.

» 126, 158.

» 127, 89.

» 128, 109.

» 129, 224.

Grande-Bretagne. 128, 134.

Italie. 125, 220.

» 126, 180.

» 128, 136.

» 129, 235.

Uruguay. 126 190.

Décrets réglementant les positions diverses des agents des services extérieurs au Ministère des Affaires Etrangères de la République française (22 septembre 1913). 129, 106.

Décret relatif à la comptabilité des agents consulaires (6 novembre 1913). 129, 149.

Pharmacie. — Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères d'Italie et le Ministre des Pays-Bas à Rome (janvier 1910). 126, 106.

Portugal. — Convention d'arbitrage entre le Portugal et le Nicaragua (17 juillet 1909). 126, 97.

Arrangement commercial provisoire avec l'Autriche (juillet 1911). 125, 101.

Composition du ministère Affonso Costa (janvier 1913). 125, 226.

Loi concernant l'importation des remèdes secrets (29 juin 1913). 129, 196.

V. Abordage. — Arbitrage. — Propriété industrielle.

Postes. — V. Collis-postaux. — Livrets d'identité.

Postes consulaires. — V. Consuls. — Notariat.

Procédure — Echange de notes entre le ministre des Affaires Etrangères de Norvège et le ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces deux pays (avril-décembre 1911). 129, 57.

Déclaration franco-belge concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile et commerciale (10 octobre 1919). 125, 76.

V. Assistance judiciaire.

Propriété artistique et littéraire. — Convention internationale relative à la protection des œuvres artistiques et littéraires (13 novembre 1908). 126, 5.

Ratification de la susdite convention par l'Allemagne, la Belgique, la République d'Italie, la République de Libéria, le Japon, le Grand-duché du Luxembourg, la Principauté de Monaco et la Suisse (9 juin 1910). 126, 19.

Ratification par la France et la Tunisie (30 juin 1910). 126, 23.

Ratification par l'Espagne et la Norvège (24 septembre 1910). 126, 23.

Ratification par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (14 juin 1912). 126, 24.

Ratification par le Danemark (1^{er} juillet 1912). 125, 109.

Convention entre la Belgique et la Roumanie pour la protection réciproque des œuvres littéraires artistiques et photographiques (10 avril 1910). 129, 53.

Loi française portant approbation de la convention littéraire signée le 22 avril 1912 entre la Grèce et la France (4 août 1913). 128, 85.

Loi hollandaise concernant la faculté pour les Pays-Bas et les colonies néerlandaises.

daïses d'adhérer à la convention de Berne du 13 novembre 1908 et de conclure des traités analogues (26 juin 1911). 125, 179.

Loi hollandaise réglementant le droit d'auteur (25 septembre 1912). 125, 163.

Convention russo-allemande pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (28 février 1913). 129, 5.

Loi française portant approbation de la convention littéraire signée le 22 avril 1912 entre la Grèce et la France (4 août 1913). 128, 85.

Propriété industrielle et commerciale. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. 126, 65.

Organisation du bureau international de Berne. 126, 73.

Arrangement international de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles le 13 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. 126, 80.

Accord entre les Etats-Unis du Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie modifiant l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises (2 juin 1911). 126, 86.

Adhésion aux actes de la conférence de Washington, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la République Dominicaine, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suisse et de la Tunisie (1913). 126, 83.

Adhésion de la Nouvelle-Zélande, de la colonie de Ceylan, de la colonie de la Trinité et de l'île de Tabago à la convention de Paris révisées, pour la protection de la propriété industrielle, signée à Washington le 2 juin 1911 (juin 1913). 128, 83.

Adhésion du Dominion de la Nouvelle-Zélande à l'arrangement de Madrid, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, révisé et signé à Washington le 2 juin 1911 (juin 1913). 128, 83.

Convention entre la Russie et le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (10-23 juin 1913). 129, 30.

Convention entre la Russie et le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle de leurs sujets respectifs en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

Prusse. — V. *Allemagne*.

Radiotélégraphie. — Convention radiotélégraphique internationale (5 juin 1912). 128, 6.

Ratifications diverses. — 126, 19, 49, 50, 51. 128, 83.

Réceptions diplomatiques. — Réception par le président de la République française de S. A. le prince Charoon, ministre de Siam (12 décembre 1912). 125, 181.

Cercle diplomatique tenu par le président de la République française (1^{er} janvier 1913). 125, 181.

Réception par S. M. l'Empereur allemand, roi de Prusse, de M. de Beistegui, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Mexique (3 janvier 1913). 125, 200.

Réception du corps diplomatique par le président de la République française (17 février 1910). 125, 182.

Réception par S. M. l'Empereur de Russie de S. Exc. M. Louis, ambassadeur de France (7 mars 1913). 126, 189.

Réception par S. M. le roi d'Espagne de M^r Ragonesi, nonce apostolique (3 avril 1913). 126, 173.

Réceptions de divers ambassadeurs par S. Exc. le Président de la République française (février-avril 1913). 129, 166.

Réception par le président de la République française de S. Exc. M. Manuel Lainez, ambassadeur extraordinaire de la République française (5 mai 1913). 127, 86.

Relations diplomatiques. — V. *Vénézuëla*.

Roumanie. — Convention avec la Belgique pour la protection des œuvres littéraires, artistiques et photographiques (10 avril 1913). 129, 53.

Tenue prononcée par S. M. le roi au dîner de gala donné au Palais Royal de Bucarest en l'honneur des délégués à la Conférence de la Paix (11 août 1913). 128, 146.

Ordre du jour adressé par S. M. le roi à l'armée roumaine (14 août 1913). 128, 147.

Liste des membres roumains de la Cour internationale d'arbitrage de la Haye (1913). 128, 105.

V. : *Abordage.* — *Assistance et sauvetage maritimes.* — *Bucarest.* — *Bulgarie.* — *Grèce.* — *Serbie.*

Roumèlie. — Echange de notes entre la Turquie et les grandes puissances au sujet de la situation financière des vilayets de Roumèlie (16-24 août 1909). 128, 74.

Russie. — Convention avec le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (19-23 juin 1911). 129, 30.

Convention avec le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle des sujets japonais et russes en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

Extrait de la loi sur l'emploi licite de l'emblème de la Croix-Rouge et de la Croix de Genève (28 juin 1912). 129, 200.

Convention avec l'Allemagne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (28 février 1913). 129, 5.

Télégrammes échangés avec le gouvernement français à l'occasion du centenaire des Romanow (mars 1913). 126, 111.

Traité de commerce et d'amitié avec la Mongolie (21 octobre 1912). 125, 86.

Communiqué officiel publié par la presse de St-Petersbourg au sujet de l'attitude du gouvernement impérial dans la crise balkanique (11 avril 1913). 126, 186.

Télégramme envoyé par S. M. l'Empereur Nicolas II au roi des Bulgares et au roi de Serbie au sujet du conflit existant entre ces deux nations (8 juin 1913). 127, 43.

Réponse de S. M. le roi des Bulgares au précédent télégramme (11 juin 1913). 127, 46.

Rescrit de S. M. l'Empereur à son ministre des Affaires Etrangères pour le féliciter de son attitude au cours des événements balkaniques (17 juin 1913). 127, 118.

Note remise par le Ministre de Russie à Pékin au Ministère des Affaires Etrangères de Chine au sujet de la question mongole (15 juillet 1913). 128, 72.

Communiqué officiel publié par la presse de St-Petersbourg au sujet de l'attitude du gouvernement impérial dans la crise balkanique (21 juillet 1913). 128, 149.

Voyage en Russie du général Joffre, chef d'état-major général de l'armée française ; allocutions et discours (août 1913). 128, 149.

Dépêches échangées entre S. M. l'Empereur et S. M. le roi de Roumanie à l'occasion de la signature de la paix de Bucarest (11 août 1913). 128, 148.

Liste des membres russes de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 106.

Abordage. — Chine. — Commerce (navires de). — Grèce. — Monténégro — St-Petersbourg (Institut de).

Saint-Petersbourg (Institut français de). — Notes sur le fonctionnement de cet établissement. 127, 62.

Saint-Siège. — Correspondance échangée avec le gouvernement français (1902). 125, 92.

Lettre adressée par S. S. Pie X à S. M. l'Empereur allemand, roi de Prusse à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son avènement au trône (15 juin 1913). 128, 132.

Réunion par le Saint-Siège au vicariat de Norvège de l'archipel du Spitzberg. (1^{er} juin 1913). 128, 152.

V. Réceptions diplomatiques.

Salvador. — Liste des délégués de la République à la Cour internationale de La Haye (1913). 128, 105.

Sauvetage maritime. — V. Assistance.

Scutari d'Albanie. — V. Montenegro.

Serbie. — Memorandum présenté à la Conférence de Londres au sujet des frontières de l'Albanie (janvier 1913). 125, 119.

Message adressé par le roi à son peuple au moment de la déclaration de

guerre avec la Bulgarie (3 juillet 1913). 128, 153.

Proclamation du roi à son armée au lendemain de la conclusion de la paix avec la Bulgarie (11 août 1913). 128, 154.

Télégramme adressé par le roi au roi de Roumanie à l'issue de la conclusion du traité de paix de Bucarest (18 août 1913). 128, 154.

Lettres adressées par le roi à M. Pachitch et au généralissime Radomir Poutnik après la conclusion de la paix de Bucarest (17 août 1913). 128, 155.

Communiqué officieux du gouvernement serbe publié à Paris par l'agence Reuter sur le soulèvement albanais (25 septembre 1913). 129, 261.

Discours prononcé à la Chambre par S. Exc. M. Pachitch, président du Conseil des Ministres sur la politique étrangère du gouvernement (29 octobre 1913). 129, 266.

Liste des délégués du royaume à la Cour de La Haye (1913). 128, 106.

V. Assistance judiciaire. — Bulgarie. — Grèce — Russie.

Seychelles (Les). — V. Automobiles.

Siam. — Liste des représentants du gouvernement royal à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 125, 106.

Réception par le président de la République française du prince Charoon, envoyé extraordinaire et membre plénipotentiaire de S. M. le roi de Siam (12 décembre 1912). 125, 181.

V. Radiotélégraphie.

Sierra-Leone (colonie de). — V. Automobiles.

Somalie italienne. — V. Assistance.

Soudan. — V. Togo.

Spiritueux. — V. Alcool.

Spitzberg (Archipel du). — V. Norvège.

Suède. — Liste des membres suédois de la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

Déclaration relative à l'établissement de règles similaires de neutralité signé entre les trois royaumes scandinaves (décembre 1912). 125, 125.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Propriété artistique et littéraire.

Suisse. — Arrangement avec le gouvernement français au sujet du pacage dans les pâturages situés des deux côtés de la frontière (23 octobre 1913). 125, 76.

Liste des délégués de la Confédération à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

Notifications diverses. — Propriété artistique et littéraire. — Propriété industrielle. — Turbines à vapeur.

Tabago (île de). — V. Propriété industrielle

Taxes télégraphiques. — V. Télégraphe.

Télégraphe. — Loi française concernant la

fixation de certaines taxes télégraphiques internationales (22 juillet 1913). 128, 87.

Téléphones. — Arrangement particulier conclu entre les administrations de téléphones de l'Italie et de l'Autriche pour régler leurs rapports de service (16-24 novembre 1909). 126, 62.

Accord relatif aux communications téléphoniques échangées entre l'Italie et l'Autriche sous le rapport des abonnements (19 janvier-6 février 1911). 126, 96.

Convention réglant le service, de la correspondance téléphonique entre les Pays-Bas et la France par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

Togo. — Déclaration franco-allemande relative à la délimitation du Dahomey, du Soudan français et du territoire allemand de Togo (28 septembre 1912). 125, 66.

Trinité (colonie de la). — V. *Propriété industrielle*.

Triple-Alliance. — Renouvellement de la Triple-Alliance (7 décembre 1912). 125, 200.

Déclarations faites à la Chambre des députés italienne par S. Exc. M. di San Giuliano, ministre des Affaires Etrangères, en réponse à une interpellation de M. Barzilai, député, sur le renouvellement anticipé de la Triple-Alliance (18 décembre 1912). 125, 218.

Tripolitaine. — V. : *Italie.* — *Lybie.* — *Turquie.*

Tunisie. — Décret beylical réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie (18 mars 1913). 127, 79.

Nominations dans le personnel du contrôle civil (juin 1913). 127, 93.

Décret du Président de la République française fixant la quantité de vins de raisin frais de provenance tunisienne pouvant être admise en France du 1^{er} août 1913 au 31 juillet 1914 (1^{er} août 1913). 128, 89.

Arrêté du Résident général de la République française réglementant le statut du personnel des contrôles civils (21 octobre 1913). 129, 201.

V. *Propriété artistique et littéraire.* — *Propriété industrielle.*

Turbines à vapeur. — Sentence arbitrale au sujet de l'interprétation d'une disposition de la convention de commerce du 20 octobre 1906 entre la Suisse et la France relative aux turbines à vapeur (3 août 1912). 127, 71.

Turquie. — Protocole d'armistice entre les troupes belligérantes de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro, d'une part, et celles de l'Empire ottoman, d'autre part (20 novembre 1912). 125, 84.

Tradé de S. M. le Sultan concernant l'administration des îles de la mer Egée (octobre 1912). 125, 15.

Accord concernant le *modus procedendi* pour la conclusion de la paix avec le royaume d'Italie (15 octobre 1912). 125, 12.

Firman de S. M. le Sultan aux populations de la Tripolitaine (18 octobre 1912). 125, 14.

Traité de paix avec l'Italie, dit traité de Lausanne (18 octobre 1912). 125, 17.

Echange de notes entre le gouvernement impérial et les Puissances au sujet de la guerre balkanique et de la session d'Andrinople aux alliés (janvier-avril 1913). 126, 108.

Notes échangées avec les Etats balkaniques au cours de la Conférence de Londres (janvier 1913). 126, 113.

Note communiquée à la presse par les délégués turcs à la Conférence de Londres (3 février 1913). 125, 207.

Note remise aux puissances par le gouvernement impérial au sujet de la nouvelle frontière avec la Bulgarie (19 juillet 1913). 128, 75.

Discours prononcé par Rechid Salvat Bey, président de la délégation envoyée par la ville d'Andrinople dans les différentes capitales pour demander le maintien de la ville sous la domination turque au banquet offert à ladite délégation le 29 août 1913 par la presse parisienne. 128, 117.

Allocutions prononcées à l'issue de la conclusion du traité de paix turco-bulgare, à Constantinople (29 septembre 1913). 129, 262.

Résolution adoptée par l'assemblée des délégués des différentes nations européennes convoqués à Paris par la section arménienne du Comité de l'Asie. 129, 263.

Liste des délégués ottomans à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

V. *Bulgarie.* — *Commerce.* — *Douanes.* — *Roumélie.*

Universités (Office national français des). — Notes sur la situation de cet office en 1912. 127, 66.

Uruguay. — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

V. *Abordage.* — *Livrets d'identité.* — *Radio télégraphie.*

Vénézuëla. — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 108.

Protocole pour la reprise des relations diplomatiques entre la France et le Vénézuëla (11 février 1913). 128, 55.

Vins. — V. *Tunisie.*

Voyages princiers. — V. *Allemagne.* — *Grèce.*

Washington (Conférence de). — V. *Propriété industrielle.*

